



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXIV^e Année

Tome I N^o 4 - Avril 1989

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de février 1989.**
- 1 **Statistiques.**
- 171 **Législation économique.**
- 219 **Liste des « Cahiers » parus.**
- 223 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

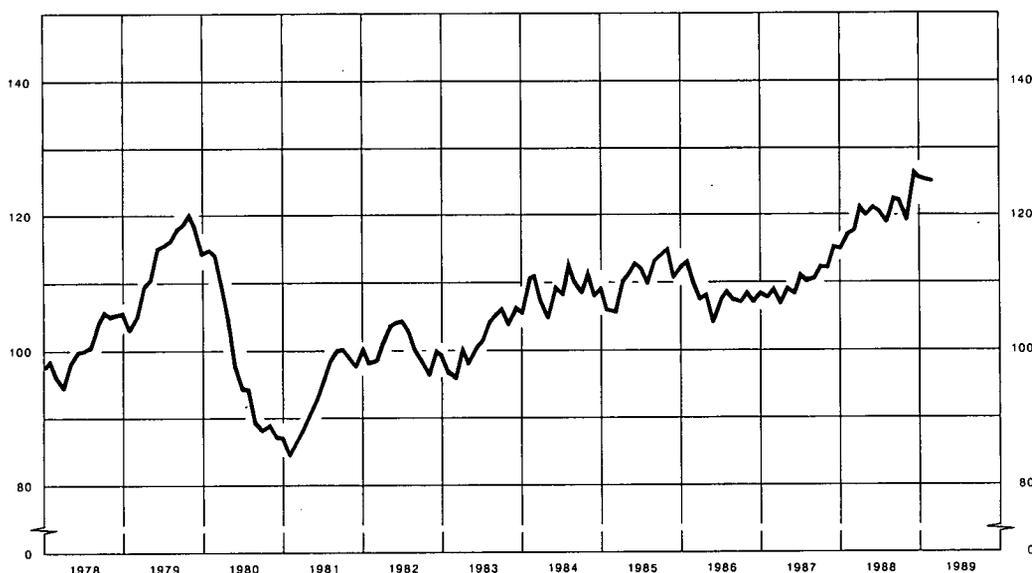
Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE FEVRIER 1989

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

En février, la valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque s'est pratiquement stabilisée au niveau élevé qu'elle avait atteint les trois mois précédents. Elle s'est en effet établie à 125,11 points, en recul de 0,31 point par rapport à janvier.

Au cours du mois de février, on a enregistré un ralentissement dans le commerce et une amélioration dans l'industrie de la construction. Dans l'industrie manufacturière, le climat conjoncturel ne s'est guère modifié.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote de diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 4c
2. Pêche maritime	III - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5
V. — Services.			
1. Transports :		6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7
b) Navigation maritime	V - 1b	8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8
c) Navigation intérieure	V - 1c	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	1. Encours :	
3. Commerce intérieur :		a) au 31 décembre 1986	XII - 1a
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	b) au 31 décembre 1987	XII - 1b
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Mouvements en 1987	XII - 2
4. Chambres de compensation :		3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) Nombre d'opérations	V - 4a	a) au 31 décembre 1986	XII - 3a
b) Montant des opérations	V - 4b	b) au 31 décembre 1987	XII - 3b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	4. Mouvements en 1987 (totaux sectoriels)	XII - 4
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	2. Bilans :	
3. Prix à la consommation en Belgique :		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a	2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b	4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :		5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
— Destination économique apparente	XIII - 6	6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7	7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8	8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11		
12. Situation globale des banques	XIII - 12	XVIII. — Marché monétaire.	
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.		2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4	3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a	1. Banque Nationale de Belgique :	
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b	a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c	b) Taux spéciaux	XIX - 1b
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6	c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :		2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a	3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b	4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c	5. Taux de dépôts en franc belge dans les banques	XIX - 5
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
XV. — Actifs financiers.		8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8
1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1	XX. — Banques d'émission étrangères.	
2. Stock monétaire	XV - 2	1. Taux d'escompte	XX - 1
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3	2. Banque de France	XX - 2
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :		3. Bank of England	XX - 3
a) Variations	XV - 4a	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b	5. Nederlandsche Bank	XX - 5
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5	6. Banca d'Italia	XX - 6
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :		7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
a) Variations	XV - 6a	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
b) Encours	XV - 6b	9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.		GRAPHIQUES.	
1. Emissions en franc belge à plus d'un an	XVI - 1	P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2	Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
3. Dettes en franc belge à plus d'un an du secteur public :		Production industrielle	IV - 1
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 3a	Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 3b	Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.		Prix de gros en Belgique	VII - 2
1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1	Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
		Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
		Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
		Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
		CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
		Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
	T.V.A.	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.330,4	1.372,7	1.381,2	1.386,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	53,9	55,8	59,0	61,0	63,2	66,2	68,2	69,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	286,2	289,1	292,2	316,4	364,2	424,4	442,2	483,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	513,4	563,3	603,5	619,6	657,5	689,1	748,2	745,5
5. Corrections et compléments	74,4	79,2	94,1	109,0	118,3	128,4	153,1	165,8
Ajustement statistique	6,1	- 23,1	- 5,2	26,3	17,3	- 1,8	22,9	- 5,2
<i>Total ...</i>	2.079,0	2.155,3	2.285,6	2.397,7	2.550,9	2.679,0	2.815,8	2.846,2
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	48,8	56,8	64,2	73,6	72,5	69,8	70,6	64,2
2. Professions libérales ¹	104,2	112,8	118,4	127,6	138,7	155,6	167,6	179,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	228,1	228,9	233,7	236,6	256,6	266,8	282,2	301,6
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,8	41,5	47,9
Ajustement statistique	1,1	- 4,4	- 1,0	5,1	3,4	- 0,3	4,6	- 1,1
<i>Total ...</i>	397,1	408,3	432,6	463,7	496,7	523,7	566,5	592,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	285,3	325,0	372,1	403,2	461,7	502,0	533,6	545,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	85,0	98,9	109,2	126,1	143,7	157,9	171,0	188,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	64,3	94,9	122,5	131,5	138,0	170,7	178,8	196,2
<i>Total ...</i>	434,6	518,8	603,8	660,8	743,4	830,6	883,4	930,3
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	24,4	13,2	34,7	52,4	88,5	139,3	213,3	245,0
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	89,7	87,5	112,9	115,0	133,1	148,4	157,1	164,4
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	42,4
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 7,3	- 1,6	13,3	- 8,0	- 1,2	3,2	- 7,3	- 8,2
<i>Total ...</i>	20,4	28,3	43,6	23,5	32,0	39,2	32,0	34,2
G. Intérêts de la dette publique	- 211,5	- 285,2	- 363,3	- 392,3	- 443,0	- 511,3	- 567,4	- 561,3
Revenu national net au coût des facteurs	2.833,7	2.926,2	3.149,9	3.320,8	3.601,6	3.848,9	4.100,7	4.251,3
H. Amortissements	312,1	332,1	367,2	402,9	427,8	460,0	470,6	480,7
Revenu national brut au coût des facteurs	3.145,8	3.258,3	3.517,1	3.723,7	4.029,4	4.308,9	4.571,3	4.732,0
I. Impôts indirects	412,1	436,3	477,1	511,5	533,4	558,7	575,6	616,5
J. Subventions	- 50,3	- 55,3	- 53,4	- 59,3	- 68,0	- 71,1	- 75,0	- 55,7
Produit national brut aux prix du marché	3.507,6	3.639,3	3.940,8	4.175,9	4.494,8	4.796,5	5.071,9	5.292,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

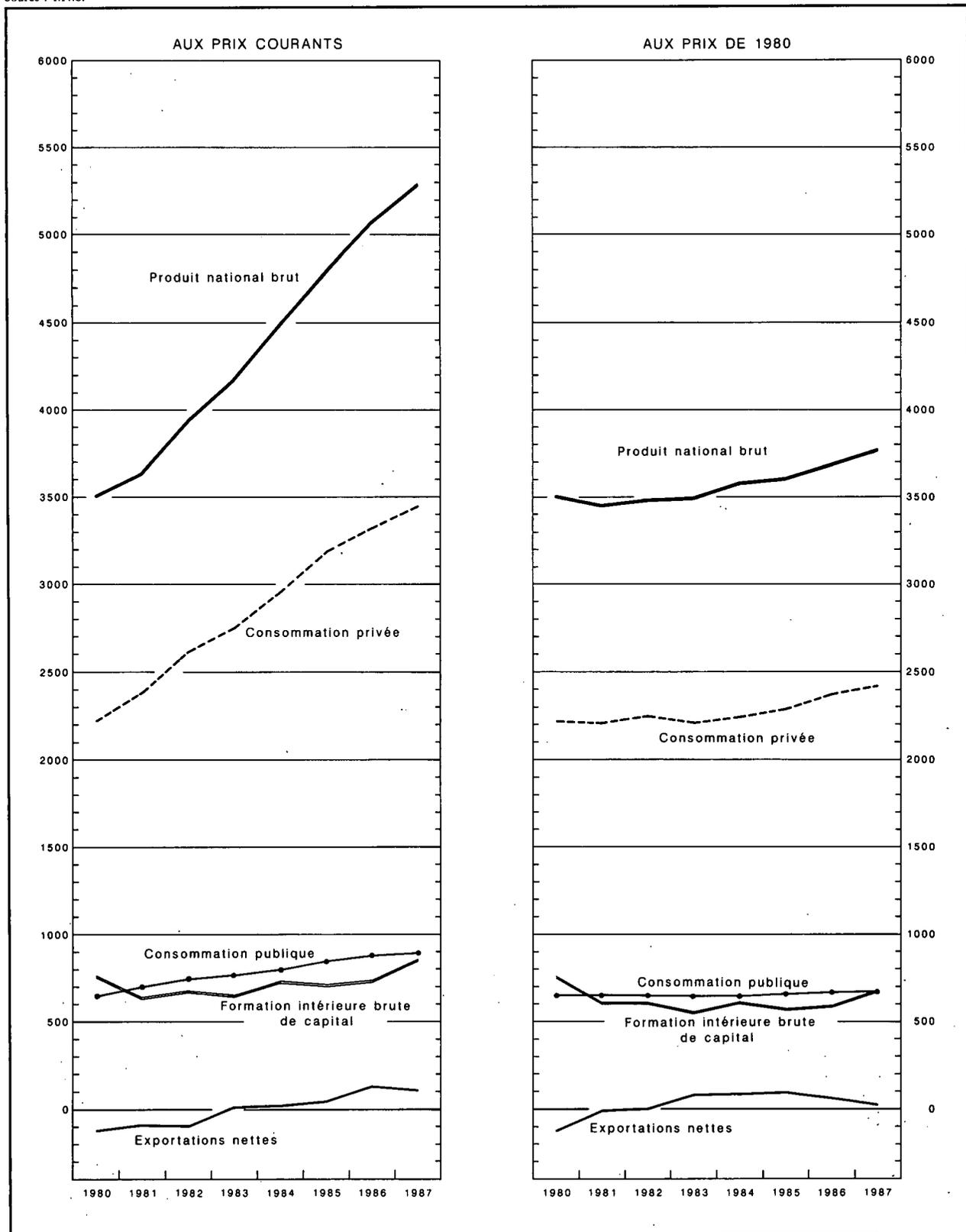
Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
1. Agriculture, sylviculture et pêche	79,4	88,2	97,8	109,7	112,3	112,4	115,7	110,6
2. Industries extractives	18,6	20,1	25,1	24,8	24,3	23,9	24,1	20,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	157,2	163,6	188,2	198,7	208,6	223,2	234,6	232,0
b) Textiles	40,5	39,2	41,9	45,8	47,4	52,3	51,5	51,3
c) Vêtements et chaussures	22,7	22,9	25,7	24,0	24,7	26,4	29,0	27,4
d) Bois et meubles	41,1	39,9	41,2	39,2	41,6	43,2	48,6	54,1
e) Papier, impression, édition	45,0	44,3	50,4	52,2	54,6	59,5	62,6	65,0
f) Industrie chimique et activités connexes	100,0	90,0	112,1	113,0	134,6	146,4	142,0	145,5
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	39,1	33,4	36,3	37,6	40,8	40,0	44,0	46,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	54,8	54,4	58,5	64,1	68,4	70,4	69,3	59,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	238,6	220,8	245,8	254,8	252,1	288,3	324,0	313,0
j) Industries non dénommées ailleurs ...	122,6	121,6	133,2	145,8	158,2	167,3	175,6	180,8
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	861,6	830,1	933,3	975,2	1.031,0	1.117,0	1.181,2	1.175,5
4. Construction	276,7	240,2	247,0	242,0	242,6	253,7	263,2	279,8
5. Electricité, gaz et eau	109,6	120,7	121,2	143,6	162,5	174,7	169,0	166,8
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	654,0	681,3	760,9	836,2	868,4	951,1	1.052,1	1.136,6
b) Services financiers et assurances	160,7	194,5	221,3	213,4	249,6	271,6	314,6	337,4
c) Immeubles d'habitation	168,4	193,3	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,7
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	983,1	1.069,1	1.194,7	1.283,8	1.375,9	1.500,5	1.661,4	1.788,7
7. Transports et communications	279,6	285,1	304,1	318,7	363,5	392,8	389,0	414,9
8. Services	1.004,4	1.085,7	1.172,3	1.245,6	1.344,9	1.424,3	1.509,8	1.555,0
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,9
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 45,1	- 53,3	- 61,7	- 62,7	- 72,2	- 78,3	- 92,3	- 96,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 47,2	- 53,6	- 66,7	- 69,5	- 77,7	- 85,5	- 94,2	- 102,8
Ajustement statistique	0,1	20,8	7,5	1,9	21,1	1,1	- 18,6	2,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.525,9	3.657,9	3.980,1	4.218,6	4.534,3	4.843,4	5.115,4	5.323,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	- 18,3	- 18,6	- 39,3	- 42,7	- 39,5	- 46,9	- 43,5	- 30,2
Produit national brut aux prix du marché ..	3.507,6	3.639,3	3.940,8	4.175,9	4.494,8	4.796,5	5.071,9	5.292,8

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	403,9	415,2	471,4	519,8	560,6	590,5	609,4	611,1
2. Boissons	97,6	103,4	114,0	121,4	123,8	128,6	132,9	139,8
3. Tabac	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6
4. Vêtements et effets personnels	184,8	187,2	213,6	216,7	224,2	237,7	258,5	262,5
5. Loyers, taxes, eau	228,0	258,8	285,3	313,5	341,1	366,0	387,1	411,5
6. Chauffage et éclairage	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	229,1	194,2	179,1
7. Articles ménagers durables	218,1	221,3	229,8	232,5	242,2	256,9	288,8	308,4
8. Entretien de la maison	92,7	98,1	105,7	112,9	119,9	125,5	132,5	136,4
9. Soins personnels et hygiène	229,7	252,0	278,4	305,0	324,8	347,2	368,8	386,5
10. Transports	256,1	275,8	302,2	328,4	351,6	372,5	372,7	389,2
11. Communications : P.T.T.	18,6	20,0	22,0	23,9	26,6	28,7	30,5	33,5
12. Loisirs	195,7	209,1	231,8	251,4	272,7	292,2	305,7	321,7
13. Enseignement et recherches	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9
14. Services financiers	87,1	103,3	118,3	115,8	136,8	148,0	172,4	184,6
15. Services divers	19,3	20,3	21,4	22,7	25,1	27,9	30,0	33,8
16. Dépenses personnelles à l'étranger	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7	108,9	119,1
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 127,6	- 136,3
Ajustement statistique	- 5,5	5,2	- 1,1	- 26,9	- 33,5	0,9	- 7,3	2,7
<i>Total ...</i>	<i>2.224,9</i>	<i>2.392,1</i>	<i>2.617,7</i>	<i>2.753,0</i>	<i>2.951,0</i>	<i>3.189,1</i>	<i>3.320,6</i>	<i>3.446,1</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	471,3	514,3	547,2	561,3	587,8	623,0	647,6	641,3
2. Achats courants de biens et services	129,2	139,8	146,0	154,9	160,1	174,5	175,5	184,8
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	42,4
4. Loyer payé	4,9	4,6	5,2	5,5	5,8	6,8	6,3	6,4
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1	10,9
6. Amortissement mobilier et matériel	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0
<i>Total ...</i>	<i>643,6</i>	<i>699,9</i>	<i>740,3</i>	<i>765,3</i>	<i>799,7</i>	<i>854,0</i>	<i>883,5</i>	<i>890,8</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,0	19,6	21,1
2. Industries extractives	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	3,6
3. Industries manufacturières	109,2	100,9	122,4	126,7	139,4	157,5	178,4	193,3
4. Construction	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	16,1
5. Electricité, gaz et eau	39,6	39,0	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	44,3
6. Commerce, banques, assurances	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	148,1
7. Immeubles d'habitation	224,7	139,0	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	182,7
8. Transports et communications	86,4	101,2	103,1	96,6	101,8	94,5	89,2	90,9
9. Pouvoirs publics et enseignement	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,6	86,4	84,6
10. Autres services	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8
11. Variations de stocks	29,2	- 6,3	7,5	- 21,1	25,7	- 34,7	- 46,0	3,4
Ajustement statistique	- 1,9	1,4	- 0,3	- 6,3	- 8,3	0,2	- 1,6	0,7
<i>Total ...</i>	<i>755,7</i>	<i>639,2</i>	<i>678,6</i>	<i>642,6</i>	<i>727,0</i>	<i>708,7</i>	<i>734,2</i>	<i>851,6</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	211,9	456,1	538,7	504,8	600,8	715,8	628,5	601,7
2. Exportations de biens et services	2.026,4	2.283,9	2.637,3	2.920,2	3.332,1	3.466,7	3.362,9	3.444,1
Exportations totales ...	2.238,3	2.740,0	3.176,0	3.425,0	3.932,9	4.182,5	3.991,4	4.045,8
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	230,2	474,7	578,0	547,5	640,3	762,7	672,0	631,9
4. Importations de biens et services	2.124,7	2.357,2	2.693,8	2.862,5	3.275,5	3.375,1	3.185,8	3.309,6
Importations totales ...	2.354,9	2.831,9	3.271,8	3.410,0	3.915,8	4.137,8	3.857,8	3.941,5
Exportations nettes ...	- 116,6	- 91,9	- 95,8	15,0	17,1	44,7	133,6	104,3
Produit national brut aux prix du marché	3.507,6	3.639,3	3.940,8	4.175,9	4.494,8	4.796,5	5.071,9	5.292,8

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

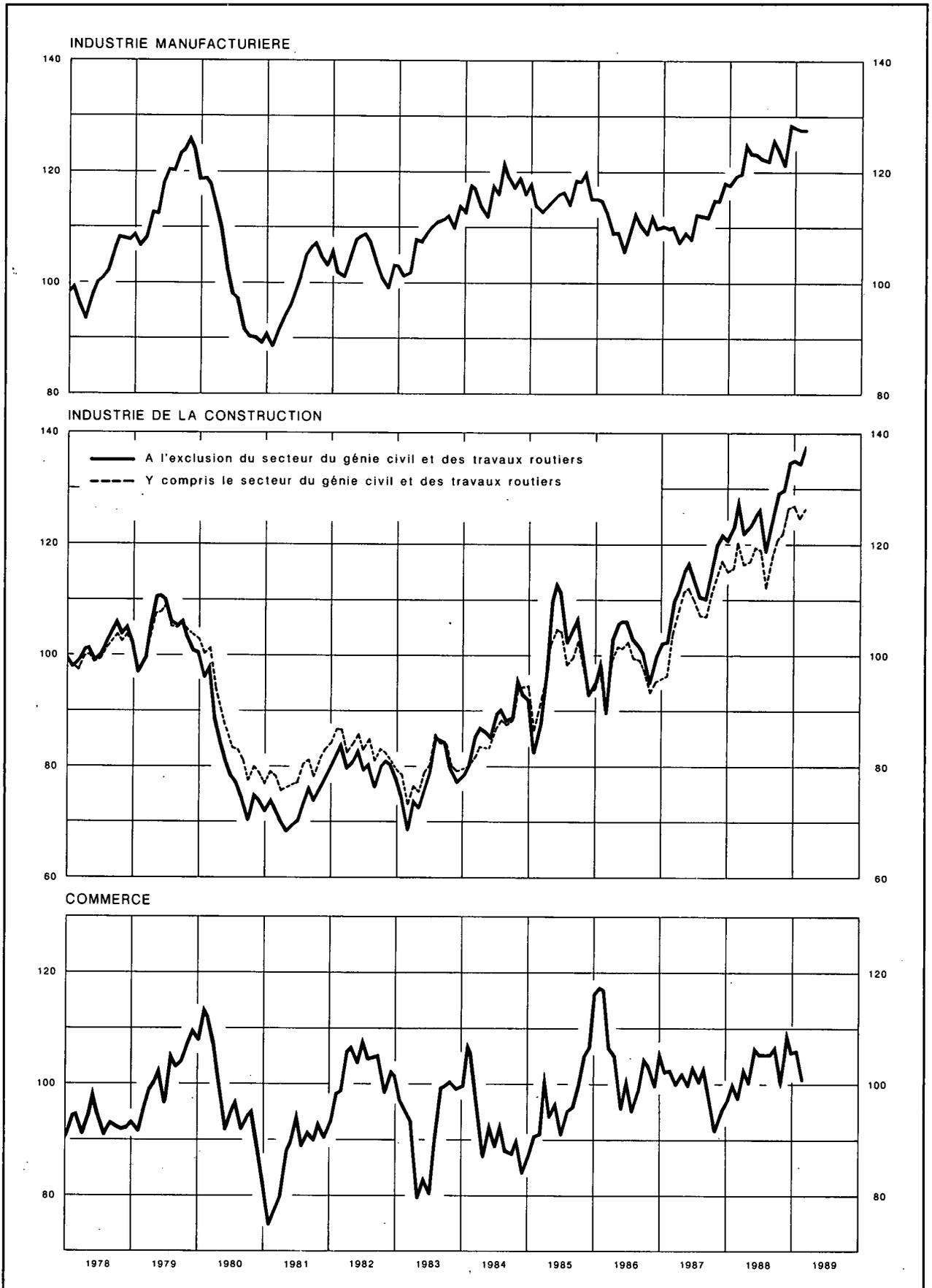
Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	100	98	101	102	103	105	107	107
2. Boissons	100	96	98	96	95	95	95	100
3. Tabac	100	98	105	102	103	97	93	87
4. Vêtements et effets personnels	100	98	105	100	98	97	99	95
5. Loyers, taxes, eau	100	104	106	108	110	113	115	117
6. Chauffage et éclairage	100	97	95	92	95	103	106	108
7. Articles ménagers durables	100	99	99	93	93	95	104	108
8. Entretien de la maison	100	100	102	101	101	101	101	102
9. Soins personnels et hygiène	100	104	106	108	108	110	111	113
10. Transports	100	98	98	98	100	101	104	107
11. Communications : P.T.T.	100	107	107	108	110	115	118	129
12. Loisirs	100	101	107	107	108	109	109	112
13. Enseignement et recherches	100	102	104	106	108	111	113	115
14. Services financiers	100	110	115	108	115	118	131	143
15. Services divers	100	99	97	96	101	107	109	119
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	105	93	92	93	94	97	103
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	100	116	139	164	169	164	160	166
<i>Total ...</i>	100	99	101	100	101	103	107	109
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	100	101	101	102	102	104	105	104
2. Achats courants de biens et services	100	101	98	97	95	100	100	105
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	100	97	92	89	88	91	94	96
<i>Total ...</i>	100	101	100	100	100	102	103	104
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	88	90	89	92	92	99	107
2. Industries extractives	100	93	101	136	140	110	97	98
3. Industries manufacturières	100	90	103	102	109	120	133	145
4. Construction	100	110	84	62	77	83	98	104
5. Electricité, gaz et eau	100	93	94	89	95	95	82	88
6. Commerce, banques, assurances	100	89	94	97	106	114	128	147
7. Immeubles d'habitation	100	59	55	54	53	56	58	62
8. Transports et communications	100	111	104	93	95	86	80	82
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	100	88	80	69	63	53	51	54
10. Enseignement	100	98	90	88	74	69	56	49
11. Autres services	100	94	87	88	94	95	113	128
<i>Total ...</i>	100	80	80	73	80	75	78	88
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	100	205	226	199	225	254	215	203
2. Exportations de biens et services	100	103	105	109	115	116	123	131
Exportations totales ...	100	113	117	117	125	129	132	138
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	100	196	223	199	221	249	211	196
4. Importations de biens et services	100	98	99	98	104	105	113	122
Importations totales ...	100	107	111	108	115	119	122	129
Produit national brut aux prix du marché	100	99	100	100	102	103	105	108

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1986 Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25
Juillet	112,55	111,03	100,86	110,57	107,67
Août	112,24	110,58	103,26	110,64	107,17
Septembre	115,27	115,75	97,15	112,62	111,12
Octobre	115,10	120,47	92,18	112,47	114,52
Novembre	118,48	122,18	95,20	115,54	117,04
Décembre	118,03	121,09	96,59	115,27	115,05
1988 Janvier	119,33	123,06	100,47	117,06	115,82
Février	119,88	128,51	97,77	117,86	120,84
Mars	125,56	122,25	103,02	121,68	116,72
Avril	123,81	123,39	100,06	120,18	117,04
Mai	123,51	125,79	106,68	121,33	119,75
Juin	122,86	126,86	105,45	120,85	119,14
Juillet	122,22	119,78	105,44	119,34	112,82
Août	126,10	124,40	105,42	122,74	117,41
Septembre	124,31	129,16	106,97	122,44	121,00
Octobre	121,86	129,92	101,26	119,98	122,06
Novembre	128,69	134,97	109,72	126,79	126,50
Décembre	128,07	135,26	105,95	125,83	126,93
1989 Janvier	127,56	134,75	106,07	125,42	124,74
Février	127,60	137,93	100,65	125,11	126,28

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1986 Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71
Juillet	106,94	113,45	117,72	115,09	126,74	104,76	115,19	112,55
Août	107,22	105,87	119,54	123,47	127,84	104,04	113,02	112,24
Septembre	108,51	110,76	114,75	130,63	130,67	107,22	122,81	115,27
Octobre	108,09	110,83	111,53	127,88	130,60	109,08	125,39	115,10
Novembre	110,41	115,47	115,35	131,61	136,53	109,89	130,40	118,48
Décembre	108,99	119,65	121,05	132,34	139,01	109,79	115,15	118,03
1988 Janvier	112,07	119,52	116,56	144,58	147,38	104,01	119,22	119,33
Février	113,08	121,50	113,35	146,17	148,50	107,03	116,79	119,88
Mars	114,31	127,24	118,40	155,18	158,90	111,73	126,59	125,56
Avril	111,62	120,09	111,73	153,57	157,47	118,64	125,62	123,81
Mai	112,17	116,95	115,74	152,94	152,38	110,92	136,88	123,51
Juin	108,93	117,93	110,66	149,85	164,89	109,34	138,55	122,86
Juillet	105,72	112,72	116,45	150,14	155,43	114,32	137,03	122,22
Août	104,64	123,28	121,52	150,09	154,42	123,42	138,59	126,10
Septembre	109,86	121,36	116,09	143,16	155,74	119,31	134,53	124,31
Octobre	110,46	119,09	114,11	148,48	156,38	110,68	126,92	121,86
Novembre	115,71	125,63	117,69	164,02	172,38	116,45	129,29	128,69
Décembre	114,88	126,31	119,06	156,65	161,56	120,28	130,58	128,07
1989 Janvier	116,52	126,75	114,45	155,49	149,55	120,84	136,69	127,56
Février	117,46	119,70	117,54	161,73	166,37	116,54	130,48	127,60

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1988				1989	1988				1989	1988				1989
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	- 13	- 12	- 13	- 8	- 3	- 18	- 16	- 16	- 10	- 8	+ 7	+ 8	+ 3	- 1	+ 2
I. Biens de consommation	- 24	- 19	- 21	- 19	- 10	- 15	- 14	- 12	- 14	+ 1	+ 8	+ 15	+ 6	+ 6	+ 7
II. Biens d'investissement	- 18	- 14	- 14	- 12	- 4	- 34	- 22	- 28	- 24	- 22	+ 8	- 3	- 6	- 4	- 9
III. Biens intermédiaires	- 8	- 16	- 16	- 8	- 6	- 17	- 22	- 19	- 5	- 20	+ 4	+ 10	+ 8	- 1	+ 4
Industrie textile	- 31	- 38	- 31	- 30	- 32	- 37	- 39	- 28	- 27	- 32	+ 11	+ 21	+ 16	+ 10	+ 16
dont : Laine	- 64	- 55	- 47	- 52	- 56	- 58	- 61	- 44	- 50	- 78	+ 12	+ 16	+ 13	- 2	+ 3
Coton	- 27	- 44	- 35	- 24	- 17	- 47	- 51	- 35	- 27	- 19	+ 24	+ 33	+ 26	+ 24	+ 33
Bonneterie	- 27	- 36	- 42	- 56	- 57	- 32	- 33	- 41	- 51	- 47	- 8	+ 14	+ 7	+ 6	+ 6
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 34	- 39	- 31	- 32	- 30	- 25	- 23	- 20	- 25	- 15	- 1	+ 6	+ 2	- 2	+ 9
dont : Chaussures	- 78	- 49	- 34	- 18	- 33	- 93	- 91	- 94	- 90	- 91	- 2	- 12	- 4	+ 14	+ 17
Habillement	- 25	- 37	- 31	- 35	- 30	- 20	- 17	- 15	- 19	- 9	- 1	+ 9	+ 3	- 5	+ 8
Industrie du bois et du meuble en bois	- 2	- 8	- 5	- 7	+ 4	- 10	- 17	- 16	- 21	+ 2	+ 5	+ 12	+ 14	+ 14	- 5
dont : Bois	+ 17	+ 28	+ 13	+ 9	+ 8	+ 31	+ 26	+ 14	+ 7	+ 24	- 14	- 7	- 8	- 10	- 30
Meubles en bois	- 16	- 33	- 17	- 19	0	- 34	- 43	- 33	- 38	- 11	+ 19	+ 25	+ 30	+ 30	+ 13
Papiers et cartons	+ 27	- 2	+ 1	+ 5	- 11	+ 31	- 15	0	- 15	- 30	0	+ 16	+ 18	+ 5	+ 17
dont : Production de papier et carton	+ 31	- 16	+ 3	+ 2	- 4	+ 43	- 19	+ 3	- 19	- 33	+ 6	+ 27	+ 20	- 2	+ 31
Transformation de papier et carton	+ 25	+ 10	- 1	+ 8	- 15	0	- 4	- 8	- 7	- 23	- 5	+ 9	+ 15	+ 10	+ 7
Industrie du cuir	- 92	- 51	- 65	- 38	- 75	- 90	- 51	- 76	- 35	- 75	+ 49	+ 15	+ 31	- 5	- 8
Transformation de matières plastiques	+ 27	+ 17	+ 1	+ 25	+ 37	+ 29	+ 17	- 15	+ 38	+ 43	0	+ 37	+ 23	- 2	+ 2
Raffinage de pétrole	0	+ 26	0	0	0	0	+ 26	0	0	0	0	0	0	0	0
Production et première transformation des métaux	- 15	- 28	- 30	- 23	- 17	- 24	- 33	- 26	- 10	- 34	0	- 1	0	- 2	+ 1
dont : Métaux ferreux	- 18	- 30	- 33	- 28	- 20	- 23	- 35	- 28	- 12	- 41	- 1	+ 1	+ 2	- 2	- 1
Métaux non ferreux	+ 3	- 17	- 17	+ 2	+ 1	- 27	- 17	- 15	+ 2	+ 1	+ 4	+ 3	- 5	- 3	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 26	+ 17	+ 9	+ 10	+ 11	+ 7	+ 16	- 5	- 7	- 6	+ 9	- 10	- 19	- 7	- 20
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 28	+ 16	+ 10	+ 10	+ 11	+ 9	+ 13	- 6	- 9	- 17	+ 5	- 12	- 22	- 8	- 22
Industrie chimique	+ 7	+ 9	+ 9	+ 23	+ 10	+ 8	+ 16	+ 8	+ 21	+ 10	+ 2	- 1	- 2	- 8	+ 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 22	- 44	0	+ 26	+ 26	- 18	- 17	0	+ 18	+ 18	+ 22	+ 61	+ 83	- 26	- 26
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 28	- 8	- 26	- 15	- 14	- 25	- 17	- 26	- 18	- 18	0	+ 2	- 16	- 1	+ 7
Construction de machines et de matériel mécanique	- 29	- 16	- 5	0	+ 9	- 34	- 25	- 17	- 14	- 8	- 5	- 17	- 16	- 14	- 8
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 97	- 67	- 32	- 48	- 50	- 98	- 67	- 34	- 50	- 50	0	0	0	0	0
Machines-outils	+ 80	+ 86	+ 79	+ 93	+ 100	+ 100	+ 33	+ 26	+ 67	+ 23	- 100	- 100	- 100	- 100	- 100
Machines textiles	- 22	- 24	- 26	- 24	- 25	- 26	- 24	- 25	- 21	- 18	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 31	- 31	- 7	+ 1	+ 29	- 33	- 23	- 9	- 6	+ 13	+ 24	- 5	+ 7	+ 9	+ 26
Construction électrique et électronique	- 56	- 48	- 47	- 44	- 11	- 76	- 61	- 59	- 56	- 17	+ 23	+ 23	+ 24	+ 10	+ 6
dont : Construction électrique d'équipement	- 45	- 32	- 32	- 25	- 15	- 71	- 48	- 47	- 42	- 31	+ 38	+ 33	+ 33	+ 11	+ 3
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 91	- 90	- 91	- 94	- 10	- 91	- 91	- 92	- 95	- 5	0	+ 7	+ 11	+ 7	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 25	+ 32	+ 34	+ 35	+ 36	+ 26	+ 32	+ 35	+ 35	+ 35	+ 20	+ 20	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 73	- 73	- 76	- 71	- 57	- 80	- 81	- 81	- 81	- 81	- 3	+ 38	+ 25	+ 33	+ 32
dont : Construction navale	- 86	- 93	- 94	- 96	- 93	- 100	- 97	- 98	- 99	- 100	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 3	+ 16	+ 5	+ 36	+ 55	+ 44	+ 15	+ 29	+ 44	+ 44	- 3	+ 38	+ 25	+ 33	+ 32

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1987		1988			1987		1988			1987		1988			1987		1988		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	22	24	27	28	27	68	64	63	57	53	3	2	3	5	5	3	3	3	3	4
I. Biens de consommation	28	31	27	31	30	64	64	67	55	54	5	6	6	6	4	2	1	0	2	4
II. Biens d'investissement	23	25	35	36	35	68	62	53	46	44	3	2	3	8	6	6	7	4	3	5
III. Biens intermédiaires	15	21	28	24	22	67	63	61	59	53	1	1	2	4	3	1	2	2	3	3
Industrie textile	26	16	19	26	16	61	77	74	60	63	3	5	5	5	5	5	3	1	6	7
dont : Laine	24	17	17	30	17	72	78	76	61	69	1	0	2	4	5	0	1	0	3	4
Coton	18	7	11	7	11	75	87	86	79	77	2	4	3	1	2	1	4	1	8	1
Bonneterie	5	8	8	2	8	69	85	82	83	61	7	11	7	7	8	7	0	2	8	14
Industrie des chaussures et de l'habillement	25	26	26	26	23	64	67	63	51	55	12	10	12	9	6	0	2	0	0	2
dont : Chaussures	55	66	65	55	56	45	34	35	33	31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	19	18	18	19	16	67	74	69	55	60	15	12	15	11	8	0	2	0	0	2
Industrie du bois et du meuble en bois	22	31	23	28	28	62	54	68	51	49	7	8	11	11	10	6	2	2	3	3
dont : Bois	20	25	32	30	24	60	57	60	57	55	1	4	9	0	5	8	4	3	4	2
Meubles en bois	25	36	16	26	32	63	51	74	47	45	10	11	12	17	15	4	0	0	2	4
Papiers et cartons	21	35	36	39	33	64	54	47	45	47	1	1	3	2	2	1	2	4	2	5
dont : Production de papier et carton	39	62	59	61	67	61	38	36	30	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	7	13	19	22	9	66	67	55	55	61	2	1	5	4	4	2	4	7	4	8
Industrie du cuir	24	24	24	25	25	76	76	76	65	65	0	0	0	0	0	0	0	11	10	10
Transformation de matières plastiques	53	63	31	61	63	39	34	66	34	27	1	0	0	1	0	0	3	3	3	3
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	4	17	37	21	21	65	56	45	56	37	0	0	0	6	1	1	0	1	0	1
dont : Métaux ferreux	5	20	39	21	20	62	62	45	58	35	0	1	1	7	1	0	0	0	0	1
Métaux non ferreux	0	3	25	25	29	77	24	48	47	47	0	0	0	0	0	3	2	5	2	2
Industrie des produits minéraux non métalliques	24	53	66	61	49	58	26	19	17	21	0	0	2	4	2	16	19	8	10	9
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	29	58	70	68	51	53	22	16	12	23	1	0	2	5	2	19	18	6	8	7
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	95	95	96	94	0	0	0	0	0	2	2	3	2	4
Production de fibres artificielles et synthétiques	97	97	95	94	90	0	0	5	6	6	0	0	0	0	0	3	3	0	0	4
Fabrication d'ouvrages en métaux	13	12	23	16	23	79	77	66	58	58	4	3	2	7	9	3	6	7	5	5
Construction de machines et de matériel mécanique	30	27	25	32	40	64	62	61	48	34	5	4	6	17	11	2	2	3	1	7
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	2	0	2	0	100	97	100	98	99	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Machines-outils	79	79	79	79	78	0	0	0	0	0	21	21	21	21	22	0	0	0	0	0
Machines textiles	73	73	73	75	76	27	27	27	25	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	17	7	10	29	22	76	74	63	41	47	7	0	2	29	0	0	0	5	1	16
Construction électrique et électronique	22	4	23	27	23	78	92	74	70	70	3	0	0	0	4	3	0	1	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	32	1	29	36	28	68	93	66	60	62	4	0	0	0	6	4	0	1	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	1	1	100	100	100	99	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	71	81	81	81	81	29	19	19	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	6	6	2	6	7	94	94	98	94	83	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	88	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	36	36	12	36	36	64	64	88	64	45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1987	1988				1987	1988				1988				1989
		Décembre	Mars	Juin	Septembre		Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Février	2 ^e trim.		3^{e} trim.	4^{e} trim.	Février
Ensemble des industries	+ 27	+ 22	+ 23	+ 22	+ 21	76,9	78,4	79,2	79,7	78,9 ³	3,17	3,25	3,3	3,3	3,5
I. Biens de consommation	+ 33	+ 26	+ 24	+ 25	+ 30	82,7	81,0	82,9	82,3	81,6	2,49	2,61	2,4	2,5	2,6
II. Biens d'investissement	+ 28	+ 30	+ 28	+ 25	+ 21	75,5	75,3	74,7	76,9	76,1	4,19	4,22	4,2	4,3	4,9
III. Biens intermédiaires	+ 34	+ 29	+ 25	+ 23	+ 28	73,4	77,3	78,4	79,1	76,6	3,50	2,34	2,4	2,5	2,3
Industrie textile	+ 31	+ 44	+ 39	+ 49	+ 39	73,1	72,2	74,4	74,4	72,1	1,84	1,85	1,9	1,9	1,9
dont : Laine	+ 40	+ 57	+ 56	+ 63	+ 33	71,6	68,1	73,8	79,2	74,0	1,45	1,51	1,6	1,5	1,6
Coton	+ 42	+ 46	+ 52	+ 59	+ 47	69,3	71,2	70,1	66,4	66,6	2,07	1,96	2,0	2,1	2,2
Bonneterie	+ 41	+ 51	+ 30	+ 77	+ 65	66,9	65,5	70,5	66,6	66,5	1,96	2,09	1,8	1,9	1,7
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 49	+ 41	+ 44	+ 40	+ 53	79,9	77,2	78,3	81,1	74,9	1,61	1,84	1,6	1,9	1,8
dont : Chaussures	+ 58	+ 65	+ 66	+ 72	+ 80	81,1	81,8	82,2	82,9	79,3	1,53	1,87	1,4	2,2	1,7
Habillement	+ 46	+ 36	+ 39	+ 33	+ 47	79,6	76,2	77,5	80,8	73,9	1,63	1,84	1,6	1,9	1,8
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 20	+ 15	+ 19	+ 21	+ 12	85,8	83,8	84,1	84,9	86,9	1,74	1,83	1,9	1,8	1,9
dont : Bois	+ 7	- 2	0	+ 5	0	85,5	83,6	84,2	85,1	85,0	2,16	2,24	2,3	2,2	2,1
Meubles en bois	+ 31	+ 28	+ 31	+ 32	+ 22	86,0	83,9	84,0	84,8	88,2	1,43	1,53	1,6	1,6	1,8
Papiers et cartons	+ 41	+ 20	+ 16	+ 17	+ 12	82,1	86,5	86,7	86,6	86,1	1,60	1,67	1,6	1,4	1,3
dont : Production de papier et carton	+ 42	+ 22	+ 17	+ 10	+ 6	86,4	92,5	91,0	92,0	92,5	1,78	1,72	1,6	1,4	1,4
Transformation de papier et carton	+ 41	+ 18	+ 15	+ 20	+ 16	78,8	81,8	83,5	82,4	81,2	1,46	1,63	1,5	1,5	1,2
Industrie du cuir	+ 22	+ 76	+ 64	+ 64	+ 56	78,7	71,3	75,1	75,6	81,7	1,91	1,86	2,2	2,2	2,1
Transformation de matières plastiques	+ 10	- 5	- 3	+ 16	+ 18	80,0	85,0	83,2	82,9	84,1	3,46	3,35	3,4	3,6	3,7
Production et première transformation des métaux	+ 46	+ 44	+ 36	+ 26	0	67,0	71,8	74,6	77,1	70,6	2,12	2,31	2,5	2,5	2,2
dont : Métaux ferreux	+ 54	+ 52	+ 37	+ 25	+ 48	64,0	68,4	73,3	76,5	68,3	2,05	2,26	2,5	2,5	2,1
Métaux non ferreux	+ 9	+ 4	+ 26	+ 29	+ 51	82,1	89,1	80,4	79,9	82,1	2,45	2,53	2,6	2,7	2,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 1	+ 4	- 5	- 7	+ 35	84,8	85,6	86,4	85,9	84,0	2,08	2,09	2,1	2,1	2,2
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 6	- 2	- 12	- 7	+ 3	84,6	85,7	86,4	85,2	83,3	2,06	2,10	2,2	2,2	2,3
Industrie chimique	+ 14	- 1	0	+ 14	+ 7	78,9	83,7	82,6	79,7	82,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 47	0	0	- 94	0	99,4	100,0	98,8	98,8	98,9	2,00	2,02	2,2	2,8	2,7
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 50	+ 44	+ 39	+ 44	- 91	73,4	72,5	74,2	75,1	73,1	3,86	4,24	4,1	3,7	4,0
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 30	+ 24	+ 22	+ 11	+ 35	74,5	75,7	76,9	80,1	79,8	4,63	4,81	5,0	5,2	5,4
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 99	+ 49	+ 100	+ 50	+ 7	58,4	66,7	66,4	64,5	76,7	6,96	7,13	7,0	7,0	7,0
Machines-outils	- 79	- 79	- 79	- 79	+ 51	97,9	97,9	97,9	97,9	97,8	7,00	6,31	6,8	7,4	7,3
Machines textiles	+ 23	+ 23	+ 27	+ 25	- 78	90,1	91,6	91,1	92,9	92,7	5,44	5,70	5,5	5,4	5,8
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 39	+ 42	+ 32	+ 31	+ 24	66,4	67,1	69,4	83,7	74,6	4,40	4,44	4,8	5,0	5,6
Construction électrique et électronique	+ 41	+ 48	+ 53	+ 44	+ 17	77,0	75,8	74,9	77,1	78,5	5,66	5,69	5,6	5,9	6,8
dont : Construction électrique d'équipement	+ 40	+ 53	+ 61	+ 47	+ 49	73,2	72,1	71,6	76,3	77,9	4,76	5,16	5,4	5,7	6,5
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 44	+ 44	+ 44	+ 44	+ 35	83,1	81,6	79,9	77,2	78,6	8,22	7,27	6,6	6,7	7,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	- 34	- 34	- 35	+ 81	98,4	100,1	98,9	99,7	102,5	2,89	3,15	3,2	3,2	3,0
Construction d'autre matériel de transport	+ 85	+ 82	+ 88	+ 90	- 35	51,3	51,8	49,5	45,5	44,7	5,20	4,10	3,3	3,4	5,3
dont : Construction navale	+ 91	+ 95	+ 95	+ 100	+ 84	45,8	49,1	45,8	39,9	37,8	1,45	0,64	0,2	0,1	1,2
Construction de cycles et motocycles	+ 45	+ 12	+ 45	+ 45	+ 100	82,1	82,6	80,3	80,7	82,9	3,01	2,70	2,4	2,3	2,7

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains Bulletins de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1988				1989	1988				1989	1988				1989
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	- 3	+ 2	+ 9	- 1	+ 5	- 9	- 6	- 1	- 6	- 1	+ 10	+ 18	+ 22	+ 23	+ 16
I. Biens de consommation	- 15	- 11	- 4	- 16	- 8	- 5	- 12	+ 3	- 13	- 14	+ 15	+ 5	+ 12	+ 15	+ 10
II. Biens d'investissement	- 7	+ 4	+ 5	+ 3	+ 12	- 14	- 4	- 4	- 3	+ 4	+ 3	+ 11	+ 8	+ 21	+ 15
III. Biens intermédiaires	+ 6	+ 10	+ 22	+ 4	+ 1	- 12	- 6	- 2	- 4	+ 1	+ 12	+ 37	+ 44	+ 27	+ 18
Industrie textile	- 22	- 24	- 4	- 15	- 6	- 23	- 24	- 8	- 5	- 1	- 11	- 4	+ 11	+ 15	+ 10
dont : Laine	- 42	- 34	- 6	- 24	- 20	- 53	- 48	- 30	- 29	- 20	- 9	- 13	+ 26	+ 24	+ 10
Coton	- 25	- 28	- 10	- 12	- 2	- 23	- 28	- 2	+ 5	+ 20	- 30	- 13	+ 1	+ 14	+ 13
Bonneterie	- 20	- 50	- 45	- 43	- 49	- 18	- 20	- 18	- 21	- 28	+ 6	+ 1	+ 8	- 3	+ 2
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 32	- 33	- 23	- 25	- 34	- 17	- 16	- 11	- 12	- 26	+ 7	- 1	+ 5	+ 16	+ 12
dont : Chaussures	- 14	- 33	- 12	- 27	- 18	- 7	- 8	- 25	- 16	- 30	0	+ 2	+ 8	+ 8	+ 16
Habillement	- 36	- 33	- 25	- 25	- 37	- 19	- 17	- 8	- 11	- 26	+ 8	- 2	+ 5	+ 17	+ 11
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 1	+ 6	+ 16	+ 11	+ 23	+ 2	+ 6	+ 12	+ 1	+ 17	+ 33	+ 17	+ 23	+ 28	+ 13
dont : Bois	+ 18	+ 10	+ 5	+ 13	+ 30	+ 17	+ 20	+ 6	- 2	+ 31	+ 49	+ 25	+ 33	+ 26	+ 14
Meubles en bois	- 12	+ 3	+ 24	+ 10	+ 19	- 7	- 5	+ 15	+ 2	+ 6	+ 22	+ 11	+ 15	+ 29	+ 13
Papiers et cartons	+ 1	+ 14	+ 4	- 1	- 16	+ 10	+ 1	+ 4	+ 6	- 14	+ 41	+ 46	+ 59	+ 58	+ 39
dont : Production de papier et carton	- 3	+ 11	+ 14	+ 1	- 24	0	- 14	+ 10	+ 13	- 17	+ 55	+ 44	+ 53	+ 57	+ 34
Transformation de papier et carton	+ 4	+ 16	- 3	- 3	- 10	+ 17	+ 13	- 1	0	- 11	+ 30	+ 46	+ 64	+ 59	+ 43
Industrie du cuir	- 12	- 27	- 1	- 4	+ 11	- 20	- 18	- 22	0	- 72	0	- 4	0	+ 2	+ 16
Transformation de matières plastiques	+ 15	- 4	+ 5	- 11	- 5	- 24	- 4	+ 19	+ 9	- 25	+ 1	+ 21	+ 17	+ 48	+ 10
Raffinage de pétrole	0	+ 13	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	+ 18	+ 30	+ 48	+ 9	0	- 16	- 8	- 3	- 10	+ 1	+ 22	+ 72	+ 74	+ 21	+ 22
dont : Métaux ferreux	+ 15	+ 35	+ 57	+ 11	0	- 19	- 9	- 5	- 10	+ 1	+ 24	+ 75	+ 80	+ 24	+ 30
Métaux non ferreux	+ 26	+ 8	+ 1	- 3	+ 2	- 3	0	+ 7	- 11	+ 1	+ 8	+ 56	+ 45	+ 12	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 3	+ 15	+ 14	+ 3	+ 23	- 6	+ 1	+ 1	- 8	+ 1	+ 6	+ 1	+ 3	+ 20	+ 18
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 5	+ 16	+ 9	+ 3	+ 19	- 6	+ 1	+ 2	- 8	+ 1	+ 8	+ 4	+ 4	+ 21	+ 18
Industrie chimique	+ 6	+ 2	+ 11	+ 11	+ 8	0	+ 1	0	+ 1	+ 1	+ 5	+ 5	+ 16	+ 21	+ 13
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 6	+ 45	+ 9	0	0	0	0	0	0	0	+ 55	+ 25	+ 69	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 20	- 9	+ 7	- 6	- 3	+ 9	- 4	+ 20	- 12	- 5	- 1	+ 7	+ 29	+ 20	+ 2
Construction de machines et de matériel mécanique	- 4	- 2	- 1	+ 3	- 2	- 8	+ 14	+ 14	+ 21	+ 14	- 2	+ 11	+ 17	+ 20	+ 11
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 98	- 50	- 16	- 49	- 50	- 48	+ 15	+ 16	+ 32	0	0	+ 49	+ 49	0	+ 1
Machines-outils	0	0	0	0	0	0	+ 47	+ 47	+ 22	+ 22	+ 20	+ 86	+ 67	+ 41	+ 22
Machines textiles	- 50	- 18	- 50	- 48	- 76	- 22	0	- 2	+ 2	- 25	- 46	0	- 32	- 32	0
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 32	+ 6	+ 19	+ 37	+ 10	- 19	+ 24	+ 13	+ 20	+ 38	+ 3	+ 3	+ 1	+ 23	+ 16
Construction électrique et électronique	- 33	+ 2	+ 5	- 6	+ 18	- 45	- 37	- 42	- 39	- 27	+ 2	+ 21	+ 3	+ 25	+ 20
dont : Construction électrique d'équipement	- 25	+ 6	+ 12	+ 10	+ 21	- 43	- 32	- 36	- 22	- 15	+ 4	+ 28	+ 4	+ 34	+ 29
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 54	- 18	- 17	- 44	+ 1	- 54	- 64	- 69	- 80	- 70	0	+ 4	0	- 3	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 25	+ 33	- 1	0	0	+ 5	+ 14	+ 27	+ 6	+ 23	+ 45	+ 12	0	+ 11	+ 45
Construction d'autre matériel de transport	+ 1	- 35	- 41	- 30	+ 2	+ 11	- 27	- 34	- 14	+ 9	+ 10	- 2	- 9	0	0
dont : Construction navale	- 9	- 19	- 21	- 13	+ 4	+ 17	- 8	- 8	0	+ 7	- 14	- 14	- 16	- 16	0
Construction de cycles et motocycles	+ 88	- 23	- 20	- 14	+ 55	+ 69	- 12	- 15	+ 36	+ 32	+ 100	+ 36	+ 32	+ 49	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1986 Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44
Juillet	101,41	116,59	111,79	120,23	110,85	98,08	116,14	108,77
Août	102,97	101,20	110,36	125,42	120,87	103,12	119,40	109,85
Septembre	108,47	106,47	109,51	141,85	119,59	104,69	127,72	114,69
Octobre	105,79	117,39	106,13	130,02	118,13	103,56	129,47	113,47
Novembre	106,36	113,91	109,33	134,25	124,73	102,67	126,87	114,26
Décembre	107,51	114,43	109,03	137,43	124,76	107,17	125,13	115,53
1988 Janvier	108,99	121,98	107,97	140,79	127,53	97,73	117,96	114,89
Février	112,44	131,12	108,24	143,60	127,71	99,85	124,90	118,40
Mars	111,12	120,10	107,70	147,71	136,89	112,38	127,69	120,49
Avril	110,33	115,54	108,67	158,00	141,70	118,64	129,89	122,83
Mai	108,97	116,49	110,80	150,15	141,29	115,16	136,61	122,10
Juin	100,67	112,75	110,46	150,71	139,83	110,86	137,75	118,83
Juillet	100,86	108,00	110,71	151,98	141,82	113,23	134,93	118,76
Août	99,15	119,54	116,12	153,40	143,55	123,21	132,80	122,33
Septembre	106,36	120,69	108,80	150,86	143,01	121,36	142,37	123,69
Octobre	110,64	118,87	105,68	148,33	144,12	106,03	119,46	118,69
Novembre	110,24	118,58	109,92	153,40	140,94	112,80	126,84	121,39
Décembre	110,74	129,79	109,19	147,04	142,75	122,24	132,99	124,61
1989 Janvier	113,84	133,68	111,58	148,48	135,83	123,01	139,30	126,51
Février	113,19	120,08	114,40	154,78	147,23	112,63	126,99	123,65

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1986 Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70
Juillet	103,26	112,66	114,68	109,53	104,26	116,42	122,05	111,19
Août	103,85	105,21	113,53	111,22	100,04	110,89	132,42	109,73
Septembre	103,02	120,71	106,67	114,77	107,88	112,35	139,07	113,08
Octobre	107,49	104,13	99,88	119,13	95,70	127,91	137,72	112,72
Novembre	109,70	115,68	111,97	122,32	100,66	127,90	146,38	118,16
Décembre	110,24	131,99	121,51	116,68	109,98	121,76	116,57	118,33
1988 Janvier	112,55	114,60	110,16	124,58	117,59	112,67	129,96	116,13
Février	107,59	97,20	103,52	131,16	120,16	114,18	120,68	112,18
Mars	105,86	125,78	116,98	128,13	132,59	115,84	143,56	121,19
Avril	106,44	103,30	105,92	120,26	110,60	113,55	149,22	113,33
Mai	109,31	116,37	118,26	117,85	113,88	115,64	157,73	118,72
Juin	122,82	105,39	110,69	123,76	112,42	109,53	163,33	118,91
Juillet	113,23	106,27	111,06	113,45	110,21	118,77	166,68	117,68
Août	115,19	128,89	110,20	136,48	120,62	123,77	164,36	125,79
Septembre	120,00	123,35	106,51	131,05	117,38	127,69	153,74	124,30
Octobre	113,49	107,98	115,48	137,07	131,20	128,98	156,25	124,62
Novembre	130,60	113,75	127,67	174,56	173,46	125,54	159,80	139,47
Décembre	118,91	118,86	128,37	166,22	139,79	133,64	164,50	134,99
1989 Janvier	128,21	134,46	119,73	152,24	104,70	132,77	161,32	132,03
Février	119,33	119,74	104,52	160,28	116,08	124,63	147,20	125,38

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1988				1989	1988				1989
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 7	- 6	- 4	- 5	0	+ 12	+ 14	+ 8	+ 2	+ 4
I. Biens de consommation	- 10	- 11	- 3	- 4	+ 11	+ 16	+ 19	+ 8	+ 6	+ 7
II. Biens d'investissement	- 30	- 13	- 13	- 16	- 9	+ 20	+ 14	+ 10	- 2	0
III. Biens intermédiaires	+ 13	+ 7	+ 2	+ 5	+ 1	+ 3	+ 11	+ 6	- 3	+ 4
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 26	- 38	- 26	- 28	- 24	+ 11	+ 17	+ 15	+ 3	+ 12
Industrie de la transformation du bois	- 9	- 16	- 7	- 12	+ 3	+ 13	+ 17	+ 21	+ 22	+ 2
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 17	+ 10	+ 3	+ 18	- 18	- 3	+ 15	+ 19	+ 9	+ 14
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 12	+ 11	+ 8	+ 23	+ 15	0	+ 19	+ 3	- 6	+ 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 26	+ 31	+ 24	+ 27	+ 28	- 8	- 10	- 18	- 21	- 12
Industrie des fabrications métalliques	- 20	- 6	- 5	- 9	+ 7	+ 23	+ 20	+ 9	+ 2	+ 3
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 30	- 34	- 29	- 14	- 13	+ 6	+ 1	+ 1	+ 4	+ 4
I. Biens de consommation	- 12	- 16	- 15	- 7	- 19	+ 15	+ 7	+ 1	- 3	- 4
II. Biens d'investissement	- 20	- 20	- 15	- 1	+ 2	+ 9	- 7	- 5	+ 5	- 6
III. Biens intermédiaires	- 39	- 48	- 41	- 25	- 21	+ 1	+ 7	+ 6	+ 6	+ 15
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 71	- 59	- 60	- 43	- 89	- 15	+ 5	+ 7	+ 1	+ 13
Industrie de la transformation du bois	- 28	- 14	- 41	- 30	- 50	+ 9	+ 31	+ 26	+ 19	- 7
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 11	- 50	- 42	- 52	- 28	- 3	+ 25	+ 6	+ 16	+ 48
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 9	+ 7	+ 4	+ 14	- 3	+ 1	- 3	0	+ 4	+ 17
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 28	+ 21	+ 5	+ 9	+ 6	+ 27	- 14	- 13	+ 1	- 21
Industrie des fabrications métalliques	- 36	- 36	- 27	- 11	0	+ 17	+ 5	+ 3	+ 9	+ 6
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1987		1988			1987		1988			1988				1989
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 28	+ 19	+ 20	+ 21	+ 18	80,8	81,1	81,6	83,1	82,9	3,26	3,5	3,4	3,4	3,5
I. Biens de consommation	+ 24	+ 5	+ 7	- 9	+ 10	86,5	86,2	87,3	87,5	88,0	3,11	3,1	3,0	3,0	3,2
II. Biens d'investissement	+ 38	+ 40	+ 33	+ 34	+ 23	73,6	73,8	73,6	76,9	76,8	4,30	4,8	4,9	4,7	4,8
III. Biens intermédiaires	+ 21	+ 10	+ 8	+ 15	+ 9	80,5	85,0	83,6	82,9	84,0	4,36	2,7	2,7	2,6	2,5 ⁴
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 27	+ 31	+ 38	+ 36	+ 32	77,2	75,5	76,7	78,0	75,4	1,89	1,9	1,9	2,0	2,1
Industrie de la transformation du bois	+ 25	+ 22	+ 24	+ 26	+ 16	86,6	84,3	84,4	85,2	88,2	1,79	1,9	1,9	1,9	2,0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 41	+ 31	+ 13	+ 21	+ 13	81,3	82,5	83,0	84,1	85,9	1,77	1,9	1,7	1,6	1,5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 22	+ 13	+ 4	- 13	- 8	79,0	80,0	85,7	91,3	87,1	2,86	3,1	3,1	3,0	3,2
Industrie des fabrications métalliques	+ 31	+ 19	+ 17	+ 19	+ 16	80,9	81,7	81,4	83,1	83,1	4,34	4,7	4,7	4,5	4,7
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 40	+ 38	+ 41	+ 28	+ 35	70,7	69,4	71,8	75,0	72,3	2,62	2,8	2,9	3,1	3,2
I. Biens de consommation	+ 27	+ 37	+ 32	+ 7	+ 20	77,6	78,0	80,8	74,8	76,0	1,79	1,7	1,6	1,6	1,6
II. Biens d'investissement	+ 28	+ 28	+ 31	+ 18	+ 12	73,6	70,3	73,7	78,5	79,0	3,87	4,0	4,1	4,4	5,1
III. Biens intermédiaires	+ 54	+ 44	+ 37	+ 34	+ 47	65,3	68,1	72,9	74,6	68,7	1,64	1,9	2,1	2,2	1,9
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 32	+ 58	+ 49	+ 50	+ 36	62,7	54,5	60,8	68,2	72,1	1,05	1,2	1,3	1,3	1,1
Industrie de la transformation du bois	+ 27	+ 31	+ 32	+ 28	+ 43	70,1	68,3	71,5	69,2	69,2	1,27	1,6	1,5	1,5	1,5
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 78	+ 19	+ 29	+ 18	+ 15	71,3	84,8	82,8	84,8	80,0	1,29	1,3	1,2	1,2	1,2
Industrie des produits minéraux non métalliques	0	+ 13	+ 8	- 18	- 4	83,9	83,2	83,8	84,9	83,0	1,73	1,7	1,7	1,7	1,7
Industrie des fabrications métalliques	+ 42	+ 38	+ 45	+ 32	+ 22	68,0	66,1	69,5	74,7	75,4	4,11	4,2	4,4	4,7	5,3
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

⁴ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1988				1989	1988				1989	1988				1989
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	+ 1	+ 2	+ 4	- 4	+ 2	- 11	- 3	- 2	- 4	- 1	+ 15	+ 15	+ 18	+ 24	+ 15
I. Biens de consommation	+ 3	+ 7	- 5	- 9	0	- 6	- 8	- 1	- 8	- 4	+ 30	+ 9	+ 7	+ 15	+ 13
II. Biens d'investissement	- 8	+ 2	+ 3	0	+ 6	- 18	+ 1	- 9	- 4	0	+ 5	+ 12	+ 17	+ 30	+ 23
III. Biens intermédiaires	+ 7	- 2	+ 10	- 2	+ 3	- 9	0	+ 2	- 1	+ 2	+ 12	+ 25	+ 31	+ 28	+ 13
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 21	- 24	- 7	- 15	- 13	- 20	- 20	- 7	- 7	- 6	- 7	0	+ 9	+ 17	+ 9
Industrie de la transformation du bois	- 3	+ 3	+ 21	+ 12	+ 21	+ 2	+ 2	- 14	- 1	+ 13	+ 30	+ 14	+ 20	+ 30	+ 13
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 5	+ 7	- 8	- 13	- 20	+ 12	+ 10	- 7	+ 1	- 6	+ 34	+ 47	+ 57	+ 53	+ 38
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	- 7	+ 10	+ 4	+ 5	- 5	0	+ 4	+ 2	- 4	+ 7	+ 16	+ 15	+ 28	+ 11
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 23	+ 10	+ 11	+ 1	+ 29	+ 25	+ 12	- 4	- 13	+ 18	+ 18	+ 8	+ 9	+ 32	+ 21
Industrie des fabrications métalliques	- 1	+ 9	- 3	- 5	+ 2	- 15	- 2	- 7	- 6	- 1	+ 18	+ 15	+ 17	+ 25	+ 20
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 8	+ 14	+ 25	+ 16	+ 8	- 11	- 11	- 6	- 5	- 2	+ 9	+ 30	+ 33	+ 25	+ 23
I. Biens de consommation	- 15	+ 9	+ 10	- 1	+ 33	0	+ 1	+ 2	- 2	- 3	- 10	- 2	+ 7	+ 13	+ 15
II. Biens d'investissement	- 14	+ 6	+ 11	+ 19	+ 6	- 17	- 10	- 9	- 2	+ 1	+ 4	+ 10	+ 3	+ 21	+ 15
III. Biens intermédiaires	+ 4	+ 28	+ 44	+ 16	+ 8	- 6	- 11	- 4	- 8	- 5	+ 20	+ 59	+ 65	+ 28	+ 32
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 44	- 35	- 15	- 7	- 17	- 33	- 40	- 11	+ 7	- 10	- 24	- 19	+ 25	+ 35	- 10
Industrie de la transformation du bois	- 3	+ 6	- 2	+ 10	+ 68	+ 1	+ 3	- 17	+ 5	+ 7	+ 6	+ 7	+ 7	+ 11	+ 20
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 11	+ 19	+ 17	+ 9	+ 17	0	- 27	+ 19	- 11	- 41	+ 44	+ 31	+ 45	+ 49	+ 37
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 7	+ 36	+ 13	+ 13	+ 18	0	- 1	+ 2	- 3	+ 1	+ 5	+ 35	+ 29	+ 31	+ 22
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 9	+ 19	+ 13	- 2	+ 29	- 14	+ 4	- 1	- 8	+ 1	+ 1	- 3	- 1	+ 11	+ 20
Industrie des fabrications métalliques	- 15	- 1	+ 10	+ 19	+ 3	- 13	- 15	- 10	- 2	0	+ 3	+ 13	+ 8	+ 27	+ 16
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	cahier de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1986 Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25
Juillet	112,70	116,28	113,51	115,14	108,49	100,28	111,03	96,59	122,43	100,34	70,49	99,82	107,67
Août	117,25	104,33	122,35	124,10	106,14	97,33	110,58	96,62	118,27	100,77	71,86	99,21	107,17
Septembre	126,98	106,67	128,28	118,47	111,03	106,46	115,75	98,60	119,03	101,15	73,61	100,32	111,12
Octobre	115,69	120,37	138,56	122,41	114,97	115,38	120,47	96,76	117,80	101,62	79,44	100,64	114,52
Novembre	114,33	122,02	142,03	115,09	120,18	122,06	122,18	96,98	123,11	108,49	84,12	105,05	117,04
Décembre	109,35	111,88	140,47	142,90	114,95	123,50	121,09	97,12	108,77	103,97	89,18	100,95	115,05
1988 Janvier	128,57	115,91	135,55	130,37	116,37	116,80	123,06	100,20	102,16	97,99	94,16	98,94	115,82
Février	128,43	131,49	136,80	146,26	118,75	115,64	128,51	109,05	106,09	100,42	93,65	102,95	120,84
Mars	119,67	120,79	141,15	146,79	110,39	107,43	122,25	100,24	111,36	106,50	92,80	103,83	116,72
Avril	113,90	125,78	147,16	143,36	120,06	104,76	123,39	101,09	110,33	102,68	91,09	102,23	117,04
Mai	116,16	132,40	141,16	150,71	119,44	107,69	125,79	104,45	116,43	105,93	91,10	105,66	119,75
Juin	124,01	130,24	141,18	145,18	114,04	114,01	126,86	97,75	111,18	101,69	90,57	101,13	119,14
Juillet	124,12	116,72	128,35	126,88	115,22	111,38	119,78	94,18	102,05	96,24	93,23	96,59	112,82
Août	124,23	107,40	129,10	153,53	134,78	118,25	124,40	99,13	106,65	101,26	95,68	101,09	117,41
Septembre	121,79	119,23	137,36	163,38	132,72	121,89	129,16	97,25	104,60	106,10	96,87	101,96	121,00
Octobre	124,22	125,73	138,81	149,94	127,54	125,37	129,92	99,36	107,28	107,43	97,69	103,73	122,06
Novembre	135,23	123,67	143,03	159,65	143,27	122,78	134,97	112,69	106,89	106,89	96,41	106,74	126,50
Décembre	133,54	124,79	148,88	163,84	138,68	121,41	135,26	117,09	108,53	104,60	96,29	107,48	126,93
1989 Janvier	139,16	119,20	150,12	171,28	134,97	116,58	134,75	112,14	97,44	96,92	99,00	101,37	124,74
Février	148,92	129,69	142,08	178,73	127,69	116,52	137,93	111,38	96,29	92,96	96,11	99,08	126,28

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1988				1989
	Février	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Février
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 12	+ 27	+ 13	- 8	+ 19
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 13	+ 28	+ 11	- 11	+ 16
Bâtiments non-résidentiels	- 12	+ 24	+ 18	+ 5	+ 25
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 3	+ 23	+ 2	- 4	- 12
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	- 19	0	0	- 6	+ 2
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 16	+ 7	+ 2	- 4	+ 5
Bâtiments non-résidentiels	- 26	- 18	- 4	- 10	- 6
Génie civil et travaux routiers	- 53	- 46	- 43	- 39	- 43
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 9	+ 8	+ 11	+ 11	+ 18
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 12	+ 3	+ 7	+ 9	+ 18
Bâtiments non-résidentiels	+ 3	+ 19	+ 19	+ 12	+ 19
Génie civil et travaux routiers	- 14	- 5	+ 10	- 15	- 14
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 29	+ 30	+ 34	+ 37	+ 38
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 35	+ 35	+ 37	+ 38	+ 41
Bâtiments non-résidentiels	+ 16	+ 20	+ 29	+ 37	+ 31
Génie civil et travaux routiers	0	- 1	- 3	+ 2	- 2

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1986 Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34
Juillet	101,56	109,24	91,75	104,34	100,86
Août	104,88	108,01	94,93	107,92	103,26
Septembre	100,44	102,78	89,10	99,25	97,15
Octobre	87,15	94,38	87,77	100,27	92,18
Novembre	96,03	100,07	88,59	98,42	95,20
Décembre	92,54	94,76	93,27	105,80	96,59
1988 Janvier	96,15	100,73	96,54	108,93	100,47
Février	91,02	103,39	93,83	104,04	97,77
Mars	96,59	110,39	98,27	108,53	103,02
Avril	89,71	99,35	99,86	110,30	100,06
Mai	100,63	106,94	105,59	113,30	106,68
Juin	102,58	107,58	99,25	113,80	105,45
Juillet	99,53	112,81	100,17	111,12	105,44
Août	104,89	114,11	98,12	107,58	105,42
Septembre	102,11	114,32	105,16	107,54	106,97
Octobre	96,77	101,54	105,69	99,78	101,26
Novembre	110,15	110,32	110,34	108,07	109,72
Décembre	98,58	105,12	108,88	109,80	105,95
1989 Janvier	95,93	110,45	105,80	112,02	106,07
Février	86,94	111,24	100,08	105,11	100,65

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8			
1989	+ 19,9					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.843 ³	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876
population active ²	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202	4.212	4.217
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. <i>Demande d'emplois (population active) :</i>								
Total	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12	+ 10	+ 5
Hommes	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30	- 17	- 13
Femmes	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18	+ 27	+ 18
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 17	+ 12	+ 23	+ 19	+ 13	+ 10	+ 7	0
Hommes	+ 12	+ 14	+ 22	+ 19	+ 13	+ 9	+ 5	0
Femmes	+ 5	- 1	+ 1	0	- 1	+ 1	+ 2	0
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 1	+ 5	+ 1	- 3	- 12	- 22	+ 3	+ 5
Hommes	- 23	- 25	- 28	- 28	- 31	- 39	- 22	- 13
Femmes	+ 22	+ 30	+ 29	+ 25	+ 20	+ 17	+ 24	+ 18
2. <i>Offre d'emplois (emploi)</i>								
par :								
2.1 les entreprises	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6	+ 21	+ 17	+ 30
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1	- 2	- 3
— industrie ⁶	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13	- 13	- 19
— construction	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0	+ 2	+ 1
— services	+ 24	+ 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 36	+ 29	+ 51
2.2 les services non-marchands ⁷	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7	+ 19	- 16
2.3 l'étranger ⁸	- 1	- 1	- 1	0	- 1	0	+ 2	+ 3
3. <i>Chômage (1 - 2)⁹ :</i>								
Total	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12
Hommes	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7
Femmes	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Donnée adaptée par la Banque, compte tenu des résultats du recensement de 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁸ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³		
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifi- cations reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités									milliers d'unités		
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0		
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4		
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1				
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,3	58,6	13,8	17,7		
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	11,9	66,0	14,8	14,7		
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	10,9	70,9	16,0	21,6		
1986 4 ^e trimestre	118,4	288,3	31,9	77,3	16,8	532,7	12,3	61,5	11,0	13,2		
1987 1 ^{er} trimestre	131,0	292,8	31,5	41,6	14,5	511,4	12,3	64,1	13,5	12,6		
2 ^e trimestre	116,4	285,2	31,3	27,5	12,5	472,9	11,9	65,4	17,3	14,2		
3 ^e trimestre	109,6	288,5	31,9	73,2	12,9	516,1	11,8	66,8	14,7	16,5		
4 ^e trimestre	102,4	286,5	31,8	69,5	12,8	503,0	11,6	67,5	13,8	15,5		
1988 1 ^{er} trimestre	109,4	284,8	32,2	38,2	11,6	476,2	11,4	69,2	16,5	18,6		
2 ^e trimestre	93,6	270,7	31,6	26,4	10,2	432,5	10,8	70,2	17,2	21,9		
3 ^e trimestre	89,4	272,0	31,4	72,1	10,6	475,5	10,8	71,5	15,2	23,7		
4 ^e trimestre	81,8	263,6	31,0	66,9	10,3	453,6	10,5	72,7	15,2	22,0		
1988 Février	110,4	285,1	32,2	36,9	11,5	476,1	11,6	69,4	16,4	18,6		
Mars	107,1	279,9	32,0	28,2	11,2	458,4	11,4	69,5	18,9	19,5		
Avril	100,1	275,0	31,7	25,7	10,7	443,2	11,1	70,0	15,6	20,4		
Mai	92,8	270,6	31,7	24,5	10,0	429,6	10,9	70,0	16,8	21,4		
Juin	87,8	266,5	31,4	28,9	9,8	424,4	10,8	70,7	19,2	23,9		
Juillet	93,6	276,9	31,7	62,1	12,0	476,3	10,9	71,1	11,4	22,4		
Août	89,8	273,5	31,5	76,1	9,7	480,6	10,8	71,5	16,6	24,9		
Septembre	84,9	265,6	31,0	78,1	10,2	469,8	10,7	72,0	17,5	23,8		
Octobre	82,7	263,5	30,9	72,3	10,4	459,8	10,5	72,6	18,0	22,5		
Novembre	80,5	262,0	31,0	66,9	10,6	451,0	10,6	72,8	14,3	22,2		
Décembre	82,3	265,2	31,3	61,5	9,8	450,1	10,3	72,6	13,2	21,4		
1989 Janvier	93,2	265,0	31,5	44,9	9,8	444,4	10,2	72,5	16,6	22,7		
Février	91,0	261,8	31,6	34,5	9,9	428,8	10,5	72,3	17,1	24,6		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	179	166	170	187	177	180	181	185
Autres céréales panifiables	19	15	14	16	16	16	17	20
Céréales non panifiables	193	191	177	170	168	149	152	146
Betteraves sucrières	117	130	124	109	117	118	113	106
Autres plantes industrielles	10	9	12	14	17	16	13	16
Pommes de terre	38	34	37	34	36	41	40	45
Autres plantes et racines tuberculifères	18	16	17	15	15	15	14	14
Prés et prairies	702	697	691	686	678	669	661	652
Cultures maraîchères	18	23	28	25	25	27	23	27
Cultures fruitières	12	11	11	11	11	11	11	11
Divers	112	117	123	133	136	148	158	155
Total ...	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047
Avoine	109	109	153	80	92	94	59	60
Orge	807	752	745	670	873	685	793	678
Autres céréales	124	120	138	123	155	137	148	136
Betteraves sucrières	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425
Pommes de terre	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	976	969	968	984	994	973	947	922
Autres bovidés	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157
Porcs	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	952	974	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

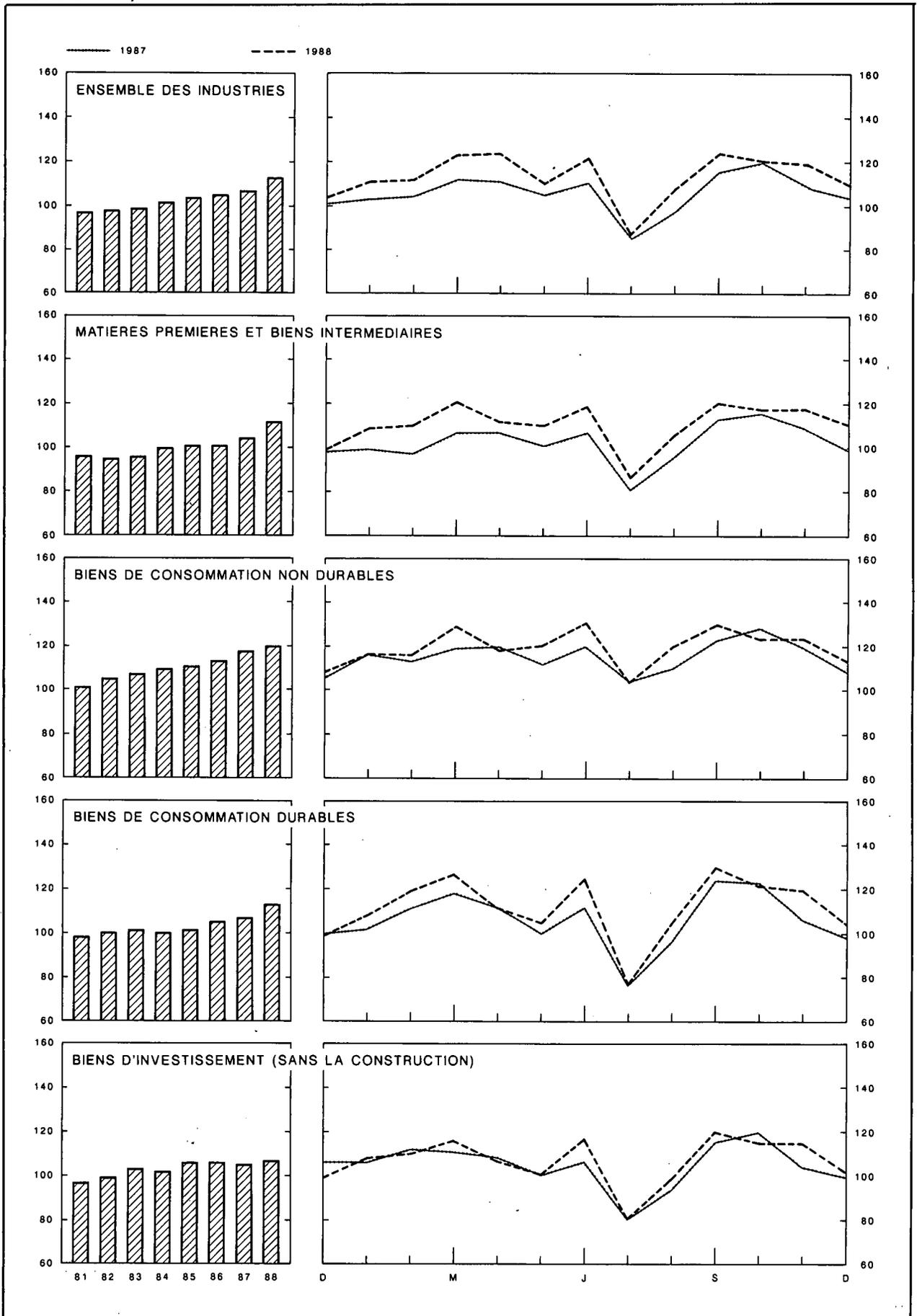
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Poissons de fond	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7
Poissons pélagiques	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5
Crustacés et mollusques	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3
Total ...	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'invest- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	75	101	113	105	106	91	100
1987	107	109	65	104	118	107	105	93	103
1988 *	113	115	56	112	120	113	107	99	108
1986 4 ^e trimestre	108	108	82	104	116	106	110	94	107
1987 1 ^{er} trimestre	107	109	59	103	118	110	109	87	99
2 ^e trimestre	109	110	74	107	120	108	105	98	107
3 ^e trimestre	101	102	64	98	115	100	96	89	95
4 ^e trimestre	111	113	62	110	118	111	108	97	110
1988 1 ^{er} trimestre	115	117	53	113	120	118	111	98	108
2 ^e trimestre *	115	116	64	114	123	114	108	103	111
3 ^e trimestre *	106	108	53	105	118	103	100	93	99
4 ^e trimestre *	116	118	56	116	120	115	111	102	114
1987 Décembre	104	106	46	103	109	101	101	86	104
1988 Janvier	111	113	30	109	116	108	108	94	102
Février	112	114	59	110	116	119	110	95	104
Mars	123	124	69	121	129	127	116	105	118
Avril *	113	114	61	112	118	111	107	100	109
Mai *	110	111	59	110	120	105	101	98	106
Juin *	122	123	72	119	131	125	117	110	119
Juillet *	87	89	29	86	103	76	81	69	77
Août *	108	109	61	106	121	105	99	98	102
Septembre *	124	126	68	121	130	130	120	112	117
Octobre *	120	122	60	118	124	122	115	107	117
Novembre *	119	121	60	118	124	120	115	106	115
Décembre *	110	112	47	111	114	105	102	94	110

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrépage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	76	105	100	97	115	108	73
1987	106	130	83	87	101	122	118	79	105	110	91	126	109	75
1988	109	140	94	.	111	167	121	88	106	122	88	138	109	79
1986 4 ^e trimestre	110	123	79	89	99	130	111	81	106	107	87	116	101	72
1987 1 ^{er} trimestre	110	131	76	96	101	116	125	63	109	102	103	125	110	76
2 ^e trimestre	106	133	88	88	105	124	108	91	109	114	84	132	109	69
3 ^e trimestre	100	122	79	78	92	125	107	83	89	99	92	120	109	74
4 ^e trimestre	110	132	88	87	106	124	130	81	112	124	87	126	109	80
1988 1 ^{er} trimestre	116	143	94	95	113	120	127	85	116	122	101	140	107	73
2 ^e trimestre	108	144	96	93	112	128	112	93	110	128	80	140	112	76
3 ^e trimestre	102	132	89	.	104	126	113	84	88	104	88	135	111	81
4 ^e trimestre	112	141	98	.	114	126	132	91	112	134	82	138	107	87
1987 Décembre	103	125	82	85	98	113	135	68	100	115	74	118	108	77
1988 Janvier	112	138	97	88	106	114	130	78	107	105	90	135	109	71
Février	116	138	88	92	107	115	118	84	115	122	101	136	102	71
Mars	121	154	96	105	125	129	133	92	125	138	113	151	108	77
Avril	111	141	96	90	108	120	116	90	107	126	80	134	113	73
Mai	102	142	98	88	106	122	112	90	104	116	71	129	111	81
Juin	111	150	95	90	122	142	108	100	121	143	90	155	112	74
Juillet	81	118	76	57	82	105	104	68	54	66	57	108	109	73
Août	103	132	92	76	109	132	114	86	89	105	97	141	110	86
Septembre	121	148	99	.	126	141	121	98	121	143	112	156	115	86
Octobre	116	145	100	.	117	131	127	96	119	136	91	144	109	86
Novembre	117	142	95	.	119	132	134	92	114	140	82	140	107	80
Décembre	103	136	99	.	106	115	136	84	102	124	73	131	107	94

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,2 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015		
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000		
1988							* 462	* 453	* 207	* 1.149	5.159		
1986 4 ^e trimestre	1.923	1.346	248	682	263	773	395	406	515	1.065	4.698		
1987 1 ^{er} trimestre	2.024	1.394	217	823	205	1.114	418	366	408	913	5.329		
2 ^e trimestre	1.898	1.236	238	650	170	636	429	415	398	1.095	4.605		
3 ^e trimestre	1.970	1.138	241	573	135	493	440	415	333	915	4.548		
4 ^e trimestre	2.124	1.367	250	747	217	859	456	426	313	1.214	5.518		
1988 1 ^{er} trimestre	1.838	1.441	232	850	207	.	455	447	242	1.154	5.416		
2 ^e trimestre	1.911	1.190	252	584	176	.	462	464	233	1.070	4.774		
3 ^e trimestre	2.016	1.109	257	524	154	.	472	451	169	1.328	4.820		
4 ^e trimestre							* 460	* 451	* 186	* 1.043	5.627		
1987 Décembre	2.044	1.662	267	965	277	1.039	448	404	222	1.304	5.740		
1988 Janvier	1.798	1.274	214	745	186	.	473	446	75	942	5.549		
Février	1.758	1.371	229	793	205	.	428	414	309	1.132	5.021		
Mars	1.958	1.679	252	1.011	230	.	465	482	341	1.387	5.678		
Avril	1.912	1.366	254	718	215	.	456	437	234	979	4.953		
Mai	2.025	1.014	250	463	163	.	471	459	215	903	4.775		
Juin	1.796	1.191	251	572	179	.	458	497	249	1.328	4.595		
Juillet	1.960	1.019	244	468	150	.	474	433	92	1.377	4.436		
Août	2.060	1.085	250	504	141	.	482	443	191	935	4.860		
Septembre	2.029	1.223	277	599	171	.	461	477	224	1.672	5.165		
Octobre	2.060	1.327	271	703	188	.	* 466	* 440	* 204	* 877	5.411		
Novembre	2.002	1.612	241	931	259	.	* 456	* 454	* 193	* 1.123	5.705		
Décembre							* 458	* 460	* 161	* 1.128	5.765		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	* 20,8	* 63,4	* 84,2	* 85,3
1988	935	731				
1986 4 ^e trimestre	780	586	23,4	66,6	90,0	91,9
1987 1 ^{er} trimestre	733	580	* 21,0	* 64,7	* 85,7	* 84,9
2 ^e trimestre	856	662	* 20,6	* 67,1	* 87,7	* 91,4
3 ^e trimestre	791	572	* 17,4	* 53,6	* 70,9	* 73,2
4 ^e trimestre	882	659	* 24,0	* 68,3	* 92,4	* 91,9
1988 1 ^{er} trimestre	932	717	* 25,5	* 73,7	* 99,3	* 94,9
2 ^e trimestre	950	755	* 22,7	* 73,1	* 95,8	* 98,1
3 ^e trimestre	880	688	* 20,5	* 58,3	* 79,1	* 79,1
4 ^e trimestre	978	764				
1987 Décembre	813	652	* 31,3	* 68,9	* 100,2	* 92,5
1988 Janvier	961	724	* 23,6	* 63,3	* 86,9	* 83,9
Février	876	687	* 23,5	* 68,9	* 92,4	* 90,4
Mars	958	740	* 29,6	* 89,0	* 118,5	* 110,5
Avril	947	713	* 22,9	* 70,0	* 92,9	* 94,2
Mai	963	730	* 21,0	* 69,8	* 90,8	* 89,7
Juin	941	821	* 24,2	* 79,4	* 103,6	* 110,4
Juillet	745	617	* 13,6	* 42,1	* 55,7	* 56,6
Août	908	674	* 23,4	* 56,6	* 81,1	* 77,2
Septembre	987	773	* 24,6	* 76,1	* 100,6	* 103,6
Octobre	1.002	804	* 24,4	* 76,7	* 101,1	* 103,6
Novembre	947	774	* 23,8	* 79,2	* 102,9	* 100,7
Décembre	986	715				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	54
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	55
1987 .....	.	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	54
1986 3 ^e trimestre	2,0	2,4	1.567	2,1	1.311	0,5	0,7	2.157	0,5	1.414	—
4 ^e trimestre	1,8	2,3	1.413	1,8	1.050	0,3	0,6	2.072	0,4	1.464	—
1987 1 ^{er} trimestre .....	.	2,9	1.807	2,0	1.201	.	0,6	2.386	0,5	1.922	—
2 ^e trimestre .....	.	3,3	2.037	2,5	1.562	.	0,7	2.783	0,4	1.465	—
3 ^e trimestre .....	.	3,2	1.943	3,1	1.976	.	0,7	2.694	0,6	2.337	—
4 ^e trimestre .....	.	3,0	1.829	2,2	1.330	.	0,7	3.291	0,5	1.917	—
1988 1 ^{er} trimestre .....	.	3,5	2.145	2,5	1.465	.	0,6	2.891	0,5	2.368	—
2 ^e trimestre .....	.	3,9	2.429	3,3	2.102	.	0,8	3.934	0,6	3.035	—
3 ^e trimestre .....	.	3,7	2.280	3,2	2.005	.	0,8	3.514	0,7	3.177	—
1987 Novembre .....	.	2,8	1.692	2,1	1.226	.	0,6	2.781	0,4	1.883	54
Décembre .....	.	3,5	2.110	1,7	1.028	.	0,7	3.788	0,4	1.543	54
1988 Janvier .....	.	3,0	1.847	1,8	1.008	.	0,5	2.274	0,4	2.088	56
Février .....	.	3,5	2.117	2,6	1.493	.	0,5	2.129	0,6	2.441	57
Mars .....	.	4,1	2.471	3,0	1.893	.	0,7	4.271	0,6	2.575	57
Avril .....	.	3,8	2.287	3,9	2.448	.	0,6	2.519	0,7	3.081	* 58
Mai .....	.	3,9	2.413	2,9	1.810	.	0,8	3.456	0,5	2.104	* 58
Juin .....	.	4,1	2.588	3,2	2.048	.	1,0	5.827	0,6	3.920	* 58
Juillet .....	.	3,2	2.004	1,9	1.218	.	0,7	3.070	0,4	2.168	* 58
Août .....	.	3,7	2.346	3,8	2.438	.	0,9	4.006	0,9	3.844	* 58
Septembre .....	.	4,1	2.489	3,9	2.360	.	0,8	3.466	0,8	3.519	* 58
Octobre .....	.	3,7	2.162	3,5	2.077	.	0,7	3.380	0,8	3.206	* 58
Novembre .....	.	3,9	2.292	2,8	1.677	.	0,7	3.174	0,6	2.171	.

¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

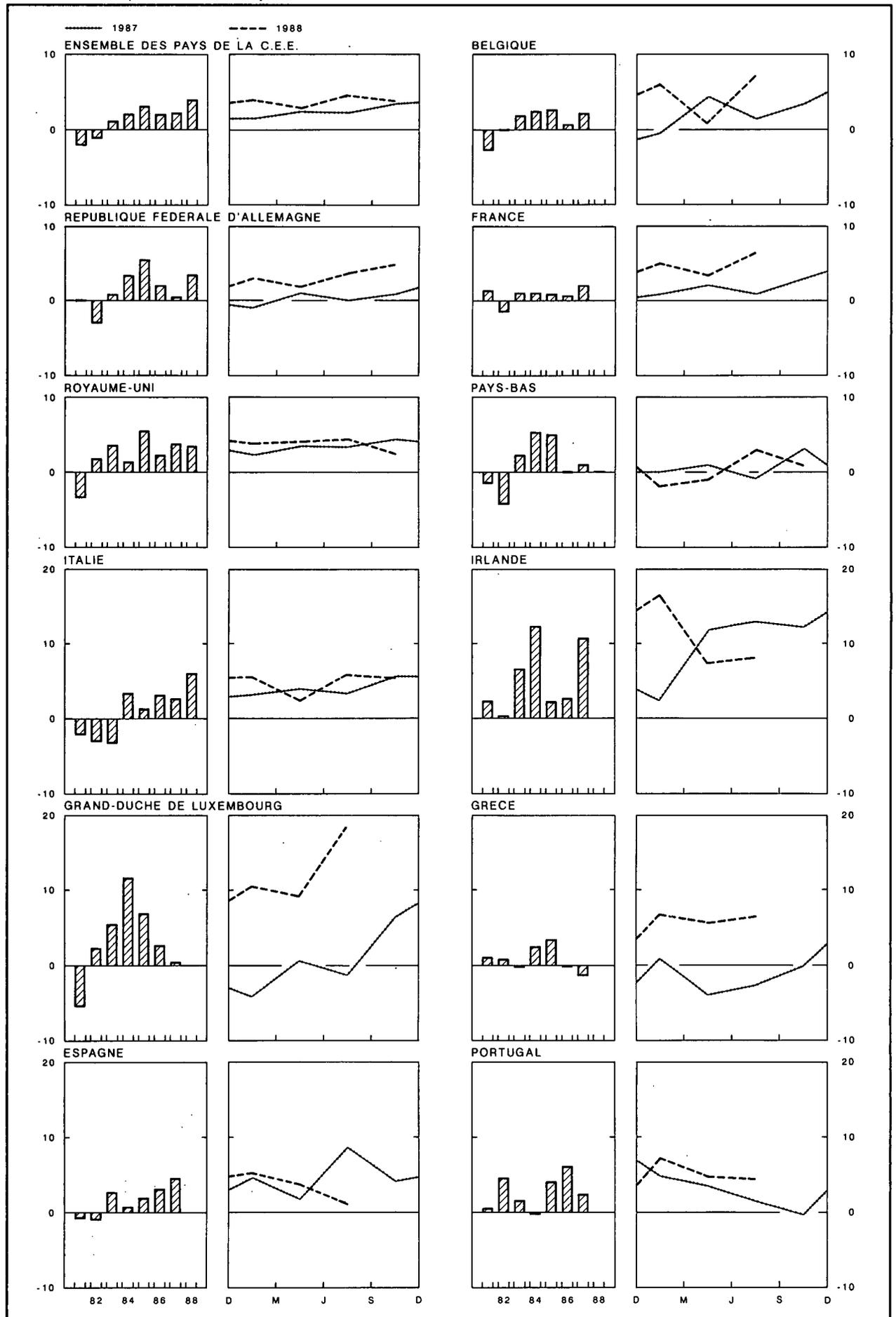
désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1985 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1981	95	93	96	99	95	92	101	80	78	94	96	90
1982	94	93	93	97	96	89	98	82	79	95	95	95
1983	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	103	103	103	100	103	106
1987	104	103	102	103	106	101	106	114	103	98	108	109
1988	108	.	106	108	110	102	112	.	.	.	111	.
1986 4 ^e trimestre	102	100	102	101	103	100	103	106	101	99	105	109
1987 1 ^{er} trimestre	103	101	101	101	104	101	106	106	100	100	105	106
2 ^e trimestre	105	104	103	103	105	100	108	113	104	98	107	109
3 ^e trimestre	105	104	103	103	106	100	105	117	101	98	111	111
4 ^e trimestre	106	103	103	104	108	103	109	119	107	98	109	109
1988 1 ^{er} trimestre	107	108	104	106	108	99	112	124	111	106	110	113
2 ^e trimestre	107	106	105	106	110	99	111	122	113	104	112	115
3 ^e trimestre	109	111	107	109	111	103	111	126	119	104	112	116
4 ^e trimestre	110	.	108	109	111	104	114	.	.	.	111	.
1987 Décembre	106	103	104	105	108	101	105	116	109	101	109	111
1988 Janvier	108	108	103	105	108	100	115	131	112	105	106	115
Février	107	104	104	105	107	99	110	120	113	106	111	114
Mars	107	112	105	106	108	97	110	120	107	108	113	110
Avril	107	104	104	105	109	97	112	118	112	101	111	112
Mai	107	101	104	106	110	98	109	120	114	104	112	117
Juin	109	112	107	108	110	100	111	128	114	106	111	115
Juillet	109	111	104	109	111	105	114	125	116	105	110	117
Août	110	111	110	109	111	101	108	127	129	105	113	117
Septembre	110	111	108	110	112	104	111	127	113	102	112	112
Octobre	109	110	107	107	111	106	115	136	118	100	107	.
Novembre	111	104	108	111	112	105	116	.	.	.	114	.
Décembre	110	.	108	110	110	102	113	.	.	.	112	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	* 529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1986 4 ^e trimestre	527	616	5.254	1.415	976	424	90
1987 1 ^{er} trimestre	519	578	5.018	1.281	921	401	79
2 ^e trimestre	522	637	5.488	1.425	1.099	514	90
3 ^e trimestre	507	561	4.941	1.173	959	603	100
4 ^e trimestre	546	613	5.883	1.466	1.076	474	95
1988 1 ^{er} trimestre	526	633	5.463	1.346	1.000	447	91
2 ^e trimestre	540	609	5.433	1.229	1.044	543	107
3 ^e trimestre	497	640	5.278	1.110	1.116	670	116
4 ^e trimestre	* 553	683	5.754	1.186	1.165	517	107
1988 Janvier	523	588	4.887	1.153	877	465	89
Février	517	645	5.678	1.490	1.062	392	87
Mars	537	665	5.825	1.395	1.060	483	97
Avril	534	605	5.345	1.283	940	530	104
Mai	537	583	5.336	1.103	1.158	512	106
Juin	550	639	5.618	1.300	1.033	587	110
Juillet	475	537	4.670	935	910	691	119
Août	493	696	5.444	1.254	1.172	684	115
Septembre	523	686	5.719	1.142	1.266	636	115
Octobre	576	670	5.681	1.228	1.194	592	114
Novembre	524	685	5.807	1.125	1.140	468	100
Décembre	* 558	694	5.775	1.204	1.160	490	107
1989 Janvier	* 485	576	5.212	1.145	1.003		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	7.943	434
1987	10.849	4.357	2.950	1.697	1.598	415	3.866	604	321	7.865	427
1988	11.278										
1986 4 ^e trimestre ..	10.537	4.302	3.485	1.741	1.599	504	3.553	402	280	8.387	449
1987 1 ^{er} trimestre ..	10.671	4.464	2.890	1.658	1.686	572	3.353	444	304	6.999	369
2 ^e trimestre ..	11.132	4.205	2.854	1.671	1.485	382	3.579	472	348	8.163	445
3 ^e trimestre ..	10.511	4.025	2.554	1.709	1.630	336	4.251	660	300	7.857	422
4 ^e trimestre ..	11.082	4.733	3.501	1.749	1.591	371	4.282	838	331	8.441	471
1988 1 ^{er} trimestre ..	10.962	4.415	3.035	1.878	1.654	441	3.652	617	274	7.653	434
2 ^e trimestre ..	11.312			1.802			3.206			8.699	469
3 ^e trimestre ..	11.327			1.688			4.605			8.157	441
4 ^e trimestre ..	11.512										
1987 Décembre	11.547	4.832	3.786	1.728	1.573	436	4.290	881	317	8.252	460
1988 Janvier	10.516	2.932	2.286	1.740	1.447	510	4.807	606	234	7.625	413
Février	10.306	4.835	3.021	1.908	1.754	281	2.752	503	247	7.159	406
Mars	12.065	5.477	3.799	1.987	1.760	531	3.398	743	340	8.176	482
Avril	10.995	4.122	2.989	1.754	1.350	357	2.520	428	273	8.309	457
Mai	11.655			1.941			3.387			8.567	454
Juin	11.286			1.710			3.711			9.221	495
Juillet	11.012			1.602			4.753			7.073	367
Août	11.519			1.839			4.743			8.588	471
Septembre	11.451			1.624			4.318			8.811	486
Octobre	11.365			1.741			4.546			9.216	* 490
Novembre	11.930										
Décembre	11.240										

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1986 3 ^e trimestre	4.995	3.721	88	567	148	172	75
4 ^e trimestre	951	451	51	142	62	55	59
1987 1 ^{er} trimestre	708	320	41	110	43	42	48
2 ^e trimestre	2.294	1.498	94	220	106	132	68
3 ^e trimestre	4.821	3.543	84	602	125	175	68
4 ^e trimestre	979	426	44	199	58	73	46
1988 1 ^{er} trimestre	818	344	42	172	42	66	36
2 ^e trimestre	2.457	1.579	80	316	85	151	58
3 ^e trimestre	4.870	3.571	92	626	108	177	55
1987 Novembre	940	446	47	156	50	60	41
Décembre	818	363	36	200	36	51	32
1988 Janvier	686	264	36	168	32	53	33
Février	816	350	44	184	39	53	34
Mars	951	418	45	164	56	93	40
Avril	2.301	1.567	75	235	77	112	47
Mai	2.616	1.636	94	403	89	157	63
Juin	2.453	1.534	70	311	90	183	63
Juillet	6.702	5.147	95	858	99	211	56
Août	5.871	4.394	118	725	116	189	52
Septembre	2.038	1.173	63	294	108	130	58
Octobre	1.425	649	65	258	91	121	55
Novembre	1.102	550	57	168	63	68	39

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	* 139	145	123	22	* 145	* 163	* 152	* 125	* 143	* 100
1988	* 143	150	122	23	* 135	* 191	* 155	* 140	* 148	* 103
1986 4 ^e trimestre	151	152	129	27	153	186	178	125	153	109
1987 1 ^{er} trimestre	* 130	135	118	22	* 138	* 147	* 133	* 124	* 134	* 94
2 ^e trimestre	* 142	144	122	23	* 146	* 172	* 147	* 131	* 145	* 102
3 ^e trimestre	* 133	138	122	23	* 142	* 151	* 151	* 115	* 137	* 96
4 ^e trimestre	* 150	160	129	21	* 154	* 183	* 176	* 131	* 155	* 108
1988 1 ^{er} trimestre	* 135	142	118	19	* 128	* 172	* 140	* 139	* 140	* 98
2 ^e trimestre	* 147	150	122	24	* 135	* 195	* 154	* 146	* 151	* 105
3 ^e trimestre	* 135	143	122	25	* 130	* 183	* 147	* 128	* 140	* 98
4 ^e trimestre	* 156	165	127	26	* 145	* 213	* 179	* 146	* 161	* 111
1987 Décembre	* 172	181	144	21	* 172	* 199	* 218	* 150	* 177	* 124
1988 Janvier	* 129	141	117	16	* 127	* 180	* 134	* 124	* 135	* 95
Février	* 128	134	113	20	* 123	* 143	* 136	* 137	* 133	* 93
Mars	* 149	150	123	21	* 135	* 194	* 149	* 156	* 153	* 107
Avril	* 147	154	125	23	* 133	* 224	* 145	* 144	* 152	* 106
Mai	* 144	146	120	25	* 134	* 192	* 150	* 140	* 148	* 103
Juin	* 150	149	121	23	* 138	* 170	* 167	* 154	* 153	* 107
Juillet	* 129	146	124	25	* 127	* 184	* 143	* 120	* 136	* 95
Août	* 130	138	121	25	* 130	* 156	* 136	* 129	* 135	* 94
Septembre	* 147	144	120	24	* 134	* 209	* 163	* 134	* 150	* 104
Octobre	* 147	152	123	27	* 136	* 221	* 152	* 136	* 151	* 105
Novembre	* 138	149	114	23	* 132	* 185	* 150	* 134	* 143	* 99
Décembre	* 182	194	143	29	* 167	* 234	* 235	* 168	* 189	* 130

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1985 2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6
2 ^e semestre	1.576	762	459	355	111,7	6,3	62,7	42,7	36,2	3,8	18,4	14,0
1987 1 ^{er} semestre	1.721	861	488	372	124,7	6,7	70,0	48,0	45,4	3,7	23,0	18,7
2 ^e semestre	1.756	875	504	377	130,4	7,0	73,1	50,3	40,2	3,5	20,6	16,1
1988 1 ^{er} semestre	1.769	836	528	405	143,8	7,3	79,4	57,1	52,4	3,7	25,6	23,1

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1985 2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4
2 ^e semestre	67	54	7	6	1,1	0,2	0,5	0,4
1987 1 ^{er} semestre	62	49	8	5	1,2	0,1	0,6	0,5
2 ^e semestre	63	50	8	5	1,2	0,2	0,5	0,5
1988 1 ^{er} semestre	61	49	8	4	1,1	0,1	0,6	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1985 2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	324	17
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
2 ^e semestre	781	3	1	0	76	22	5	200	108	8	337	21
1987 1 ^{er} semestre	825	4	2	0	103	24	5	218	112	9	325	23
2 ^e semestre	799	4	2	0	82	23	5	200	114	7	338	24
1988 1 ^{er} semestre	796	4	2	0	109	27	6	188	115	8	303	34
Crédits accordés (milliards de francs)												
1985 2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	3,9	1,1
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3
2 ^e semestre	36,2	2,4	0,5	0,2	19,7	3,2	0,2	0,4	0,9	2,6	4,6	1,5
1987 1 ^{er} semestre	45,4	3,4	0,5	0,2	27,1	3,7	0,3	0,3	0,9	2,9	4,3	1,8
2 ^e semestre	40,2	2,8	0,6	0,2	22,8	3,7	0,2	0,3	0,8	2,5	4,6	1,7
1988 1 ^{er} semestre	52,4	3,2	0,7	0,2	30,9	4,5	0,3	0,3	0,9	2,9	4,2	4,3

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1987	2	303	7	19.125	20.861	3	40.301	885	41.186
1988	2	272	8	21.227	22.107	2	43.618	833	44.451
1986 4 ^e trimestre	2	296	8	18.222	20.068	12	38.608	931	39.539
1987 1 ^{er} trimestre	2	324	8	17.354	20.575	5	38.268	916	39.184
2 ^e trimestre	2	300	8	19.113	20.514	2	39.939	915	40.854
3 ^e trimestre	2	305	6	19.412	20.062	2	39.789	844	40.633
4 ^e trimestre	2	284	7	20.620	22.294	1	43.208	865	44.073
1988 1 ^{er} trimestre	2	299	7	19.905	22.333	1	42.547	860	43.407
2 ^e trimestre	2	281	8	21.455	21.967	2	43.715	876	44.591
3 ^e trimestre	2	262	8	21.393	20.451	2	42.118	794	42.912
4 ^e trimestre	2	247	7	22.154	23.677	3	46.090	803	46.893
1988 Février	2	273	7	19.575	21.615	1	41.473	835	42.308
Mars	2	326	8	21.142	23.862	2	45.342	930	46.272
Avril	2	287	10	20.552	20.967	1	41.819	838	42.657
Mai	1	246	7	22.398	21.048	2	43.702	846	44.548
Juin	2	309	8	21.414	23.887	4	45.624	945	46.569
Juillet	2	293	7	20.356	21.192	2	41.852	824	42.676
Août	2	252	8	21.291	19.781	1	41.335	800	42.135
Septembre	2	240	8	22.533	20.381	2	43.166	759	43.925
Octobre	2	267	8	21.234	22.156	3	43.670	804	44.474
Novembre	2	234	6	22.083	22.085	3	44.413	747	45.160
Décembre	2	241	7	23.146	26.789	2	50.187	859	51.046
1989 Janvier	2	290	7	23.274	24.357	2	47.932	832	48.764
Février	2	239	7	19.940	22.199	2	42.389	717	43.106

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1987	288	5	1.216	837	7.191	1.035	10.572	672	11.244
1988	238	5	1.272	965	7.575	1.082	11.137	744	11.881
1986 4 ^e trimestre	273	5	1.060	639	6.535	1.131	9.643	662	10.305
1987 1 ^{er} trimestre	296	5	1.318	831	6.988	1.056	10.494	667	11.161
2 ^e trimestre	280	6	1.128	855	7.194	1.139	10.602	688	11.290
3 ^e trimestre	280	5	1.146	783	7.280	968	10.462	624	11.086
4 ^e trimestre	295	4	1.272	881	7.301	978	10.731	707	11.438
1988 1 ^{er} trimestre	270	4	1.294	974	7.626	1.054	11.222	755	11.977
2 ^e trimestre	223	7	1.213	1.010	7.415	1.114	10.982	751	11.733
3 ^e trimestre	248	5	1.314	890	7.664	1.116	11.237	733	11.970
4 ^e trimestre	212	4	1.266	984	7.594	1.045	11.105	737	11.842
1988 Février	278	4	1.176	1.062	7.834	976	11.330	778	12.108
Mars	296	5	1.596	969	8.160	1.050	12.076	788	12.864
Avril	210	8	1.144	1.076	7.105	1.162	10.705	706	11.411
Mai	208	5	1.155	933	7.064	1.015	10.380	717	11.097
Juin	250	7	1.341	1.020	8.076	1.166	11.860	831	12.691
Juillet	259	5	1.310	868	7.780	1.183	11.405	752	12.157
Août	264	4	1.314	811	7.621	1.033	11.047	704	11.751
Septembre	222	5	1.319	990	7.590	1.132	11.258	744	12.002
Octobre	198	5	1.317	884	7.351	1.060	10.815	749	11.564
Novembre	182	3	1.156	854	6.944	797	9.936	668	10.604
Décembre	256	4	1.325	1.213	8.487	1.280	12.565	794	13.359
1989 Janvier	270	4	1.254	1.118	8.253	1.094	11.993	859	12.852
Février	291	4	1.439	1.132	8.553	1.090	12.509	779	13.288

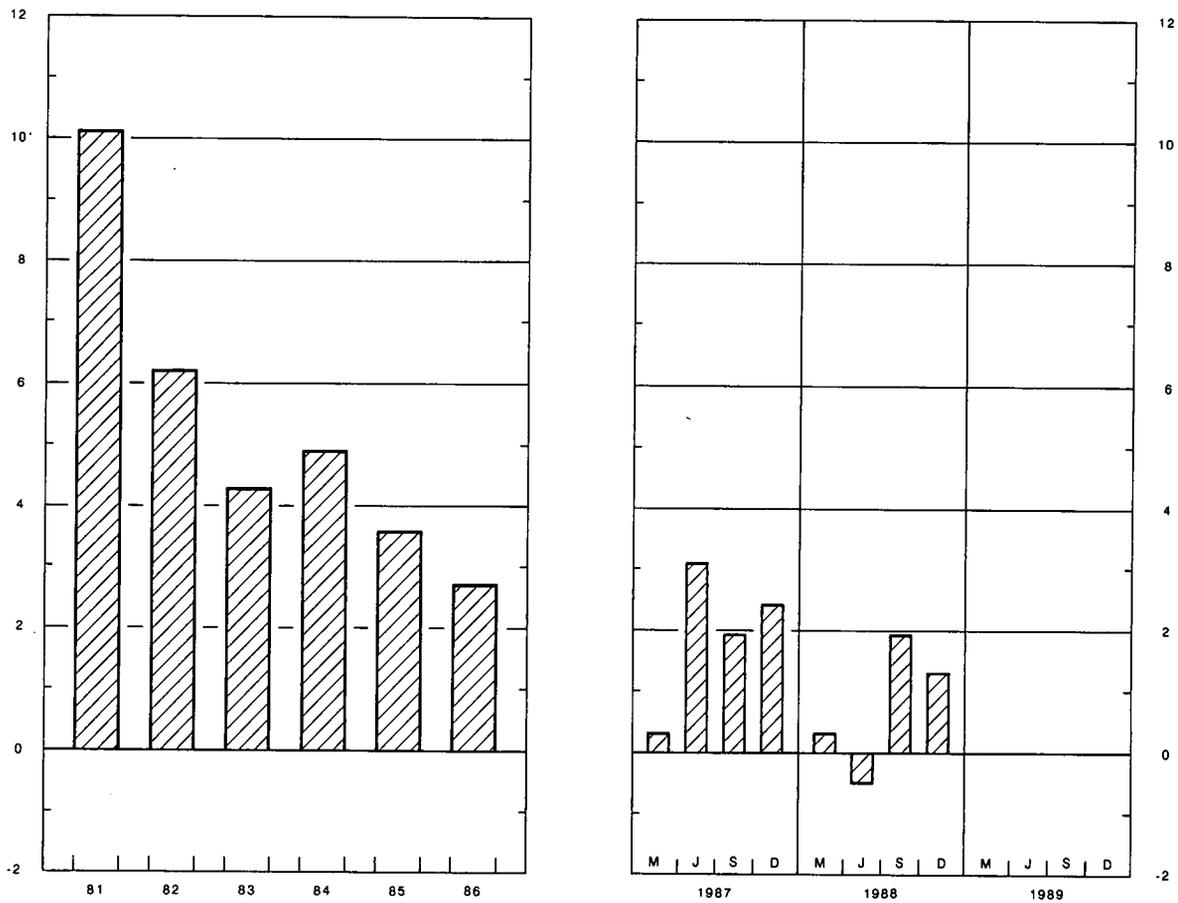
¹ Nombre de chambres en activité : jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Gain moyen brut par heure prestée des ouvriers dans l'industrie¹ (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente² ou au mois correspondant de l'année précédente)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
- Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1981	168,0	164,0	168,0	165,0	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179,0	175,0	180,0	171,0	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	* 100,0	102,5	103,1	102,0	103,6
1987 Juin	100,2	100,2	100,0	100,4	99,8	99,7	99,9	100,0
Septembre	98,9	100,0	100,0	99,0	100,2	100,0	100,3	100,3
Décembre	102,7	100,5	100,4	102,4	100,6	100,5	100,5	100,6
1988 Mars	98,7	100,8	101,4	* 97,8	101,8	102,2	101,2	102,8
Juin	99,7	101,2	101,9	* 99,1	101,8	102,4	101,2	102,8
Septembre	100,8	102,3	102,7	* 100,2	102,8	103,5	102,6	104,3
Décembre	104,0	102,7	103,3	* 102,8	103,4	104,1	102,9	104,3

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1986	1986	1987	1987	1988	1986	1986	1987	1987	1988
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	297	296	302	303	307	73,1	73,1	73,8	74,0	75,4
<i>Industrie extractive</i>	333	333	334	337	341	69,1	70,1	67,1	67,1	67,4
<i>Bâtiment et génie civil</i>	291	290	293	296	301	68,5	68,5	69,2	67,6	70,0
<i>Industrie manufacturière</i>	296	295	301	302	306	73,7	73,7	74,5	75,0	76,3
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	299	300	306	305	305	70,7	70,9	71,4	71,3	72,3
Construction de machines et de matériel mécanique	309	310	314	316	321	74,1	75,1	75,6	77,2	78,3
Construction électrique et électronique	296	294	302	303	307	75,9	75,9	76,5	78,5	79,0
Construction d'automobiles et pièces détachées	308	310	323	321	326	72,8	73,1	74,5	76,1	77,9
Construction d'autre matériel de transport .	313	313	318	314	315	76,1	77,1	78,2	78,2	79,6
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	281	275	288	288	289	70,6	70,2	70,6	70,3	71,7
Métallurgie de base	362	361	370	367	376	87,8	87,8	88,6	89,1	89,4
Industrie chimique	347	347	353	359	370	83,6	83,2	84,2	85,6	88,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	280	281	286	288	291	68,4	68,7	69,5	70,0	71,2
Industrie textile	252	251	256	257	261	65,8	65,6	66,8	67,1	68,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	308	309	317	317	320	75,0	74,7	75,1	75,6	77,3
Industrie du bois	269	268	271	272	273	59,4	59,8	59,2	58,4	60,4
Industrie des chaussures et de l'habillement .	223	221	224	230	232	52,7	52,9	53,2	52,6	53,8
Industrie du papier, imprimerie et édition .	321	322	329	334	338	71,3	70,4	71,4	72,1	73,6
Raffineries de pétrole	485	481	478	477	486	111,6	110,2	110,8	110,4	114,8
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	89,0	88,6	90,7	91,3	91,4

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerais de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1987	*149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	*164,0	152,8	*165,1
1988	*143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	*139,5	162,1	*137,3
1986 4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1987 1 ^{er} trimestre	*146,1	115,8	90,7	64,6	85,3	107,1	134,9	151,9	127,6	107,9	*163,8	147,7	*165,4
2 ^e trimestre	*148,4	121,1	91,1	68,8	92,7	103,1	144,0	166,3	138,3	103,3	*164,3	150,5	*165,6
3 ^e trimestre	*149,1	123,2	87,6	64,6	90,9	99,3	150,2	172,2	152,0	100,7	*164,3	150,3	*165,6
4 ^e trimestre	*153,2	135,0	95,5	71,1	97,7	108,5	165,1	178,0	183,4	113,8	*163,8	162,7	*163,9
1988 1 ^{er} trimestre	*147,8	142,7	101,6	76,3	107,4	113,6	174,1	187,6	196,1	116,4	*150,7	166,2	*149,2
2 ^e trimestre	*150,3	152,1	107,0	85,3	127,1	112,0	186,4	199,1	219,3	116,0	*149,2	165,1	*147,7
3 ^e trimestre	*138,9	150,1	114,4	103,8	140,5	111,2	177,2	189,8	206,2	112,1	*132,4	154,9	*130,3
4 ^e trimestre	*136,8	155,8	111,4	102,7	127,1	110,8	189,6	190,0	243,8	117,7	*125,6	162,1	*122,1
1988 Février	*148,3	140,6	101,7	77,2	106,7	113,6	170,2	185,3	187,2	115,7	*152,7	164,8	*151,6
Mars	*142,7	143,9	100,0	75,6	105,9	111,5	177,4	189,8	201,6	119,1	*141,9	166,2	*139,6
Avril	*152,9	148,3	101,2	77,1	112,2	110,7	184,2	200,6	205,9	120,4	*155,6	167,5	*154,5
Mai	*149,2	149,7	103,4	78,9	120,2	111,1	185,0	198,1	217,2	114,9	*148,8	166,0	*147,2
Juin	*148,8	158,2	116,4	99,8	148,9	114,2	189,9	198,6	234,7	112,8	*143,3	161,9	*141,5
Juillet	*142,7	153,5	119,8	106,2	147,0	117,8	179,1	194,3	205,6	111,8	*136,4	156,2	*134,5
Août	*140,4	149,5	112,0	102,2	137,1	108,6	178,1	192,4	205,3	111,7	*135,2	153,7	*133,4
Septembre	*133,6	147,2	111,5	103,0	137,4	107,1	174,4	182,6	207,8	112,8	*125,7	154,9	*122,9
Octobre	*130,5	150,7	110,6	104,6	129,7	107,2	181,2	185,0	226,5	113,7	*118,7	157,6	*115,0
Novembre	*133,9	156,1	110,0	101,0	125,1	109,7	191,1	190,7	246,8	119,1	*120,9	164,5	*116,7
Décembre	*145,9	160,6	113,6	102,4	126,4	115,4	196,4	194,3	258,2	120,2	*137,3	164,2	*134,7
1989 Janvier	*154,5	160,4	114,6	105,6	124,5	116,1	195,3	192,7	258,6	118,2	*151,1	159,3	*150,4
Février	*152,4	157,1	111,9	102,6	121,1	113,9	191,5	190,1	245,3	124,3	*149,6	158,0	*148,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pon- dération ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1986	149,0	142,1	144,3	140,2	150,7	158,6	153,5	144,3	151,5	149,9	162,5	134,9	149,3	171,6	162,9
1987	145,3	133,7	140,4	127,8	148,3	156,3	149,3	143,0	149,7	146,0	156,2	132,4	154,8	165,2	163,2
1988	147,1	136,3	140,8	132,1	149,9	162,4	149,6	142,9	149,9	154,0	151,5	136,8	156,5	170,4	162,9
1986 4 ^e trimestre	146,8	137,1	142,1	132,6	149,3	158,5	150,8	143,0	150,4	146,7	157,8	134,2	149,5	169,7	163,0
1987 1 ^{er} trimestre	145,8	135,5	144,1	127,8	148,5	156,5	149,0	143,3	149,5	145,4	156,6	132,5	150,4	166,7	163,0
2 ^e trimestre	144,7	132,7	139,4	126,7	147,8	154,5	149,2	143,0	149,6	144,1	158,5	130,7	153,6	164,1	163,0
3 ^e trimestre	145,5	133,6	138,2	129,4	148,6	157,3	149,7	142,9	150,0	147,3	156,9	132,5	158,3	163,7	163,3
4 ^e trimestre	145,2	133,1	139,8	127,1	148,4	157,0	149,3	142,7	149,8	147,1	152,7	134,0	156,7	166,3	163,5
1988 1 ^{er} trimestre	144,9	132,7	138,5	127,5	148,1	157,6	148,6	142,3	149,5	147,1	150,3	133,9	156,2	168,7	163,5
2 ^e trimestre	145,3	131,9	135,4	128,7	148,8	159,5	148,4	142,8	149,1	151,4	149,7	135,7	154,3	169,2	163,5
3 ^e trimestre	148,6	138,7	141,2	136,3	151,1	166,4	149,4	143,4	150,5	157,7	152,7	137,5	158,2	169,9	163,6
4 ^e trimestre	149,6	141,7	148,4	135,8	151,6	166,0	152,2	143,0	150,4	159,7	153,3	140,0	157,2	173,9	161,2
1987 Décembre ..	145,1	133,4	141,6	126,1	148,2	155,9	150,2	142,3	149,9	145,9	151,4	134,6	155,6	167,5	163,5
1988 Janvier	145,2	133,6	139,2	128,5	148,2	156,8	149,1	142,4	149,8	146,4	151,4	133,7	156,0	168,7	163,5
Février	144,9	132,5	138,2	127,4	148,1	157,4	148,4	142,4	149,4	146,9	149,9	133,7	156,7	168,8	163,5
Mars	144,8	132,0	138,0	126,6	148,2	158,7	148,2	142,1	149,2	148,1	149,8	134,4	155,8	168,7	163,5
Avril	144,7	130,3	133,9	126,9	148,5	159,2	148,1	142,5	149,3	149,1	149,2	134,6	157,1	168,4	163,5
Mai	144,6	130,5	133,9	127,3	148,3	157,9	147,9	142,9	148,6	150,8	148,5	135,7	151,9	169,4	163,5
Juin	146,6	135,1	138,4	132,0	149,6	161,3	149,1	143,0	149,4	154,3	151,5	136,9	153,8	169,7	163,5
Juillet	148,0	137,2	139,7	134,7	150,8	166,3	149,0	143,2	150,3	157,1	152,2	137,0	159,0	168,8	163,5
Août	148,6	138,9	140,7	137,1	151,1	166,6	149,3	143,4	150,6	157,5	152,7	137,3	158,1	170,1	163,5
Septembre ..	149,0	140,0	143,0	137,1	151,4	166,3	150,0	143,6	150,8	158,5	153,2	138,2	157,4	171,0	163,9
Octobre	149,5	140,0	144,3	136,0	151,9	166,1	152,1	143,6	151,1	159,2	152,5	139,7	158,0	173,8	163,9
Novembre ..	149,2	142,2	149,0	136,1	151,0	164,4	152,0	142,6	150,2	157,3	152,8	139,8	155,7	173,9	159,8
Décembre ..	150,2	143,1	151,9	135,3	152,0	167,5	152,6	142,9	149,8	162,5	154,7	140,4	157,9	174,0	159,8

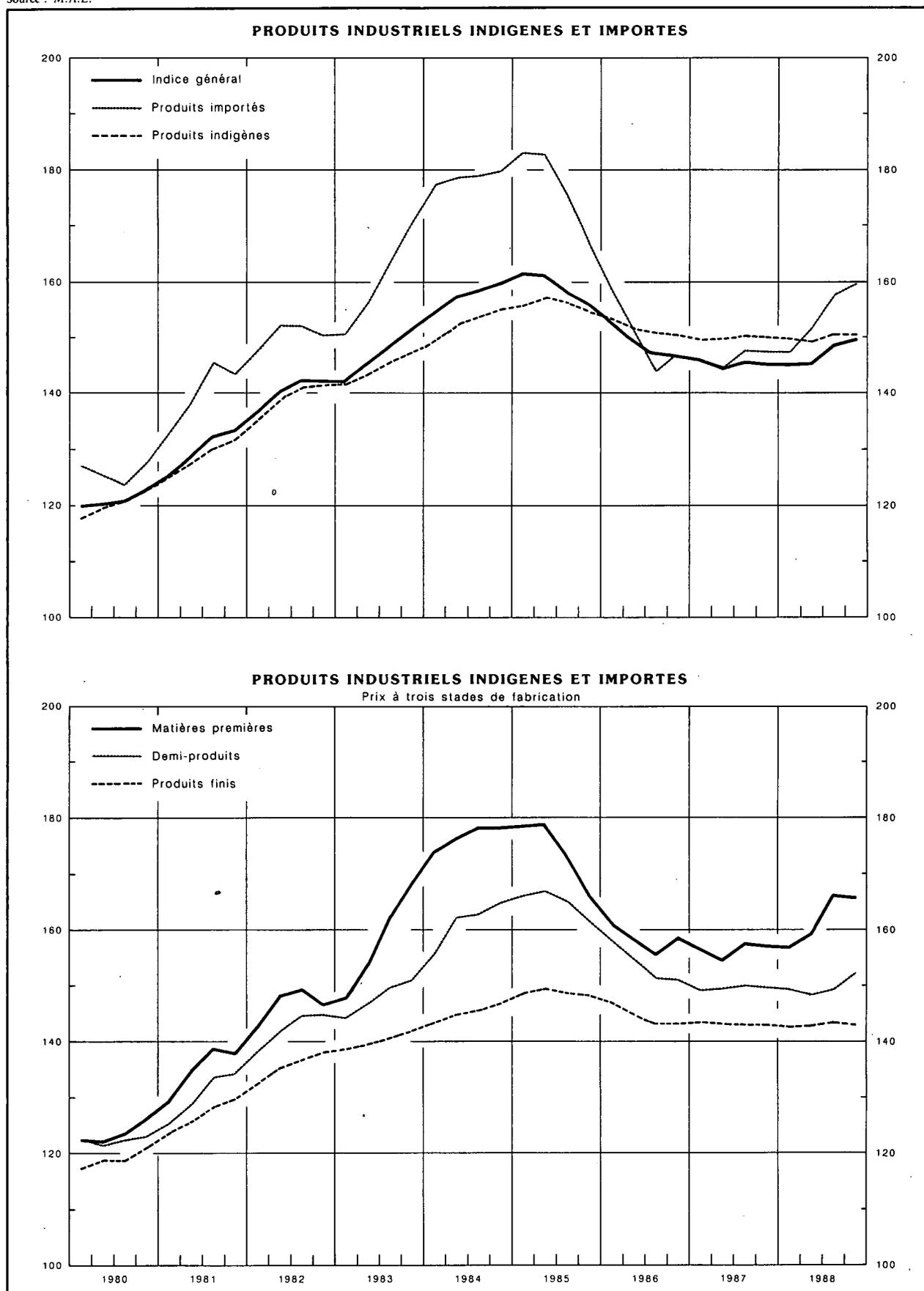
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

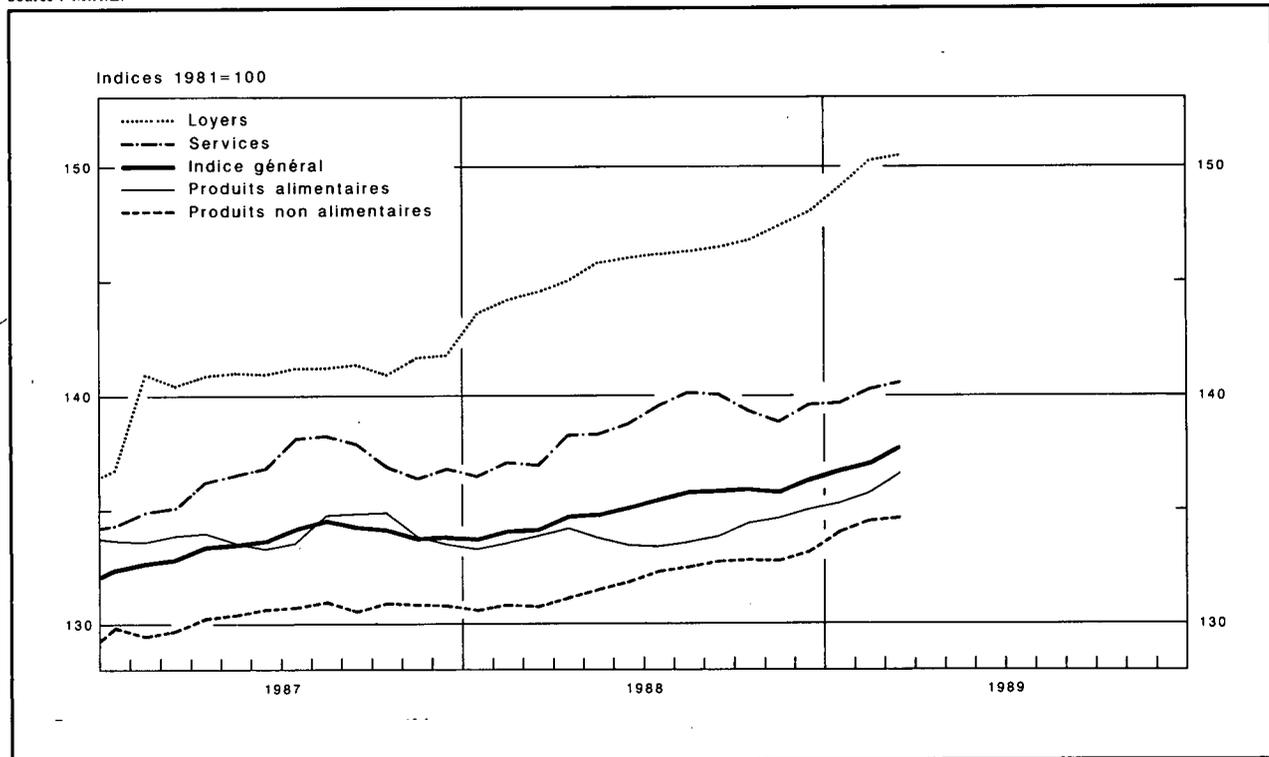
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX À LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100 ¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1987 4 ^e trimestre	133,90	134,04	130,84	136,68	141,44
1988 1 ^{er} trimestre	133,95	133,52	130,75	136,80	144,08
2 ^e trimestre	134,87	133,74	131,49	138,41	145,58
3 ^e trimestre	135,72	133,58	132,47	139,89	146,29
4 ^e trimestre	136,06	134,69	132,93	139,27	147,43
1989 1 ^{er} trimestre	137,39	135,93	134,38	140,21	150,00
1988 Mars	134,11	133,82	130,79	136,96	144,52
Avril	134,71	134,14	131,10	138,23	145,00
Mai	134,84	133,69	131,50	138,29	145,76
Juin	135,07	133,38	131,86	138,72	145,99
Juillet	135,48	133,34	132,28	139,54	146,18
Août	135,77	133,56	132,44	140,11	146,29
Septembre	135,92	133,84	132,68	140,02	146,40
Octobre	135,96	134,43	132,86	139,35	146,86
Novembre	135,87	134,60	132,80	138,87	147,40
Décembre	136,36	135,05	133,13	139,59	148,02
1989 Janvier	136,88	135,28	134,02	139,64	149,14
Février	137,49	135,91	134,45	140,38	150,36
Mars	137,81	136,60	134,66	140,61	150,51

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

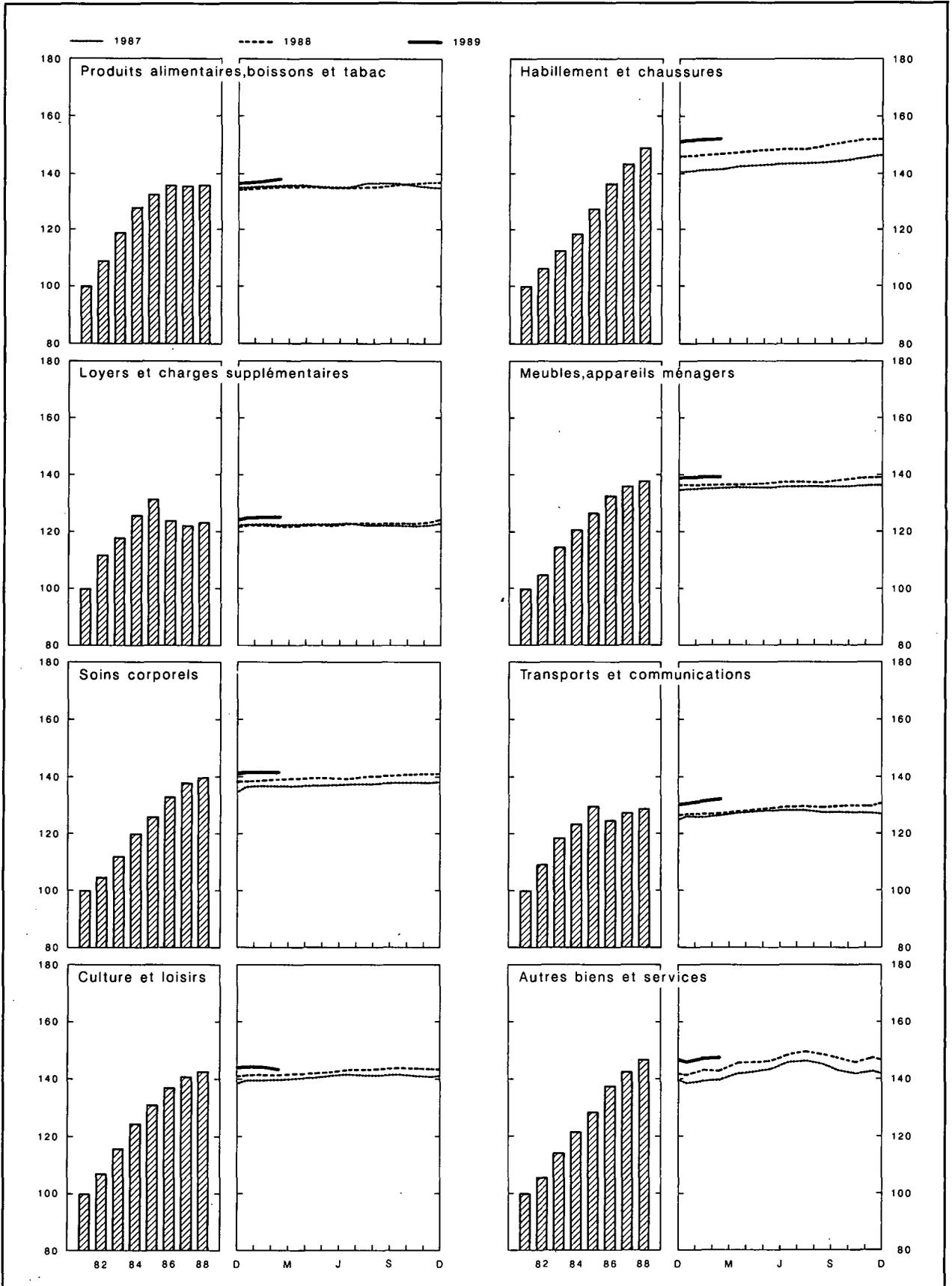
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1987 3 ^e trimestre	134,32	135,78	143,55	122,52	135,47	137,77	128,14	141,19	145,78
4 ^e trimestre	133,90	135,55	145,50	122,07	135,90	138,06	127,54	141,20	142,40
1988 1 ^{er} trimestre	133,95	135,07	146,71	122,30	136,48	138,87	126,91	141,37	142,54
2 ^e trimestre	134,87	135,28	148,30	122,42	136,98	139,24	127,94	142,12	146,26
3 ^e trimestre	135,72	135,13	149,09	123,02	137,49	139,91	129,29	143,21	149,04
4 ^e trimestre	136,06	136,19	151,12	123,11	138,27	140,68	129,60	143,74	146,60
1989 1 ^{er} trimestre	137,39	137,62	151,98	125,22	139,12	141,72	131,69	143,99	147,01
1988 Mars	134,11	135,35	147,34	122,03	136,67	139,01	126,99	141,56	142,90
Avril	134,71	135,66	147,89	122,37	136,78	139,12	127,14	141,93	145,83
Mai	134,84	135,23	148,32	122,44	136,98	139,29	128,06	141,96	145,98
Juin	135,07	134,94	148,68	122,44	137,19	139,30	128,61	142,47	146,96
Juillet	135,48	134,90	148,70	122,93	137,34	139,42	129,12	143,01	148,52
Août	135,77	135,11	148,77	123,07	137,45	140,14	129,30	143,15	149,61
Septembre	135,92	135,37	149,79	123,05	137,67	140,18	129,46	143,46	149,00
Octobre	135,96	135,94	150,53	122,93	137,97	140,37	129,66	143,96	147,07
Novembre	135,87	136,10	151,26	122,85	138,29	140,72	129,47	143,72	145,64
Décembre	136,36	136,54	151,58	123,54	138,56	140,96	129,67	143,55	147,10
1989 Janvier	136,88	136,79	151,70	124,87	138,76	141,70	131,15	144,08	145,99
Février	137,49	137,66	151,94	125,30	139,17	141,71	131,80	144,11	147,37
Mars	137,81	138,40	152,29	125,49	139,43	141,75	132,12	143,78	147,67

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

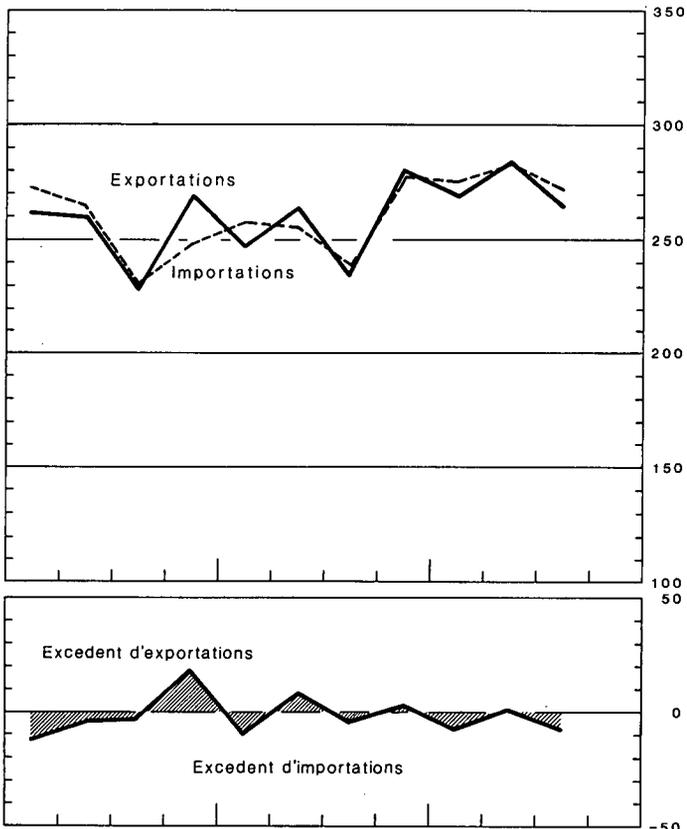
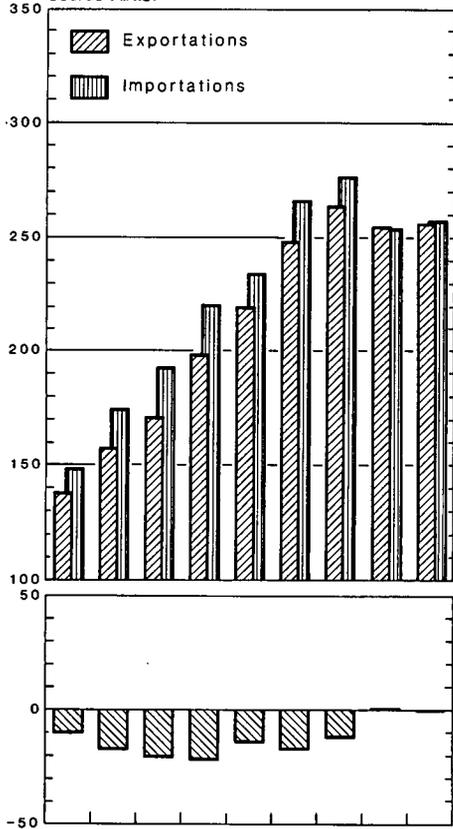
1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

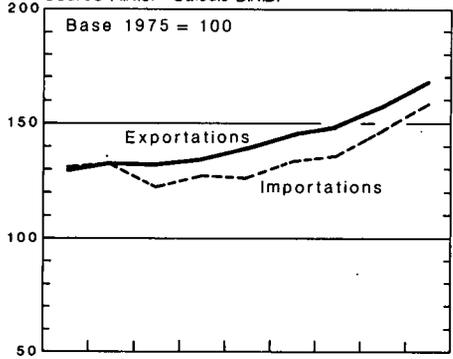
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

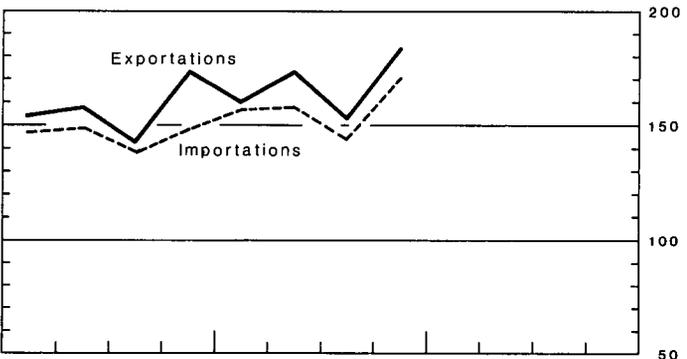
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

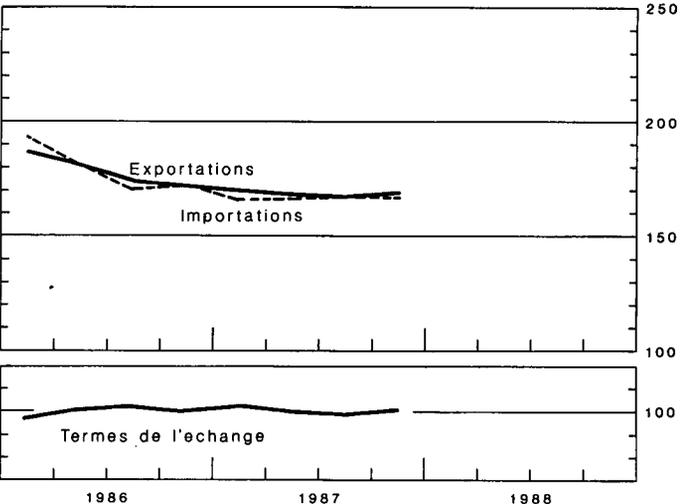
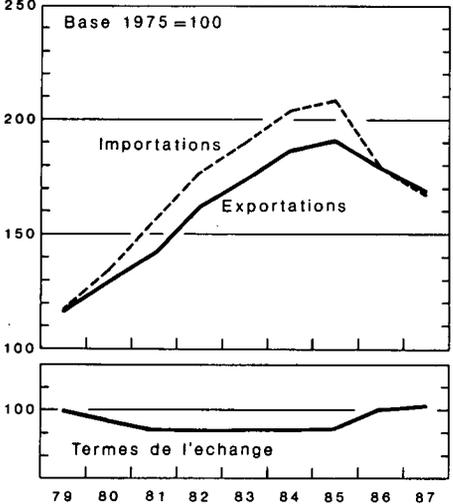


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



79 80 81 82 83 84 85 86 87

1986 1987 1988

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986	255,4	255,9	+ 0,5	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1987	259,2	258,3	- 0,9	100	158,7	168,7	167,1	169,1	101,2
1986 3 ^e trimestre	231,7	228,8	- 2,9	99	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
4 ^e trimestre	251,0	271,0	+ 20,0	108	149,7	173,7	172,4	172,7	100,2
1987 1 ^{er} trimestre	257,0	248,7	- 8,3	97	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
2 ^e trimestre	257,0	265,5	+ 8,5	103	157,8	173,9	167,5	169,2	101,1
3 ^e trimestre	240,7	236,5	- 4,2	98	145,6	154,0	168,9	168,2	99,6
4 ^e trimestre	282,0	282,7	+ 0,7	100	171,5	184,3	167,3	169,2	101,2
1988 1 ^{er} trimestre	276,2	268,8	- 7,4	97					
2 ^e trimestre	284,6	285,4	+ 0,8	100					
3 ^e trimestre	272,5	265,4	- 7,1	97					
1987 11 premiers mois	257,1	256,0	- 1,1	100					
12 mois	259,2	258,3	- 0,9	100	158,7	168,7	167,1	169,1	101,2
1988 1 ^{er} mois	233,0	213,5	- 19,5	92					
2 premiers mois	255,3	244,3	- 11,0	96					
3 premiers mois	276,2	268,8	- 7,4	97					
4 premiers mois	274,0	271,5	- 2,5	99					
5 premiers mois	274,8	271,6	- 3,2	99					
6 premiers mois	280,4	277,1	- 3,3	99					
7 premiers mois	275,4	275,6	+ 0,2	100					
8 premiers mois	273,5	268,7	- 4,8	98					
9 premiers mois	277,7	273,2	- 4,5	98					
10 premiers mois	279,8	278,2	- 1,6	99					
11 premiers mois	281,8	279,7	- 2,1	99					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production												
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits	non durables		durables					
													liquides	autres				alimentaires	autres					produits animaux	produits végétaux
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+ 10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	- 11,8	40,7	52,8	+ 12,1	44,5	38,8	- 5,7
1986 3 ^e trimestre	53,7	46,3	- 7,4	36,3	44,2	+ 7,9	41,4	35,0	- 6,4
4 ^e trimestre	60,9	51,2	- 9,7	41,6	53,9	+ 12,3	44,1	39,8	- 4,3
1987 1 ^{er} trimestre	62,6	50,2	- 12,4	40,5	52,0	+ 11,5	44,0	37,3	- 6,7
2 ^e trimestre	62,8	53,6	- 9,2	40,0	55,3	+ 15,3	44,9	40,1	- 4,8
3 ^e trimestre	58,3	47,2	- 11,1	37,0	46,9	+ 9,9	40,3	35,1	- 5,2
4 ^e trimestre	68,3	53,8	- 14,5	45,1	57,2	+ 12,1	48,5	42,8	- 5,7
1988 1 ^{er} trimestre	68,3	53,0	- 15,3	44,6	54,4	+ 9,8	48,3	39,8	- 8,5
2 ^e trimestre	70,0	56,6	- 13,4	43,7	57,2	+ 13,5	49,7	42,5	- 7,2
3 ^e trimestre	64,4	51,1	- 13,3	39,6	52,1	+ 12,5	49,4	39,0	- 10,4
1987 11 premiers mois	62,4	51,2	- 11,2	40,1	52,4	+ 12,3	44,3	38,6	- 5,7
1988 11 premiers mois	68,9	54,6	- 14,3	43,3	56,0	+ 12,7	50,2	41,1	- 9,1
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1986 3 ^e trimestre	11,0	11,9	+ 0,9	19,5	20,7	+ 1,2	168,1	166,6	- 1,5
4 ^e trimestre	10,8	16,8	+ 6,0	20,7	23,0	+ 2,3	186,0	195,7	+ 9,7
1987 1 ^{er} trimestre	11,1	16,8	+ 5,7	22,4	19,2	- 3,2	188,5	185,5	- 3,0
2 ^e trimestre	10,7	18,0	+ 7,3	19,6	22,1	+ 2,5	185,8	200,2	+ 14,4
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	17,6	20,4	+ 2,8	171,4	172,6	+ 1,2
4 ^e trimestre	11,4	17,7	+ 6,3	21,8	25,3	+ 3,5	203,9	209,2	+ 5,3
1988 1 ^{er} trimestre	12,3	17,7	+ 5,4	21,2	23,9	+ 2,7	204,8	200,4	- 4,4
2 ^e trimestre	11,5	17,3	+ 5,8	22,2	25,6	+ 3,4	207,9	212,4	+ 4,5
3 ^e trimestre	12,1	14,8	+ 2,7	21,9	25,5	+ 3,6	196,1	194,2	- 1,9
1987 11 premiers mois	11,0	16,4	+ 5,4	20,4	21,3	+ 0,9	186,1	190,5	+ 4,4
1988 11 premiers mois	12,1	17,3	+ 5,2	21,6	26,0	+ 4,4	205,9	207,6	+ 1,7

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce (depuis 1981), Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1986 3 ^e trimestre	10,5	12,1	+ 1,6	7,0	2,3	- 4,7	4,7	5,1	+ 0,4
4 ^e trimestre	11,7	15,1	+ 3,4	5,9	2,8	- 3,1	5,1	5,5	+ 0,4
1987 1 ^{er} trimestre	13,5	12,2	- 1,3	6,1	2,1	- 4,0	7,1	4,4	- 2,7
2 ^e trimestre	12,0	12,9	+ 0,9	8,3	2,6	- 5,7	5,4	4,6	- 0,8
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	5,9	2,6	- 3,3	6,8	4,6	- 2,2
4 ^e trimestre	12,7	15,4	+ 2,7	7,4	3,2	- 4,2	7,4	4,9	- 2,5
1988 1 ^{er} trimestre	11,2	13,6	+ 2,4	6,3	3,1	- 3,2	6,3	4,8	- 1,5
2 ^e trimestre	12,2	13,7	+ 1,5	6,8	3,5	- 3,3	6,6	4,8	- 1,8
3 ^e trimestre	11,2	13,8	+ 2,6	5,9	3,3	- 2,6	8,1	4,4	- 3,7
1987 11 premiers mois	12,2	13,3	+ 1,1	6,8	2,6	- 4,2	6,5	4,5	- 2,0
1988 11 premiers mois	12,0	14,1	+ 2,1	6,4	3,3	- 3,1	7,0	4,7	- 2,3
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1986 3 ^e trimestre	204,6	204,0	- 0,6	20,0	19,0	- 1,0	6,8	4,4	- 2,4
4 ^e trimestre	224,4	240,1	+ 15,7	18,6	23,2	+ 4,6	6,6	4,8	- 1,8
1987 1 ^{er} trimestre	229,4	223,3	- 6,1	21,7	19,7	- 2,0	5,3	4,2	- 1,1
2 ^e trimestre	227,8	240,2	+ 12,4	21,8	19,2	- 2,6	7,0	4,3	- 2,7
3 ^e trimestre	208,9	211,9	+ 3,0	24,3	19,0	- 5,3	6,9	3,8	- 3,1
4 ^e trimestre	248,7	254,3	+ 5,6	24,2	21,3	- 2,9	6,5	4,5	- 2,0
1988 1 ^{er} trimestre	246,4	242,7	- 3,7	23,7	20,3	- 3,4	5,8	4,7	- 1,1
2 ^e trimestre	252,3	256,9	+ 4,6	24,5	21,9	- 2,6	7,3	4,7	- 2,6
3 ^e trimestre	236,5	236,2	- 0,3	29,3	21,9	- 7,4	6,6	4,4	- 2,2
1987 11 premiers mois	227,1	230,7	+ 3,6	22,8	19,3	- 3,5	6,5	4,1	- 2,4
1988 11 premiers mois	249,1	251,7	+ 2,6	26,1	21,6	- 4,5	6,5	4,6	- 1,9

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	2.931,9	2.934,6	- 2,7
1.12 Travail à façon	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	69,3	14,3	+ 55,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	35,3	—	+ 35,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	148,8	115,6	+ 33,2
1.3 Autres frais de transport	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	68,0	66,9	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	- 23,0	- 31,7	112,2	147,5	- 35,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	997,5	983,1	+ 14,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	93,5	13,9	+ 79,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	26,9	23,7	+ 3,2
1.72 Autres	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	- 18,8	- 17,7	292,0	314,1	- 22,1
Total 1	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	4.775,4	4.613,7	+ 161,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	- 7,4	- 9,6	39,4	43,7	- 4,3
2.2 Transferts publics	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	- 34,4	- 33,9	51,1	102,8	- 51,7
Total 2	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	- 41,8	- 43,5	90,5	146,5	- 56,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	4.865,9	4.760,2	+ 105,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 104,3	+ 137,5	+ 30,8	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	241,7	224,4	+ 17,3
3.12 Avoirs	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	- 5,3	- 6,1	0,1	6,0	- 5,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 5,6	+ 7,9	- 0,5	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	3,4	6,2	- 2,8
Total 3	+ 105,5	+ 139,7	+ 23,1	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	245,2	236,6	+ 8,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	- 28,1	- 11,7	—	14,4	- 14,4
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 17,4	+ 13,0	+ 1,5	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	8,7	15,1	- 6,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	27,2	19,1	+ 8,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	- 122,1	- 165,5	—	140,7	- 140,7
4.2312 Investissements directs ..	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	- 13,7	- 72,7	37,2	137,3	- 100,1
4.2313 Immeubles	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 2,4	4,5	7,5	- 3,0
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	—	5,6	- 5,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 0,9	- 0,8	+ 11,4	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	81,3	—	+ 81,3
4.2322 Investissements directs ..	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	137,5	50,2	+ 87,3
4.2323 Immeubles	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	7,4	7,2	+ 0,2
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	67,9	—	+ 67,9
Total 4	- 11,9	- 18,9	- 35,0	- 70,9	- 97,4	- 191,3	371,7	397,1	- 25,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	- 7,4	+ 9,2	12,2	—	+ 12,2
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	10,6	- 10,6
Total 1 à 6	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	- 56,7	- 1,4	5.495,0	5.404,5	+ 90,5
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	- 10,1	- 3,8	—	—	+ 1,0
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	- 7,0	+ 7,4	—	—	- 2,2
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belge et luxem. ..	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	—	—	- 38,0
7.2122 Monnaies étrangères	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	—	—	+ 51,3
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	+ 0,1	- 1,3	—	—	- 0,8
7.222 Autres	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	—	—	+ 0,1
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	+ 4,9	- 13,5	—	—	- 1,6
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	—	—	+ 80,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisées aux sous-rubriques 7.211, 7.221, 7.231 ou 7.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1986			1987				* 1988	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 13,7	+ 13,8	+ 0,1	- 16,0	+ 16,0	+ 6,4	- 9,1	- 2,5	+ 22,3
1.12 Travail à façon	+ 23,3	+ 19,6	+ 18,9	+ 12,5	+ 17,8	+ 11,0	+ 13,7	+ 14,5	+ 12,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 3,4	+ 5,5	+ 6,3	+ 5,5	+ 12,4	+ 9,3	+ 8,1	+ 6,7	+ 6,4
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,1	+ 7,4	+ 7,9	+ 7,4	+ 7,2	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,5	+ 10,5
1.3 Autres frais de transport	- 2,3	- 3,4	- 3,1	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,1	- 0,5	0,0	+ 0,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 5,5	- 19,3	- 2,6	- 6,7	- 7,1	- 18,6	- 2,9	- 6,8	- 7,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 4,7	+ 4,6	+ 3,6	- 1,6	- 5,1	+ 7,2	+ 13,9	+ 4,7	- 2,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 18,1	+ 19,1	+ 18,4	+ 19,6	+ 20,7	+ 19,1	+ 20,2	+ 20,5	+ 20,3
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,9	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,0
1.72 Autres	- 1,1	- 5,2	- 8,0	- 6,8	- 6,5	- 3,4	- 5,4	- 0,4	- 6,8
Total 1	+ 53,0	+ 43,6	+ 43,4	+ 16,4	+ 56,3	+ 41,5	+ 47,5	+ 48,7	+ 57,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 1,7	- 0,5	- 2,8	- 1,7	- 1,1	- 1,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,2
2.2 Transferts publics	- 7,0	- 10,7	- 7,8	- 15,2	- 14,5	- 8,9	- 13,1	- 14,6	- 15,7
Total 2	- 8,7	- 11,2	- 10,6	- 16,9	- 15,6	- 10,3	- 13,2	- 14,5	- 15,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 44,3	+ 32,4	+ 32,8	- 0,5	+ 40,7	+ 31,2	+ 34,3	+ 34,2	+ 41,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	- 20,1	+ 9,6	+ 33,1	- 19,1	- 1,1	+ 26,9	+ 10,6	+ 3,8	+ 40,3
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,8	- 4,4	- 0,7	- 0,5	- 0,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9
3.2 Autres pouvoirs publics	- 1,6	- 1,5	- 9,0	- 2,3	+ 0,1	+ 1,1	- 1,7	+ 1,3	+ 1,0
Total 3	- 22,1	+ 7,3	+ 19,7	- 22,1	- 1,5	+ 27,6	+ 4,6	+ 4,9	+ 39,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 16,1	+ 15,6	- 2,7	- 3,6	- 8,5	+ 8,1	- 10,4	+ 4,1	- 18,5
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 2,5	+ 2,8	- 3,9	- 4,0	- 3,2	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 7,2	- 8,5	- 7,1	- 6,1	+ 16,4	+ 15,4	- 17,6	+ 30,2	- 18,4
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 57,4	- 48,7	- 20,7	- 31,8	- 7,5	- 56,3	- 45,1	- 70,6	- 91,6
4.2312 Investissements directs	- 31,7	- 2,3	- 37,2	- 10,5	- 11,5	- 39,4	- 38,7	- 35,8	- 31,7
4.2313 Immeubles	- 0,7	- 0,6	- 0,9	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 3,0
4.2314 Autres	- 6,4	- 3,0	- 5,3	- 15,4	+ 2,4	+ 5,4	+ 2,0	- 3,7	- 6,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 18,5	+ 10,5	+ 11,4	+ 22,3	+ 6,7	+ 33,5	+ 18,8	+ 38,2	+ 41,1
4.2322 Investissements directs	+ 1,6	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9	+ 22,3	+ 25,8	+ 27,3	+ 95,4	+ 24,5
4.2323 Immeubles	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0	- 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,8	+ 0,7
4.2324 Autres	+ 8,6	- 1,5	+ 18,6	+ 1,5	+ 11,3	+ 7,2	+ 47,9	- 23,4	- 18,1
Total 4	- 92,9	- 31,9	- 23,3	- 35,1	+ 26,6	+ 0,1	- 17,0	+ 30,8	- 120,6
5. Erreurs et omissions	+ 10,8	+ 14,1	- 14,4	+ 5,1	- 10,1	- 0,9	+ 18,1	- 12,2	- 8,9
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0
Total 1 à 6	- 59,9	+ 21,9	+ 14,8	- 53,7	+ 51,4	+ 56,3	+ 36,5	+ 57,7	- 48,4
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 5,8	- 2,2	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	+ 4,1	- 1,7	+ 0,9	- 3,6
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	+ 0,8	- 0,8	+ 7,2	- 3,7	- 2,1	- 1,7	+ 5,3	- 8,6	- 2,2
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belge et luxem. ..	- 58,9	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3	- 41,4	- 9,3	+ 23,0	- 19,4	- 39,8
7.2122 Monnaies étrangères	- 24,0	+ 50,4	- 9,1	- 40,7	+ 20,0	+ 47,8	+ 24,2	+ 71,6	- 5,5
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,1	+ 2,2	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,8	0,0	0,0	+ 2,1
7.222 Autres	- 0,3	+ 0,1	0,0	+ 0,2	- 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,1	0,0
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	+ 0,3	- 5,9	- 0,6	- 1,5	+ 7,0	- 7,1	0,0	- 0,1	- 0,2
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	+ 27,9	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5	+ 68,7	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 0,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1988			* 1988		
	1 ^{er} trimestre			2 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	774,1	776,6	- 2,5	812,0	789,7	+ 22,3
1.12 Travail à façon	17,7	3,2	+ 14,5	17,5	4,7	+ 12,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,7	—	+ 6,7	6,4	—	+ 6,4
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	40,5	30,0	+ 10,5	41,7	31,2	+ 10,5
1.3 Autres frais de transport	16,9	16,9	0,0	21,2	20,4	+ 0,8
1.4 Déplacements à l'étranger	25,2	32,0	- 6,8	32,0	39,4	- 7,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	276,4	271,7	+ 4,7	278,4	280,7	- 2,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	24,9	4,4	+ 20,5	24,1	3,8	+ 20,3
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs-frontaliers	7,5	6,0	+ 1,5	7,3	6,3	+ 1,0
1.72 Autres	82,3	82,7	- 0,4	75,0	81,8	- 6,8
Total 1	1.272,2	1.223,5	+ 48,7	1.315,6	1.258,0	+ 57,6
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	13,3	13,2	+ 0,1	10,1	10,3	- 0,2
2.2 Transferts publics	8,3	22,9	- 14,6	10,9	26,6	- 15,7
Total 2	21,6	36,1	- 14,5	21,0	36,9	- 15,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.293,8	1.259,6	+ 34,2	1.336,6	1.294,9	+ 41,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	77,6	73,8	+ 3,8	75,7	35,4	+ 40,3
3.12 Avoirs	0,0	0,2	- 0,2	0,0	1,9	- 1,9
3.2 Autres pouvoirs publics	2,2	0,9	+ 1,3	4,6	3,6	+ 1,0
Total 3	79,8	74,9	+ 4,9	80,3	40,9	+ 39,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	4,1	—	+ 4,1	—	18,5	- 18,5
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,7	4,1	- 3,4	0,8	0,2	+ 0,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	33,3	3,1	+ 30,2	3,1	21,5	- 18,4
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	70,6	- 70,6	—	91,6	- 91,6
4.2312 Investissements directs ..	1,9	37,7	- 35,8	5,7	37,4	- 31,7
4.2313 Immeubles	1,1	2,1	- 1,0	1,2	4,2	- 3,0
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	—	3,7	- 3,7	—	6,2	- 6,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	38,2	—	+ 38,2	41,1	—	+ 41,1
4.2322 Investissements directs ..	110,6	15,2	+ 95,4	52,8	28,3	+ 24,5
4.2323 Immeubles	1,8	1,0	+ 0,8	1,9	1,2	+ 0,7
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	—	23,4	- 23,4	—	18,1	- 18,1
Total 4	191,7	160,9	+ 30,8	106,6	227,2	- 120,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	12,2	- 12,2	—	8,9	- 8,9
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	1.565,3	1.507,6	+ 57,7	1.523,5	1.571,9	- 48,4
7. Financement du total :						
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 0,9	—	—	- 3,6
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 8,6	—	—	- 2,2
7.212 Autres :						
7.2121 Francs belge et luxem. .	—	—	- 19,4	—	—	- 39,8
7.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 71,6	—	—	- 5,5
7.22 Organismes divers :						
7.221 Crédits commerciaux ²	—	—	0,0	—	—	+ 2,1
7.222 Autres	—	—	+ 0,1	—	—	0,0
7.23 B.N.B. :						
7.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,1	—	—	- 0,2
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 13,2	—	—	+ 0,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	1987		1987				* 1988			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 19,3	+ 34,7	- 21,7	+ 10,0	+ 11,1	- 18,7	+ 1,5	+ 6,9	+ 12,0	+ 14,3
1.12 Travail à façon	+ 63,4	+ 53,2	+ 19,3	+ 17,7	+ 11,5	+ 14,9	+ 13,6	+ 11,7	+ 13,9	+ 14,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 29,1	+ 20,3	+ 0,8	+ 10,0	+ 12,2	+ 6,1	+ 7,7	+ 4,4	+ 1,4	+ 6,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 33,2	+ 43,7	+ 7,4	+ 7,2	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,5	+ 10,5	+ 12,5	+ 10,2
1.3 Autres frais de transport	+ 1,1	- 1,9	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,1	- 0,5	0,0	+ 0,8	- 1,8	- 0,9
1.4 Déplacements à l'étranger	- 35,3	- 43,4	- 6,7	- 7,1	- 18,6	- 2,9	- 6,8	- 7,4	- 22,9	- 6,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 14,4	+ 10,0	- 1,6	- 5,1	+ 7,2	+ 13,9	+ 4,7	- 2,3	+ 0,2	+ 7,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 79,6	+ 80,4	+ 19,6	+ 20,7	+ 19,1	+ 20,2	+ 20,5	+ 20,3	+ 19,0	+ 20,6
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,2	+ 0,6	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,0	- 2,0	+ 0,1
1.72 Autres	- 22,1	- 24,3	- 6,8	- 6,5	- 3,4	- 5,4	- 0,4	- 6,8	- 4,5	- 12,6
Total 1	+ 147,3	+ 173,3	+ 12,8	+ 47,8	+ 49,6	+ 37,1	+ 52,8	+ 39,1	+ 27,8	+ 53,6
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 4,3	+ 5,2	- 1,7	- 1,1	- 1,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	+ 2,0	+ 3,3
2.2 Transferts publics	- 51,7	- 68,3	- 15,2	- 14,5	- 8,9	- 13,1	- 14,6	- 15,7	- 16,1	- 21,9
Total 2	- 56,0	- 63,1	- 16,9	- 15,6	- 10,3	- 13,2	- 14,5	- 15,9	- 14,1	- 18,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 91,3	+ 110,2	- 4,1	+ 32,2	+ 39,3	+ 23,9	+ 38,3	+ 23,2	+ 13,7	+ 35,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 17,3	+ 92,3	- 19,1	- 1,1	+ 26,9	+ 10,6	+ 3,8	+ 40,3	+ 55,2	- 7,0
3.12 Avoirs	- 5,9	- 3,6	- 0,7	- 0,5	- 0,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9	0,0	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,8	- 1,2	- 2,3	+ 0,1	+ 1,1	- 1,7	+ 1,3	+ 1,0	- 0,6	- 2,9
Total 3	+ 8,6	+ 87,5	- 22,1	- 1,5	+ 27,6	+ 4,6	+ 4,9	+ 39,4	+ 54,6	- 11,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 6,4	- 3,2	- 4,0	- 3,2	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,6	- 0,1	- 0,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 8,1	+ 30,1	- 6,1	+ 16,4	+ 15,4	- 17,6	+ 30,2	- 18,4	- 12,9	+ 31,2
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 140,7	- 373,7	- 31,8	- 7,5	- 56,3	- 45,1	- 70,6	- 91,6	- 79,0	- 132,5
4.2312 Investissements directs ..	- 100,1	- 130,1	- 10,5	- 11,5	- 39,4	- 38,7	- 35,8	- 31,7	- 28,4	- 34,2
4.2313 Immeubles	- 3,0	- 5,8	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 3,0	- 0,9	- 0,9
4.2314 Autres	- 5,6	+ 14,6	- 15,4	+ 2,4	+ 5,4	+ 2,0	- 3,7	- 6,2	- 4,0	+ 28,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 81,3	+ 288,1	+ 22,3	+ 6,7	+ 33,5	+ 18,8	+ 38,2	+ 41,1	+ 53,0	+ 155,8
4.2322 Investissements directs ..	+ 87,3	+ 183,5	+ 11,9	+ 22,3	+ 25,8	+ 27,3	+ 95,4	+ 24,5	- 11,9	+ 75,5
4.2323 Immeubles	+ 0,2	+ 2,9	+ 1,0	- 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,0
4.2324 Autres	+ 67,9	- 41,0	+ 1,5	+ 11,3	+ 7,2	+ 47,9	- 23,4	- 18,1	- 16,6	+ 17,1
Total 4	- 11,0	- 34,6	- 31,5	+ 35,1	- 8,0	- 6,6	+ 26,7	- 102,1	- 100,4	+ 141,2
5. Erreurs et omissions	+ 12,2	- 8,6	+ 5,1	- 10,1	- 0,9	+ 18,1	- 12,2	- 8,9	+ 10,9	+ 1,6
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 10,6	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	+ 90,5	+ 154,5	- 53,7	+ 51,4	+ 56,3	+ 36,5	+ 57,7	- 48,4	- 21,2	+ 166,4
7. Financement du total :										
7.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 1,0	- 2,9	- 0,4	- 1,0	+ 4,1	- 1,7	+ 0,9	- 3,6	- 2,6	+ 2,4
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.211 Crédits commerciaux ³	- 2,2	- 5,3	- 3,7	- 2,1	- 1,7	+ 5,3	- 8,6	- 2,2	- 2,6	+ 8,1
7.212 Autres :										
7.2121 Francs belge et luxem. ..	- 38,0	- 49,5	- 10,3	- 41,4	- 9,3	+ 23,0	- 19,4	- 39,8	+ 9,4	+ 0,3
7.2122 Monnaies étrangères	+ 51,3	+ 186,9	- 40,7	+ 20,0	+ 47,8	+ 24,2	+ 71,6	- 5,5	- 30,5	+ 151,3
7.22 Organismes divers :										
7.221 Crédits commerciaux ³	- 0,8	0,0	- 0,8	+ 0,8	- 0,8	0,0	0,0	+ 2,1	- 0,2	- 1,9
7.222 Autres	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,3
7.23 B.N.B. :										
7.231 Crédits commerciaux ³	- 1,6	+ 0,3	- 1,5	+ 7,0	- 7,1	0,0	- 0,1	- 0,2	+ 1,0	- 0,4
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 80,7	+ 25,2	+ 3,5	+ 68,7	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 0,8	+ 4,3	+ 6,9
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, jusqu'au quatrième trimestre 1986 des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1985	1986	1987	* 1988	* 1988			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Opérations courantes ¹	+ 41,3	+ 138,7	+ 105,7	.	+ 34,2	+ 41,7	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 13,2	+ 127,0	+ 91,3	+ 110,2	+ 38,3	+ 23,2	+ 13,7	+ 35,0
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								
2.1 Créances commerciales nettes sur l'étranger	- 16,0	- 0,5	- 10,8	.	+ 11,9	- 14,6	.	.
2.11 Créances non mobilisées auprès des banques résidentes	- 28,1	- 11,7	- 14,4	.	+ 4,1	- 18,5	.	.
2.12 Autres créances	+ 12,1	+ 11,2	+ 3,6	+ 7,9	+ 7,8	+ 3,9	+ 4,4	- 8,2
2.2 Avoirs nets en francs belge et luxembourgeois des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	- 15,3	- 59,0	+ 53,2	+ 90,1	+ 26,7	+ 75,4	+ 17,5	- 29,5
2.21 Au comptant	+ 16,7	- 32,1	+ 44,9	+ 67,9	+ 18,3	+ 46,9	- 4,1	+ 6,8
2.22 A terme	- 32,0	- 26,9	+ 8,3	+ 22,2	+ 8,4	+ 28,5	+ 21,6	- 36,3
2.3 Avoirs nets en monnaies étrangères des entreprises et particuliers résidents	+ 26,2	+ 85,5	+ 18,6	- 71,0	+ 4,6	- 64,1	- 26,3	+ 14,8
2.31 Au comptant	- 4,0	+ 49,1	- 51,3	- 106,5	- 32,8	- 44,9	- 51,0	+ 22,2
2.32 A terme	+ 30,2	+ 36,4	+ 69,9	+ 35,5	+ 37,4	- 19,2	+ 24,7	- 7,4
2.4 Valeurs mobilières	- 94,5	- 93,5	- 63,1	- 132,0	- 52,6	- 29,7	- 27,9	- 21,8
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	+ 50,4	- 40,7	- 12,1	+ 52,6	+ 56,5	- 11,0	- 36,1	+ 43,2
2.6 Total (2.1 à 2.5)	- 49,2	- 108,2	- 14,2	.	+ 47,1	- 44,0	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des créances commerciales non mobilisées auprès des banques (2.12 à 2.5)	- 21,1	- 96,5	+ 0,2	- 52,4	+ 43,0	- 25,5	- 68,4	- 1,5
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 32,5	- 70,6	- 45,6	- 29,4	- 6,7	+ 13,6	- 32,3	- 4,0
3.1 Au comptant	- 34,3	- 61,1	+ 32,6	+ 28,3	+ 39,1	+ 22,9	+ 14,0	- 47,7
3.2 A terme	+ 1,8	- 9,5	- 78,2	- 57,7	- 45,8	- 9,3	- 46,3	+ 43,7
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 1,4	- 12,3	- 3,8	- 16,5	- 5,8	- 7,3	- 0,9	- 2,5
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	+ 0,5	- 6,6	- 6,4	- 3,2	- 3,4	+ 0,6	- 0,1	- 0,3
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	- 1,9	- 5,7	+ 2,6	- 13,3	- 2,4	- 7,9	- 0,8	- 2,2
5. Erreurs et omissions	+ 1,6	+ 1,7	+ 14,7	- 5,4	- 9,2	- 11,4	+ 13,2	+ 2,0
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or ...	0,0	0,0	- 10,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	- 40,2	- 50,7	+ 46,2	+ 6,5	+ 59,6	- 7,4	- 74,7	+ 29,0
Financement du total :								
7.1 Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ³	- 31,8	- 57,9	- 34,5	- 18,7	+ 46,4	- 8,2	- 79,0	+ 22,1
7.2 Mouvement des réserves de change nettes de la Banque Nationale de Belgique ⁴	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	+ 13,2	+ 0,8	+ 4,3	+ 6,9

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ; signe - : augmentation.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1986 9 premiers mois	29,6	21,0	11,2	9,4	3,4	2,4	0,4	77,4	16,7	5,9
1987 3 premiers mois	28,7	22,5	11,0	9,4	2,8	2,7	0,9	78,0	16,8	5,2
6 premiers mois	28,8	22,3	11,1	9,4	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
9 premiers mois	28,8	22,2	11,3	9,3	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
1988 3 premiers mois	29,0	22,2	11,3	8,9	3,0	2,5	0,9	77,8	16,6	5,6
6 premiers mois	28,9	22,2	11,6	8,9	3,1	2,6	0,9	78,2	16,5	5,3
9 premiers mois	28,5	22,2	11,4	9,0	3,2	2,6	0,9	77,8	16,9	5,3
Recettes d'exportations										
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1986 9 premiers mois	36,3	19,0	15,5	7,7	4,1	2,8	0,6	86,0	9,9	4,1
1987 3 premiers mois	35,7	18,2	15,4	8,3	4,0	3,2	0,9	85,7	10,8	3,5
6 premiers mois	35,5	18,1	15,4	8,4	4,2	3,1	1,0	85,7	10,8	3,5
9 premiers mois	35,5	17,8	15,6	8,3	4,4	3,0	0,9	85,5	10,9	3,6
1988 3 premiers mois	34,8	17,7	15,8	8,4	5,2	2,8	1,0	85,7	10,7	3,6
6 premiers mois	34,4	18,2	15,7	8,3	5,0	2,9	1,0	85,5	10,8	3,7
9 premiers mois	34,6	17,9	15,4	8,3	5,0	2,9	1,0	85,1	11,2	3,7

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome 1, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIII^e année, tome II, n^o 4, octobre 1988 : « La balance des paiements de l'union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1986 et 1987 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ²	1 Ecu ³
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	—	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	—	44,91
1986	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	—	43,79
1987	37,34	20,78	25,85	6,21	61,11	2,88	28,17	18,44	5,89	25,06	30,28	5,46	295,41	5,54	8,50	26,49	0,35	55,50	—	43,03
1988	36,81	20,94	28,70	6,17	65,37	2,83	29,95	18,60	6,00	25,14	31,57	5,46	297,76	5,64	8,78	25,52	0,21	55,99	25,94	43,42

¹ Pour les périodes composant les années 1981 à 1987, veuillez consulter les publications antérieures.

² La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ¹	1 Ecu
1987 1 ^{er} trimestre ...	38,13	20,73	24,91	6,22	58,81	2,92	28,49	18,36	5,86	24,67	29,57	5,49	294,73	5,42	8,36	26,92	0,45	55,33	—	42,85
2 ^e trimestre ...	37,43	20,73	26,25	6,21	61,49	2,88	28,11	18,39	5,94	25,12	29,68	5,51	294,90	5,58	8,52	26,68	0,34	55,46	—	43,04
3 ^e trimestre ...	38,16	20,76	25,98	6,22	61,72	2,87	28,87	18,44	5,93	25,03	30,63	5,43	295,15	5,67	8,57	26,47	0,32	55,55	—	43,06
4 ^e trimestre ...	35,64	20,89	26,30	6,19	62,42	2,85	27,21	18,56	5,82	25,42	31,20	5,42	296,82	5,50	8,54	25,88	0,29	55,67	—	43,17
1988 1 ^{er} trimestre ...	35,06	20,91	27,40	6,18	63,00	2,84	27,69	18,62	5,85	25,49	31,02	5,46	297,55	5,51	8,63	25,54	0,25	55,71	26,18	43,23
2 ^e trimestre ...	35,77	20,91	28,44	6,18	65,69	2,82	29,12	18,63	5,99	25,17	31,61	5,47	297,44	5,71	8,79	25,60	0,21	55,95	26,13	43,44
3 ^e trimestre ...	39,13	20,95	29,25	6,19	66,29	2,82	32,09	18,57	6,09	25,00	31,67	5,48	297,97	5,72	8,85	25,62	0,20	56,25	26,06	43,53
4 ^e trimestre ...	37,20	20,96	29,72	6,14	66,58	2,83	30,87	18,58	6,05	24,88	32,00	5,43	298,06	5,63	8,87	25,30	0,16	56,06	25,38	43,48
1989 1 ^{er} trimestre ...	38,75	20,95	30,19	6,16	67,74	2,86	32,53	18,56	6,13	24,54	33,54	5,39	297,91	5,76	9,06	25,48	0,12	55,96	25,07	43,63
1988 Mars	35,10	20,92	27,61	6,16	64,24	2,83	28,10	18,63	5,90	25,31	31,21	5,46	297,67	5,54	8,68	25,55	0,25	55,89	26,13	43,31
Avril	35,02	20,93	28,00	6,16	65,67	2,82	28,38	18,65	5,95	25,30	31,58	5,45	297,79	5,64	8,74	25,59	0,21	55,90	26,15	43,43
Mai	35,40	20,89	28,39	6,17	66,11	2,81	28,63	18,64	5,99	25,07	31,59	5,46	297,10	5,72	8,79	25,57	0,21	55,82	26,08	43,44
Juin	36,71	20,92	28,86	6,20	65,37	2,82	30,17	18,61	6,03	25,14	31,64	5,50	297,41	5,75	8,82	25,63	0,20	56,09	26,16	43,45
Juillet	38,62	20,94	29,01	6,21	65,80	2,83	31,98	18,57	6,09	25,20	31,61	5,51	297,72	5,76	8,81	25,70	0,20	56,25	26,15	43,52
Août	39,56	20,95	29,58	6,19	67,12	2,83	32,37	18,56	6,11	24,98	31,88	5,48	298,07	5,74	8,87	25,75	0,21	56,26	26,13	43,62
Septembre	39,15	20,97	29,13	6,16	65,90	2,81	31,92	18,59	6,08	24,83	31,50	5,46	298,10	5,67	8,86	25,42	0,20	56,23	25,90	43,46
Octobre	38,15	20,96	29,60	6,14	66,24	2,81	31,65	18,59	6,08	24,77	31,74	5,44	298,16	5,66	8,86	25,39	0,19	56,11	25,65	43,45
Novembre	36,63	20,96	29,77	6,14	66,29	2,82	30,12	18,58	6,02	24,98	31,87	5,43	298,03	5,58	8,85	25,21	0,16	56,00	25,30	43,44
Décembre	36,80	20,96	29,78	6,14	67,19	2,84	30,80	18,57	6,05	24,89	32,38	5,43	297,99	5,65	8,90	25,31	0,14	56,06	25,19	43,55
1989 Janvier	38,35	20,95	30,18	6,14	68,13	2,86	32,21	18,56	6,13	24,63	33,44	5,41	297,98	5,75	9,04	25,51	0,13	56,04	25,22	43,65
Février	38,83	20,96	30,41	6,16	68,08	2,86	32,69	18,57	6,14	24,64	33,57	5,39	298,01	5,78	9,04	25,52	0,12	55,93	25,11	43,68
Mars	39,08	20,95	30,00	6,18	67,02	2,85	32,72	18,57	6,12	24,34	33,63	5,37	297,75	5,75	9,10	25,41	0,12	55,92	24,89	43,58

¹ La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)		
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1987	48,26	37,34	37,57	37,63	- 0,08	- 0,17
1988	49,39	36,81	37,06	37,09	- 1,27	- 1,27
1987 1 ^{er} trimestre	48,08	38,13	38,55	38,62	+ 1,55	+ 1,23
2 ^e trimestre	48,44	37,43	37,59	37,63	- 0,13	- 0,13
3 ^e trimestre	48,73	38,16	38,36	38,35	- 0,65	- 0,66
4 ^e trimestre	47,79	35,64	35,79	35,91	- 1,11	- 1,11
1988 1 ^{er} trimestre	47,96	35,06	35,15	35,19	- 0,68	- 0,68
2 ^e trimestre	48,86	35,77	35,94	35,97	- 1,43	- 1,43
3 ^e trimestre	50,73	39,13	39,57	39,60	- 1,24	- 1,25
4 ^e trimestre	49,98	37,20	37,46	37,52	- 1,75	- 1,74
1989 1 ^{er} trimestre	50,98	38,75	38,92	38,92	- 1,84	- 1,83
1988 Mars	48,14	35,10	35,19	35,23	- 0,72	- 0,71
Avril	48,36	35,02	35,20	35,22	- 1,11	- 1,11
Mai	48,69	35,40	35,59	35,65	- 1,47	- 1,47
Juin	49,43	36,71	36,89	36,88	- 1,68	- 1,67
Juillet	50,40	38,62	38,98	38,96	- 1,34	- 1,35
Août	51,11	39,56	40,06	40,11	- 1,35	- 1,36
Septembre	50,64	39,15	39,64	39,66	- 1,05	- 1,05
Octobre	50,34	38,15	38,52	38,62	- 1,40	- 1,39
Novembre	49,72	36,63	36,93	36,95	- 1,84	- 1,84
Décembre	49,89	36,80	36,94	36,97	- 2,02	- 2,01
1989 Janvier	50,82	38,35	38,55	38,51	- 1,77	- 1,76
Février	51,12	38,83	38,99	39,01	- 1,69	- 1,68
Mars	51,02	39,08	39,24	39,25	- 2,05	- 2,05

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 4 AOUT 1986 au 9 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64200	18,5430	5,00700	3637,40	16,3045	1,81470
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,70	15,9419	1,77431
		5,39350	17,7270	4,78700	3226,30	15,5870	1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05		336,160	90,7700	65941,0	295,570	32,8940
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	32,1644
	1772,45		321,360	86,7800	58480,0	282,560	31,4465
100 couronnes danoises	564,100	31,1175		27,6150	20062,0	89,9250	10,0087
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,78604
	539,300	29,7475		26,4000	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2089,00	115,235	378,760		74295,0	333,030	37,0644
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,6	325,617	36,2405
	1997,20	110,168	362,090		65898,0	318,370	35,4358
100 liras italiennes	3,10000	0,171000	0,562000	0,151750		0,494100	0,0549952
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0517943
	2,74900	0,151650	0,498500	0,134600		0,438300	0,0487799
100 francs français	641,550	35,3900	116,320	31,4100	22817,0		11,3830
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	11,1299
	613,350	33,8325	111,200	30,0300	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5764,20	318,000	1045,11	282,200	205003,0	918,900	
	5635,98	310,903	1021,86	275,934	193071,0	898,480	—
	5510,60	304,000	999,130	269,800	181834,0	878,500	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 12 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 lires italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1987	43,04	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19
1988	43,43	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14
1987 1 ^{er} trimestre	42,87	+ 0,41	+ 1,30	+ 0,59	+ 1,76	+ 1,01	- 0,05	+ 37	+ 18	- 27	+ 12	- 17	- 13	+ 37
2 ^e trimestre	43,04	+ 0,46	+ 1,81	+ 0,51	+ 0,64	+ 1,01	+ 0,37	+ 39	+ 16	- 45	+ 20	+ 12	- 12	+ 19
3 ^e trimestre	43,07	+ 0,70	+ 0,33	+ 0,64	+ 0,23	+ 1,19	+ 0,54	+ 39	+ 5	+ 21	+ 11	+ 19	- 21	+ 12
4 ^e trimestre	43,19	+ 1,42	+ 0,31	+ 1,29	- 0,30	+ 0,63	+ 0,75	+ 48	- 22	+ 30	- 21	+ 31	+ 19	+ 10
1988 1 ^{er} trimestre	43,24	+ 1,72	+ 0,98	+ 1,40	- 0,88	+ 0,52	+ 0,83	+ 50	- 35	+ 2	- 26	+ 40	+ 27	+ 8
2 ^e trimestre	43,44	+ 1,84	+ 1,20	+ 1,43	- 1,69	+ 0,49	+ 1,28	+ 51	- 38	- 6	- 25	+ 51	+ 31	- 10
3 ^e trimestre	43,54	+ 1,44	+ 1,39	+ 1,58	- 1,37	+ 0,63	+ 1,79	+ 54	- 17	- 14	- 34	+ 49	+ 26	- 31
4 ^e trimestre	43,49	+ 1,52	+ 0,50	+ 1,63	- 1,29	- 0,17	+ 1,45	+ 44	- 31	+ 18	- 50	+ 45	+ 60	- 25
1989 1 ^{er} trimestre	43,64	+ 1,40	- 0,31	+ 1,58	- 0,17	+ 0,18	+ 1,28	+ 46	- 24	+ 57	- 45	+ 29	+ 42	- 16
1988 Mars	43,32	+ 1,76	+ 1,04	+ 1,43	- 1,19	+ 0,23	+ 1,15	+ 48	- 38	- 3	- 31	+ 44	+ 41	- 8
Avril	43,44	+ 1,89	+ 0,81	+ 1,45	- 1,55	+ 0,24	+ 1,17	+ 50	- 44	+ 9	- 31	+ 50	+ 43	- 7
Mai	43,44	+ 1,83	+ 0,86	+ 1,28	- 1,79	+ 0,31	+ 1,02	+ 47	- 44	+ 4	- 23	+ 52	+ 35	- 3
Juin	43,45	+ 1,65	+ 1,75	+ 1,43	- 1,56	+ 0,82	+ 1,50	+ 55	- 27	- 29	- 22	+ 52	+ 16	- 18
Juillet	43,52	+ 1,41	+ 1,84	+ 1,50	- 1,25	+ 1,00	+ 1,78	+ 57	- 13	- 31	- 24	+ 48	+ 8	- 28
Août	43,62	+ 1,39	+ 1,36	+ 1,59	- 1,09	+ 0,66	+ 1,80	+ 54	- 15	- 12	- 34	+ 45	+ 24	- 32
Septembre	43,47	+ 1,53	+ 1,00	+ 1,66	- 1,77	+ 0,24	+ 1,80	+ 51	- 24	+ 2	- 43	+ 54	+ 45	- 32
Octobre	43,46	+ 1,57	+ 0,63	+ 1,64	- 1,68	- 0,08	+ 1,53	+ 47	- 31	+ 14	- 48	+ 51	+ 57	- 27
Novembre	43,45	+ 1,52	+ 0,46	+ 1,62	- 1,47	- 0,22	+ 1,36	+ 43	- 32	+ 19	- 51	+ 47	+ 61	- 22
Décembre	43,56	+ 1,46	+ 0,40	+ 1,63	- 0,70	- 0,23	+ 1,46	+ 43	- 29	+ 22	- 52	+ 36	+ 62	- 27
1989 Janvier	43,65	+ 1,36	+ 0,05	+ 1,55	- 0,21	- 0,07	+ 1,41	+ 45	- 23	+ 40	- 45	+ 28	+ 54	- 23
Février	43,68	+ 1,43	- 0,35	+ 1,63	+ 0,06	+ 0,11	+ 1,22	+ 47	- 24	+ 61	- 46	+ 25	+ 47	- 12
Mars	43,59	+ 1,42	- 0,62	+ 1,55	- 0,35	+ 0,49	+ 1,19	+ 45	- 25	+ 72	- 44	+ 32	+ 24	- 12

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6
1988	*111,9	*107,9	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4
1987 1 ^{er} trimestre	110,9	107,8	99,9	104,3	147,3	210,3	72,3	69,9	48,3	134,9	67,9	170,9	93,3	78,1
2 ^e trimestre	110,7	107,9	99,7	101,1	146,6	223,0	72,0	72,8	47,4	134,8	68,4	173,4	93,1	79,8
3 ^e trimestre	110,3	107,8	99,3	102,6	146,0	218,3	71,8	72,7	47,0	134,4	67,8	171,8	91,1	80,7
4 ^e trimestre	111,2	108,6	100,4	97,0	149,5	229,1	72,5	74,9	47,4	137,7	68,0	178,3	93,1	79,9
1988 1 ^{er} trimestre	111,3	108,9	100,3	94,2	149,3	240,5	72,3	75,4	47,0	138,0	68,2	178,3	93,6	79,8
2 ^e trimestre	110,6	108,4	99,4	93,5	147,3	245,6	71,3	77,6	46,1	136,4	68,5	173,3	92,1	81,1
3 ^e trimestre	109,1	107,2	97,3	99,1	143,6	239,7	69,3	75,8	44,9	132,2	67,4	166,2	89,1	78,4
4 ^e trimestre	*110,3	*108,6	98,3	94,8	145,2	250,2	69,5	77,1	45,5	133,8	67,9	167,5	89,5	78,2
1989 1 ^{er} trimestre	*109,6	*108,3												
1988 Mars	111,3	108,5	100,2	93,7	148,9	241,5	71,9	76,7	46,8	137,7	68,5	176,5	93,3	79,9
Avril	111,2	108,4	100,0	92,8	148,5	245,2	71,7	78,2	46,4	137,6	68,7	175,9	92,7	81,0
Mai	110,9	108,3	99,6	93,1	147,5	246,3	71,4	78,4	46,1	136,9	68,8	173,3	92,1	81,6
Juin	110,4	107,8	98,6	94,7	145,8	245,3	70,8	76,3	45,6	134,8	68,1	170,8	91,5	80,8
Juillet	109,5	107,0	97,5	98,1	143,9	239,4	69,9	75,6	45,1	132,6	67,6	168,2	89,9	79,3
Août	109,0	106,6	97,0	99,6	142,8	240,9	68,9	76,4	44,8	131,4	67,2	164,9	88,5	78,2
Septembre	109,7	107,2	97,5	99,5	144,0	238,9	69,2	75,5	44,8	132,6	67,4	165,3	89,0	77,8
Octobre	110,1	107,7	97,9	96,9	144,5	246,0	69,2	76,3	45,0	133,3	67,8	165,6	89,1	78,0
Novembre	110,9	108,7	98,6	93,9	145,7	252,8	69,8	77,1	45,6	134,3	67,9	169,0	90,0	77,9
Décembre	*110,6	*108,6	98,3	93,6	145,3	251,8	69,5	78,0	45,7	133,8	68,0	167,8	89,5	78,6
1989 Janvier	*109,9	*108,0	97,3	96,5	143,2	248,7	68,4	77,7	45,4	131,7	67,6	163,0	87,6	78,7
Février	*109,6	*107,8	96,9	97,1	142,5	248,9	68,3	77,3	45,3	131,2	67,4	162,3	86,7	78,6
Mars	*109,8	*108,0												

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIV^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)		(13) = (9) + (12)
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8	
1981	1.127,5	5,7	608,5	87,4	1.829,1	179,5	204,8	384,3	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1	
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1988 Février	2.656,4	51,5	1.648,4	92,7	4.449,0	501,3	514,3	1.015,6	5.464,6	596,4	2,1	598,5	6.063,1	
Mars	2.674,0	51,5	1.658,4	88,3	4.472,2	494,8	505,5	1.000,3	5.472,5	675,9	2,1	678,0	6.150,5	
Avril	2.776,0	51,5	1.529,2	121,7	4.478,4	503,1	490,9	994,0	5.472,4	668,7	2,1	670,8	6.143,2	
Mai	2.771,3	51,5	1.628,0	93,2	4.544,0	503,5	493,0	996,5	5.540,5	666,9	2,1	669,0	6.209,5	
Juin	2.725,4	51,5	1.707,6	101,0	4.585,5	512,9	505,5	1.018,4	5.603,9	649,8	2,1	651,9	6.255,8	
Juillet	2.813,3	51,5	1.568,0	107,3	4.540,1	525,4	529,2	1.054,6	5.594,7	647,9	2,1	650,0	6.244,7	
Août	2.805,2	51,5	1.582,3	111,2	4.550,2	516,6	561,1	1.077,7	5.627,9	645,6	2,1	647,7	6.275,6	
Septembre	2.835,1	51,5	1.598,0	86,7	4.571,3	509,0	593,6	1.102,6	5.673,9	644,2	2,1	646,3	6.320,2	
Octobre	2.830,1	51,5	1.577,8	103,2	4.562,6	526,2	575,4	1.101,6	5.664,2	642,3	2,1	644,4	6.308,6	
Novembre	2.824,6	51,5	1.633,9	91,4	4.601,4	531,2	561,2	1.092,4	5.693,8	640,6	2,1	642,7	6.336,5	
Décembre	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989 Janvier	2.918,4	51,5	1.632,1	120,7	4.722,7	531,6	548,2	1.079,8	5.802,5	637,2	2,1	639,3	6.441,8	
Février	2.940,7	51,5	1.708,5	100,7	4.801,4	536,5	553,8	1.090,3	5.891,7	634,9	2,1	637,0	6.528,7	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements				Total	Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le F.M.I.	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1980	+ 317,9	+ 17,2	+ 3,9	—	—	+ 21,1	296,8
1981	+ 482,3	+ 6,9	+ 20,5	—	—	+ 27,4	454,9
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1988 2 mois	+ 190,6	+ 1,1	+ 3,4	—	+ 0,7	+ 5,2	185,4
3 mois	+ 278,0	+ 0,9	+ 3,9	—	+ 23,1	+ 27,9	250,1
4 mois	+ 270,7	+ 0,6	+ 7,4	—	+ 23,1	+ 31,1	239,6
5 mois	+ 337,0	+ 0,3	+ 10,0	—	+ 23,1	+ 33,4	303,6
6 mois	+ 383,3	+ 0,7	+ 14,9	—	+ 23,1	+ 38,7	344,6
7 mois	+ 372,2	+ 0,8	+ 21,8	—	+ 23,1	+ 45,7	326,5
8 mois	+ 403,1	+ 1,4	+ 17,6	—	+ 23,4	+ 42,4	360,7
9 mois	+ 447,7	+ 1,4	+ 19,2	—	+ 35,2	+ 55,8	391,9
10 mois	+ 436,1	+ 1,8	+ 17,0	—	+ 35,2	+ 54,0	382,1
11 mois	+ 464,0	+ 2,2	+ 17,3	—	+ 35,2	+ 54,7	409,3
12 mois	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989 1 mois	+ 79,5	- 0,4	+ 4,5	—	—	+ 4,1	75,4
2 mois	+ 166,4	+ 0,4	+ 4,6	—	+ 0,2	+ 5,2	161,2

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}						Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions	
	Opérations courantes			Opérations en capital						Solde budgétaire
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1980	1.030,0	1.177,9	- 147,9	12,6	160,5	- 147,9	- 295,8	- 1,0	- 296,8	.
1981	1.080,3	1.345,3	- 265,0	13,9	198,1	- 184,2	- 449,2	- 5,7	- 454,9	.
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1988 1 mois	123,7	207,9	- 84,2	1,1	13,2	- 12,1	- 96,3	- 0,1	- 96,4	(- 9,9)
2 mois	235,8	380,3	- 144,5	2,6	27,7	- 25,1	- 169,6	- 15,8	- 185,4	(+ 8,9)
3 mois	350,9	561,8	- 210,9	4,0	40,6	- 36,6	- 247,5	- 2,6	- 250,1	(- 6,6)
4 mois	545,4	736,7	- 191,3	5,5	54,8	- 49,3	- 240,6	+ 1,0	- 239,6	(- 6,2)
5 mois	644,4	881,8	- 237,4	6,8	65,0	- 58,2	- 295,6	- 8,0	- 303,6	(- 4,2)
6 mois	778,9	1.064,6	- 285,7	8,2	77,5	- 69,3	- 355,0	+ 10,4	- 344,6	(- 9,5)
7 mois	958,7	1.189,7	- 231,0	10,2	88,8	- 78,6	- 309,6	- 16,9	- 326,5	(- 7,0)
8 mois	1.074,9	1.326,8	- 251,9	11,4	103,6	- 92,2	- 344,1	- 16,6	- 360,7	(- 12,7)
9 mois	1.175,4	1.452,3	- 276,9	12,8	113,3	- 100,5	- 377,4	- 14,5	- 391,9	(- 12,3)
10 mois	1.321,5	1.595,5	- 274,0	14,2	123,3	- 109,1	- 383,1	+ 1,0	- 382,1	(- 18,0)
11 mois	1.424,9	1.701,5	- 276,6	15,4	133,0	- 117,6	- 394,2	- 15,1	- 409,3	(- 19,2)
12 mois	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989 1 mois	140,0	221,7	- 81,7	1,4	21,2	- 19,8	- 101,5	+ 26,1	- 75,4	(- 13,3)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1987 11 premiers mois	1988 11 premiers mois	1988 1 ^{er} mois	1989 1 ^{er} mois
A. Recettes courantes²	1.080,3	1.216,2	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.372,6	1.424,9	123,7	140,0
I. Recettes fiscales	1.022,1	1.141,2	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.320,7	1.379,8	117,8	132,2
1. Impôts directs	609,4	696,7	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	810,1	837,1	69,0	76,2
dont :												
— précompte professionnel ³	394,0	430,7	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	496,2	512,7	56,9	61,2
— versements anticipés	114,8	133,5	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	155,8	162,8	1,8	1,9
— impôts des sociétés (rôles)	1,7	7,7	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 10,2	- 11,3	- 0,4	- 2,0
— impôts des personnes physiques (rôles)	15,0	28,2	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	10,1	11,4	0,1	0,7
— précompte mobilier	65,6	74,9	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	133,7	137,0	8,7	11,6
2. Douanes et accises	97,0	111,1	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	124,8	130,8	11,1	12,4
3. T.V.A. et enregistrement	315,7	333,4	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	385,8	411,9	37,7	43,6
II. Recettes non fiscales	58,2	75,0	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	51,9	45,1	5,9	7,8
B. Recettes en capital⁴	13,9	13,6	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	14,3	15,4	1,1	1,4
I. Recettes fiscales	12,2	11,4	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	13,3	14,0	1,1	1,1
II. Recettes non fiscales	1,7	2,2	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	1,0	1,4	0,0	0,3
C. Recettes totales [A + B]	1.094,2	1.229,8	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.386,9	1.440,3	124,8	141,4
I. Recettes des Voies et Moyens	1.025,5	1.163,9	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.291,8	1.336,8	116,2	86,1
II. Recettes cédées	35,7	36,9	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	51,9	58,3	4,7	5,1
III. Recettes ristournées plus recettes affectées⁵	33,0	29,0	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	42,7	45,2	3,9	50,2
IV. Moyens propres des communautés et régions	—	—	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁴ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁵ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux (5)	Sécurité sociale (6)	Total général (7) = (4) + (5) + (6)
	Solde net à financer du Trésor ¹ (1)	Nouvelle dette des commu- nautés et des régions ² (2)	Autres ³ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3) (4)			
1979	- 212	—	- 32	- 244	- 26	- 12	- 282
1980	- 297	—	- 36	- 333	- 58	- 8	- 399
1981	- 455	—	- 60	- 515	- 63	- 7	- 585
1982	- 509	- 2	- 71	- 582	- 27	+ 24	- 585
1983	- 524	+ 1	- 64	- 587	- 27	+ 13	- 601
1984	- 504	...	- 35	- 539	- 12	+ 40	- 511
1985	- 571	...	- 44	- 615	- 10	+ 49	- 576
1986 6 mois	- 467	...	- 17	- 484	- 13	- 2	- 499
9 mois	- 549	...	- 34	- 583	+ 9	+ 5	- 569
12 mois	- 555	...	- 45	- 600	- 17	+ 32	- 585
1987 3 mois	- 251	...	- 32	- 283	+ 24	+ 40	- 219
6 mois	- 413	...	- 41	- 454	+ 10	- 2	- 446
9 mois	- 443	...	- 80	- 523	+ 15	- 10	- 518
12 mois	- 431	...	- 96	- 527	- 5	+ 16	- 516
1988 3 mois	- 250	...	- 34	- 284	+ 22	+ 16	- 246
6 mois	- 344	...	- 45	- 389	+ 6	- 29	- 412
9 mois	- 392	...	- 72	- 464	+ 12	- 28	- 480

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements						Total général (7) = (1) + (6)	Formation d'actifs financiers en franc belge (8)	Solde ² (9) = (7) - (8)
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge			à plus d'un an (5)	total (6) = (4) + (5)			
		à un an au plus		total (4) = (2) + (3)					
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹ (2)	autres (3)						
1979	+ 42	+ 37	+ 20	+ 57	+ 197	+ 254	+ 296	+ 14	+ 282
1980	+ 95	+ 25	+ 147	+ 172	+ 131	+ 303	+ 398	- 1	+ 399
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 107	+ 345	+ 569	- 16	+ 585
1982	+ 243	+ 32	+ 189	+ 221	+ 151	+ 372	+ 615	+ 30	+ 585
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 384	+ 489	+ 623	+ 22	+ 601
1984	+ 155	+ 12	+ 67	+ 79	+ 336	+ 415	+ 570	+ 59	+ 511
1985	+ 35	- 18	+ 53	+ 35	+ 561	+ 596	+ 631	+ 55	+ 576
1986 6 mois	+ 27	- 6	+ 342	+ 336	+ 117	+ 453	+ 480	- 19	+ 499
9 mois	+ 19	+ 9	+ 339	+ 348	+ 206	+ 554	+ 573	+ 4	+ 569
12 mois	+ 63	+ 27	+ 286	+ 313	+ 235	+ 548	+ 611	+ 26	+ 585
1987 3 mois	- 11	- 25	+ 187	+ 162	+ 111	+ 273	+ 262	+ 43	+ 219
6 mois	- 20	- 73	+ 173	+ 100	+ 370	+ 470	+ 450	+ 4	+ 446
9 mois	+ 13	- 107	+ 234	+ 127	+ 405	+ 532	+ 545	+ 27	+ 518
12 mois	+ 32	- 82	+ 217	+ 135	+ 386	+ 521	+ 553	+ 37	+ 516
1988 3 mois	- 49	- 30	+ 129	+ 99	+ 234	+ 333	+ 284	+ 38	+ 246
6 mois	- 42	- 10	+ 183	+ 173	+ 270	+ 443	+ 401	- 11	+ 412
9 mois	+ 37	- 29	+ 83	+ 54	+ 385	+ 439	+ 476	- 4	+ 480

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes					Actifs financiers en franc belge (6)	Dettes nettes		Ajustements ² (9)	Déficit financier net des pouvoirs publics ³ (10) = (8) - (9)
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge			Total général (5) = (1) + (4)		Encours (7) = (5) - (6)	Variations nominales (8)		
		à un an au plus ¹ (2)	à plus d'un an (3)	total (4) = (2) + (3)						
1979	60	392	1.946	2.338	2.398	376	2.022	+ 282	...	282
1980	159	581	2.077	2.658	2.817	375	2.442	+ 420	+ 21	399
1981	403	827	2.184	3.011	3.414	359	3.055	+ 613	+ 28	585
1982	683	1.055	2.335	3.390	4.073	389	3.684	+ 629	+ 44	585
1983	868	1.193	2.720	3.913	4.781	411	4.370	+ 686	+ 85	601
1984 Anc. série ⁴	1.062	1.278	3.056	4.334	5.396	470	4.926	+ 556	+ 45	511
Nouv. série ⁴	1.063	1.259	3.055	4.314	5.377	452	4.925			
1985	1.031	1.303	3.617	4.920	5.951	507	5.444	+ 519	- 57	576
1986 Juin	1.039	1.624	3.734	5.358	6.397	487	5.910	+ 466	- 33	499
Septembre	1.018	1.637	3.822	5.459	6.477	510	5.967	+ 523	- 46	569
Décembre	1.048	1.602	3.852	5.454	6.502	532	5.970	+ 526	- 59	585
1987 Mars	1.021	1.766	3.966	5.732	6.753	575	6.178	+ 208	- 11	219
Juin	1.016	1.697	4.226	5.923	6.939	536	6.403	+ 433	- 13	446
Septembre	1.053	1.724	4.261	5.985	7.038	559	6.479	+ 509	- 9	518
Décembre	1.070	1.733	4.241	5.974	7.044	568	6.476	+ 506	- 10	516
1988 Mars	1.025	1.833	4.475	6.308	7.333	606	6.727	+ 251	+ 5	246
Juin	1.043	1.907	4.511	6.418	7.461	558	6.903	+ 427	+ 15	412
Septembre	1.125	1.789	4.627	6.416	7.541	565	6.976	+ 500	+ 20	480

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).

² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.

⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984 ; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
				15	13-07-1977
				0	05-10-1977
1977	40	37	3	15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987 Mars	221	37	184	210	05-01-1983
Juin	173	37	136	210	05-01-1983
Septembre	139	37	102	180	23-09-1987
Décembre	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Mars	134	37	97	160	30-03-1988
Juin	154	37	117	160	30-03-1988
Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹			
Secteurs nationaux non financiers														
<i>Entreprises privées et particuliers</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,2	—	0,0	0,0	0,3	226,9	—	55,8	14,5	0,0	3,0	300,7	
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.011,3	—	28,1	22,1	0,0	0,0	1.079,6	
Obligations	15,1	2,0	0,0	0,0	0,8	11,0	16,1	—	27,7	0,5	63,9	0,0	137,1	
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	—	625,1	749,2	202,0	0,0	1.579,9	
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	283,9	0,0	0,0	—	3,4	1,3	6,0	0,0	322,6	
(Actions et parts)	(1.519,6)	(13,0)	(28,9)	(11,4)	(0,2)	(0,0)	(7,2)	(—)	(8,4)	(0,3)	(67,3)	(0,0)	(1.656,3)	
Total ...	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	271,9	3,0	3.419,9	
<i>Organismes publics d'exploitation</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	16,7	—	0,0	8,0	0,0	0,0	26,2	
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	31,3	0,5	0,0	0,1	0,7	0,0	19,3	3,2	20,4	13,6	13,7	0,0	102,8	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	53,0	27,6	0,0	18,7	28,3	7,1	17,0	151,7	
Autres emprunts à plus d'un an	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	17,6	8,4	—	2,2	81,8	1,2	0,0	116,5	
Divers	31,2	0,7	22,5	2,1	0,7	7,4	0,6	—	0,0	0,0	0,0	20,4	85,6	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,5)	(28,9)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(1,9)	(1,1)	(2,6)	(0,7)	(82,9)	
Total ...	68,1	1,2	22,5	2,2	1,4	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	22,0	37,4	483,1	
<i>Etat (Trésor)</i>														
Fonds de tiers	27,5	0,0	—	1,6	0,0	2,6	94,6	0,0	0,0	0,0	0,0	57,4	183,7	
Certificats à un an au plus	—	3,6	—	0,7	0,5	528,1	779,3	216,3	249,8	166,5	0,0	0,0	1.944,8	
Obligations accessibles à tout placeur	670,8	13,8	—	15,1	22,5	38,4	671,5	38,0	467,6	319,8	230,1	0,0	2.487,6	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	436,7	207,7	0,0	101,3	136,2	9,7	0,0	891,6	
Divers	0,0	26,2	—	0,0	36,8	0,1	3,5	0,0	19,9	14,3	3,2	0,0	104,0	
Total ...	698,3	43,6	—	17,4	59,8	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	243,0	57,4	5.611,7	
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>														
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	89,6	—	—	13,0	0,0	0,0	102,6	
Obligations accessibles à tout placeur	21,3	0,1	0,0	0,4	0,6	0,0	22,2	2,5	25,4	36,2	16,1	0,0	124,8	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,2	70,2	0,0	64,3	26,2	9,6	14,2	200,7	
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	68,1	479,1	0,0	0,0	557,9	
Divers	16,3	2,0	34,0	0,0	0,0	0,0	9,3	—	0,0	16,6	0,0	0,0	78,2	
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)	
Total ...	37,6	12,8	34,0	0,4	0,6	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	25,7	14,2	1.064,3	
<i>Sécurité sociale</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,0	—	—	0,0	—	0,0	6,0	
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	0,0	20,2	6,0	7,9	0,0	47,1	
Réserves de sécurité sociale	58,8	—	—	—	—	20,8	—	—	—	—	—	—	79,6	
Divers	171,5	0,2	18,5	0,0	0,0	0,0	3,0	—	2,0	14,6	2,4	56,2	268,4	
Total ...	231,2	0,2	18,5	0,0	0,0	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	10,3	56,2	401,1	
Etranger														
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	11,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	11,1	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,8	122,1	—	13,0	20,5	0,0	2,0	160,4	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	749,7	—	17,6	0,0	0,0	0,0	767,3	
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.685,2	—	—	—	—	—	3.685,2	
Obligations	103,8	0,0	0,0	0,1	0,3	—	436,2	0,0	73,6	18,2	15,3	0,0	647,5	
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	117,3	—	—	—	22,4	—	—	—	—	—	139,7	
Divers	0,0	16,9	38,2	0,0	4,0	—	18,0	—	136,5	3,3	0,0	0,0	216,9	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(23,8)	(—)	(0,8)	(—)	(11,5)	(0,0)	(39,4)	
Total ...	103,8	16,9	155,5	0,1	4,3	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	2,0	5.628,1	

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	938,8	10,6	2,7	36,5	8,8	—	—	0,0	28,9	5,0	9,2	0,0	1.040,5
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	22,1	17,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	39,6
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.836,9	—	—	—	—	—	—	5.836,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	113,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	113,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	607,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	607,3
Autres dépôts à un an au plus	513,4	0,1	—	0,0	6,6	—	—	—	0,0	9,1	0,0	0,0	529,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	479,8	0,0	0,0	0,0	—	—	479,8
Dépôts à plus d'un an	36,1	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	2,4	0,0	0,0	0,0	38,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	446,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	—	1,9	1,3	1,0	0,0	451,9
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	41,7	26,7	0,0	565,6	635,0
(Actions et parts)	(73,8)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,9)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(86,3)
Total ...	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	565,6	9.772,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	6,4	6,1	—	0,6	0,0	—	0,0	13,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	209,4	—	0,0	0,0	—	—	209,4
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,9	12,7	—	10,4	4,2	—	—	44,2
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	0,9	270,4
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	88,8	0,0	0,0	0,2	10,8	0,1	0,0	—	0,1	2,8	12,9	0,0	115,7
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,1	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	0,0	—	—	0,0	48,7	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	49,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	863,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	863,4
Autres dépôts à un an au plus	95,4	0,7	0,4	0,3	17,4	21,5	0,0	—	1,5	0,9	37,0	0,0	175,1
Dépôts à plus d'un an	100,9	0,0	—	0,0	0,0	3,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,9
Bons de caisse à un an au plus	70,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	601,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,0	—	1,6	0,5	2,7	0,0	607,4
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	77,9	0,0	1,1	24,3	0,0	95,8	83,8	0,0	5,3	1,1	0,0	84,6	373,9
(Actions et parts)	(16,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,9)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(21,2)
Total ...	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	84,6	2.363,3
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	19,6	0,0	—	0,7	0,2	—	0,1	—	0,1	0,0	0,8	0,0	21,5
Argent à très court terme (franc belge)	0,3	—	—	0,0	—	0,4	0,0	0,0	1,7	1,5	—	0,0	3,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	—	0,0	9,3	0,0	0,0	10,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	258,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	258,8
Autres dépôts à un an au plus	59,9	7,8	0,0	45,1	15,2	3,7	0,1	—	1,1	0,0	2,1	0,0	135,0
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	—	1,5	1,2	0,0	0,0	91,8
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	29,9	—	0,8	0,0	0,0	0,0	34,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	866,9	0,4	0,0	4,3	3,4	0,2	70,5	3,9	51,5	47,6	38,0	0,0	1.086,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,3	103,4	58,5	—	92,8	12,8	17,2	0,0	285,0
Divers	3,5	0,1	137,0	3,5	14,6	30,8	86,5	—	1,2	13,7	0,0	197,6	488,5
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.297,2	8,3	137,0	53,6	33,7	142,4	247,3	3,9	150,7	86,1	58,1	197,6	2.415,9
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	92,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	92,7
Réserves mathématiques	710,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	710,1
Divers	9,3	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,1	0,0	0,0	2,3	12,0
(Actions et parts)	(6,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,3)	(0,0)	(6,7)
Total ...	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,3	814,8
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	—	800,9
Total des créances	7.836,7	135,2	390,1	135,1	446,2	7.330,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	741,7	1.021,2	33.045,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	179,9	—	66,8	13,0	0,2	3,5	264,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.225,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.298,5
Obligations	7,0	1,7	0,0	0,0	0,0	11,6	19,4	—	23,1	0,1	50,9	0,0	113,8
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,5	0,0	1.727,6
Divers	0,0	10,1	15,0	0,0	—	0,0	0,0	—	3,7	1,6	6,1	0,0	—
(Actions et parts)	(1.801,7)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(0,0)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(1.935,0)
Total ...	32,4	12,5	15,0	0,0	3	12,0	1.425,0	—	788,8	879,4	268,7	3,5	3
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	31,9	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,6	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	56,7	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	18,8	135,2
Autres emprunts à plus d'un an	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	8,7	—	7,0	74,1	1,2	0,0	118,3
Divers	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
Total ...	66,4	1,7	27,5	2,4	1,7	87,8	57,4	2,6	43,3	120,6	16,7	40,6	468,7
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur	719,7	13,2	—	15,7	22,7	71,1	773,1	32,5	537,6	350,7	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	416,6	177,7	0,0	123,9	149,1	11,6	0,0	878,9
Divers	0,0	18,6	—	0,0	36,6	0,0	3,4	0,0	22,4	21,2	3,1	0,0	105,3
Total ...	781,7	31,9	—	27,0	60,1	1.121,4	1.862,5	172,4	940,1	763,2	297,6	53,2	6.111,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur	39,2	0,1	0,0	0,4	0,6	0,0	20,3	2,8	24,9	45,1	13,5	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	9,3	73,0	0,0	71,5	26,2	9,5	0,0	189,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers	18,0	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	68,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	57,2	12,4	25,2	0,4	0,6	9,3	201,7	2,8	166,3	587,9	23,0	0,0	1.086,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,5	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,3	0,0	41,6
Réserves de sécurité sociale	3	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	3	3
Divers	3	0,4	12,1	0,0	0,0	0,0	4,3	—	0,7	14,7	2,5	3	3
Total ...	3	0,4	12,1	0,0	1,3	21,4	13,3	0,0	20,4	21,8	7,8	3	3
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations	133,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,6	23,4	15,2	0,0	692,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers	0,0	16,2	37,5	0,0	4,0	—	20,6	—	162,9	16,8	0,0	0,0	258,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(47,5)
Total ...	133,5	16,2	156,9	0,0	4,0	3,1	5.315,3	0,0	280,5	61,2	15,2	2,7	5.988,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	961,7	13,0	2,9	44,0	8,8	—	—	0,0	39,3	5,7	15,7	0,0	1.091,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	12,2	15,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	27,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	—	6.119,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6
Autres dépôts à un an au plus	580,0	0,1	—	0,0	6,6	—	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	508,8	0,0	0,0	0,0	—	—	508,8
Dépôts à plus d'un an	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	454,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	—	2,3	1,3	3,9	0,0	462,5
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	32,9	0,0	630,3	726,2
(Actions et parts)	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(91,4)
Total ...	2.860,7	13,1	3,5	44,0	15,4	6.131,7	525,4	0,0	105,1	47,5	19,6	630,3	10.396,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,6	—	—	7,7	0,0	—	—	47,8
Divers	—	—	2,8	—	—	—	23,5	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	0,7	185,5
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	98,1	0,0	0,0	0,2	9,5	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,2
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	58,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1
Autres dépôts à un an au plus	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2
Dépôts à plus d'un an	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1
Bons de caisse à un an au plus	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	605,1	0,0	—	0,1	0,0	1,5	2,7	—	3,0	0,3	1,8	0,0	614,5
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	124,3	117,8	0,0	11,0	3,0	0,0	97,0	467,6
(Actions et parts)	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)
Total ...	2.047,8	0,8	1,7	21,7	26,3	222,6	122,9	0,0	17,1	10,2	53,4	97,0	2.621,5
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	21,8	0,0	—	0,7	0,0	—	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9
Argent à très court terme (franc belge)	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	307,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	307,9
Autres dépôts à un an au plus	72,7	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	169,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	901,6	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	40,3	42,8	34,7	0,0	1.092,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,2	106,6	69,8	—	102,3	18,6	16,4	0,0	313,9
Divers	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	65,7	173,7	—	3,3	35,6	0,0	223,3	656,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.397,1	10,1	131,5	71,8	33,8	176,7	342,0	4,4	153,7	101,4	54,8	223,3	2.700,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	99,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	99,7
Réserves mathématiques	765,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	765,3
Divers	10,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	3,5	14,0
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total ...	875,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	879,0
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	0,0	25,6	0,0	0,0	³	0,0	490,6	5,3	120,2	145,7	41,2	—	³
Total des créances	³	124,7	376,2	167,3	³	7.805,7	10.509,7	187,5	2.644,2	2.738,9	798,0	³	³

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

³ Non encore disponible.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	+ 0,2	—	0,0	0,0	+ 0,1	- 47,0	—	+ 11,0	- 1,5	+ 0,2	+ 0,5	- 36,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 7,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 222,5	—	- 0,8	- 2,0	0,0	0,0	+ 227,0
Obligations	- 8,1	- 0,3	0,0	0,0	- 0,8	+ 0,6	+ 3,3	—	- 4,6	- 0,4	- 13,0	0,0	- 23,3
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 42,8	+ 95,4	+ 9,5	0,0	+ 147,7
Divers	0,0	- 3,0	+ 0,1	0,0	^s 0,0	+ 93,0	0,0	—	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	0,0	^s 0,0
(Actions et parts)	(+ 186,5)	(+ 2,0)	(- 1,7)	(- 1,8)	(0,0)	(+ 47,3)	(+ 12,0)	(-)	(+ 2,4)	(0,0)	(- 16,3)	(0,0)	(+ 230,4)
Total ...	- 0,8	- 3,1	+ 0,1	0,0	^s	+ 93,7	+ 178,8	—	+ 48,7	+ 91,8	- 3,2	+ 0,5	^s
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7	- 4,6	—	0,0	+ 1,0	0,0	0,0	- 4,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,6	+ 0,5	0,0	0,0	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,6	+ 0,2	- 1,5	- 2,2	0,0	- 3,5
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,7	- 9,9	0,0	- 3,0	- 6,0	- 3,1	+ 1,8	- 16,5
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,8	+ 0,3	—	+ 4,8	- 7,7	0,0	0,0	+ 1,8
Divers	- 1,9	0,0	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,8	- 0,6	—	0,0	+ 2,8	0,0	+ 1,4	+ 8,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(- 0,1)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 1,2)
Total ...	- 1,7	+ 0,5	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,3	+ 8,6	- 15,2	- 0,6	+ 2,0	- 11,4	- 5,3	+ 3,2	- 14,4
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 34,5	0,0	—	+ 7,9	0,0	+ 3,4	- 3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	- 4,2	+ 38,1
Certificats à un an au plus	—	- 3,5	—	+ 1,1	+ 0,3	+ 102,8	+ 37,9	- 76,4	+ 6,4	+ 75,7	0,0	0,0	+ 144,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 48,9	- 0,6	—	+ 0,6	+ 0,2	+ 32,7	+ 101,6	- 5,5	+ 70,0	+ 30,9	+ 52,8	0,0	+ 331,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	- 14,7	- 29,1	0,0	+ 22,6	+ 12,9	+ 1,9	0,0	- 6,4
Divers	0,0	- 7,6	—	0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,1	0,0	+ 2,5	+ 6,9	- 0,1	0,0	+ 1,3
Total ...	+ 83,4	- 11,7	—	+ 9,6	+ 0,3	+ 124,1	+ 106,8	- 81,9	+ 101,5	+ 126,4	+ 54,6	- 4,2	+ 508,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0*	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,5	—	0,0	+ 10,5	0,0	0,0	+ 22,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 17,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,9	+ 0,3	- 0,5	+ 8,9	- 2,6	0,0	+ 22,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 6,9	+ 2,8	0,0	+ 7,2	0,0	- 0,1	- 14,2	- 11,2
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 1,8	- 2,3	0,0	0,0	- 0,5
Divers	+ 1,7	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	0,0	- 2,1	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	- 9,9
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	+ 19,6	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	- 6,9	+ 10,3	+ 0,3	+ 8,5	+ 16,8	- 2,7	- 14,2	+ 22,5
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 3,7	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,6	0,0	0,0	0,0	+ 1,3	0,0	- 5,4	0,0	- 0,5	+ 1,1	- 2,6	0,0	- 5,5
Réserves de sécurité sociale	^s	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	^s
Divers	^s	+ 0,2	- 6,4	0,0	0,0	0,0	+ 1,3	—	- 1,3	+ 0,1	+ 0,1	^s	^s
Total ...	^s	+ 0,2	- 6,4	0,0	+ 1,3	+ 0,6	- 7,8	0,0	- 1,8	+ 1,2	- 2,5	^s	^s
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	- 5,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 5,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,3	- 38,8	—	- 0,8	+ 0,5	0,0	+ 0,7	- 38,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 8,2	—	+ 7,2	0,0	0,0	0,0	- 1,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 305,6	—	—	—	—	—	+ 305,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 27,1	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 27,1
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 27,6	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 27,6
Obligations	+ 138,8 ⁴	0,0	0,0	- 0,1	- 0,3	—	+ 3,2	0,0	+ 7,0	+ 5,2	- 0,1 ⁴	0,0	+ 153,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 5,3	—	—	—	- 3,3	—	—	—	—	- 3,2	- 1,2
Divers	+ 111,2	- 0,7	- 0,7	0,0	0,0	—	+ 2,6	—	+ 26,4	+ 13,5	0,0	+ 100,2	+ 252,5
(Actions et parts)	(+ 9,2) ⁴	(0,0)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 13,7)	(-)	(+ 1,7)	(-)	(- 7,2) ⁴	(0,0)	(+ 17,3)
Total ...	+ 304,7	- 0,7	+ 4,6	- 0,1	- 0,3	+ 0,3	+ 255,2	0,0	+ 39,8	+ 19,2	- 0,1	+ 97,7	+ 720,3

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 22,9	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	0,0	- 9,9	- 1,9	0,0	+ 10,4	+ 0,7	+ 6,5	0,0	+ 50,6
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	-	1,9	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 11,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 319,5	-	-	-	-	-	-	+ 319,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 22,6	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	- 5,6	+ 17,0
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 83,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 83,3
Autres dépôts à un an au plus	+ 66,6	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	- 1,5	0,0	0,0	+ 65,1
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 29,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 29,0
Dépôts à plus d'un an	+ 7,6	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	- 0,9	0,0	0,0	0,0	+ 6,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,1	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	+ 0,3	-	+ 0,4	0,0	+ 2,9	0,0	+ 10,6
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 20,3	+ 6,2	0,0	+ 33,6	+ 60,1
(Actions et parts)	(+ 5,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(- 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 5,1)
Total ...	+ 210,1	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	- 0,1	+ 309,6	+ 27,4	0,0	+ 30,2	+ 5,4	+ 9,4	+ 28,0	+ 630,1
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	- 3,3	- 3,6	-	+ 0,4	0,0	-	0,0	- 6,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	0,0	-	-	81,8	-	0,0	0,0	-	-	+ 81,8
Certificats à un an au plus	-	-	-	-	-	- 0,3	+ 10,8	-	- 2,7	- 4,2	-	-	+ 3,6
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	- 0,2	- 0,2
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	- 3,6	- 74,6	-	- 2,3	- 4,2	-	- 0,2	- 84,9
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 9,3	0,0	0,0	0,0	- 1,3	+ 0,5	0,0	-	+ 0,1	+ 2,6	+ 1,3	0,0	+ 12,5
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	1,7	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,8	0,0	-	0,0	0,0	+ 7,4	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 9,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 91,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 91,7
Autres dépôts à un an au plus	+ 14,1	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,6	+ 15,1	0,0	-	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,4	0,0	+ 31,1
Dépôts à plus d'un an	- 1,3	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8
Bons de caisse à un an au plus	+ 15,4	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 3,6	0,0	-	0,0	0,0	+ 1,5	+ 1,7	-	+ 1,4	- 0,2	- 0,9	0,0	+ 7,1
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 14,2	0,0	+ 0,2	- 3,2	0,0	+ 28,5	+ 34,0	0,0	+ 5,7	+ 1,9	0,0	+ 12,4	+ 93,7
(Actions et parts)	(+ 3,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,6)
Total ...	+ 148,8	+ 0,1	+ 0,2	- 3,2	- 1,9	+ 53,5	+ 34,0	0,0	+ 8,6	+ 4,9	+ 0,8	+ 12,4	+ 258,2
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 2,2	0,0	-	0,0	- 0,2	-	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,4	0,0	+ 2,4
Argent à très court terme (franc belge)	+ 0,1	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	+ 0,2	- 0,1	-	0,0	+ 1,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7	-	0,0	- 6,8	0,0	0,0	- 7,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 49,1	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 49,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 12,8	+ 2,0	0,0	+ 17,6	+ 0,8	- 1,7	0,0	-	+ 3,0	0,0	+ 0,4	0,0	+ 34,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,6	-	- 0,1	- 0,7	0,0	0,0	- 1,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	+ 6,0	-	- 0,5	0,0	0,0	0,0	+ 3,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 34,7	- 0,2	0,0	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	- 9,4	+ 0,5	- 11,2	- 4,8	- 3,3	0,0	+ 5,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 3,2	+ 11,3	-	+ 9,5	+ 5,8	- 0,8	0,0	+ 28,9
Divers	+ 0,8	0,0	- 5,5	+ 0,5	+ 0,1	+ 34,9	+ 87,2	-	+ 2,1	+ 21,9	0,0	+ 25,7	+ 167,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 99,9	+ 1,8	- 5,5	+ 18,2	+ 0,1	+ 34,3	+ 94,7	+ 0,5	+ 3,0	+ 15,3	- 3,3	+ 25,7	+ 284,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 7,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 7,0
Réserves mathématiques	+ 55,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 55,2
Divers	+ 1,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,2	+ 2,0
(Actions et parts)	(- 2,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,2)	(-)	(0,0)	(0,0)	(- 3,0)
Total ...	+ 63,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,2	+ 64,2
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	⁵	- 3,2	- 14,0	- 2,3	+ 23,3	+ 23,6	+ 8,6	-	⁵
Total des créances	⁵	- 10,5	- 10,7	+ 32,2	⁵	+ 611,0	+ 595,6	- 84,0	+ 261,4	+ 289,0	+ 56,3	⁵	⁵

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

⁵ Non encore disponible.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	351,7	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	271,9	3.053,9	3,0	3.419,9
2. Organismes publics d'exploitation	68,1	1,2	22,5	2,2	1,4	95,4	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	22,0	271,1	37,4	483,1
3. Etat (Trésor)	698,3	43,6	—	17,4	59,8	819,1	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	243,0	3.729,3	57,4	5.611,7
4. Secteur public non compris ailleurs	37,6	12,8	34,0	0,4	0,6	85,4	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	25,7	948,5	14,2	1.064,3
5. Sécurité sociale	231,2	0,2	18,5	0,0	0,0	249,9	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	10,3	74,2	56,2	401,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.068,4	73,4	89,9	20,0	349,8	1.601,5	1.133,4	3.296,0	260,0	1.800,0	2.148,1	572,9	8.077,0	168,2	10.980,1
7. Etranger	103,8	16,9	155,5	0,1	4,3	280,6	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	5.342,7	2,0	5.628,1
8. Organismes principalement monétaires	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	2.722,2	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	625,2	565,6	9.772,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	243,4	0,9	270,4
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	1.954,3	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	155,3	84,6	2.363,3
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.297,2	8,3	137,0	53,6	33,7	1.529,8	142,4	247,3	3,9	150,7	86,1	58,1	546,1	197,6	2.415,9
12. Autres institutions ¹	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	812,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	2,3	814,8
13. Total des intermédiaires financiers	6.664,5	19,7	144,7	115,0	77,6	7.021,5	6.193,8	1.062,4	3,9	245,2	137,7	120,9	1.570,1	851,0	15.636,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	39,7	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	761,2	—	800,9
15. Total des créances	7.836,7	135,2	390,1	135,1	446,2	8.943,3	7.330,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	741,7	15.751,0	1.021,2	33.045,5
Solde des créances et des dettes ...	4.416,8	-347,9	-5.221,6	-929,2	45,1	-2.036,8	1.701,9	133,1	1,1	19,5	34,0	-73,1	114,6	220,3	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	32,4	12,5	15,0	0,0	²	²	12,0	1.425,0	—	788,8	879,4	268,7	3.361,9	3,5	²
2. Organismes publics d'exploitation	66,4	1,7	27,5	2,4	1,7	99,7	87,8	57,4	2,6	43,3	120,6	16,7	240,6	40,6	468,7
3. Etat (Trésor)	781,7	31,9	—	27,0	60,1	900,7	1.121,4	1.862,5	172,4	940,1	763,2	297,6	4.035,8	53,2	6.111,1
4. Secteur public non compris ailleurs	57,2	12,4	25,2	0,4	0,6	95,8	9,3	201,7	2,8	166,3	587,9	23,0	981,7	0,0	1.086,8
5. Sécurité sociale	²	0,4	12,1	0,0	1,3	²	21,4	13,3	0,0	20,4	21,8	7,8	63,3	²	²
6. Total des secteurs nationaux non financiers	²	58,9	79,8	29,8	²	²	1.251,9	3.559,9	177,8	1.958,9	2.372,9	613,8	8.683,3	²	²
7. Etranger	133,5	16,2	156,9	0,0	4,0	310,6	3,1	5.315,3	0,0	280,5	61,2	15,2	5.672,2	2,7	5.988,6
8. Organismes principalement monétaires	2.860,7	13,1	3,5	44,0	15,4	2.936,7	6.131,7	525,4	0,0	105,1	47,5	19,6	697,6	630,3	10.396,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	185,5
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.047,8	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,3	222,6	122,9	0,0	17,1	10,2	53,4	203,6	97,0	2.621,5
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.397,1	10,1	131,5	71,8	33,8	1.644,3	176,7	342,0	4,4	153,7	101,4	54,8	656,3	223,3	2.700,6
12. Autres institutions ¹	875,3	0,0	0,0	0,0	0,2	875,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	879,0
13. Total des intermédiaires financiers	7.180,9	24,0	139,5	137,5	75,7	7.557,6	6.550,7	1.143,9	4,4	284,6	159,1	127,8	1.719,8	954,8	16.782,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	²	²	0,0	490,6	5,3	120,2	145,7	41,2	803,0	—	²
15. Total des créances	²	124,7	376,2	167,3	²	²	7.805,7	10.509,7	187,5	2.644,2	2.738,9	798,0	16.878,3	²	²
Solde des créances et des dettes ..	²	-344,0	-5.734,9	-919,5	²	²	1.817,1	113,4	2,0	22,7	38,3	-81,0	95,4	²	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

² Non encore disponible.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 0,8	- 3,1	+ 0,1	0,0	²	²	+ 93,7	+ 178,8	—	+ 48,7	+ 91,8	- 3,2	+ 316,1	+ 0,5	²
2. Organismes publics d'exploitation	- 1,7	+ 0,5	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,3	+ 4,3	+ 8,6	- 15,2	- 0,6	+ 2,0	- 11,4	- 5,3	- 30,5	+ 3,2	- 14,4
3. Etat (Trésor)	+ 83,4	- 11,7	—	+ 9,6	+ 0,3	+ 81,6	+ 124,1	+ 106,8	- 81,9	+ 101,5	+ 126,4	+ 54,6	+ 307,4	- 4,2	+ 508,9
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 19,6	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	+ 10,4	- 6,9	+ 10,3	+ 0,3	+ 8,5	+ 16,8	- 2,7	+ 33,2	- 14,2	+ 22,5
5. Sécurité sociale	²	+ 0,2	- 6,4	0,0	+ 1,3	²	+ 0,6	- 7,8	0,0	- 1,8	+ 1,2	- 2,5	- 10,9	²	²
6. Total des secteurs nationaux non financiers	²	- 14,5	- 10,1	+ 9,8	²	²	+ 220,1	+ 272,9	- 82,2	+ 158,9	+ 224,8	+ 40,9	+ 615,3	²	²
7. Etranger	+ 304,7	- 0,7	+ 4,6	- 0,1	- 0,3	+ 308,2	+ 0,3	+ 255,2	0,0	+ 39,8	+ 19,2	- 0,1	+ 314,1	+ 97,7	+ 720,3
8. Organismes principalement monétaires	+ 210,1	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	- 0,1	+ 220,1	+ 309,6	+ 27,4	0,0	+ 30,2	+ 5,4	+ 9,4	+ 72,4	+ 28,0	+ 630,1
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,6	- 74,6	—	- 2,3	- 4,2	—	- 81,1	- 0,2	- 84,9
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 148,8	+ 0,1	+ 0,2	- 3,2	- 1,9	+ 144,0	+ 53,5	+ 34,0	0,0	+ 8,6	+ 4,9	+ 0,8	+ 48,3	+ 12,4	+ 258,2
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 99,9	+ 1,8	- 5,5	+ 18,2	+ 0,1	+ 114,5	+ 34,3	+ 94,7	+ 0,5	+ 3,0	+ 15,3	- 3,3	+ 110,2	+ 25,7	+ 284,7
12. Autres institutions ¹	+ 63,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 63,1	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	+ 1,2	+ 64,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 522,0	+ 4,3	- 5,2	+ 22,5	- 1,9	+ 541,7	+ 393,8	+ 81,5	+ 0,5	+ 39,4	+ 21,4	+ 6,9	+ 149,7	+ 67,1	+ 1.152,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	²	²	- 3,2	- 14,0	- 2,3	+ 23,3	+ 23,6	+ 8,6	+ 39,2	—	²
15. Total des créances	²	- 10,5	- 10,7	+ 32,2	²	²	+ 611,0	+ 595,6	- 84,0	+ 261,4	+ 289,0	+ 56,3	+ 1.118,3	²	²
Solde des créances et des dettes ..	²	+ 3,9	- 519,6	+ 9,7	²	²	- 109,3	- 34,5	+ 0,9	+ 3,2	+ 4,3	- 7,9	- 34,0	²	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Non encore disponible.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980* — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) + (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)
		En franc belge		En monnaies étrangères (déposés à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (déposés)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)				
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	- 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Anc. série ¹² ..	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	- 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
Nouv. série ¹² ..	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	- 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	- 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	- 165,4
1986 Septembre	1.001,7	1.094,6	489,1	128,4	2.713,8	- 843,7	1.767,4	193,5	1.226,3	1.233,7	50,0	191,4	15,9	281,1	- 168,1
Décembre	1.040,5	1.172,6	489,5	113,3	2.815,9	- 814,3	1.756,6	200,9	1.292,3	1.298,5	49,4	209,4	18,8	278,7	- 175,9
1987 Mars	1.042,8	1.219,1	492,0	119,5	2.873,4	- 863,5	1.899,9	198,6	1.323,9	1.333,4	45,1	184,4	27,6	298,2	- 240,8
Juin	1.134,7	1.217,5	498,0	127,3	2.977,5	- 890,7	1.928,7	207,7	1.418,1	1.424,6	43,7	136,3	29,1	326,3	- 221,7
Septembre	1.085,4	1.250,9	505,1	124,4	2.965,8	- 832,3	1.912,9	225,7	1.390,0	1.395,1	41,7	102,0	27,1	349,1	- 250,4
Décembre	* 1.091,0	1.313,4	* 506,7	130,2	* 3.041,3	- 816,4	1.862,5	204,9	1.444,1	1.451,1	48,2	127,6	25,8	* 376,6	* - 232,0
1988 Mars	* 1.092,3	* 1.346,7	* 516,4	* 156,8	* 3.112,2	* - 888,0	* 1.996,7	* 215,1	1.505,8	1.514,7	* 49,9	97,3	18,6	* 308,4	* - 191,6
Juin	* 1.173,4	* 1.336,8	* 526,3	146,0	* 3.182,5	* - 894,3	* 1.972,9	* 216,2	1.588,6	1.596,4	* 49,3	117,2	21,9	* 307,8	* - 197,1
Septembre	* 1.120,9	* 1.345,2	* 514,6	158,1	* 3.138,8	* - 1.011,4	* 1.993,6	* 226,5	1.657,9	1.666,2	* 49,1	98,9	36,2	* 272,0	* - 184,0

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,6	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3
2. F.M.I. : — Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	20,9	20,4	19,4	19,1	18,2	18,1	17,4	16,8
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	13,7	12,5	9,5	24,0	26,0	27,7	22,3	20,3
— Autres	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	5,9	5,4	4,4	4,4	3,6	3,5	1,5	3,2
3. Ecus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	136,5	139,1	145,7	152,9	141,5	141,5	144,3	138,0
4. Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,7	2,4	2,8	2,3	2,9	2,5	2,9	2,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	6,9	31,1	31,6	29,6	10,7	15,5	2,0	0,5	7,6	0,5	0,4	0,3	0,1	1,2	0,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	45,5	108,4	136,0	111,0	124,2	131,7	138,1	156,8
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	339,4	286,3	262,9	321,3	323,8	303,7	278,1	283,8	353,5	375,9	371,4	374,0	382,4	385,0	395,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,4	1,3	1,6	1,5	1,3	1,0	1,1	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	4,3	3,9	3,8	3,7	3,0	3,7	3,0	3,6
b) sur les organismes publics	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	5,5	6,3	8,0	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	17,4	17,4	17,4	21,0	21,1	21,2	21,2
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,2	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	5,7	13,2	10,5	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	34,4	41,2	42,3	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,5	0,1	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	184,4	136,3	102,0	127,6	97,3	117,2	98,9	106,6
b) autres	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
— autres	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	83,5	63,1	76,5	63,0	80,1	64,5	41,7	43,4	56,7	72,3	55,2	51,6	47,1	52,7	* 55,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	610,3	644,6	648,9	652,2	623,6	649,9	637,1	* 657,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	7,0	9,3	6,5	6,6	6,2	6,7	5,8	6,2	6,4	5,0	5,0	4,3	5,3	* 4,5	* 10,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	7,1	12,2	24,8	55,1	6,5	7,0	6,1	6,5	6,7	5,3	5,3	4,6	5,6	4,8	10,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	11,9	12,1	12,7	12,6	16,3	14,8	14,6	12,7	14,1	12,7	15,0	13,2	14,4	* 14,4	* 15,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,4	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	364,2	370,1	369,5	383,3	381,9	379,9	400,5	388,4	414,4	401,6	410,7	397,2	419,2	*405,7	*415,4
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics															
	0,0	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,1	0,1	0,5	0,7	0,7	2,8	1,4	0,3	0,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus															
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	253,2	246,0	254,6	278,8	292,1	250,8	202,8	202,1	208,6	228,2	220,0	205,5	208,6	211,7	*216,2
TOTAL DU PASSIF ...	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	610,3	644,6	648,9	652,2	623,6	649,9	637,1	*657,9

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-88	31-3-88	30-4-88	31-5-88	30-6-88	31-7-88	31-8-88	30-9-88	31-10-88	30-11-88	31-12-88	31-1-89	28-2-89
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3
2. F.M.I. : — Participation	18,0	18,2	18,5	18,5	18,1	18,1	17,4	17,4	17,1	16,7	16,8	17,2	16,5
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	26,5	26,0	23,8	23,8	27,7	21,8	22,5	22,3	21,4	20,9	20,3	19,0	20,5
— Autres	3,6	3,6	3,6	3,6	3,5	3,9	1,5	1,5	1,5	1,5	3,2	3,2	3,2
3. Ecus	141,5	141,5	141,5	141,5	141,5	144,3	144,3	144,3	138,0	138,0	138,0	137,3	137,3
4. Accords internationaux	2,8	2,9	2,9	2,9	2,5	2,8	2,8	2,9	2,9	2,9	2,4	2,9	2,9
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge repré. d'exportation	0,3	0,3	2,1	0,1	0,1	0,7	5,2	1,2	0,8	0,4	0,7	1,6	5,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	137,3	124,2	120,8	131,0	131,7	138,6	135,7	138,1	144,0	154,4	156,8	151,5	150,4
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	387,3	374,0	370,5	378,7	382,4	387,5	386,7	385,0	383,0	392,1	395,5	390,0	393,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,5	1,3	1,3	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	0,9	0,7	0,7	0,9	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,2	3,0	3,7	4,0	3,7	3,7	3,2	3,0	2,9	2,9	3,6	3,5	3,4
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	20,6	21,0	21,1	21,1	21,1	21,0	21,0	21,2	21,2	21,2	21,2	24,6	24,6
— autres	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	100,4	97,3	109,7	110,2	117,2	100,7	93,2	98,9	99,0	88,0	106,6	71,2	72,3
b) autres	0,0	0,0	0,2	0,0	2,0	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	59,8	51,6	50,3	48,1	47,1	48,7	53,6	52,7	51,8	53,4	* 55,1	* 49,4	* 48,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	648,2	623,6	632,2	638,6	649,9	644,9	638,7	637,1	634,0	633,5	* 657,9	* 614,8	* 617,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-88	31-3-88	30-4-88	31-5-88	30-6-88	31-7-88	31-8-88	30-9-88	31-10-88	30-11-88	31-12-88	31-01-89	28-02-89
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	5,8	4,3	4,9	6,4	5,3	6,9	* 5,3	* 4,5	* 4,1	* 4,2	* 10,2	* 5,2	* 5,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	6,0	4,6	5,2	6,7	5,6	7,2	5,6	4,8	4,4	4,5	10,5	5,5	5,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	14,2	13,2	14,1	14,5	14,4	* 14,1	* 14,7	* 14,4	* 14,4	* 14,4	* 15,0	* 15,0	* 15,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,2	* 0,2	* 0,2
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	394,1	397,2	405,5	412,3	419,2	*410,4	*402,7	*405,7	*406,3	*402,1	*415,5	*385,1	*388,1
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,2	2,8	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	232,3	205,5	206,1	203,2	208,6	211,5	214,0	211,7	208,2	211,9	*216,1	*208,5	*208,2
TOTAL DU PASSIF ...	648,2	623,6	632,2	638,6	649,9	644,9	638,7	637,1	634,0	633,5	*657,9	*614,8	*617,9

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	2,4	1,0	0,4	4,7	2,0	2,1	2,4	0,8	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	2,1	1,8
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,7	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	2,7	1,0	0,4	4,8	2,0	2,2	3,1	1,2	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0	2,1	1,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,5	1,6	1,8	1,6	1,9	2,0	1,8	2,2	2,1	2,3	1,9	2,2	2,0	2,2	2,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,9	4,8	2,2	3,0	1,3	1,5	1,6	4,9	1,2	1,0	1,4	3,3	0,3	2,0	0,5
c) sur les banques de dépôts	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	1,1	3,7	6,8	3,1	5,7	3,2	7,4	3,7	2,5	1,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	86,0	89,0	86,8	84,3	70,6	83,6	87,8	94,6	99,2	106,6	92,3	91,1	91,3	* 105,5	* 91,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	15,0	14,0	14,7	14,8	14,8	* 15,2	* 14,6	* 14,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,5	34,7	39,2	42,4	! 41,2 ⁶	47,1	51,3	45,7	49,9	55,3	68,5	51,7	55,4	56,3	65,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,4	0,8	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	1,0	1,9	0,8	0,6	0,3	2,7	1,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,3	2,7	4,9	0,0	4,9	0,8	1,5	4,8	4,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,5	0,3	0,0	0,7	0,2	1,9	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	* 0,0	1,7	1,4
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	10,9	11,5	13,3	13,9	11,8	11,3	16,1	15,3	16,0	14,2	18,1	16,6	* 16,6	* 17,4	* 19,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	164,2	161,7	164,1	166,1	! 148,6⁶	167,7	183,7	188,7	190,4	202,3	205,1	188,8	186,0	209,2	202,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7	1,0	1,2	1,0	1,3	1,2	1,6	1,5	1,3	1,0	1,1
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	4,3	4,4	4,4	4,6	4,3	4,5	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8	3,7	3,0	3,7	3,0
b) envers les organismes publics	2,8	4,8	2,2	3,0	1,4	1,5	1,6	4,9	1,2	1,0	1,4	3,3	0,3	2,0	0,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	6,7	10,2	10,7	7,5	7,7	8,5	8,6	5,8	10,4	10,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	14,7	15,7	15,4	15,5	15,6	14,4	14,9	15,1	14,5	14,3	14,4	14,7	14,9	15,7	16,1
— monnaie scripturale	91,8	95,2	97,3	96,2	90,3	105,6	109,9	116,1	121,0	131,0	115,1	*113,9	*116,9	*133,6	*115,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	41,3	34,7	37,9	40,1	29,5 ⁵	34,0	42,2	36,5	40,6	42,9	60,3	* 43,1	* 43,2	* 42,8	* 56,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	164,2	161,7	164,1	166,1	148,6⁵	167,7	183,7	188,7	190,4	202,3	205,1	188,8	186,0	209,2	202,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	420,5	436,2	445,1	456,2	468,6	439,4 *	476,8 *	540,6 *	540,4
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	17,9	18,9	17,8	16,4	30,5	19,2	19,8	21,3	19,5	18,0	14,3	15,9	15,7 *	16,3	15,8
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	3.896,3	4.056,3	3.959,4	4.255,8	4.380,0	4.226,1	4.482,2	4.628,4	5.007,1
b) en franc belge	100,2	116,1	140,0	167,5	191,5	220,2	233,9	251,6	240,4	252,3	248,6	262,5	274,6	281,5	288,7
Total des créances sur l'étranger	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.570,5	4.765,4	4.664,4	4.982,3	5.111,5	4.943,9 *	5.249,3 *	5.466,8	5.852,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,4	10,5	10,8	11,0	14,4	12,8	11,0	12,4	10,5	11,7	10,8	12,8	11,2	12,2	11,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0
b) sur les organismes publics	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	6,8	10,2	10,7	7,5	7,7	8,5	8,6	5,8	10,3	10,4
c) sur les banques de dépôts	239,6	309,5	399,5	469,5	437,1	517,2	487,1	463,9	424,6	479,1	514,0	514,8 *	549,0 *	522,9	581,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	135,9	239,3	337,4	481,1	482,2	553,3	744,9	745,2	842,2	814,1	820,3	781,1	860,7 *	814,1	863,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	355,4	335,6	392,5	482,3	499,2	615,1	656,0	642,2	687,8	758,9	745,9	740,9 *	811,7 *	820,6	823,8
— autres	51,5	85,9	113,8	155,9	249,1	266,6	174,9	170,8	164,8	142,6	147,8	142,8 *	122,4 *	122,6	104,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	21,1	20,7	24,1	23,3	25,6	39,4	45,8	51,4	49,1	52,4	51,3	54,2	53,5	51,8	55,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	44,0	45,8	20,0	9,9	14,7	18,6	17,7	16,8	16,8	18,0	17,8	15,1 *	18,8 *	18,2 *	18,2
— autres	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	77,1	78,5	87,0	82,8	81,9	88,1	84,1 *	86,9 *	89,4 *	87,3
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	16,2	15,5	16,6	13,5	17,8	15,5	15,1	14,0	11,7	12,8	12,8	13,1	12,5	12,8	11,7
b) effets commerciaux	172,0	160,6	160,6	167,0	201,1	191,2	202,9	220,3	169,0	181,1	173,3	174,0	169,8	184,5	172,5
c) avances	718,1	790,0	821,1	863,0	904,9	966,5	1.007,2	1.057,7	1.143,2	1.224,2	1.203,5	1.257,0	1.323,5	1.391,2	1.473,2
d) autres créances à un an au plus	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	14,4	15,5	17,0	23,3	23,2	18,6	19,5	19,3	18,3	17,8	17,2	18,6 *	19,5 *	19,9 *	18,9
— autres	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	29,9	29,5	26,8	25,9	24,5	29,6 *	30,4 *	29,4 *	30,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	2,4	7,7	10,0	2,6	21,1	16,8	14,3	16,1	22,7	29,1	22,2	25,0	17,1	15,1	31,7
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	17,8	62,8	73,9	96,4	98,6	129,4	173,1	173,0	191,8	221,6	256,7	297,6 *	248,8 *	244,4 *	230,3
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,2	70,9	75,4	64,8	56,3	65,9	61,6	63,5	66,9	67,5	67,0	60,0 *	60,3 *	60,7 *	59,8
— autres	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	62,5	67,2	67,4	68,5	66,8	73,7	83,4 *	90,3 *	92,4
D. Autres	218,9	311,2	377,4	438,5	544,0	588,8	576,0	619,4	583,2	570,6	537,4	606,9	634,6 *	729,5 *	749,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8	9.897,4	9.854,0	10.369,2	10.707,1	11.277,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.101,9	5.297,0	5.215,2	5.579,1	5.670,4	5.507,2	5.820,1	6.055,6	6.528,8
b) en franc belge ¹	353,8	348,7	360,5	368,7	459,1	531,0	583,0	555,9	590,0	642,2	644,0	619,2	686,5	684,4	716,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.684,9	5.852,9	5.805,2	6.221,3	6.314,4	6.126,4	6.506,6	6.740,0	7.245,4
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	1,2	3,7	6,8	3,1	5,7	3,2	7,4	3,7	2,5	1,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0
— autres	239,3	309,2	399,1	468,8	436,3	516,4	486,3	463,2	423,9	478,3	513,2	513,8	548,0	521,8	580,8
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	293,7	306,9	334,6	393,7	392,9	427,6	444,5	468,7	474,6	528,0	489,6	504,1	513,2	556,4	521,9
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,6	1,4	1,1	1,2	2,1	2,2	2,0	3,3	3,2	3,3	3,3	3,5	3,8	4,0	4,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	570,5	607,3	626,1	639,8	653,8	690,6	717,0	736,7	744,1
— autres dépôts	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	524,1	565,3	593,0	577,7	597,1	622,8	629,7	600,1	601,1
— à plus d'un an :															
— dépôts	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	38,5	38,4	39,0	41,3	44,6	45,2	47,4	47,1	41,8
— bons de caisse et obligations	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	450,6	451,1	453,0	456,7	460,5	461,5	469,0	479,2	472,8
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	128,4	113,3	119,5	127,3	124,4	130,2	156,8	146,0	158,1
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	18,3	25,3	28,2	32,3	41,7	55,8	83,8	89,5	112,0
D. Autres	286,7	364,5	408,2	436,8	516,8	579,3	606,1	649,5	681,3	654,6	650,0	690,7	688,9	782,5	793,2
TOTAL DU PASSIF ...	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8	9.897,4	9.854,0	10.369,2	10.707,1	11.277,9

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	Colonne du tableau XIII-1 = Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,6	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3
2. F.M.I. : — Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,1	22,4	20,9	20,4	19,4	19,1	18,2	18,1	17,4	17,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	10,7	13,6	13,7	12,5	9,5	24,0	26,0	27,7	22,3	22,3
— Autres	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	6,0	5,9	5,9	5,4	4,4	4,4	3,6	3,5	1,5	1,5
3. Ecus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	134,8	138,9	136,5	139,1	145,7	152,9	141,5	141,5	144,3	144,3
4. Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,7	2,4	2,7	2,4	2,8	2,3	2,9	2,5	2,9	2,9
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	420,5	436,2	445,1	456,2	468,6	* 439,4	* 476,8	* 540,6	* 540,4	* 540,4
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	27,2	51,0	49,8	50,7	43,2	36,8	24,8	24,1	20,0	26,4	14,8	* 16,3	* 16,0	* 18,5	* 18,8	* 18,8
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	3.932,0	4.091,0	4.004,9	4.364,2	4.516,0	4.337,1	4.606,4	4.760,1	5.145,2	5.145,2
b) en franc belge	100,5	116,1	140,0	167,6	191,5	220,3	234,6	252,0	240,4	253,1	248,6	262,5	274,6	281,5	288,7	288,7
Total des créances sur l'étranger	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	4.846,4	5.044,7	4.948,2	5.337,4	5.487,4	5.315,3	5.623,3	5.851,3	6.238,8	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	14,0	15,6	14,0	15,3	14,3	16,5	14,5	15,4	14,2	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	15,9	15,4	12,4	13,2	12,5	12,7	15,5	20,0	13,0	12,6	13,7	15,6	9,1	16,0	13,9	13,9
c) sur les banques de dépôts	240,6	311,8	403,6	469,7	442,7	519,0	490,8	470,7	427,7	484,8	517,2	* 522,2	* 552,7	* 525,4	* 583,1	* 583,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	258,9	365,3	461,2	602,4	589,8	673,9	869,7	876,8	978,4	957,7	949,6	909,2	989,0	* 956,6	* 992,0	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	373,4	355,2	415,0	507,0	524,9	642,5	685,3	671,5	719,2	791,0	778,1	773,1	847,9	* 856,3	* 859,7	(7)
— autres	89,0	123,4	151,3	193,4	286,6	304,1	212,4	208,3	202,3	180,0	185,2	180,2	159,8	* 160,0	* 141,9	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	65,6	55,4	63,3	65,7	66,8	86,5	97,1	97,1	99,0	107,7	119,8	105,9	108,9	108,1	120,6	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	45,3	47,4	21,0	10,5	15,4	19,3	18,5	17,6	17,6	18,8	18,6	15,9	* 19,6	* 19,0	* 18,9	(8)
— autres	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	77,1	78,5	87,0	82,8	81,9	88,1	84,1	* 86,9	* 89,4	* 87,3	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	22,3	29,5	27,2	20,8	18,1	17,6	15,1	14,0	11,7	12,8	12,8	13,1	12,5	12,8	11,7	(9)
b) effets commerciaux	207,4	203,7	203,7	213,8	201,4	201,7	204,0	220,6	169,0	181,1	173,3	174,0	169,8	184,6	173,0	(9)
c) avances	718,6	790,1	821,5	863,4	905,0	966,5	1.007,2	1.057,7	1.143,2	1.224,2	1.203,9	1.257,0	1.323,5	1.391,2	1.473,2	(9)
d) autres créances à un an au plus	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	15,4	16,4	17,7	23,8	23,6	18,8	19,5	19,3	18,3	17,8	17,2	18,6	* 19,5	* 19,9	* 18,9	(11)
— autres	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	29,9	29,5	26,8	25,9	24,5	29,6	* 30,4	* 29,4	* 30,2	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	191,4	209,4	184,4	136,3	102,0	127,6	97,3	117,2	98,9	(12)
b) autres	12,3	7,7	10,0	16,2	21,1	17,2	15,9	18,8	27,6	29,1	27,1	25,8	18,6	21,9	36,2	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	17,9	63,3	74,3	96,5	99,3	129,6	175,0	173,0	191,8	222,5	256,7	298,5	* 248,8	* 246,1	* 231,7	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,4	71,1	75,7	65,1	56,6	66,2	61,9	63,8	67,2	67,8	67,3	60,2	* 60,5	* 60,9	* 59,9	(14)
— autres	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	62,5	67,2	67,4	68,5	66,8	73,7	* 83,4	* 90,3	* 92,4	(14)
D. Autres	313,3	385,8	467,2	515,4	635,9	664,6	646,2	676,4	642,6	641,5	627,8	678,7	* 702,8	* 794,0	* 820,9	(15)
TOTAL DE L'ACTIF	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.155,7	9.678,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	10.614,7	10.751,4	10.695,0	11.178,8	11.566,2	12.117,4	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.101,9	5.297,0	5.215,2	5.579,1	5.670,4	5.507,2	5.820,1	6.055,6	6.528,8	
b) en franc belge ¹	360,8	358,0	367,3	375,5	465,3	537,7	587,9	561,7	596,2	648,7	649,0	624,2	690,9	689,7	721,1	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.690,1	5.859,0	5.811,7	6.228,1	6.319,7	6.131,7	6.511,3	6.745,6	7.250,2	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	14,0	15,6	14,0	15,3	14,3	16,5	14,5	15,4	14,2	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	4,3	4,9	4,4	4,6	6,5	5,2	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8	3,7	3,0	3,7	3,0	
b) envers les organismes publics	3,8	6,6	6,3	3,2	4,8	2,7	5,3	11,7	4,3	6,7	4,6	10,7	4,0	4,5	1,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	* 1,0	* 1,0	* 1,0	
— autres	248,4	315,8	405,3	474,7	443,6	523,5	496,5	474,1	431,5	486,0	521,7	522,6	* 553,8	* 532,6	* 591,2	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	378,9	385,8	384,9	398,8	397,5	394,3	402,7	415,6	402,9	428,7	416,0	425,4	412,1	434,9	423,0	(1)
— monnaie scripturale ³	385,9	403,0	432,3	490,1	483,6	533,4	554,6	585,0	596,0	655,3	605,1	* 618,3	* 630,4	* 690,3	* 637,4	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	41,9	36,1	39,6	42,1	32,3	37,0	44,4	39,9	43,9	50,7	64,3	* 47,3	* 49,8	* 48,2	* 60,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	570,5	607,3	626,1	639,8	653,8	690,6	717,0	736,7	744,1	(2)
— autres dépôts	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	524,1	565,3	593,0	577,7	597,1	* 622,8	* 629,7	* 600,1	* 601,1	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	38,5	38,4	39,0	41,3	44,6	45,2	* 47,4	* 47,1	* 41,8	(3)
— bons de caisse et obligations	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	450,6	451,1	453,0	456,7	460,5	461,5	* 469,0	* 479,2	* 472,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	128,4	113,3	119,5	127,3	124,4	130,2	156,8	146,0	158,1	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	* 1,0	* 0,3	* 0,3	* 0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	18,3	25,3	28,2	32,5	41,7	55,8	* 84,3	* 89,5	* 112,0	(14)
D. Autres	539,9	610,5	662,8	715,6	808,9	830,1	814,3	852,3	883,4	863,2	878,2	910,7	* 894,4	* 991,1	* 1.004,9	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.155,7 ⁶	9.678,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	10.614,7	10.751,4	10.695,0	11.178,8	11.566,2	12.117,4	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

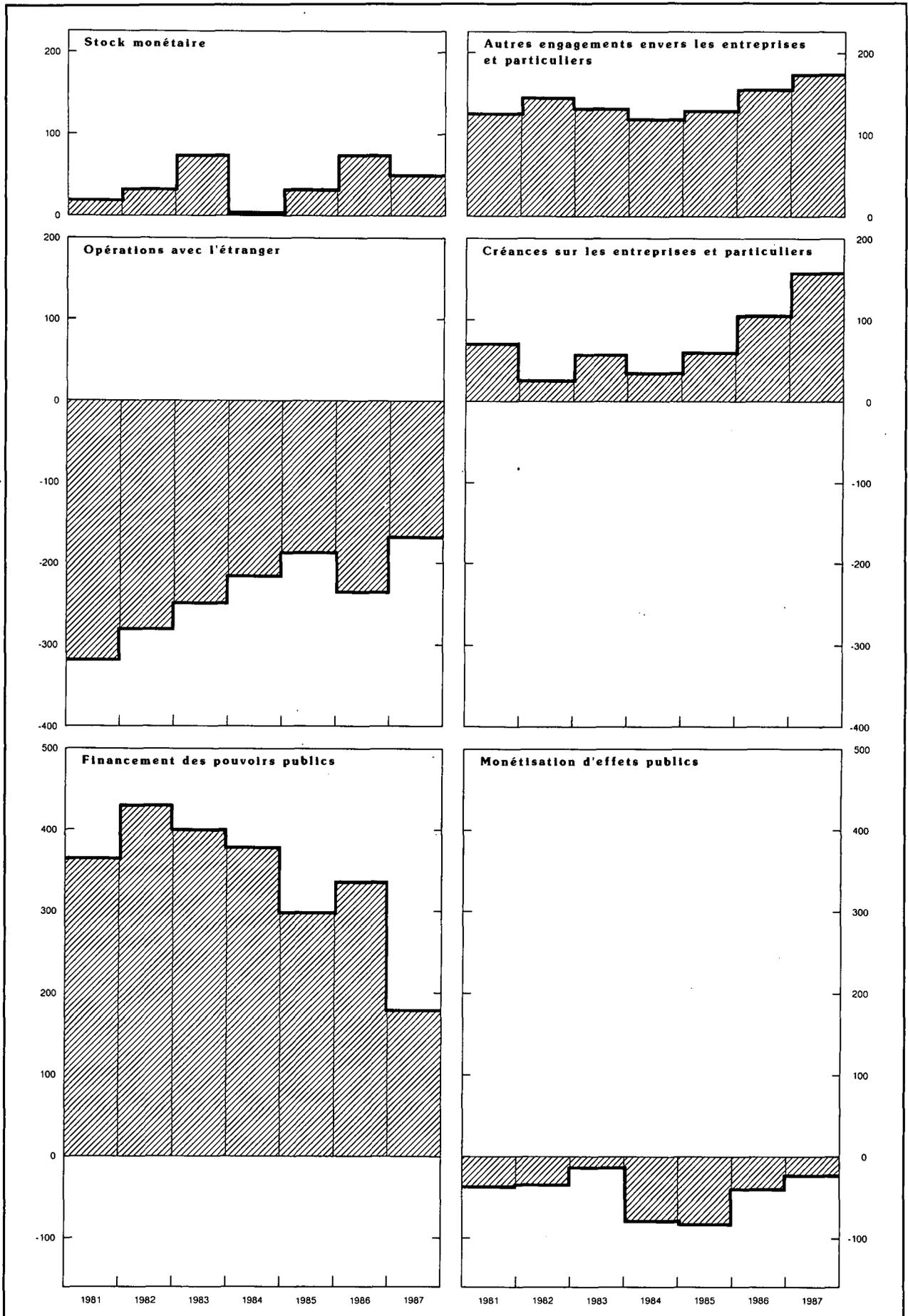
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 64,1	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,5	- 282,8	+ 24,3	- 2,1	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 28,6	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+ 205,9	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+ 158,5	- 188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,9	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,9	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987	+ 50,5	+ 140,8	+ 17,2	+ 16,9	+ 225,4	- 170,6	+ 152,6	- 0,5	- 0,8	- 0,9	+ 180,0	+ 1,7	- 23,0	- 2,5	+ 96,2	- 6,8
1986 3 ^e trimestre .	- 55,3	+ 51,3	- 4,4	+ 8,3	- 0,1	- 39,2	- 15,6	+ 1,7	+ 2,1	+ 1,7	+ 28,0	+ 3,5	- 10,7	- 6,0	+ 8,2	+ 26,2
4 ^e trimestre .	+ 38,8	+ 78,0	+ 0,4	- 15,1	+ 102,1	- 29,1	+ 64,8	- 0,6	- 0,6	+ 1,2	+ 96,0	- 0,2	- 19,8	- 4,0	+ 2,6	- 8,2
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 2,3	+ 46,5	+ 2,5	+ 6,2	+ 57,5	- 50,4	+ 35,0	- 3,3	+ 1,7	- 3,4	+ 107,7	- 3,2	+ 7,1	- 12,9	+ 18,2	- 39,0
2 ^e trimestre .	+ 91,9	- 1,6	+ 6,0	+ 7,8	+ 104,1	- 38,1	+ 91,1	- 1,0	+ 0,1	+ 3,1	+ 46,1	+ 7,8	- 10,5	+ 15,3	+ 28,4	- 38,2
3 ^e trimestre .	- 49,3	+ 33,4	+ 7,1	- 2,9	- 11,7	- 34,3	- 29,5	- 1,5	- 3,6	+ 1,3	+ 15,4	+ 17,1	- 12,9	- 2,0	+ 19,9	+ 18,4
4 ^e trimestre .	+ 5,6	+ 62,5	+ 1,6	+ 5,8	+ 75,5	- 47,8	+ 56,0	+ 5,3	+ 1,0	- 1,9	+ 10,8	- 20,0	- 6,7	- 2,9	+ 29,7	+ 52,0
1988 1 ^{er} trimestre .	*+ 1,3	*+ 33,3	*+ 9,7	+ 26,7	*+ 71,0	*- 5,6	+ 63,5	*+ 0,9	- 0,1	- 1,7	*+ 109,2	*+ 18,4	*- 15,1	- 9,8	*- 66,6	*- 22,1
2 ^e trimestre .	*+ 81,0	*- 9,9	*+ 10,0	- 10,8	*+ 70,3	*- 126,0	+ 81,7	*- 0,9	+ 2,5	+ 1,0	*+ 72,5	*+ 1,0	*+ 2,3	+ 12,7	*- 9,3	*+ 32,8
3 ^e trimestre .	*- 52,6	*+ 8,5	*- 11,8	*+ 12,1	*- 43,8	*- 134,0	+ 69,8	*+ 0,7	+ 1,0	- 0,5	*+ 76,7	*+ 9,7	*- 8,9	- 23,3	*- 35,2	*+ 0,2

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	934,2
Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	964,7
1986 Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	125,3	480,6	606,2	1.023,0	34,0	1.057,0
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	109,9	444,5	554,6	957,3	44,4	1.001,7
Décembre	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,7	585,0	1.000,6	39,9	1.040,5
1987 Mars	14,5	401,1	402,9	0,4	121,0	474,6	596,0	998,9	43,9	1.042,8
Juin	14,3	428,5	428,7	0,3	131,0	528,0	659,3	1.088,0	46,7	1.134,7
Septembre	14,3	414,4	416,0	0,4	115,1	489,6	605,1	1.021,1	64,3	1.085,4
Décembre	14,7	425,6	425,4	0,3	*113,9	*504,1	*618,3	1.043,7	47,3	1.091,0
1988 Janvier	14,6	408,8	410,7	0,3	*153,8	*487,9	*642,0	*1.052,7	*48,2	*1.100,9
Février	14,7	408,3	408,8	0,4	*118,0	*517,0	*635,4	*1.044,2	*46,7	*1.090,9
Mars	14,9	410,4	412,1	0,3	*116,9	*513,2	*630,4	*1.042,5	*49,8	*1.092,3
Avril	15,1	419,6	420,6	0,2	*148,6	*517,3	*666,1	*1.086,7	*52,6	*1.139,3
Mai	15,5	426,8	427,7	0,4	*121,2	*533,2	*654,8	*1.082,6	*47,3	*1.129,8
Juin	15,7	433,6	434,9	0,3	*133,6	*556,4	*690,3	*1.125,2	*48,1	*1.173,4
Juillet	15,8	424,5	*426,7	0,4	*137,7	*541,3	*679,4	*1.106,0	*47,8	*1.153,9
Août	16,0	417,4	*420,7	0,4	*141,9	*512,0	*654,3	*1.075,0	*51,5	*1.126,5
Septembre	16,1	420,1	423,1	0,3	*115,2	*521,9	*637,4	*1.060,4	*60,4	*1.120,9
Octobre	15,2	420,7	*420,9	0,3	*118,4	*528,9	*647,6	*1.068,5	*64,6	*1.133,3
Novembre	15,3	416,5	*418,5	0,3	*117,5	*541,9	*659,6	*1.078,1	*59,3	*1.137,4
Décembre	15,4	430,4	*430,5	0,2	*117,8	*551,2	*669,2	*1.099,7	*57,0	*1.156,7

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 18,4	- 83,5
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 88,5	- 86,2
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 89,4	- 4,8
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 94,4	- 59,9
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 62,4	- 14,9
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2	+ 87,5	- 46,6
1986	272,0	- 1.086,3	- 814,3	- 6,3	- 109,6	- 115,9	+ 16,3	+ 3,1	- 235,3	+ 118,3	+ 2,4
1987	366,0	- 1.182,4	- 816,4	+ 79,1	- 133,1	- 54,0	+ 117,4	- 0,8	- 170,6	+ 143,5	+ 89,5
1986 3 ^e trimestre	267,6	- 1.111,3	- 843,7	- 30,6	- 11,0	- 41,6	- 4,5	+ 2,1	- 39,2	+ 65,7	+ 24,1
4 ^e trimestre	272,0	- 1.086,3	- 814,3	+ 1,0	+ 28,8	+ 29,8	+ 59,5	- 0,6	- 29,1	- 15,4	+ 14,4
1987 1 ^{er} trimestre	277,4	- 1.140,9	- 863,5	+ 2,0	- 77,2	- 75,2	- 26,5	+ 1,7	- 50,4	+ 21,9	- 53,3
2 ^e trimestre	346,8	- 1.237,5	- 890,7	+ 75,7	- 45,7	+ 30,0	+ 68,0	+ 0,1	- 38,1	+ 22,4	+ 52,4
3 ^e trimestre	370,7	- 1.203,0	- 832,3	+ 15,7	- 4,3	+ 11,4	+ 49,3	- 3,6	- 34,3	+ 40,8	+ 52,2
4 ^e trimestre	366,0	- 1.182,4	- 816,4	- 14,3	- 5,9	- 20,2	+ 26,6	+ 1,0	- 47,8	+ 58,4	+ 38,2
1988 1 ^{er} trimestre	369,4	* - 1.257,4	* - 888,0	+ 13,1	- 22,2	- 9,1	* - 3,4	- 0,1	* - 5,6	+ 65,9	+ 56,8
2 ^e trimestre	376,8	* - 1.271,1	* - 894,3	+ 0,6	- 45,2	- 44,6	* + 78,9	+ 2,5	* - 126,0	- 0,2	- 44,8
3 ^e trimestre	380,3	* - 1.391,7	* - 1.011,4	+ 5,3	- 109,6	- 104,3	* + 28,7	+ 1,0	* - 134,0	+ 85,7	- 18,6

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en franc belge des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 7.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	Variations aux cours de change des transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant					Engagements bruts au comptant							
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	-123,9	95,4	-93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	-130,9	52,0	-37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	-171,9	41,1	-22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	-167,7	115,3	+67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	-8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	+18,7
1986 4 ^e trimestre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+1,6
1987 1 ^{er} trimestre	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	-121,3	132,0	+0,7
2 ^e trimestre	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	-119,1	196,5	+70,8
3 ^e trimestre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	-136,5	210,0	+8,3
4 ^e trimestre	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,9
1988 1 ^{er} trimestre	57,3	47,8	141,5	124,2	2,9	373,7	4,6	0,0	23,6	28,2	-121,3	224,2	+10,7
2 ^e trimestre	57,3	49,3	141,5	131,7	2,5	382,3	5,6	0,0	23,6	29,2	-114,2	238,9	+3,3
3 ^e trimestre	57,3	41,3	144,3	138,1	2,9	383,9	4,7	0,0	23,6	28,3	-116,7	238,9	+4,3
4 ^e trimestre	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	+0,4
1988 Février	57,3	48,0	141,5	137,3	2,8	386,9	6,0	0,0	23,6	29,6	-136,2	221,1	-7,5
Mars	57,3	47,8	141,5	124,2	2,9	373,7	4,6	0,0	23,6	28,2	-121,3	224,2	+19,4
Avril	57,3	45,9	141,5	120,8	2,9	368,4	5,2	0,0	23,6	28,8	-114,2	225,4	-6,3
Mai	57,3	45,9	141,5	131,0	2,9	378,6	6,7	0,0	23,6	30,3	-114,2	234,1	+9,8
Juin	57,3	49,3	141,5	131,7	2,5	382,3	5,6	0,0	23,6	29,2	-114,2	238,9	-0,2
Juillet	57,3	43,7	144,3	138,7	2,8	386,8	7,2	0,0	23,6	30,8	-117,7	238,3	-0,2
Août	57,3	41,4	144,3	135,7	2,8	381,5	5,6	0,0	23,6	29,2	-116,7	235,7	+2,1
Septembre	57,3	41,3	144,3	138,1	2,9	383,9	4,7	0,0	23,6	28,3	-116,7	238,9	+2,4
Octobre	57,3	40,0	138,0	144,0	2,9	382,2	4,4	0,0	23,6	28,0	-114,3	239,9	+1,0
Novembre	57,3	39,1	138,0	154,4	2,9	391,7	4,5	0,0	23,6	28,1	-110,5	253,1	+4,4
Décembre	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	-5,0
1989 Janvier	57,3	39,4	137,3	151,5	2,9	388,4	5,5	0,0	23,6	29,1	-112,3	247,0	+7,1
Février	57,3	40,1	137,3	150,4	2,9	388,0	5,7	0,0	23,6	29,3	-111,1	247,5	+1,1

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendront a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R. », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendront les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendront les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendront les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendront les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendront 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Septembre ..	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	133,0	771,5	11,5	916,0	2.149,7
Décembre ...	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987 Mars	215,4	211,8	140,7	17,0	748,6	1.333,5	122,7	747,4	16,2	886,3	2.219,8
Juin	229,8	218,5	168,5	17,6	790,2	1.424,6	122,6	794,4	15,0	932,0	2.356,6
Septembre ..	240,3	225,1	160,9	17,4	751,4	1.395,1	119,7	796,9	13,3	929,9	2.325,0
Décembre ...	255,7	230,7	164,3	17,1	783,3	1.451,1	119,3	732,2	12,8	864,3	2.315,4
1988 Mars	267,8	244,9	159,3	17,4	825,3	1.514,7	121,3	809,5	9,3	940,1	2.454,8
Juin	278,5	257,3	187,6	18,4	854,6	1.596,4	117,9	877,5	10,9	1.006,3	2.602,7
Septembre ..	298,3	266,7	179,4	17,3	904,5	1.666,2	121,2	839,6	8,0	968,8	2.635,0
Décembre ⁵ *	319,9	278,1	180,4	17,7	935,7	1.731,8	118,9	824,7	14,0	957,6	2.689,4

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)		
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986 Septembre ..	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	4,4	8,6	15,1	202,8	1.007,2	1.225,1	0,1
1986 Décembre ...	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
1987 Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
1987 Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
1987 Décembre ...	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
1988 Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,3	7,9	12,8	184,5	1.391,2	1.588,5	0,0
1988 Septembre ..	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,7	3,1	8,8	11,6	172,6	1.473,2	1.657,4	0,0
1988 Décembre ³ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1979	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986 Septembre ..	26,8	130,2	759,0	916,0	5,6	37,1	42,7	21,2	93,1	759,0	873,3	0,3
1986 Décembre ...	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,5	37,1	21,0	77,8	750,4	849,2	1,2
1987 Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,9	38,9	44,8	19,1	67,5	800,6	887,2	0,9
1987 Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,5	40,6	15,7	66,8	806,8	889,3	0,7
1987 Décembre ...	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,8	39,5	17,2	65,7	741,9	824,8	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	33,1	39,5	17,0	63,9	819,7	900,6	0,6
1988 Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,8	32,0	38,8	17,6	62,7	887,2	967,5	0,9
1988 Septembre ..	24,0	93,7	851,1	968,8	7,4	31,1	38,5	16,6	62,6	851,1	930,3	1,9
1988 Décembre ³ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	31,2	40,0	18,0	64,4	835,2	917,6	2,9
C. Total												
1979	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986 Septembre ..	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	9,8	41,5	51,3	36,3	295,9	1.766,2	2.098,4	0,4
1986 Décembre ...	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,8	46,8	32,7	246,7	1.893,6	2.173,0	1,3
1987 Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,7	40,6	51,3	31,9	248,6	2.024,8	2.305,3	1,0
1987 Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	36,4	46,1	28,5	240,1	2.010,3	2.278,9	0,7
1987 Décembre ...	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,9	46,5	30,4	239,6	1.998,9	2.268,9	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	37,1	48,3	29,6	233,7	2.143,2	2.406,5	0,6
1988 Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	12,4	34,3	46,7	30,4	247,2	2.278,4	2.556,0	0,9
1988 Septembre ..	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	13,1	34,2	47,3	28,2	235,2	2.324,3	2.587,7	1,9
1988 Décembre ³ ..	44,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	33,4	48,2	29,7	236,9	2.374,6	2.641,2	2,9

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliards a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Four mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1986 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
1986 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
1987 Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
1987 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
1987 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
1988 Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
1988 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
C. Total											
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
1986 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
1987 Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
1987 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
1987 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
1988 Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
1988 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986 Septembre ..	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	3,3	7,5	15,1	203,9	1.007,2	1.226,2	0,1
1986 Décembre ..	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
1987 Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
1987 Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
1987 Décembre ..	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
1988 Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,2	7,8	12,8	184,6	1.391,2	1.588,6	0,0
1988 Septembre ..	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,5	2,8	8,3	11,8	172,9	1.473,2	1.657,9	0,0
1988 Décembre ⁵ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1979	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986 Septembre ..	26,8	130,2	759,0	916,0	4,2	33,5	37,7	22,6	96,7	759,0	878,3	0,3
1986 Décembre ..	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,0	36,6	21,0	78,3	750,4	849,7	1,2
1987 Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,2	31,3	36,5	19,8	75,1	800,6	895,5	1,0
1987 Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,0	40,1	15,7	67,3	806,8	889,8	0,7
1987 Décembre ..	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,4	39,1	17,2	66,1	741,9	825,2	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	32,8	39,2	17,0	64,2	819,7	900,9	0,6
1988 Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,3	30,3	36,6	18,1	64,4	887,2	969,7	0,9
1988 Septembre ..	24,0	93,7	851,1	968,8	6,6	29,0	35,6	17,4	64,7	851,1	933,2	1,9
1988 Décembre ⁵ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	30,5	39,3	18,0	65,1	835,2	918,3	2,9
C. Total												
1979	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986 Septembre ..	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	8,4	36,8	45,2	37,7	300,6	1.766,2	2.104,5	0,4
1986 Décembre ..	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,3	46,3	32,7	247,2	1.893,6	2.173,5	1,3
1987 Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,0	33,0	43,0	32,6	256,2	2.024,8	2.313,6	1,1
1987 Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	35,9	45,6	28,5	240,6	2.010,3	2.279,4	0,7
1987 Décembre ..	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,5	46,1	30,4	240,0	1.998,9	2.269,3	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	36,8	48,0	29,6	234,0	2.143,2	2.406,8	0,6
1988 Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	11,9	32,5	44,4	30,9	249,0	2.278,4	2.558,3	0,9
1988 Septembre ..	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	12,1	31,8	43,9	29,2	237,6	2.324,3	2.591,1	1,9
1988 Décembre ⁵ ..	41,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	32,7	47,5	29,7	237,6	2.374,6	2.641,9	2,9

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliard a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

Références bibliographiques : *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3
Fonds Monétaire International :									
Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3
Écus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0
Monnaies étrangères	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5
Avances au F.M.I.	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5
Effets de commerce	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	10,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—
Banques	0,1	0,5	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5
Fonds publics	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—
Comptes transitoires	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5
Total de l'actif	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.
Billets en circulation	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	1,8	4,1	—	—	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,6	0,8	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,2	1,5	—	—	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	4,8	4,1	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1	0,8	0,5
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9
Valeurs à payer	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6
Autres accords	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	6,8
Caisse de Pensions du Personnel	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—
Comptes transitoires	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2
Réserve extraordinaire	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6
Bénéfice net à répartir	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Total du passif	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1987 7 décembre	1988 5 décembre	1988 4 janvier	1989 9 janvier	1988 8 février	1989 6 février	1988 7 mars	1989 6 mars
Encaisse en or	57,5	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3
Fonds Monétaire International :								
Participation	19,1	16,7	19,1	17,2	19,1	17,2	18,0	16,5
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	23,8	20,9	23,1	20,3	20,0	19,0	26,2	20,4
Ecus	152,9	137,9	152,9	137,3	141,5	137,3	141,5	137,3
Monnaies étrangères	110,7	157,8	112,5	153,0	149,5	150,7	139,1	150,6
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	24,9	23,6	24,9	26,3	23,1	26,3	23,1	26,3
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	2,7	2,9	2,3	2,5	2,7	3,0	2,8	2,9
Avances au F.M.I.	4,4	0,0	4,4	0,0	4,3	0,0	3,6	0,0
Dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R.	—	1,5	—	3,2	—	3,2	—	3,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1,2	6,7	0,0	4,7	28,9	0,4	18,1	0,0
Effets de commerce	3,1	5,0	0,4	4,3	4,0	1,6	0,3	5,2
Avances sur nantissement	1,2	9,9	0,0	0,4	2,7	0,0	0,0	5,9
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes^b	120,3	77,9	126,6	90,0	82,0	76,3	89,9	73,5
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,3	0,7	1,5	0,7	1,6	0,9	1,4	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,8	2,9	3,7	3,6	3,2	3,5	3,2	3,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Fonds publics	19,2	22,8	19,2	22,8	22,8	26,2	22,8	26,2
Immeubles, matériel et mobilier	5,4	6,8	5,4	6,8	6,8	8,1	6,8	8,1
Divers	24,2	19,8	26,7	26,8	15,6	12,3	11,7	12,8
	650,1	645,5	654,4	651,8	659,5	617,7	640,2	624,9
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux¹	10,9	9,2	10,3	12,8	14,0	12,4	13,9	12,7
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	180,0	160,0	180,0	160,0	180,0	160,0	180,0	160,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF.

Rubriques	1987 7 décembre	1988 5 décembre	1988 4 janvier	1989 9 janvier	1988 8 février	1989 6 février	1988 7 mars	1989 6 mars
Billets en circulation	419,3	422,7	424,1	412,0	408,8	403,7	410,4	408,4
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	3,9	1,5	1,6	2,7	2,5	2,6	1,7	3,7
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	8,6	7,4	8,0	24,1	18,1	11,0	6,6	10,0
Accords d'aide financière	3,8	2,9	3,8	3,6	3,3	3,5	3,2	3,4
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	152,9	137,9	152,9	137,3	141,5	137,3	141,5	137,3
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1,2	7,5	0,0	5,2	28,9	0,4	18,5	0,0
Divers	17,6	19,2	21,2	20,5	10,0	9,4	11,9	12,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	18,8	22,4	18,8	22,4	22,4	25,8	22,4	25,8
	650,1	645,5	654,4	651,8	659,5	617,7	640,2	624,9
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	10,9	9,2	10,3	12,8	14,0	12,4	13,9	12,7

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	98,0	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1986 4 ^e trimestre	1.232	267,5	91,6	487,8	884,9	457,0	884,9	2.714,6	97
1987 1 ^{er} trimestre	1.209	305,8	99,8	523,0	1.097,7	539,1	1.097,7	3.257,5	97
2 ^e trimestre	1.206	308,3	102,1	544,4	1.037,6	541,1	1.037,6	3.160,7	97
3 ^e trimestre	1.204	284,7	96,1	474,6	908,2	488,7	908,2	2.779,7	97
4 ^e trimestre	1.203	281,7	94,0	494,7	908,8	471,1	908,8	2.783,4	97
1988 1 ^{er} trimestre	1.179	307,9	96,4	537,9	1.100,7	557,8	1.100,7	3.297,1	98
2 ^e trimestre	1.177	311,6	98,8	567,7	1.068,9	549,3	1.068,9	3.254,8	97
3 ^e trimestre	1.176	295,5	92,3	484,9	931,3	501,8	931,3	2.849,3	98
4 ^e trimestre	1.173	291,3	91,4	510,9	958,8	500,0	958,8	2.928,5	99
1987 Décembre	1.203	297,8	93,1	507,9	925,1	460,0	925,1	2.818,1	97
1988 Janvier	1.202	312,8	96,1	556,7	1.101,4	543,8	1.101,4	3.303,3	98
Février	1.182	310,2	100,4	557,7	1.166,0	585,1	1.166,0	3.474,8	98
Mars	1.179	300,5	92,5	499,2	1.034,7	544,5	1.034,7	3.113,1	98
Avril	1.178	314,2	94,5	575,5	1.023,2	508,6	1.023,2	3.130,5	98
Mai	1.178	300,9	106,0	560,4	1.086,1	587,4	1.086,1	3.320,0	97
Juin	1.177	319,6	95,8	567,2	1.097,3	552,0	1.097,3	3.313,8	97
Juillet	1.177	320,4	94,1	502,9	900,0	516,4	900,0	2.819,3	97
Août	1.177	292,0	91,0	489,1	947,4	492,1	947,4	2.876,0	99
Septembre	1.176	274,2	91,8	462,8	946,4	496,8	946,4	2.852,4	98
Octobre	1.177	299,6	87,5	499,1	914,8	467,7	914,8	2.796,4	99
Novembre	1.176	272,1	91,8	464,8	898,6	480,4	898,6	2.742,4	98
Décembre	1.173	302,2	94,8	569,0	1.062,8	551,9	1.062,8	3.246,5	99

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1987 30 nov.	1988 30 nov.	1988 31 jan.	1989 31 jan.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	16,2	15,9	16,2	16,7	14,8	14,2	13,5	15,7
Prêts au jour le jour	175,0	206,9	260,9	265,8	359,0	303,6	357,9	298,9
Banquiers	2.520,2	2.366,2	2.562,7	2.792,1	2.543,1	2.842,1	2.539,3	2.897,0
Maison-mère, succursales et filiales	1.338,9	1.509,1	1.627,8	1.897,9	1.708,4	1.629,9	1.693,2	1.848,6
Autres valeurs à recevoir à court terme	68,4	70,7	68,3	65,9	74,1	88,2	74,9	98,7
Portefeuille-effets	938,1	1.185,0	1.169,5	1.105,5	1.200,4	1.199,5	1.171,0	1.213,7
a) Effets publics	644,5	843,6	901,4	838,4	937,9	941,9	904,1	930,4
b) Effets commerciaux ^a	293,6	341,4	268,1	267,1	262,5	257,6	266,9	283,3
Reports et avances sur titres	4,3	6,8	5,4	6,1	6,0	6,0	6,9	6,9
Débiteurs par acceptations	54,8	46,0	39,0	44,5	38,0	41,4	38,5	47,2
Débiteurs divers	1.974,1	1.930,7	2.106,0	2.476,1	2.136,9	2.459,1	2.177,3	2.569,4
Valeurs mobilières	1.423,1	1.567,6	1.629,0	1.762,5	1.614,9	1.755,8	1.656,7	1.783,9
a) Fonds publics belges	985,5	1.027,0	1.086,2	1.135,2	1.070,9	1.132,7	1.091,7	1.142,9
b) Autres titres d'emprunt	419,0	523,2	510,0	581,8	509,8	577,1	530,9	593,1
c) Actions et parts de sociétés	2,2	2,4	16,1	15,6	17,4	17,7	14,9	16,0
d) Autres valeurs mobilières	16,4	15,0	16,7	29,9	16,8	28,3	19,2	31,9
Valeurs de la réserve légale	3,8	4,7	5,6	5,5	5,2	5,6	5,2	5,5
Participations	33,4	36,9	48,7	73,0	50,7	71,5	49,2	74,0
a) Filiales	17,3	21,4	32,8	46,5	32,9	45,2	32,8	46,8
b) Autres participations	16,1	15,5	15,9	26,5	17,8	26,3	16,4	27,2
Frais de constitution et de premier établissement	2,2	2,4	2,8	3,2	2,9	3,4	2,9	3,4
Immeubles	25,7	26,9	27,5	33,1	28,3	33,6	27,4	33,2
Participations dans les filiales immobilières	1,8	1,8	2,3	2,6	2,1	2,8	2,3	2,6
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Matériel et mobilier	10,0	10,7	10,7	11,3	11,9	12,6	10,8	11,3
Divers	266,8	258,2	271,4	392,3	261,3	387,2	266,0	375,2
Total de l'actif	8.856,9	9.246,6	9.854,0	10.954,2	10.058,1	10.856,7	10.093,2	11.285,5
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	82,3	57,3	53,0	45,7	51,2	46,8	52,4	44,6
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,4	0,5	1,5	1,5	3,0	0,0	2,5	0,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

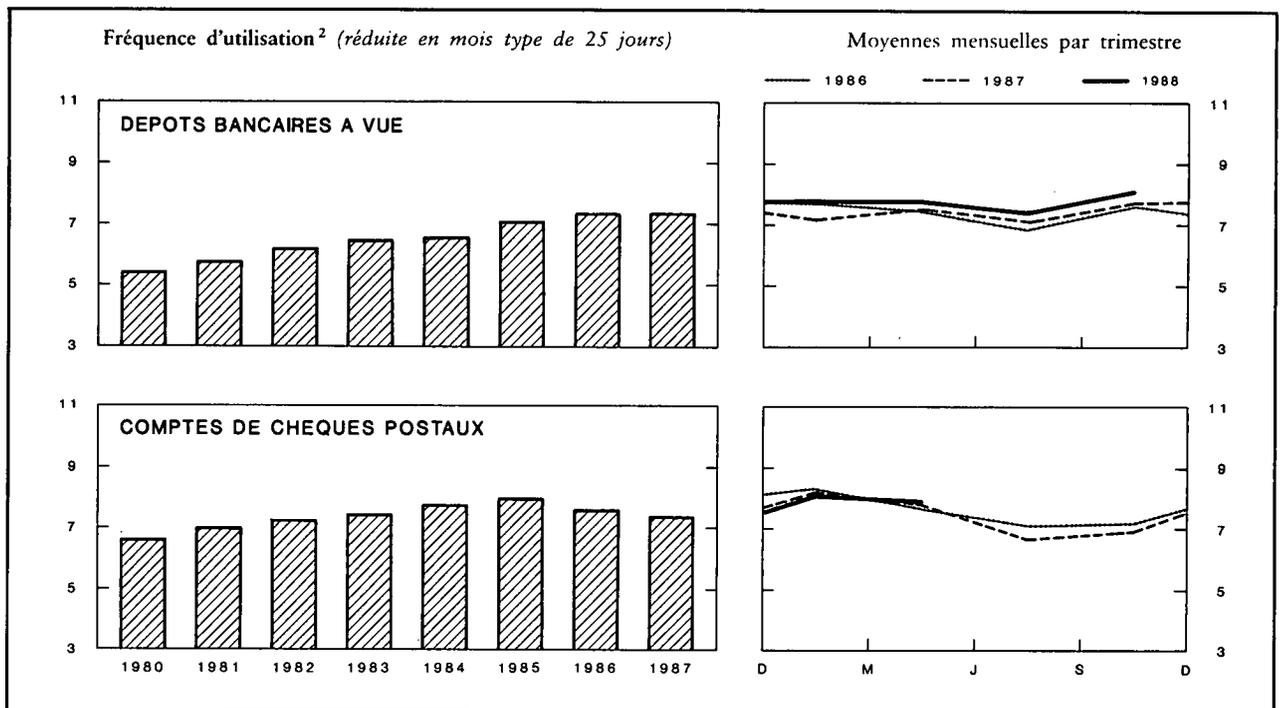
Passif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1987 30 nov.	1988 30 nov.	1988 31 jan.	1989 31 jan.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	8,9	29,1	33,7	9,6	6,0	23,1	7,3	29,4
<i>a)</i> Créanciers garantis par des privilèges ...	8,2	8,2	9,0	9,2	5,8	6,0	6,9	7,5
<i>b)</i> Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,7	20,9	24,7	0,4	0,2	17,1	0,4	21,9
Emprunts au jour le jour	330,6	422,3	365,2	448,0	411,3	526,3	537,2	529,8
<i>a)</i> Couverts par des sûretés réelles	8,5	6,7	7,1	3,0	2,6	3,0	3,7	2,3
<i>b)</i> Non couverts par des sûretés réelles	322,1	415,6	358,1	445,0	408,7	523,3	533,5	527,5
Banquiers	4.354,7	4.433,3	4.684,7	4.856,4	4.695,9	4.928,3	4.669,4	4.997,1
Maison-mère, succursales et filiales	931,8	853,9	940,7	1.344,0	1.113,3	1.104,2	1.038,0	1.337,3
Acceptations	54,8	46,0	39,0	44,5	38,0	41,4	38,5	47,2
Autres valeurs à payer à court terme	61,9	81,7	81,4	69,5	78,3	97,0	79,6	125,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	7,4	5,6	4,9	5,4	4,7	4,9	4,7	5,1
Dépôts et comptes courants	2.164,3	2.399,2	2.647,8	2.983,8	2.666,5	2.906,4	2.672,6	3.039,6
<i>a)</i> A vue	557,8	618,5	662,4	731,1	673,6	728,5	659,5	745,4
<i>b)</i> A un mois au plus	495,0	580,2	675,7	734,7	665,8	737,4	674,7	804,8
<i>c)</i> A plus d'un mois	507,6	512,3	520,3	637,2	569,0	588,3	540,3	605,4
<i>d)</i> A plus d'un an	15,2	13,8	28,3	30,1	26,4	33,1	30,0	27,5
<i>e)</i> A plus de deux ans	49,8	58,0	58,7	70,0	58,6	68,3	58,5	69,1
<i>f)</i> Carnets de dépôts	536,9	613,2	698,3	776,4	669,2	746,7	705,8	783,3
<i>g)</i> Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,0	3,2	4,1	4,3	3,9	4,1	3,8	4,1
Obligations et bons de caisse	444,0	450,3	461,6	470,7	459,0	469,9	460,7	469,6
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,3	1,4	1,5	1,4	1,6	1,4	1,5
Divers	304,1	289,9	335,9	416,2	330,0	448,6	323,2	395,9
<i>Total de l'exigible</i>	8.663,9	9.012,6	9.596,3	10.649,6	9.804,4	10.551,7	9.832,6	10.978,2
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	49,3	58,9	68,3	87,1	66,0	88,3	70,5	89,3
<i>Non exigible :</i>								
Capital	77,6	85,9	91,0	98,2	90,2	96,8	91,5	98,5
Fonds indisponible par prime d'émission	5,3	12,4	12,9	13,4	12,7	13,2	12,9	13,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,8	4,6	5,2	5,5	5,2	5,5	5,2	5,5
Réserve disponible	35,0	39,9	44,5	47,5	43,7	47,9	44,5	47,6
Autres réserves	11,5	20,4	22,8	40,0	22,3	38,9	22,9	40,1
Provisions	10,5	11,9	13,0	12,9	13,6	14,4	13,1	12,9
<i>Total du non exigible</i>	143,7	175,1	189,4	217,5	187,7	216,7	190,1	218,0
<i>Total du passif</i>	8.856,9	9.246,6	9.854,0	10.954,2	10.058,1	10.856,7	10.093,2	11.285,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3			8,00	7,84	
1986 4 ^e trimestre	2.701,8	745,8	3.447,6	7,63	7,52	7,14
1987 1 ^{er} trimestre	2.607,8	933,3	3.541,1	7,18	7,10	8,21
2 ^e trimestre	2.943,8	909,8	3.853,6	7,43	7,52	7,78
3 ^e trimestre	2.791,8	737,6	3.529,4	7,28	7,08	6,67
4 ^e trimestre	3.069,9	743,9	3.813,8	7,93	7,73	6,91
1988 1 ^{er} trimestre	3.131,5	912,5	4.044,0	8,05	7,84	8,15
2 ^e trimestre	3.349,1	902,6	4.251,7	7,83	7,84	7,91
3 ^e trimestre	3.115,1			7,66	7,46	
4 ^e trimestre	3.521,4			8,40	8,17	
1988 Janvier	3.146,5	906,4	4.052,9	7,97	7,97	8,13
Février	3.164,7	1.039,4	4.204,1	7,83	7,83	8,89
Mars	3.083,3	791,8	3.875,1	8,35	7,73	7,37
Avril	3.288,0	802,2	4.090,2	7,90	7,90	7,31
Mai	3.398,8	1.011,7	4.410,5	7,54	7,86	8,31
Juin	3.360,5	893,9	4.254,4	8,06	7,75	8,08
Juillet	3.215,3	673,1	3.888,4	7,48	7,48	6,21
Août	2.968,2			7,43	7,15	
Septembre	3.161,7	771,6	3.933,3	8,08	7,75	7,19
Octobre	3.186,9	698,4	3.885,3	7,93	7,63	6,83
Novembre	3.333,0	783,0	4.116,0	7,58	7,90	7,42
Décembre	4.044,4			9,70	8,98	
1989 Janvier	3.577,4			8,37	8,05	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

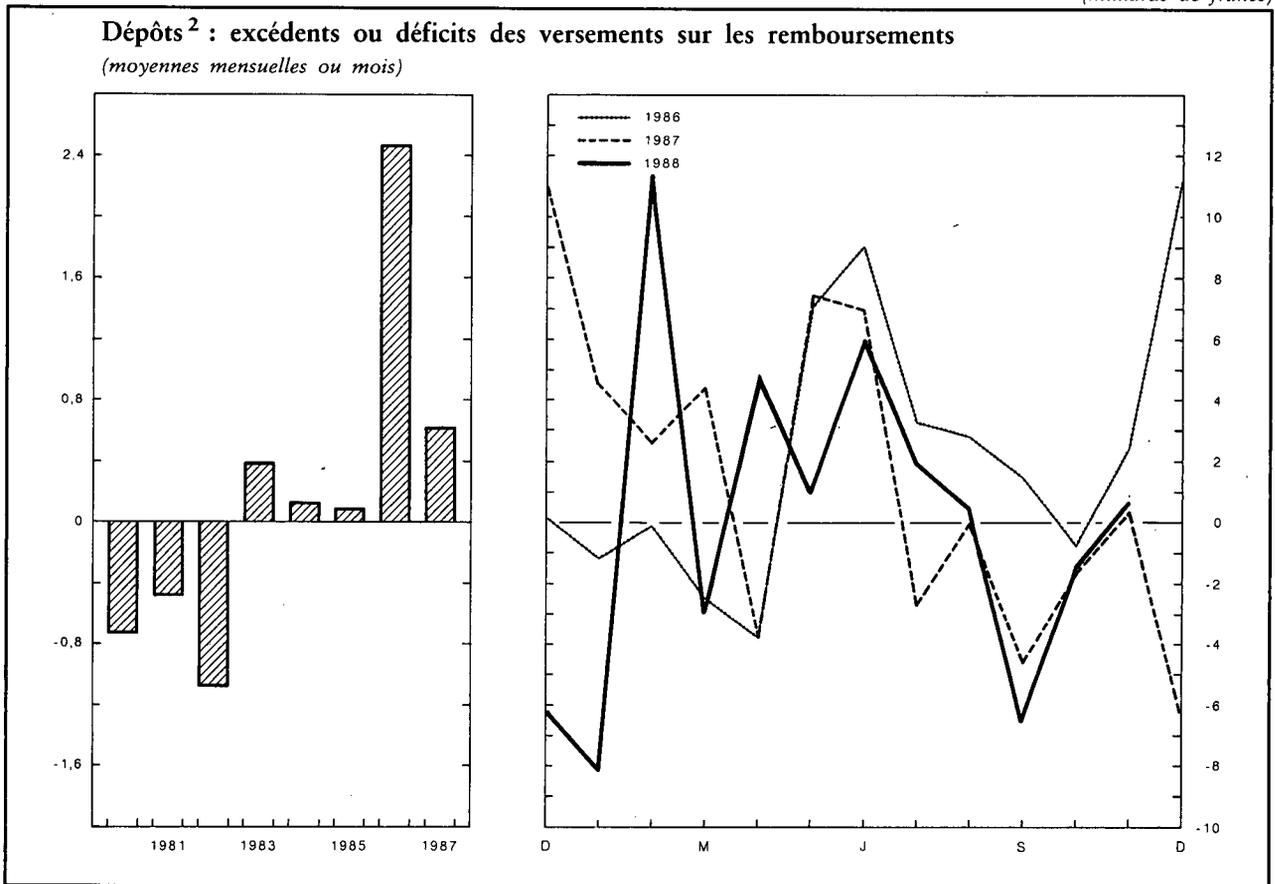
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Mars	21,8	208,6	0,0	0,0	50,6	6,6	0,0	168,5
Juin	42,4	175,6	0,0	0,0	37,9	0,0	5,9	175,6
Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 Janvier	41,9	202,4	0,0	0,0	58,8	0,0	0,0	186,1
Février	44,8	208,4	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	185,2
Mars	42,0	224,1	0,0	0,0	63,5	14,3	0,0	184,4
Avril	42,4	192,8	0,0	0,0	63,8	1,4	0,0	164,7
Mai	43,3	214,4	0,0	0,0	59,5	6,6	0,0	184,4
Juin	45,4	146,7	0,0	0,0	54,4	0,0	0,0	136,3
Juillet	43,7	133,3	0,0	0,0	53,8	0,0	0,0	121,8
Août	43,6	137,9	0,0	0,0	50,1	5,8	0,0	122,7
Septembre	48,1	112,8	0,0	0,0	47,2	7,4	0,0	102,0
Octobre	51,8	115,7	0,0	0,0	38,2	5,3	6,8	115,7
Novembre	42,7	132,8	0,0	0,0	49,9	2,3	0,0	119,4
Décembre	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1986 3 ^e trimestre	432,2	424,6	7,6	531,1	265,4	796,5
1986 4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	265,9	842,7
1987 2 ^e trimestre	530,0	519,2	10,8	587,6	267,8	855,4
1987 3 ^e trimestre	501,2	508,4	- 7,2	580,4	269,4	849,8
1987 4 ^e trimestre	770,0	777,4	- 7,4	593,9	269,9	863,8
1988 1 ^{er} trimestre	567,2	567,3	- 0,1	600,0	275,9	875,9
1988 2 ^e trimestre	598,3	586,1	12,2	612,2	277,2	889,4
1988 3 ^e trimestre	592,5	596,4	- 3,9	608,3	277,0	885,3
1987 Novembre	168,6	168,2	0,4	579,2	270,2	849,4
1987 Décembre	420,4	426,6	- 6,2	593,9	269,9	863,8
1988 Janvier	178,6	186,7	- 8,1	592,0	271,9	863,9
1988 Février	192,1	180,7	11,4	603,4	274,5	877,9
1988 Mars	196,5	199,9	- 3,4	600,0	275,9	875,9
1988 Avril	196,6	191,8	4,8	604,8	276,3	881,1
1988 Mai	202,8	201,4	1,4	606,2	275,8	882,0
1988 Juin	198,9	192,9	6,0	612,2	277,2	889,4
1988 Juillet	188,4	186,4	2,0	614,2	276,8	891,0
1988 Août	206,6	206,1	0,5	614,7	276,5	891,2
1988 Septembre	197,5	209,9	- 6,4	608,3	277,0	885,3
1988 Octobre	204,2	205,6	- 1,4	606,9	278,1	885,0
1988 Novembre	199,8	199,1	0,7	607,6	279,0	886,6

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1987 les intérêts capitalisés s'élèvent à 24,7 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1985	1986	1987
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	5,0	6,3	7,3
Prêts au jour le jour	6,1	2,7	1,7
Banquiers	71,9	119,3	136,0
Filiales	—	—	2,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,3	2,2	1,6
Portefeuille-effets	148,0	179,0	202,4
a) effets publics	(135,8)	(168,9)	(193,1)
b) effets commerciaux	(12,2)	(10,1)	(9,3)
Reports et avances sur titres	0,6	0,7	0,8
Débiteurs par acceptation	0,0	0,2	0,0
Débiteurs divers	386,2	396,8	416,4
Valeurs mobilières	352,6	381,2	418,2
a) fonds publics belges	(333,1)	(354,1)	(384,8)
b) autres titres d'emprunts	(19,5)	(27,1)	(33,0)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(0,0)	(0,4)
Participations	1,6	1,7	2,2
a) filiales	(0,7)	(0,9)	(1,2)
b) autres participations	(0,9)	(0,8)	(1,0)
Immeubles	11,4	12,1	12,0
Matériel et mobilier	1,0	1,5	1,5
Divers	46,1	45,8	60,0
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.032,8	1.149,5	1.262,3
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,1	1,3
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,1)	(1,3)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)	(0,0)
Emprunts au jour le jour	1,3	3,3	9,6
Banquiers	99,7	133,6	169,2
Filiales	—	—	8,4
Acceptations	0,0	0,2	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	1,7	1,8	6,1
Dépôts et comptes courants	598,5	657,5	693,3
a) à vue et à un mois au plus	(505,8)	(561,0)	(582,0)
b) à plus d'un mois	(92,7)	(96,5)	(111,3)
Obligations et bons de caisse	255,0	265,3	269,9
Divers	55,7	65,7	80,5
Total de l'exigible ...	1.013,0	1.128,5	1.238,4
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	—	—	1,5
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,2	19,8	21,0
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	0,6	1,2	1,4
Total du passif ...	1.032,8	1.149,5	1.262,3

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1985	1986	1987
ACTIF			
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	—	—	0,4
— Autres immobilisations corporelles	—	—	0,0
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,4	0,6	1,6
— Titres à revenu fixe	33,7	59,2	59,1
— Autres valeurs mobilières	—	—	0,0
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,1	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	0,0	0,0	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	24,8	28,2	33,0
— Avances sur contrats	0,1	0,1	0,2
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,2	1,1	0,9
— autres	1,6	3,0	4,7
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,2	0,3
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,1	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,3	0,8	0,6
Placements de trésorerie	—	—	0,1
Valeurs disponibles	0,1	0,1	2,4
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,5	4,6	4,7
Total de l'actif ...	67,6	99,7	109,7
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,0	0,2	0,5
Réserves disponibles	13,8	14,3	15,5
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,8	0,8	0,8
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	37,6	69,4	77,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,2	0,2	0,3
Provisions pour prestations à régler	0,2	0,3	0,4
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	12,9	12,5	11,3
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,3	0,3	0,2
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,4	0,7	0,9
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3	0,4
Compte courant	0,0	0,0	—
Rentes à transférer	0,1	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	—	0,0	1,2
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	0,9	0,5	0,9
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	67,6	99,7	109,7

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
ACTIF									
IMMOBILISE	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1
2. garantis par banques et organismes financiers ..	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0
3. dont le risque est à charge de l'Institution	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5
Crédits commerciaux	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8
Autres ¹	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5
2. autres ²	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	0,1	1,4	1,5
Débiteurs divers	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2
Fonds publics et participations	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2
Divers	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3
Total de l'actif ...	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1
PASSIF									
NON EXIGIBLE	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1
EXIGIBLE :									
Obligations	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3
Bons de caisse	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6
Dépôts et emprunts divers	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7
Effets réescomptés	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6
Banquiers	—	—	—	—	—	—	0,1	1,3	1,1
Créditeurs divers	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1
Provisions pour charge et risques divers	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	—	0,4	1,2	1,6
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6
2. Autres ³	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8
Total du passif ...	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1987 31 oct.	1988 31 oct.	1987 30 nov.	1988 30 nov.
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,1	3,0	3,3	3,5	2,9	3,1	3,2	2,9
Prêts au jour le jour	2,5	3,7	4,5	3,4	5,8	4,0	2,8	2,6
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	41,8	64,8	101,0	144,5	97,0	129,9	93,0	136,7
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,4	7,3	7,8	7,8	4,0	4,2	4,0	4,9
Effets de commerce et factures	5,0	4,5	4,4	4,3	4,5	4,4	4,4	4,4
Débiteurs par acceptations	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	120,0	147,8	179,2	213,8	172,9	208,4	174,6	208,6
Portefeuille-titres et participations	608,4	683,6	744,8	849,7	740,2	825,6	740,7	827,8
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(66,6)	(71,6)	(75,5)	(73,4)	(80,5)	(63,8)	(74,1)	(68,7)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(281,0)	(321,7)	(374,1)	(449,9)	(370,9)	(434,5)	(372,2)	(436,0)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(180,5)	(192,5)	(193,3)	(188,9)	(195,3)	(194,0)	(197,0)	(192,8)
c) Obligations de sociétés belges	(24,5)	(22,5)	(21,5)	(22,3)	(20,1)	(22,8)	(19,8)	(22,5)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,9)	(14,2)	(15,1)	(16,2)	(14,9)	(14,7)	(15,0)	(14,8)
e) Autres valeurs	(42,9)	(61,1)	(65,3)	(99,0)	(58,5)	(95,8)	(62,6)	(93,0)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	265,7	290,1	307,1	338,2	301,3	330,0	303,5	332,6
Actionnaires ou sociétaires	2,7	2,6	2,5	2,4	2,5	2,4	2,5	2,4
Débiteurs divers	6,9	6,3	7,7	8,8	8,8	10,0	8,7	9,4
Divers	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Total du disponible et réalisable	1.064,0	1.214,6	1.362,6	1.576,7	1.340,3	1.522,3	1.337,8	1.532,6
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	9,2	9,0	9,6	10,1	9,6	10,1	9,7	10,2
Leasing immobilier	0,5	0,6	1,3	1,6	1,0	1,4	1,0	1,4
Matériel et mobilier	1,9	2,4	2,6	2,9	2,8	2,9	2,9	3,0
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	11,8	12,2	13,7	14,8	13,6	14,6	13,8	14,8
Comptes transitoires ¹	49,5	53,7	60,5	63,0	62,2	62,8	65,7	67,9
Total de l'actif	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.416,1	1.599,7	1.417,3	1.615,3
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées .	1.040,4	1.189,2	1.334,0	1.540,4	1.308,9	1.477,8	1.306,5	1.492,4
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.023,8	1.167,7	1.315,8	1.515,6	1.290,1	1.456,8	1.287,8	1.469,2

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIÉES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1987 31 oct.	1988 31 oct.	1987 30 nov.	1988 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	506,2	605,0	710,4	803,3	688,0	770,4	687,3	773,4
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	142,1	149,1	171,2	212,8	166,8	202,6	168,4	204,8
c) de cinq ans ou plus	250,4	251,2	232,0	210,7	234,2	211,6	232,3	211,0
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,7	8,4	6,5	6,7	6,5	6,7	6,5	6,7
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,8	2,9	3,1	3,0	1,9	1,7	2,0	1,7
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,2	0,0	0,1	1,3	0,2	0,3	0,1	0,5
b) auprès de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	107,2	130,7	158,1	250,3	149,0	217,1	147,3	216,5
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	0,6	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,1	0,0	0,6	0,4	0,9	0,8	0,9	0,8
Autres engagements à un mois maximum	3,4	3,2	3,5	3,5	2,2	2,3	2,3	2,4
Créditeurs divers	2,3	2,9	3,4	4,7	3,3	4,9	3,1	5,4
Provisions pour charges	4,9	4,8	5,1	5,2	6,0	6,0	6,2	6,0
Divers	2,4	10,5	11,5	1,0	11,9	4,9	11,6	7,3
Total de l'exigible	1.029,4	1.169,0	1.305,6	1.503,0	1.271,0	1.429,4	1.268,1	1.436,6
Fonds propres :								
a) capital	20,9	22,8	25,4	31,2	24,4	29,9	25,2	31,0
b) réserve légale	1,3	1,5	1,6	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
c) autres réserves	18,8	24,7	31,8	43,7	26,7	33,4	26,1	33,4
Comptes de redressements d'actifs	9,9	12,2	15,0	17,2	12,4	15,6	12,4	15,7
Comptes transitoires ¹	45,0	50,3	57,4	57,7	80,0	89,7	83,9	96,9
Total du passif	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.416,1	1.599,7	1.417,3	1.615,3

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1987 31 oct.	1988 31 oct.	1987 30 nov.	1988 30 nov.
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	0,8	0,6	0,5	0,5	0,2	0,5	0,6	0,5
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	23,0	13,6	11,9	11,5	12,1	11,5	12,0	11,5
Opérations de leasing et autres débiteurs divers .	2,6	3,2	3,7	4,4	3,4	4,2	3,5	4,3
Autres crédits	4,1	4,3	4,5	7,1	4,4	6,4	4,4	6,5
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	10,0	8,7	7,4	9,8	7,9	9,3	8,0	9,3
b) Autres valeurs	0,5	0,5	0,9	0,5	0,6	1,0	0,9	1,1
Divers	1,6	1,3	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,0
Total de l'actif ...	42,6	32,2	30,0	34,9	29,6	33,9	30,5	34,2
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	4,2	4,2	5,0	6,0	5,0	6,1	5,1	6,2
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	7,1	5,6	6,4	7,6	6,1	7,6	6,2	7,7
c) de cinq ans ou plus	17,8	11,6	9,9	9,4	10,0	9,4	10,0	9,4
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	3,4	1,3	1,0	0,9	1,0	0,9	1,1	0,9
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	4,2	4,0	2,4	5,4	2,2	4,4	2,8	4,5
Fonds propres	2,1	1,8	1,9	2,1	1,9	2,1	1,9	2,1
Divers	3,8	3,7	3,4	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4
Total du passif ...	42,6	32,2	30,0	34,9	29,6	33,9	30,5	34,2
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération	10	7	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'EPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du
10 juin 1964¹**

(milliards de francs)

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1987 31 oct.	1988 31 oct.	1987 30 nov.	1988 30 nov.
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,1	3,0	3,3	3,5	2,8	3,1	3,2	2,9
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	45,1	69,1	106,0	148,4	103,0	134,4	96,4	139,8
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	288,7	303,7	319,1	349,7	313,4	341,5	315,5	344,1
Opérations de leasing et autres débiteurs divers .	10,0	10,2	12,8	14,9	13,2	15,7	13,3	15,2
Autres crédits	136,8	164,5	195,9	233,1	185,9	223,5	187,5	224,5
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	538,1	594,5	650,2	722,0	654,7	701,6	651,3	706,8
b) Autres valeurs	80,7	98,3	102,9	138,0	94,1	134,3	98,3	131,4
Divers	65,4	69,4	76,6	79,8	78,6	79,5	82,3	84,8
Total de l'actif ...	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.445,7	1.633,6	1.447,8	1.649,5
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	510,4	609,2	715,4	809,3	693,1	776,5	692,4	779,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	149,2	154,7	177,6	220,4	172,9	210,2	174,6	212,5
c) de cinq ans ou plus	268,2	262,8	241,9	220,1	244,2	221,0	242,3	220,4
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	10,2	9,8	7,6	7,7	7,6	7,7	7,7	7,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	112,3	134,9	161,2	257,4	152,3	222,7	151,1	222,4
Fonds propres	43,0	50,7	60,7	78,7	54,6	67,0	54,8	68,2
Divers	74,6	90,6	102,4	95,8	121,0	128,5	124,9	138,7
Total du passif ...	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.445,7	1.633,6	1.447,8	1.649,5

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créditeurs	Débiteurs	
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat		à fin de période						
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1986 4 ^e trimestre ...	9,1	1,4	5,0	11,9	21,6	560,5	15,4	22,6	52,6	239,1
1987 1 ^{er} trimestre ...	10,1	1,9	4,1	15,5	22,7	557,4	15,7	22,7	52,5	211,0
2 ^e trimestre ...	9,0	1,4	2,5	10,6	25,6	556,7	17,8	21,5	47,3	162,3
3 ^e trimestre ...	9,3	1,6	3,7	15,1	25,2	557,5	17,2	23,1	53,3	261,6
4 ^e trimestre ...	15,0	1,9	2,6	16,5	26,6	561,2	19,1	24,0	46,4	227,3
1988 1 ^{er} trimestre ...	12,0	1,5	2,3	13,8	31,8	557,6	19,7	26,7	42,9	233,7
2 ^e trimestre ...	10,5	1,5	3,0	16,7	31,4	562,4	18,9	23,0	37,7	182,0
3 ^e trimestre ...	12,6	1,5	1,6	17,2	30,7	564,2	18,2	23,4	45,9	231,5
4 ^e trimestre ...	14,0	1,6	2,1	16,4	31,0	569,2	17,3	24,5	34,4	250,0
1987 Décembre	5,0	0,7	0,9	7,0	26,6	561,2	19,1	25,0	47,9	72,2
1988 Janvier	3,6	0,4	0,8	4,9	26,6	554,2	17,5	31,6	48,7	107,4
Février	4,1	0,4	0,7	4,0	27,5	556,4	17,9	24,5	41,4	60,6
Mars	4,3	0,7	0,8	4,9	31,8	557,6	19,7	24,0	38,5	65,7
Avril	3,3	0,5	0,5	5,4	31,2	554,3	20,3	23,6	38,2	63,2
Mai	3,2	0,4	0,7	4,0	32,1	556,8	19,3	23,4	36,7	61,1
Juin	4,0	0,6	1,8	7,3	31,4	562,4	18,9	22,1	38,3	57,7
Juillet	3,2	0,6	0,8	4,3	32,2	555,9	18,7	26,5	47,1	84,1
Août	5,8	0,5	- 0,2	7,7	30,9	563,1	16,9	21,1	45,1	54,2
Septembre	3,6	0,4	1,0	5,2	30,7	564,2	18,2	22,6	45,6	93,2
Octobre	3,4	0,6	0,6	5,5	30,1	561,2	17,7	23,0	52,3	108,4
Novembre	4,6	0,4	0,6	4,7	30,9	564,9	16,1	24,9	37,1	52,3
Décembre	6,0	0,6	0,9	6,2	31,0	569,2	17,3	25,7	34,4	89,3

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9
Obligations organisations internationales	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1
Certificats immobiliers sociétés belges	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3
Actions sociétés belges	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2
Immeubles	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5
Certificats fonds communs de placement	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0
Numéraire	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0
Avances sur polices	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6
Primes restant à encaisser	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8
Créances sur intermédiaires	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0
Total A	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7
Total B	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7
TOTAL GENERAL (A + B)	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9
Encaissement affaires directes	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4
Provisions techniques affaires directes	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS *

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²				Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶	Détenus par les sociétés et les particuliers ³	Total général
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵						
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1983	- 3,1	+ 3,5	+ 19,3	+ 22,8	+ 2,6	+ 22,3	+ 747,7	+ 770,0
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 19,9	+ 40,5	+ 2,8	+ 58,9	+ 599,3	+ 658,2
1985	+ 9,0	+ 23,8	+ 14,4	+ 38,2	+ 7,3	+ 54,5	+ 796,8	+ 851,3
1986	- 5,8	+ 13,1	+ 6,5	+ 19,6	+ 11,7	+ 25,5	+ 905,7	+ 931,2
1987	+ 1,9	+ 17,7	+ 11,0	+ 28,7	+ 6,0	+ 36,6	+ 938,5	+ 975,1
1986 1 ^{er} trimestre . *	- 3,0	+ 32,4	+ 20,7	+ 53,1	+ 2,7	+ 52,8	+ 263,9	+ 316,7
2 ^e trimestre . *	- 13,1	- 29,4	- 31,7	- 61,1	+ 2,3	- 71,9	+ 364,9	+ 293,0
3 ^e trimestre . *	+ 20,5	+ 12,8	- 14,0	- 1,2	+ 3,4	+ 22,7	+ 79,5	+ 102,2
4 ^e trimestre . *	- 10,2	- 2,7	+ 31,5	+ 28,8	+ 3,3	+ 21,9	+ 197,4	+ 219,3
1987 1 ^{er} trimestre . *	- 6,6	+ 35,6	+ 13,5	+ 49,1	+ 0,8	+ 43,3	+ 306,7	+ 350,0
2 ^e trimestre . *	+ 2,7	- 20,1	- 21,2	- 41,3	- 0,5	- 39,1	+ 411,1	+ 372,0
3 ^e trimestre . *	+ 25,6	+ 14,7	- 17,4	- 2,7	- 0,1	+ 22,8	+ 59,5	+ 82,3
4 ^e trimestre . *	- 19,8	- 12,5	+ 36,1	+ 23,6	+ 5,8	+ 9,6	+ 161,2	+ 170,8
1988 1 ^{er} trimestre . *	- 11,7	+ 36,4	+ 9,4	+ 45,8	+ 3,5	+ 37,6	+ 370,3	+ 407,9
2 ^e trimestre . *	- 0,6	- 21,0	- 28,1	- 49,1	+ 1,3	- 48,4	+ 352,5	+ 304,1
3 ^e trimestre . *	+ 7,8	+ 14,8	- 16,3	- 1,5	+ 0,6	+ 6,9	+ 173,5	+ 180,4
1987 10 prem. mois *	+ 1,0	+ 25,3	- 10,9	+ 14,4	+ 1,0	+ 16,4	+ 823,8	+ 840,2
1988 10 prem. mois *	- 18,2	+ 48,1	- 28,0	+ 20,1	+ 4,3	+ 6,2	+ 947,6	+ 953,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ B.N.B., Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G., banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'O.C.P.	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	374,2	0,3	74,9	330,4	32,1	64,6	502,3	876,5	71,1	947,6
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,0	959,2	68,0	1.027,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,3	59,4	374,2	40,1	78,5	552,5	937,8	83,6	1.021,4
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,3	59,4	374,2	40,1	83,2	557,2	942,5	58,1	1.000,6
1985	383,5	0,2	72,2	408,7	39,8	92,0	612,9	996,4	67,1	1.063,5
1986 Mars	379,2	0,3	77,7	410,6	38,7	87,8	615,1	994,3	64,1	1.058,4
Juin	405,8	0,3	85,1	463,5	47,4	110,1	706,4	1.112,2	51,0	1.163,2
Septembre	394,1	0,2	77,2	428,7	44,6	96,4	647,1	1.041,2	71,5	1.112,7
Décembre	403,6	0,2	80,3	450,9	44,4	99,8	675,6	1.079,2	61,3	1.140,5
1987 Mars	392,8	0,4	83,7	453,4	47,1	103,9	688,5	1.081,3	54,7	1.136,0
Juin	417,6	0,3	91,2	508,4	52,1	122,4	774,4	1.192,0	57,4	1.249,4
Septembre	406,6	0,4	82,4	465,7	50,8	103,7	703,0	1.109,6	83,0	1.192,6
Octobre	411,3	0,4	78,5	474,2	54,1	102,5	709,7	1.121,0	62,3	1.183,3
Décembre	411,5	0,3	77,4	477,7	46,7	108,2	710,3	1.121,8	66,1	1.187,9
1988 Mars	401,8	0,3	79,6	485,1	53,1	104,4	722,5	1.124,3	54,4	1.178,7
Juin	423,4	0,3	93,4	528,1	56,1	123,3	801,2	1.224,6	53,8	1.278,4
Septembre	412,2	0,2	79,1	493,8	55,1	112,2	740,4	1.152,6	61,6	1.214,2
Octobre	410,1	0,3	78,3	502,3	57,9	110,6	749,4	1.159,5	47,9	1.207,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la B.N.B., après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁸ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger non mobilisées auprès des banques	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,7	+ 143,5	+ 333,8	+ 560,0	- 15,4	+ 84,0	+ 68,6	+ 18,1	+ 1,6	+ 14,5	+ 84,9	+ 119,1	+ 747,7
1984	- 21,4	+ 231,6	+ 201,1	+ 411,3	- 9,4	+ 104,5	+ 95,1	+ 0,8	+ 10,2	+ 14,7	+ 67,2	+ 92,9	+ 599,3
1985	+ 53,9	+ 211,9	+ 282,0	+ 547,8	- 1,8	+ 90,1	+ 88,3	+ 28,5	+ 8,5	+ 5,8	+ 117,9	+ 160,7	+ 796,8
1986	+ 82,8	+ 407,6	+ 74,8	+ 565,2	+ 32,1	+ 112,7	+ 144,8	+ 11,7	+ 6,7	+ 68,2	+ 109,1	+ 195,7	+ 905,7
1987	+ 42,6	+ 342,9	+ 133,8	+ 519,3	+ 53,5	+ 89,7	+ 143,2	+ 15,8	+ 19,9	+ 91,1	+ 149,2	+ 276,0	+ 938,5
1986 1 ^{er} trimestre	- 2,1	+ 83,6	+ 64,6	+ 146,1	+ 25,6	+ 26,0	+ 51,6	+ 7,9	- 0,3	+ 3,1	+ 55,5	+ 66,2	+ 263,9
2 ^e trimestre	+ 117,9	+ 46,0	+ 31,5	+ 195,4	- 4,3	+ 37,4	+ 33,1	+ 15,7	+ 2,3	+ 27,0	+ 91,4	+ 136,4	+ 364,9
3 ^e trimestre	- 71,0	+ 109,6	+ 8,7	+ 47,3	+ 7,5	+ 29,8	+ 37,3	- 14,3	+ 1,1	+ 2,3	+ 5,8	- 5,1	+ 79,5
4 ^e trimestre	+ 38,0	+ 168,4	- 30,0	+ 176,4	+ 3,3	+ 19,5	+ 22,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 35,8	- 43,6	- 1,8	+ 197,4
1987 1 ^{er} trimestre	+ 2,1	+ 142,4	+ 3,9	+ 148,4	+ 24,3	+ 24,9	+ 49,2	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,4	+ 87,3	+ 109,1	+ 306,7
2 ^e trimestre	+ 110,7	+ 46,1	+ 126,9	+ 283,7	+ 11,2	+ 6,9	+ 18,1	+ 9,4	+ 5,0	+ 9,0	+ 85,9	+ 109,3	+ 411,1
3 ^e trimestre	- 82,4	+ 43,7	+ 12,8	- 25,9	- 6,3	+ 32,4	+ 26,1	- 8,0	+ 0,1	+ 38,3	+ 28,9	+ 59,3	+ 59,5
4 ^e trimestre	+ 12,2	+ 110,7	- 9,8	+ 113,1	+ 24,3	+ 25,5	+ 49,8	+ 11,3	+ 9,5	+ 30,4	- 52,9	- 1,7	+ 161,2
1988 1 ^{er} trimestre	+ 2,5	+ 84,0	+ 71,6	+ 158,1	+ 30,0	+ 58,1	+ 88,1	.	+ 3,5	+ 34,5	+ 86,1	+ 124,1 ¹²	+ 370,3 ¹²
2 ^e trimestre	+ 100,3	+ 20,8	+ 36,7	+ 157,8	+ 10,3	+ 36,9	+ 47,2	.	+ 1,1	+ 36,6	+ 109,8	+ 147,5 ¹²	+ 352,5 ¹²
3 ^e trimestre	- 72,0	+ 22,9	+ 68,0	+ 18,9	+ 23,3	+ 43,8	+ 67,1	.	- 1,5	+ 22,8	+ 66,2	+ 87,5 ¹²	+ 173,5 ¹²
1987 10 premiers mois	+ 41,8	+ 257,6	+ 132,2	+ 431,6	+ 40,0	+ 63,7	+ 103,7	+ 4,1	+ 11,0	+ 70,4	+ 203,0	+ 288,5	+ 823,8
1988 10 premiers mois	+ 37,7	+ 122,8	+ 202,4	+ 362,9	+ 67,2	+ 153,0	+ 220,2	.	+ 4,0	+ 95,2	+ 265,3	+ 364,5 ¹²	+ 947,6 ¹²

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger non mobilisées auprès des banques.

XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge							En monnaies étrangères ³			Total général
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 7}	A l'étranger	Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total							(5) = (1) à (4)	(7) = (5) + (6)	(10) = (8) + (9)	(11) = (7) + (10)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1983	+ 111,6	+ 33,1	+ 10,5	+ 1,3	+ 156,5	- 13,0	+ 143,5	- 10,2	- 5,2	- 15,4	+ 128,1
1984	+ 115,3	+ 56,5	+ 6,1	+ 0,9	+ 178,8	+ 52,8	+ 231,6	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 222,2
1985	+ 162,9	+ 9,4	+ 14,0	+ 2,2	+ 188,5	+ 23,4	+ 211,9	- 1,3	- 0,5	- 1,8	+ 210,1
1986	+ 209,6	+ 84,9	+ 54,1	+ 7,1	+ 355,7	+ 51,9	+ 407,6	- 0,5	+ 32,6	+ 32,1	+ 439,7
1987	+ 226,0	+ 74,7	+ 15,0	+ 4,4	+ 320,1	+ 22,8	+ 342,9	+ 26,4	+ 27,1	+ 53,5	+ 396,4
1986 1 ^{er} trimestre	+ 17,4	+ 41,3	+ 9,1	+ 4,9	+ 72,7	+ 10,9	+ 83,6	+ 17,4	+ 8,2	+ 25,6	+ 109,2
2 ^e trimestre	+ 34,2	- 22,9	+ 12,2	+ 4,0	+ 27,5	+ 18,5	+ 46,0	- 16,6	+ 12,3	- 4,3	+ 41,7
3 ^e trimestre	+ 38,0	+ 36,6	+ 15,4	- 0,7	+ 89,3	+ 20,3	+ 109,6	+ 12,3	- 4,8	+ 7,5	+ 117,1
4 ^e trimestre	+ 120,0	+ 29,9	+ 17,4	- 1,1	+ 166,2	+ 2,2	+ 168,4	- 13,6	+ 16,9	+ 3,3	+ 171,7
1987 1 ^{er} trimestre	+ 40,3	+ 64,8	+ 10,6	+ 0,7	+ 116,4	+ 26,0	+ 142,4	+ 9,7	+ 14,6	+ 24,3	+ 166,7
2 ^e trimestre	+ 40,8	- 14,3	+ 3,9	+ 4,7	+ 35,1	+ 11,0	+ 46,1	+ 7,9	+ 3,3	+ 11,2	+ 57,3
3 ^e trimestre	+ 27,3	+ 13,9	- 0,8	+ 1,0	+ 41,4	+ 2,3	+ 43,7	+ 0,1	- 6,4	- 6,3	+ 37,4
4 ^e trimestre	+ 117,6	+ 10,3	+ 1,3	- 2,0	+ 127,2	- 16,5	+ 110,7	+ 8,7	+ 15,6	+ 24,3	+ 135,0
1988 1 ^{er} trimestre	+ 27,8	+ 36,0	+ 5,6	- 1,6	+ 67,8	+ 16,2	+ 84,0	+ 25,4	+ 4,6	+ 30,0	+ 114,0
2 ^e trimestre	+ 48,8	- 30,1	+ 2,9	+ 4,7	+ 26,3	- 5,5	+ 20,8	- 9,0	+ 19,3	+ 10,3	+ 31,1
3 ^e trimestre	+ 23,7	- 12,6	+ 6,0	+ 1,8	+ 18,9	+ 4,0	+ 22,9	+ 10,3	+ 13,0	+ 23,3	+ 46,2
1987 10 premiers mois	+ 117,3	+ 88,4	+ 14,1	+ 7,6	+ 227,4	+ 30,2	+ 257,6	+ 25,8	+ 14,2	+ 40,0	+ 297,6
1988 10 premiers mois	+ 95,2	- 5,0	+ 15,2	+ 4,5	+ 109,9	+ 12,9	+ 122,8	+ 34,2	+ 33,0	+ 67,2	+ 190,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁴	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)
1982	1.135,1	506,4	73,3	9,6	1.724,4	127,5	1.851,9
1983	1.246,7	539,5	83,8	10,9	1.880,9	129,7	2.010,6
1984	1.362,0	596,0	89,9	11,8	2.059,7	139,2	2.198,9
1985	1.524,9	605,4	103,9	14,0	2.248,2	126,1	2.374,3
1986 Mars	1.542,3	646,7	113,0	18,9	2.320,9	141,6	2.462,5
Juin	1.576,5	623,8	125,2	22,9	2.348,4	122,8	2.471,2
Septembre	1.614,5	660,4	140,6	22,2	2.437,7	131,9	2.569,6
Décembre	1.734,5	690,3	158,0	21,1	2.603,9	116,0	2.719,9
1987 Mars	1.774,8	755,1	168,6	21,8	2.720,3	122,8	2.843,1
Juin	1.815,6	740,8	172,5	26,5	2.755,4	131,7	2.887,1
Septembre	1.842,9	754,7	171,7	27,5	2.796,8	132,3	2.929,1
Octobre	1.851,8	778,7	172,1	28,7	2.831,3	139,0	2.970,3
Décembre	1.960,5	765,0	173,0	25,5	2.924,0	136,8	3.060,8
1988 Mars	1.988,3	801,0	178,6	23,9	2.991,8	163,5	3.155,3
Juin	2.037,1	770,9	181,5	28,6	3.018,1	156,3	3.174,4
Septembre	2.060,8	758,3	187,5	30,4	3.037,0	168,2	3.205,2
Octobre	2.055,7	760,0	188,2	30,0	3.033,9	172,8	3.206,7

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations ⁵ (1)	Actions ⁶ (2)	Divers ⁷ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3) (4)	Obligations (5)	Actions ⁸ (6)	Total (7) = (5) + (6) (7)	
1983	+ 274,8	+ 45,5	+ 13,5	+ 333,8	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	+ 417,8
1984	+ 180,5	+ 21,7	- 1,1	+ 201,1	+ 108,5	- 4,0	+ 104,5	+ 305,6
1985	+ 277,5	+ 7,9	- 3,4	+ 282,0	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+ 372,1
1986 *	+ 73,3	+ 15,4	- 13,9	+ 74,8	+ 81,9	+ 30,8	+ 112,7	+ 187,5
1987 *	+ 148,9	- 8,9	- 6,2	+ 133,8	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+ 223,5
1986 1 ^{er} trimestre . *	+ 72,2	- 6,8	- 0,8	+ 64,6	+ 12,6	+ 13,4	+ 26,0	+ 90,6
2 ^e trimestre . *	+ 18,7	+ 19,0	- 6,2	+ 31,5	+ 23,6	+ 13,8	+ 37,4	+ 68,9
3 ^e trimestre . *	+ 10,2	0,0	- 1,5	+ 8,7	+ 27,1	+ 2,7	+ 29,8	+ 38,5
4 ^e trimestre . *	- 27,8	+ 3,2	- 5,4	- 30,0	+ 18,6	+ 0,9	+ 19,5	- 10,5
1987 1 ^{er} trimestre . *	+ 14,4	- 8,7	- 1,8	+ 3,9	+ 20,0	+ 4,9	+ 24,9	+ 28,8
2 ^e trimestre . *	+ 115,4	+ 11,0	+ 0,5	+ 126,9	+ 7,0	- 0,1	+ 6,9	+ 133,8
3 ^e trimestre . *	+ 26,5	- 14,0	+ 0,3	+ 12,8	+ 26,1	+ 6,3	+ 32,4	+ 45,2
4 ^e trimestre . *	- 7,4	+ 2,8	- 5,2	- 9,8	+ 36,1	- 10,6	+ 25,5	+ 15,7
1988 1 ^{er} trimestre . *	+ 131,1	- 58,1	- 1,4	+ 71,6	+ 52,7	+ 5,4	+ 58,1	+ 129,7
2 ^e trimestre . *	+ 5,0	+ 38,6	- 6,9	+ 36,7	+ 45,8	- 8,9	+ 36,9	+ 73,6
3 ^e trimestre . *	+ 45,6	+ 33,8	- 11,4	+ 68,0	+ 43,2	+ 0,6	+ 43,8	+ 111,8
1987 10 prem. mois *	+ 146,4	- 11,8	- 2,4	+ 132,2	+ 56,5	+ 7,2	+ 63,7	+ 195,9
1988 10 prem. mois *	+ 210,9	+ 16,3	- 24,8	+ 202,4	+ 156,1	- 3,1	+ 153,0	+ 355,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L., après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès des intermédiaires financiers nationaux.

⁸ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'U.E.B.L.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,0	+ 119,6	+ 62,4	+ 58,0	+ 107,6	+ 37,6	+ 46,9	+ 229,0	+ 216,9	+ 445,9
1984	- 4,9	- 13,3	+ 67,5	+ 37,1	+ 67,2	+ 72,2	+ 45,5	+ 28,7	+ 162,0	+ 138,0	+ 300,0
1985	- 0,7	+ 11,6	+ 120,6	+ 56,3	+ 74,4	+ 72,8	+ 35,2	+ 35,0	+ 241,1	+ 164,1	+ 405,2
1986*	+ 19,5	+ 8,8	+ 173,7	+ 6,6	+ 138,1	+ 11,6	+ 97,9	+ 0,3	+ 438,0	+ 18,5	+ 456,5
1987*	+ 8,4	- 3,1	+ 197,3	+ 17,6	+ 89,3	+ 35,1	+ 97,2	+ 2,0	+ 389,1	+ 54,7	+ 443,8
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 5,6	+ 55,1	+ 13,8	+ 22,6	+ 39,6	+ 8,8	+ 12,6	+ 88,0	+ 66,0	+ 154,0
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 7,9	+ 21,4	- 1,6	+ 46,6	- 5,2	+ 26,8	- 0,9	+ 128,8	- 7,7	+ 121,1
3 ^e trimestre	- 11,9	- 7,8	+ 34,1	- 5,4	+ 3,5	- 10,0	+ 12,7	- 5,0	+ 30,6	- 20,4	+ 10,2
4 ^e trimestre	+ 9,4	+ 3,1	+ 63,1	- 0,2	+ 65,4	- 12,8	+ 49,6	- 6,4	+ 190,6	- 19,4	+ 171,2
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,2	+ 3,0	+ 76,7	+ 2,7	+ 32,0	+ 9,1	+ 26,7	- 4,9	+ 128,2	+ 6,9	+ 135,1
2 ^e trimestre	+ 25,0	+ 7,2	+ 67,6	+ 6,5	+ 28,4	+ 10,1	+ 25,5	+ 1,5	+ 153,7	+ 18,1	+ 171,8
3 ^e trimestre	- 11,0	- 8,5	- 13,1	+ 7,0	- 16,5	+ 13,3	+ 8,2	+ 3,5	- 40,9	+ 23,8	- 17,1
4 ^e trimestre	+ 4,6	- 4,8	+ 66,1	+ 1,4	+ 45,4	+ 2,6	+ 36,8	+ 1,9	+ 148,1	+ 5,9	+ 154,0
1988 1 ^{er} trimestre	- 9,9	+ 2,4	+ 80,8	+ 4,9	+ 10,9	+ 36,6	+ 11,4	+ 11,6	+ 95,6	+ 53,1	+ 148,7
2 ^e trimestre	+ 20,8	+ 14,5	+ 20,9	+ 3,6	+ 32,2	+ 8,4	+ 29,3	+ 0,8	+ 117,7	+ 12,8	+ 130,5
3 ^e trimestre	- 11,8	- 13,9	- 11,9	- 13,6	- 8,6	- 8,4	+ 3,4	- 1,6	- 42,8	- 23,6	- 66,4
1987 10 premiers mois	+ 8,7	- 2,4	+ 167,0	+ 12,5	+ 46,9	+ 31,6	+ 74,8	+ 0,5	+ 295,0	+ 44,6	+ 339,6
1988 10 premiers mois	- 2,0	+ 1,4	+ 95,4	- 10,6	+ 33,2	+ 53,5	+ 53,8	+ 12,4	+ 181,8	+ 55,3	+ 237,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total		
									Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
									(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,5	1.222,3	321,3	690,1	912,3	366,4	321,1	2.728,4	1.554,7	4.283,1
1983	374,9	88,5	1.354,3	383,7	748,1	1.019,9	404,0	368,0	2.969,8	1.771,6	4.741,4
1984 Ancienne série ³	370,0	75,2	1.426,7	420,8	815,3	1.092,1	449,5	396,7	3.136,7	1.909,6	5.046,3
Nouvelle série ³	370,0	75,2	1.426,7	420,8	820,0	1.092,1	449,5	396,7	3.141,4	1.909,6	5.051,0
1985	369,3	86,8	1.535,5	477,1	894,4	1.164,9	484,7	431,7	3.370,7	2.073,7	5.444,4
1986 Mars	365,2	92,4	1.588,7	490,9	917,0	1.204,5	493,5	444,3	3.456,8	2.139,7	5.596,5
Juin	391,3	100,3	1.607,9	489,3	963,6	1.199,3	520,3	443,4	3.583,4	2.132,0	5.715,4
Septembre	379,4	92,5	1.638,8	483,9	967,1	1.189,3	533,0	438,4	3.610,8	2.111,6	5.722,4
Décembre	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.032,5	1.176,5	582,6	432,0	3.799,1	2.092,2	5.891,3
1987 Mars	378,6	98,6	1.773,4	486,4	1.064,5	1.185,6	609,3	427,1	3.924,4	2.099,1	6.023,5
Juin	403,6	105,8	1.842,0	492,9	1.092,9	1.195,7	634,8	428,6	4.079,1	2.117,2	6.196,3
Septembre	392,6	97,3	1.829,4	499,9	1.076,4	1.209,0	643,0	432,1	4.038,7	2.141,0	6.179,7
Octobre	397,5	93,2	1.863,8	496,2	1.079,4	1.208,1	657,4	432,5	4.091,3	2.136,8	6.228,1
Décembre	397,2	92,5	1.891,3	501,3	1.121,8	1.211,6	679,8	434,0	4.182,6	2.146,9	6.329,5
1988 Mars	387,3	94,9	1.973,5	506,2	1.132,7	1.248,2	691,2	445,6	4.279,6	2.200,0	6.479,6
Juin	408,1	109,4	1.996,1	509,8	1.164,9	1.256,6	720,5	446,4	4.399,0	2.212,8	6.611,8
Septembre	396,3	95,5	1.985,8	496,2	1.156,3	1.248,2	723,9	444,8	4.357,8	2.189,2	6.547,0
Octobre	395,2	93,9	1.988,5	490,7	1.155,0	1.265,1	733,6	446,4	4.366,2	2.202,2	6.568,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique- ment)	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,5
	1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	70,9
	* 1986	289,5	107,0	182,5	—	182,5	18,6	63,1	- 44,5	138,0	289,0
	* 1987	453,4	186,1	267,3	—	267,3	61,3	77,9	- 16,6	250,7	102,0
2. Fonds autonomes et orga- nismes de sécurité sociale	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	43,2	6,2	37,0	86,6	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,5	9,1	29,4	124,2	- 1,4
	* 1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	23,6	16,0	7,6	56,4	0,0
	* 1987	89,3	43,4	45,9	—	45,9	38,3	32,1	6,2	52,1	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	1985	0,0	16,8	- 16,8	48,8	32,0	8,9	13,0	- 4,1	27,9	12,1
	* 1986	0,0	12,7	- 12,7	16,5	3,8	30,7	13,1	17,6	21,4	12,2
	* 1987	0,0	23,5	- 23,5	14,2	- 9,3	49,7	25,2	24,5	15,2	- 7,0
4. Pouvoirs subordonnés, Inter- communales pour la construction des Autorou- tes et Crédit Communal de Belgique	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	1985	30,0	4,9	25,1	54,0	79,1	10,0	0,2	9,8	88,9	6,6
	* 1986	0,0	10,9	- 10,9	10,5	- 0,4	20,0	0,2	19,8	19,4	- 20,9
	* 1987	22,6	23,6	- 1,0	74,5	73,5	0,0	0,1	- 0,1	73,4	- 7,8
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	- 13,2	—
	* 1986	30,0	19,6	10,4	—	10,4	3,1	11,1	- 8,0	2,4	—
	* 1987	0,0	3,5	- 3,5	—	- 3,5	1,9	9,9	- 8,0	- 11,5	—
Total 1 à 5 : Total des émissions en franc belge du secteur public belge	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	—
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	131,1	23,5	107,6	465,7	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	1985	665,5	253,0	412,5	102,8	515,3	148,0	49,7	98,3	613,6	—
	* 1986	404,7	186,6	218,1	27,0	245,1	96,0	103,5	- 7,5	237,6	—
	* 1987	565,3	280,1	285,2	88,7	373,9	151,2	145,2	6,0	379,9	—

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en franc belge

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
						389,0			
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87	
						608,5			
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
						529,9			
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
						580,1			
1988	Février ..	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^{ème} série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre .	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
	Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76
						517,1			
1989	Janvier ..	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,3	—	131,5	1.313,2	3.793,0
1986	2.487,6	102,8	—	124,8	1.322,9	4.038,1
Titres non accessibles à tout placeur						
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,6	80,7	55,8	85,2	146,6	495,9
1984	230,5	88,9	53,6	123,1	151,6	647,7
1985	433,2	82,3	52,4	137,5	147,4	852,8
1986	386,3	74,3	47,0	170,7	165,0	843,3
Total						
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,5	189,6	55,8	141,1	1.298,3	3.530,3
1984	2.082,4	187,7	53,6	221,4	1.380,3	3.925,4
1985	2.689,2	174,6	52,4	269,0	1.460,6	4.645,8
1986	2.873,9	177,1	47,0	295,5	1.487,9	4.881,4

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.689,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985	1.872,2	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,0
1986	1.880,3	14,5	19,9	27,2	784,2	47,6	575,1	278,3	411,0	4.038,1
Titres non accessibles à tout placeur										
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	41,1	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,9
1984	41,7	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,7
1985	51,8	0,1	0,1	1,7	266,3	—	282,4	43,6	206,8	852,8
1986	67,2	0,0	0,1	0,4	257,8	—	281,0	39,5	197,3	843,3
Total										
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.628,6	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.530,3
1984	1.731,4	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.925,4
1985	1.924,0	14,4	18,0	26,5	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.645,8
1986	1.947,5	14,5	20,0	27,6	1.042,0	47,6	856,1	317,8	608,3	4.881,4

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

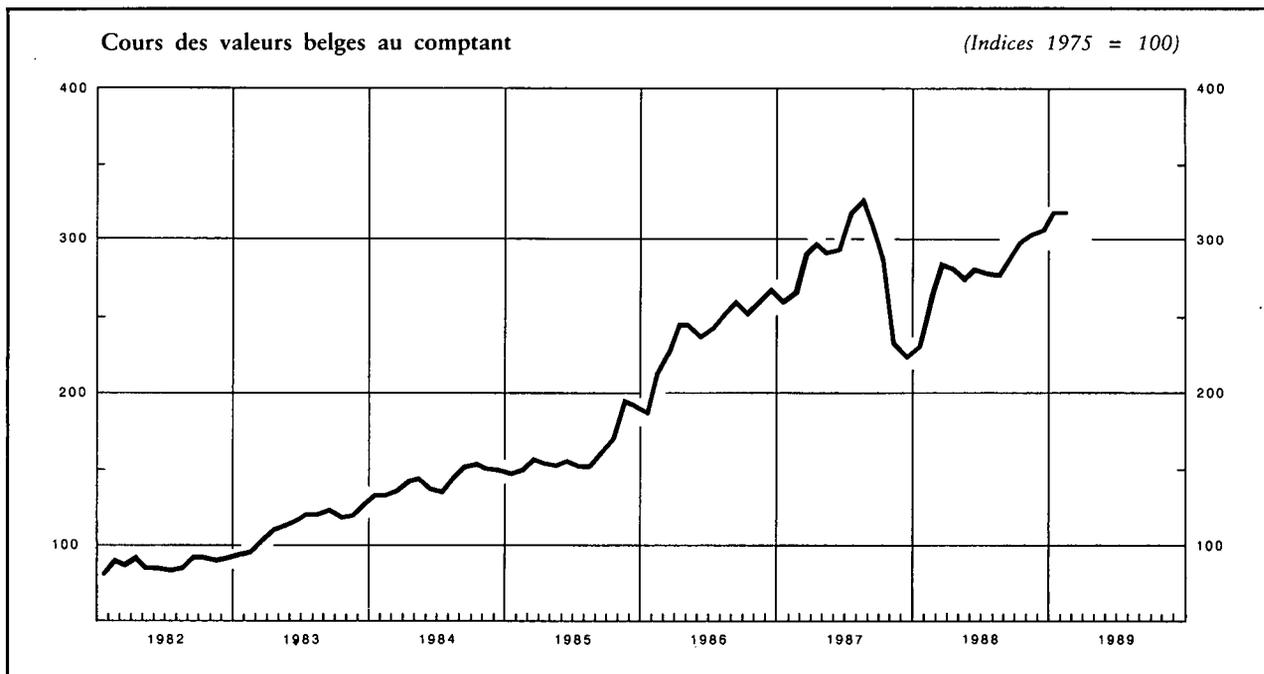
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1988	1.227	281	276	3,2	2,8	.	464
1986 4 ^e trimestre	844	261	246	3,4	3,2	287	424
1987 1 ^{er} trimestre	848	273	257	3,2	3,1	434	440
2 ^e trimestre	1.013	295	276	3,0	2,9	555	513
3 ^e trimestre	1.373	319	306	2,8	2,4	628	540
4 ^e trimestre	1.066	248	243	4,0	3,5	453	425
1988 1 ^{er} trimestre	2.382	260	249	3,3	3,1	358	416
2 ^e trimestre	753	279	262	3,3	3,0	340	450
3 ^e trimestre	870	282	304	3,2	2,6	374	489
4 ^e trimestre	903	303	288	3,0	2,3	343	500
1988 Février	4.310	263	252	3,1	3,0	384	411
Mars	1.598	285	268	3,1	2,8	429	439
Avril	657	282	266	3,3	3,2	345	441
Mai	681	275	257	3,4	3,2	241	437
Juin	923	281	264	3,2	2,6	434	473
Juillet	627	279	263	3,3	2,7	433	491
Août	626	278	264	3,3	2,7	360	494
Septembre	1.356	287	274	3,1	2,4	328	482
Octobre	897	299	285	3,0	2,3	434	503
Novembre	917	302	288	3,0	2,4	298	497
Décembre	896	307	290	2,9	2,3	297	501
1989 Janvier	1.074	319	300	2,8	2,2	576	531
Février	1.142	319	299	2,9	2,3	589	545

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
(milliards de francs)									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes			Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	*	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars *	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires publics de crédit spécialisés dans		CGER	Banques d'épargne	Divers	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.714,0	120,3
1985	0,0	0,2	1.244,6	1.244,8	442,4	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,3	2.821,2	108,4
1986 Juin	0,1	0,2	1.298,8	1.299,1	445,4	375,7	378,5	412,7	2,8	1.615,1	2.914,2	113,1
Septembre	0,0	0,2	1.284,3	1.284,5	447,3	382,1	375,8	418,3	2,8	1.626,4	2.910,9	110,9
Décembre	0,0	0,2	1.346,8	1.347,0	454,1	395,4	383,4	429,4	3,2	1.665,5	3.012,5	109,8
1987 Mars	0,0	0,2	1.378,3	1.378,5	462,9	407,5	384,9	433,7	2,7	1.691,7	3.070,2	106,7
Juin	0,0	0,2	1.467,5	1.467,7	475,6	418,1	395,8	459,4	2,6	1.751,5	3.219,2	106,2
Septembre	0,0	0,0	1.438,3	1.438,3	480,7	429,4	387,3	454,6	2,7	1.754,7	3.193,0	103,8
Décembre	0,0	0,0	1.479,9	1.479,9	484,4	442,9	396,3	465,6	2,6	1.791,8	3.271,7	97,1
1988 Mars	0,0	0,0	1.523,8	1.523,8	487,4	450,5	394,2	473,6	2,3	1.808,0	3.331,3	95,5
Juin	0,0	0,0	1.646,0	1.646,0	490,5	462,8	402,6	488,6	2,5	1.847,0	3.493,0	93,9
Septembre	0,0	0,0	1.715,5	1.715,5	490,4	475,6	403,3	501,7	2,8	1.873,8	3.589,3	91,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1986 4 ^e trimestre	28,7
1987 1 ^{er} trimestre	28,0
2 ^e trimestre	27,7
3 ^e trimestre	26,3
4 ^e trimestre	26,8
1988 1 ^{er} trimestre	25,3
2 ^e trimestre	26,8
3 ^e trimestre	30,3
4 ^e trimestre	31,5

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n^o 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n^o 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat		Construction ou transformation		Total	Achat		Construction ou transformation		Total
1980	44,7		30,7		75,4	61,8		46,6		108,4
1981	42,4		26,8		69,2	53,6		39,7		93,3
1982	37,8		20,1		57,9	44,1		27,5		71,6
	Achat	Crédit mixte ²	Transfor- mation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transfor- mation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1986 3 ^e trimestre ...	18,9	2,7	3,2	5,9	30,7	29,5	4,6	2,8	12,6	49,5
4 ^e trimestre ...	19,0	2,8	2,7	5,2	29,7	29,2	5,0	2,4	11,2	47,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	16,7	2,5	2,7	6,8	28,7	27,4	4,8	2,5	15,6	50,3
2 ^e trimestre ...	17,4	2,8	2,6	5,6	28,4	27,9	4,9	2,4	12,2	47,4
3 ^e trimestre ...	15,5	2,5	2,5	5,0	25,5	25,6	4,4	2,4	11,9	44,3
4 ^e trimestre ...	17,1	2,6	2,4	5,6	27,7	28,3	4,9	2,2	13,3	48,7
1988 1 ^{er} trimestre ...	18,7	3,2	2,8	7,0	31,7	31,9	6,0	2,7	16,4	57,0
2 ^e trimestre ...	19,4	3,4	3,3	7,6	33,7	35,3	6,2	3,3	19,2	64,0
3 ^e trimestre ...	18,7	3,0	3,1	8,7	33,5	37,4	5,6	3,1	21,4	67,5
1987 Septembre	5,7	0,9	0,9	1,9	9,4	9,4	1,7	0,9	4,3	16,3
Octobre	6,4	1,0	0,9	2,2	10,5	10,7	1,8	0,8	5,5	18,8
Novembre	5,5	0,8	0,8	1,8	8,9	8,9	1,5	0,8	4,1	15,3
Décembre	5,2	0,8	0,7	1,6	8,3	8,7	1,6	0,6	3,7	14,6
1988 Janvier	5,1	0,8	0,7	2,0	8,6	8,8	1,5	0,6	4,5	15,4
Février	6,1	1,1	0,9	2,2	10,3	10,0	2,0	0,9	5,3	18,2
Mars	7,5	1,3	1,2	2,8	12,8	13,1	2,5	1,2	6,6	23,4
Avril	5,9	1,1	1,1	2,4	10,5	10,5	2,0	1,0	6,2	19,7
Mai	6,1	1,1	1,0	2,4	10,6	11,1	2,0	1,1	6,1	20,3
Juin	7,4	1,2	1,2	2,8	12,6	13,7	2,2	1,2	6,9	24,0
Juillet	6,2	1,0	1,0	2,7	10,9	12,9	1,8	1,0	6,6	22,3
Août	5,9	0,9	1,1	3,1	11,0	12,5	1,7	1,1	7,8	23,1
Septembre	6,6	1,1	1,0	2,9	11,6	12,0	2,1	1,0	7,0	22,1

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, nos 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	80,7	82,5	85,8	92,1	50,5	53,0	60,3	62,5
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	39,4	40,3	44,7	48,0	15,7	15,4	14,9	16,9
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	202,5	211,8	217,6	235,3	92,0	88,4	92,3	107,1
Textile, habillement et cuir	102,9	111,4	124,3	135,3	54,4	55,0	61,9	70,1
Industrie chimique ⁴	261,7	288,2	317,1	339,5	81,4	83,8	82,8	105,9
Métallurgie de base	123,4	133,5	135,3	142,3	54,7	51,0	59,1	59,9
Fabrications métalliques	413,0	446,6	458,6	498,3	177,6	185,9	186,8	228,7
Produits minéraux non métalliques et bois	107,4	118,7	122,3	134,2	57,2	39,0	64,4	71,2
Papier, carton et imprimerie	57,3	71,4	77,4	85,2	30,3	33,0	41,0	48,4
Pétrole	141,3	128,5	118,9	136,2	21,6	17,5	20,5	24,1
Diamant et orfèvrerie	55,3	47,9	45,8	54,7	33,5	29,8	26,6	34,8
Autres	2,7	3,1	3,9	3,9	1,2	1,9	2,3	2,0
Construction et affaires immobilières de génie civil	109,3	119,2	137,0	161,7	66,8	70,3	76,3	93,5
Production et distribution d'énergie et d' eau	126,5	141,2	158,4	160,9	43,3	58,7	82,9	86,7
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	102,0	115,7	129,8	162,8	60,8	67,9	70,7	84,6
Commerce de détail	120,2	137,8	162,3	194,5	79,4	90,6	113,4	130,6
Transports, entrepôts et communications	196,2	213,0	211,2	242,1	131,4	134,3	132,9	151,0
Services financiers ⁵	209,7	227,6	287,1	415,4	79,3	107,4	134,6	192,4
Autres services aux entreprises ⁶	66,3	75,2	120,8	151,1	33,5	40,5	62,3	79,2
Autres services aux particuliers ⁷	147,7	177,8	202,1	228,9	128,2	149,5	169,6	188,1
Total	2.665,5	2.891,4	3.160,4	3.622,4	1.292,8	1.372,9	1.555,6	1.837,7

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent

les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Communauté Economique Européenne ...	679,5	813,9	829,6	1.139,0	290,1	326,1	293,0	374,2
Royaume-Uni	286,7	317,5	316,3	487,8	104,8	100,1	56,1	85,9
République Fédérale d'Allemagne	119,2	117,2	103,4	146,1	41,7	28,6	39,9	51,8
France	91,1	93,0	85,3	89,4	52,3	42,3	31,0	32,9
Pays-Bas	77,2	75,1	101,6	121,8	29,2	29,3	45,9	51,8
Italie	61,1	60,7	69,6	74,1	33,8	27,3	28,1	33,4
Luxembourg	27,4	38,2	43,4	64,9	17,6	14,5	11,3	20,0
Danemark	6,1	13,4	12,0	29,0	2,9	6,2	7,3	10,5
Irlande	6,0	1,9	5,3	3,2	4,2	1,0	0,4	0,6
Grèce	4,7	4,4	5,3	5,2	3,6	3,2	4,0	4,0
Espagne	—	66,2	62,3	81,7	—	54,1	50,1	60,7
Portugal	—	26,3	25,1	35,8	—	19,5	18,9	22,6
Autre pays d'Europe	178,8	82,5	87,8	106,2	108,4	32,4	32,7	39,3
dont : Espagne	64,9	—	—	—	55,3	—	—	—
Suisse	48,4	46,6	46,4	61,1	11,9	16,3	12,2	15,0
Norvège	4,3	6,0	4,7	5,5	1,5	2,2	1,0	1,5
Suède	13,3	8,6	8,3	13,4	4,6	1,4	0,3	3,3
Etats-Unis et Canada	335,6	328,1	323,4	423,4	93,7	96,2	105,0	132,3
Pays exportateurs de pétrole	80,4	64,0	57,9	56,6	65,0	52,7	46,6	42,1
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	275,6	203,5	172,4	151,1	192,0	125,0	90,2	79,8
dont : Brésil	71,0	62,7	51,8	42,7	51,3	36,0	25,4	17,8
Mexique	58,7	38,9	25,9	20,2	54,3	33,9	21,8	17,5
Autres pays d'Afrique	54,5	51,3	41,6	49,0	39,0	36,4	34,7	35,8
dont : Afrique du Sud	4,1	3,6	3,4	4,8	3,6	2,6	2,7	3,4
République du Zaïre	15,9	18,4	15,1	19,1	11,5	11,8	13,2	12,4
Australie et Nouvelle Zélande	86,4	117,2	123,9	114,5	50,3	70,8	88,0	72,5
Autres pays d'Asie	154,6	179,7	184,3	146,4	49,9	60,8	84,0	82,1
dont : Japon	79,2	97,8	94,4	55,1	11,4	17,2	32,9	34,4
Total	1.845,4	1.840,2	1.820,9	2.186,2	888,4	800,4	774,2	858,1

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et

remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1987	5,9	0,0	3,0	4,1	1,3	2,2	1,3	8,9
1988	4,8	0,0	2,7	3,2	1,1	1,9	1,3	7,5
1987 1 ^{er} trimestre	6,1	0,2	2,8	4,9	1,0	2,0	1,2	9,1
2 ^e trimestre	6,5	0,0	3,1	4,3	1,2	2,8	1,3	9,6
3 ^e trimestre	5,6	0,0	2,8	3,8	1,2	2,1	1,3	8,4
4 ^e trimestre	5,6	0,0	3,0	3,6	1,8	1,8	1,4	8,6
1988 1 ^{er} trimestre	5,3	0,0	2,9	3,7	1,2	1,8	1,5	8,2
2 ^e trimestre	4,6	0,0	2,6	3,1	1,0	1,9	1,2	7,2
3 ^e trimestre	4,9	0,0	2,3	3,1	1,3	1,6	1,2	7,2
4 ^e trimestre	4,5	0,0	2,7	2,9	1,0	2,0	1,3	7,2
1989 1 ^{er} trimestre	4,8	0,2	2,7	3,2	1,3	1,8	1,4	7,7
1988 Mars	4,8	0,0	2,6	3,6	0,7	1,2	1,9	7,4
Avril	4,3	0,0	2,6	3,6	0,5	1,6	1,2	6,9
Mai	4,7	0,0	2,8	2,9	1,3	2,3	1,0	7,5
Juin	4,6	0,1	2,5	2,9	1,0	1,9	1,4	7,2
Juillet	6,0	0,0	2,5	3,0	2,3	2,0	1,2	8,5
Août	4,5	0,0	2,4	3,1	1,2	1,5	1,1	6,9
Septembre	4,3	0,0	2,0	3,2	0,3	1,4	1,4	6,3
Octobre	4,1	0,0	2,4	2,9	0,7	1,6	1,3	6,5
Novembre	3,9	0,0	2,5	2,8	0,7	1,8	1,1	6,4
Décembre	5,4	0,0	3,2	2,8	1,7	2,7	1,4	8,6
1989 Janvier	4,7	0,0	3,3	3,0	1,5	2,2	1,3	8,0
Février	5,3	0,0	2,8	3,1	2,2	1,8	1,0	8,1
Mars	4,4	0,4	2,2	3,4	0,0	1,6	2,0	7,0

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1987	269,4	4,5	33,6	1,8	309,3
1988	250,8	5,5	30,4	1,0	287,7
1986 4 ^e trimestre	302,7	5,2	36,1	2,7	346,7
1987 1 ^{er} trimestre	307,9	3,3	34,5	3,3	349,0
2 ^e trimestre	264,5	4,5	34,8	1,7	305,5
3 ^e trimestre	255,2	4,3	32,9	1,7	294,1
4 ^e trimestre	249,9	6,1	32,3	0,5	288,8
1988 1 ^{er} trimestre	247,6	7,5	32,1	0,3	287,5
2 ^e trimestre	258,6	5,8	31,3	0,8	296,5
3 ^e trimestre	252,9	4,0	29,2	2,2	288,3
4 ^e trimestre	244,0	5,0	28,9	0,7	278,6

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en franc belge accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Mars	137,8	4,7	133,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Juin	141,0	10,4	130,6	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Septembre ..	144,9	7,0	137,9	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	252,9	77,9	26,8
Décembre ...	147,2	8,6	138,6	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
1988 Février	147,2	10,0	137,2	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
Mars	149,7	8,3	141,4	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Avril	149,7	7,4	142,3	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Mai	149,7	8,2	141,5	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Juin	152,8	7,3	145,5	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Juillet	152,8	7,3	145,5	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Août	152,8	7,2	145,6	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Septembre ..	155,8	6,2	149,6	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	272,4	81,3	31,2
Octobre	154,9	7,2	147,7	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	271,0	81,3	31,2
Novembre ..	154,9	6,5	148,3	29,2	0,4	28,8	15,5	0,0	15,5	271,0	81,3	31,2
Décembre ...	159,2	7,4	151,8	29,6	0,2	29,4	16,0	0,0	16,0	276,3	81,7	32,4
1989 Janvier	159,2	6,1	153,1	29,6	0,3	29,3	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Février	159,2	7,6	151,6	29,6	0,3	29,3	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en franc belge en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en franc belge à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles			données trimestrielles	
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. 1, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol 1, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLIII^e année, tome II, n^o 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte	Avances en compte courant et prêts ¹
Taux en vigueur au 31-12-1981	15,00	17,00
1982 7 janvier	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet	9,50	10,00
1 ^{er} août	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet	7,25	7,50
4 décembre	7,00	7,25
1988 28 janvier	6,75	7,00
3 mars	6,50	6,75
1 ^{er} juillet	6,75	7,00
14 juillet	7,00	7,25
11 août	7,25	7,50
29 août	7,50	7,75
17 novembre	7,25	7,50
15 décembre	7,50	7,75
19 décembre	7,75	8,00
1989 20 janvier	7,75	8,50
23 janvier	8,25	8,50

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1981	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre	14,00
9 septembre	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre	9,00
23 décembre	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50
4 décembre	7,25
1988 28 janvier	7,00
3 mars	6,75
1 ^{er} juillet	7,00
14 juillet	7,25
11 août	7,50
29 août	7,75
17 novembre	7,50
15 décembre	7,75
19 décembre	8,00
1989 20 janvier	8,50

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE²

Fin de période	Taux
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1987	6,91
1988	7,15
1986 3 ^e trimestre	8,04
4 ^e trimestre	8,01
1987 1 ^{er} trimestre	7,00
2 ^e trimestre	7,35
3 ^e trimestre	6,93
4 ^e trimestre	6,91
1988 1 ^{er} trimestre	6,91
2 ^e trimestre	6,83
3 ^e trimestre	7,22
4 ^e trimestre	7,15
1988 Février	6,91
Mars	6,91
Avril	5,99
Mai	6,84
Juin	6,83
Juillet	6,75
Août	7,37
Septembre	7,22
Octobre	7,19
Novembre	7,10
Décembre	7,15
1989 Janvier	7,03
Février	7,46

¹ Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en franc belge.

² Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
	Effets représentatifs de financements à court terme d'exportations « hors C.E.E. » et certifiés par la B.N.B.	Autres effets		1982	11,65	11,75	11,85
1982	10,15	11,40	11,00	1983	9,80	—	—
1983	8,65	9,90	9,75	1984	10,15	—	—
1984	9,90	10,90	10,50	1985	—	—	—
1985	8,65	9,65	9,25	1986 Décembre	—	—	—
1986 Décembre	6,90	7,90	7,25	1987 Mars	6,94	—	—
1987 Mars	6,90	7,90	7,25	Juin	—	—	—
Juin	6,40	7,40	6,75	Septembre	—	—	—
Septembre	6,15	7,15	6,55	Décembre	—	—	—
Décembre	5,90	6,90	6,45	1988 Mars	—	—	—
1988 Mars	5,40	6,40	6,00	Avril	—	—	—
Avril	5,40	6,40	6,00	Mai	—	—	—
Mai	5,40	6,40	6,00	Juin	—	—	—
Juin	5,40	6,40	6,00	Juillet	—	—	—
Juillet	5,90	6,90	6,50	Août	—	—	—
Août	6,40	7,40	7,40	Septembre	—	—	—
Septembre	6,40	7,40	7,40	Octobre	—	—	—
Octobre	6,40	7,40	7,15	Novembre	—	—	—
Novembre	6,15	7,15	6,90	Décembre	—	—	—
Décembre	6,65	7,65	7,40	1989 Janvier	—	—	—
1989 Janvier	7,15	8,15	7,60	Février	—	—	—
Février	7,15	8,15	7,60	Mars	—	—	—
Mars	7,15	8,15	7,60				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1981	11,41	1987 1 ^{er} trimestre	6,49	1988 Mars	5,10
1982	11,41	2 ^e trimestre	5,62	Avril	5,05
1983	8,07	3 ^e trimestre	5,21	Mai	4,28
1984	9,45	4 ^e trimestre	4,89	Juin	4,62
1985	8,25	1988 1 ^{er} trimestre	4,76	Juillet	4,15
1986	6,61	2 ^e trimestre	4,64	Août	5,30
1987	5,56	3 ^e trimestre	5,14	Septembre	6,30
1988	4,99	4 ^e trimestre	5,44	Octobre	5,84
		1989 1 ^{er} trimestre	6,00	Novembre	5,66
				Décembre	4,96
				1989 Janvier	5,37
				Février	5,69
				Mars	7,02

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1985 10 décembre ...	8,65	6	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	1986 9 septembre ..	7,15	7,15	6
1987	6,75	6,75	6,75	6,85	7,25	9 décembre ...	7,60	7,60	6
1988	7,40	7,40	7,50	7,55	7,07	1987 10 mars	7,60	7,60	7,60
1986 4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	9 juin	7,20	7,25	7,30
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,40	7,40	7,40	7,40	7,68	8 septembre ..	6,85	6	6
2 ^e trimestre ...	6,65	6,70	6,75	6,90	7,13	8 décembre ...	6,90	6,95	6,95
3 ^e trimestre ...	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	1988 8 mars	6,15	6,25	6,30
4 ^e trimestre ...	6,75	6,75	6,75	6,85	7,15	12 avril	6,15	6	6
1988 1 ^{er} trimestre ...	6,10	6,10	6,10	6,15	6,32	10 mai	6,15	6,25	6
2 ^e trimestre ...	6,00	6,05	6,10	6,15	6,15	14 juin	6,15	6,25	6
3 ^e trimestre ...	7,15	7,20	7,35	7,45	7,31	12 juillet	6,95	6	6
4 ^e trimestre ...	7,40	7,40	7,50	7,55	7,45	8 août	7,45	7,50	6
1989 1 ^{er} trimestre ...	7,90	8,10	8,20	8,30	8,03	13 septembre ..	7,55	7,60	7,65
1988 Mars	6,10	6,10	6,10	6,15	6,17	11 octobre	7,35	7,45	7,50
Avril	6,10	6,10	6,10	6,15	6,15	8 novembre ...	7,25	7,30	7,35
Mai	6,10	6,10	6,10	6,15	6,15	13 décembre ...	7,25	6	6
Juin	6,00	6,05	6,10	6,15	6,15	1989 10 janvier	7,60	6	6
Juillet	6,75	6,90	7,10	7,25	7,00	14 février	8,00	8,00	6
Août	7,15	7,30	7,50	7,55	7,37	14 mars	8,40	6	6
Septembre	7,15	7,20	7,35	7,45	7,52				
Octobre	7,10	7,15	7,25	7,30	7,36				
Novembre	7,10	7,15	7,15	7,20	7,21				
Décembre	7,40	7,40	7,50	7,55	7,55				
1989 Janvier	7,40	7,50	7,70	7,75	7,62				
Février	8,05	8,25	8,40	8,50	8,26				
Mars	7,90	8,10	8,20	8,30	8,37				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANC BELGE DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50
1988 15 février	0,50	3,75	4,00	4,50	5,00	6,20
1989 16 mars	0,50	4,00	4,25	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	
1988 16 février	3,75		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979. En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 % était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1986 Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Octobre	7,27	7,17	8,14	8,11	7,65
1988 Janvier	7,29	7,37	8,04	8,03	7,65
Avril	6,84	6,77	7,65	7,49	7,13
Mai	6,83	6,93	7,62	7,55	7,14
Juin	7,07	7,05	7,89	7,82	7,38
Juillet	7,04	7,01	7,84	7,74	7,35
Août	7,22	7,20	8,03	7,96	7,54
Septembre	7,41	7,47	8,26	8,16	7,78
Octobre	7,29	7,39	8,03	8,09	7,61
Novembre	7,15	7,21	7,89	7,92	7,43
Décembre	7,24	7,36	8,03	8,07	7,57
1989 Janvier	7,37	7,44	8,05	8,10	7,65
Février	7,40	7,51	8,13	8,15	7,72
Mars	7,89	7,91	8,45	8,53	8,15
Avril	7,98	8,18	8,48	8,57	8,23

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60
1988 12 février	6,20	7,00	7,30	7,30
1989 16 mars	6,50	7,50	7,75	7,75

¹ Prix d'émission 99,00.
² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome 1, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome 1, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome 1, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février							13	11,50						
Mars					10	7,75								
Juillet					3	7,50								
août							28	12,00						
Septembre ...	4	6,00												
Novembre ...					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre ...					25	8,00			25	4,50				
Décembre ...			4	2,50	4	7,75			4	4,25	4	2,50		
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								
Décembre ...					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février	24	7,00												
Mars							6	13,50						

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1985	11,31		9,49		1988 Mars	8,38		8,78	
1986	10,81		8,49		Avril	7,88		9,12	
1987	8,38		8,66		Mai	7,38		9,17	
1988	12,81		11,19		Juin	8,88		9,44	
1986 4 ^e trimestre	10,81		8,49		Juillet	10,38		9,54	
1987 1 ^{er} trimestre	9,81		7,05		août	11,81		10,03	
2 ^e trimestre	8,87		8,54		Septembre	11,81		10,58	
3 ^e trimestre	9,87		9,57		Octobre	11,81		10,54	
4 ^e trimestre	8,38		8,66		Novembre	12,81		10,84	
1988 1 ^{er} trimestre	8,38		8,78		Décembre	12,81		11,19	
2 ^e trimestre	8,88		9,44		1989 Janvier	12,81		11,43	
3 ^e trimestre	11,81		10,58		Février	12,81		11,86	
4 ^e trimestre	12,81		11,19		Mars	12,81			
1989 1 ^{er} trimestre	12,81								

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n^o 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 4 févr.	1989 9 févr.	1988 10 mars	1989 9 mars
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	410,3	383,2	422,4	400,6	414,7	—	391,7	—
Or	256,9	210,2	218,3	223,3	223,4	205,9	223,4	205,9
Disponibilités à vue à l'étranger	62,3	87,0	108,3	94,6	112,4	84,9	93,0	85,1
Ecus	73,2	68,8	75,3	64,4	60,9	49,7	57,5	49,6
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes	17,9	17,2	20,5	18,3	18,0	18,2	17,8	18,2
Créances sur le Trésor	18,4	30,5	33,0	47,2	58,9	—	59,0	—
Monnaies divisionnaires	0,8	0,7	0,9	1,0	1,4	1,5	1,4	1,4
Comptes courants postaux	0,5	0,1	0,1	2,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Concours au Trésor Public ¹	11,5	23,6	25,3	36,5	49,6	34,7	49,6	34,7
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer	5,6	6,1	6,7	7,6	7,8	8,5	7,8	8,6
Créances provenant d'opérations de refinancement	259,5	242,7	182,4	339,6	186,1	—	160,8	—
Effets escomptés	87,8	83,6	72,5	61,0	59,4	—	55,0	—
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations	117,9	115,0	72,3	159,0	96,7	—	85,2	—
Avances sur titres	0,3	0,2	0,2	1,8	0,2	0,1	0,2	0,2
Effets en cours de recouvrement	53,5	43,9	37,4	117,8	29,8	23,5	20,4	24,7
Titres d'Etat (bons et obligations)	—	—	—	—	—	27,6	—	28,7
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	—	—	—	—	—	0,4	—	0,4
Effets privés	—	—	—	—	—	143,0	—	136,6
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	74,4	63,2	73,5	73,7	75,9	67,8	75,9	67,8
Divers	8,8	9,7	11,9	15,8	11,5	10,3	11,8	10,2
Total ..	771,4	729,3	723,2	876,9	747,1	676,3	699,2	672,2
PASSIF								
Billets en circulation	204,9	212,3	218,4	228,9	218,5	230,7	217,4	230,5
Comptes créditeurs extérieurs	14,7	11,6	12,7	21,7	21,6	—	11,4	—
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	4,5	2,7	4,2	13,5	13,4	7,1	3,2	5,4
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	10,2	8,9	8,5	8,2	8,2	8,8	8,2	8,8
Compte courant du Trésor public	64,8	78,9	60,7	120,0	44,4	20,5	32,9	14,9
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	95,4	103,6	88,9	146,2	113,6	—	86,1	—
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	27,4	42,3	45,8	92,1	50,3	56,9	50,6	59,1
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	36,7	42,1	37,7	33,2	32,2	—	28,9	—
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	31,3	19,2	5,4	20,9	31,1	5,0	6,6	5,1
Reprise de liquidités	—	—	—	—	—	24,7	—	24,2
Ecus à livrer au FECOM	73,2	65,5	70,8	77,4	74,1	67,6	74,1	67,6
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	301,3	242,9	253,1	259,4	259,4	237,5	259,4	237,5
Capital et fonds de réserve	2,8	3,0	3,1	3,2	3,2	3,3	3,3	3,5
Divers	14,3	11,5	15,5	20,1	12,3	14,1	14,6	15,6
Total ..	771,4	729,3	723,2	876,9	747,1	676,3	699,2	672,2
¹ Montant maximum des concours au Trésor public	11,5	23,6	25,3	36,5	49,6	34,7	49,6	34,7

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1985 February 28	1986 February 28	1987 February 28	1988 February 29	1988 February 10	1989 February 8	1988 March 9	1989 March 8
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	12.0	12.3	12.9	13.3	13.2	14.1	13.3	14.2
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	12.0	12.3	12.9	13.3	13.2	14.1	13.3	14.2
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	2.0	1.3	1.7	2.1	5.9	3.5	9.7
Other Securities	10.0	10.3	11.6	11.6	11.1	8.2	9.8	4.5
Total ...	12.0	12.3	12.9	13.3	13.2	14.1	13.3	14.2
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	4.2	3.9	1.9	0.4	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.7	0.9	1.0	1.2	1.1	1.3	1.1	1.3
Reserves and Other Accounts	1.7	1.7	1.7	2.0	2.5	1.8	2.5	1.8
Total ...	6.6	6.5	4.6	3.6	3.7	3.2	3.7	3.2
Government Securities	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7	0.6	0.9
Advances and Other Accounts	1.0	0.7	1.2	1.0	0.8	0.9	0.7	0.6
Premises, Equipment and Other Securities	5.1	5.3	2.9	2.1	2.3	1.6	2.4	1.7
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	6.6	6.5	4.6	3.6	3.7	3.2	3.7	3.2

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1984 December 31	1985 December 31	1986 December 31	1987 December 31	1988 February 10	1989 February 8	1988 March 9	1989 March 8
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.7	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Coin	0.4	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5
Loans and securities	173.2	194.3	223.0	235.2	215.1	230.3	223.1	239.5
<i>Loans</i>	3.6	3.1	1.6	3.8	0.3	4.5	2.1	5.4
<i>Acceptances</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	8.8	9.9	10.1	8.9	7.4	6.8	7.4	6.8
<i>U.S. Government securities</i>	160.8	181.3	211.3	222.5	207.4	219.0	213.6	227.3
Cash items in process of collection	6.8	11.7	10.3	8.0	5.8	6.9	6.6	7.8
Other assets	12.4	15.3	17.5	15.9	15.7	20.1	14.5	19.3
Total assets ...	208.5	237.6	267.4	275.6	253.2	274.0	260.8	283.2
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	168.3	181.4	195.4	212.9	207.5	222.7	208.1	223.9
Deposits	28.3	39.5	56.9	48.4	33.6	37.6	39.8	45.2
<i>Depository institutions</i>	21.8	28.6	48.1	41.8	30.2	31.6	35.9	39.0
<i>U.S. Treasury-general account</i>	5.3	9.4	7.6	5.3	2.8	5.6	3.3	5.6
<i>Foreign-official accounts</i>	0.3	0.5	0.3	0.3	0.3	0.2	0.3	0.2
<i>Other</i>	0.9	1.0	0.9	1.0	0.3	0.3	0.3	0.4
Deferred availability cash items ³	6.0	10.7	9.0	7.2	5.2	6.2	6.0	6.4
Other liabilities and accrued dividends ...	2.7	2.4	2.3	3.0	2.4	2.9	2.5	3.0
Capital accounts	3.2	3.6	3.8	4.1	4.5	4.6	4.4	4.7
Total liabilities and capital accounts.....	208.5	237.6	267.4	275.6	253.2	274.0	260.8	283.2

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK

(miljarden guldens)

	1984 31 dec.	1985 31 dec.	1986 31 dec.	1987 31 dec.	1988 8 febr.	1989 6 febr.	1988 7 maart	1989 6 maart
ACTIVA								
Goud	30,9	30,9	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,8	1,7	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6	1,5
Reservepositie in het I.M.F.	3,4	2,7	1,9	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5
Ecu's	15,1	14,0	10,7	12,6	11,7	11,7	11,8	11,7
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	11,8	12,0	11,6	14,0	14,2	19,0	14,5	19,2
Buitenlandse betaalmiddelen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	1,7	1,8	0,6	0,3	0,6	0,9	0,6	1,9
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,6
Voorschotten in rekening-courant en beleningen	7,0	7,2	12,2	7,8	6,1	6,8	9,5	9,6
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nederlandse munten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
Belegging van kapitaal en reserves	1,4	1,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
Gebouwen en inventaris	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	0,5	—
Diverse rekeningen	1,2	1,5	1,8	0,8	0,5	1,0	0,5	1,0
Totaal ...	74,8	73,9	70,2	68,6	66,2	73,2	70,0	77,5
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	28,2	29,2	30,4	33,8	32,9	34,2	32,9	34,1
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezete- nen	1,8	3,5	6,0	3,1	2,5	—	6,1	—
's Rijks schatkist	1,7	3,3	5,8	2,9	2,4	2,9	6,0	10,1
Banken in Nederland	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Andere ingezetenen	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingeze- tenen	0,3	0,3	0,5	0,2	0,1	—	0,1	—
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Andere niet-ingezetenen	0,2	0,2	0,5	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Kasreserverekeningen	—	—	—	—	—	3,0	—	0,0
Krediet van het I.M.F.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten ...	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,5	0,4	0,7
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,8	1,6	1,4	1,3	1,4	1,5	1,4	1,4
Waarderingsverschillen goud en deviezen	38,4	34,8	27,7	26,4	25,7	27,3	25,6	27,1
Herwaarderingsrekening	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Reserves	1,5	1,6	1,8	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
Kapitaal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Diverse rekeningen	2,4	2,4	1,9	1,4	1,2	1,3	1,3	1,5
Totaal ...	74,8	73,9	70,2	68,6	66,2	73,2	70,0	77,5
N.B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1985 dicembre	1986 dicembre	1987 dicembre	1987 ottobre	1988 ottobre	1987 novembre	1988 novembre
ATTIVO							
Oro	28,7	25,5	28,9	27,3	27,5	27,3	27,5
Crediti in oro (FECOM)	9,9	8,8	10,0	10,0	9,3	10,0	9,3
Cassa	0,7	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Risconti e anticipazioni :							
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
ammassi	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,1	2,2
anticipazioni : in conto corrente	0,6	1,9	1,6	0,7	2,3	1,7	0,1
a scadenza fissa	6,2	1,5	0,0	0,0	0,4	0,8	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	2,0	0,0	4,1	2,0	4,1
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	7,2	10,1	12,0	12,0	10,5	12,0	10,5
- altre attività	6,0	1,9	1,7	1,8	1,8	1,8	1,6
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	1,3	2,1	2,1	1,2	2,1	1,2
Ufficio Italiano Cambi :							
conto corrente ordinario (saldo debitore)	11,0	14,2	20,3	15,4	26,7	18,5	29,0
conti speciali	3,5	3,2	3,2	3,2	3,5	3,2	3,4
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	48,2	52,7	62,0	58,6	67,4	60,8	70,5
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4
Titoli di proprietà :							
titoli di stato o garantiti dallo Stato	62,9	71,4	68,1	75,1	63,0	68,8	64,2
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,2	2,2	2,2	2,1	2,2	2,1	2,1
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Altri conti e partite varie	2,4	1,5	2,1	2,0	1,6	1,9	1,7
Ratei e risconti	2,5	2,5	2,4	2,5	2,9	2,2	2,9
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	0,0	8,0	7,8	8,3	8,2
Totale attivo	198,3	204,1	224,0	225,9	237,4	228,6	241,6
PASSIVO							
Circolazione	47,0	50,5	54,5	48,5	52,9	49,8	53,5
Vaglia cambiari	0,7	0,7	0,8	0,5	0,4	0,6	0,6
Altri debiti a vista	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	3,4	0,7	0,5	0,5	0,6	0,7	1,9
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,2	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	75,8	84,8	94,3	93,8	102,6	94,3	104,4
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,5	3,2	3,2	3,2	3,5	3,2	3,4
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3
Debiti in ECU (FECOM)	12,0	10,1	12,0	12,0	10,5	12,0	10,5
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,5	0,9	0,7	0,1	0,3	0,2	0,2
Accantonamenti diversi	49,8	46,8	51,9	49,4	49,5	49,4	49,5
Fondi ammortamento diversi	0,6	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6	0,7
Partite varie	0,5	1,3	1,0	5,8	3,2	6,0	3,1
Ratei e risconti	1,3	1,1	1,0	0,1	1,6	0,1	1,6
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,5	0,7	0,8	0,8	0,9	0,8	1,0
Fondo di riserva straordinario	1,8	2,0	2,2	2,1	2,3	2,1	2,3
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	0,0	8,2	8,1	8,7	8,5
Totale passivo e patrimonio	198,3	204,1	224,0	225,9	237,4	228,6	241,6
Depositanti di titoli e altri valori	549,1	698,8	822,7	813,8	981,5	818,6	995,9

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1987 31. Dez.	1988 7. Feb.	1989 7. Feb.	1988 7. März	1989 7. März
AKTIVA								
Währungsreserven	81,6	83,6	91,6	120,2	121,4	91,6	117,3	92,2
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	16,1	13,2	11,4	9,3	9,1	9,2	9,3	9,0
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	14,3	17,2	16,3	28,9	31,3	21,3	25,3	21,4
Devisen und Sorten	37,5	39,5	50,2	68,3	67,3	47,4	69,0	48,1
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,4	2,5	2,4
Kredite an inländische Kreditinstitute	96,3	105,3	96,4	82,4	71,1	137,5	82,6	142,0
Inlandswechsel	47,8	44,1	40,5	33,8	32,5	33,5	30,8	33,6
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Wertpapiere	25,7	41,6	33,2	27,6	17,8	80,6	32,0	83,9
Auslandswechsel	14,8	17,3	20,3	20,2	20,4	23,0	19,7	23,4
Lombardforderungen	8,0	2,3	2,4	0,8	0,4	0,4	0,1	1,1
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11,1	8,9	11,6	9,5	10,2	15,9	9,6	15,6
Kassenkredite (Buchkredite)	2,4	0,2	2,9	0,8	1,5	7,2	0,9	6,9
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	4,3	4,1	5,2	4,5	4,5	5,0	4,5	4,9
Deutsche Scheidemünzen	1,0	1,0	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8
Postgiroguthaben	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Sonstige Aktiva	11,3	11,3	12,5	10,6	7,7	8,3	7,3	8,5
Insgesamt ...	208,2	216,9	220,9	230,5	218,7	261,8	224,7	266,7
PASSIVA								
Banknotenumlauf	100,6	105,4	114,0	125,6	125,0	141,8	126,0	142,7
Einlagen von Kreditinstituten	54,3	55,8	55,9	60,5	51,2	57,4	56,5	59,9
auf Girokonten	54,3	55,8	55,9	60,5	51,2	57,4	56,5	59,9
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,0	2,3	1,1	4,7	2,9	0,6	1,8	0,5
Bund	0,4	1,2	0,4	3,9	2,3	0,1	1,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,5	1,1	0,7	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4
Andere öffentliche Einleger	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,8	1,6	3,3	3,3	4,0	3,5	4,3	3,9
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	2,1	0,7	2,4	2,5	3,4	2,9	3,7	3,3
Sonstige Einleger	0,7	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6,5	8,8	4,8	5,2	5,5	5,7	5,7	5,3
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	11,4	14,6	19,9	17,1	15,6	25,2	16,0	26,5
Einlagen ausländischer Einleger	11,4	14,6	19,9	17,1	15,5	25,1	15,9	26,4
Sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,7	3,3	2,9	2,7	2,7	2,9	2,7	2,9
Sonstige Passiva	27,9	25,1	19,0	11,4	11,8	24,7	11,7	25,0
Insgesamt ...	208,2	216,9	220,9	230,5	218,7	261,8	224,7	266,7

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1987 31 décembre	1988 8 janvier	1989 10 janvier	1988 10 février	1989 10 février
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	38,9	38,1	36,3	37,4	34,0	33,0	33,2	32,5
Droits de tirage spéciaux du F.M.I.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,7	2,8	2,7	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,7	3,0	3,2	3,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
autres	1,7	1,7	2,0	2,1	2,1	2,3	2,1	2,3
Correspondants en Suisse	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,1	0,0	0,1
Autres postes de l'actif	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Total	58,7	58,5	57,0	57,7	48,5	47,9	47,7	47,4
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	26,5	25,8	27,0	27,3	26,3	27,4	25,2	26,5
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,2	14,1	14,9	17,0	8,8	3,8	7,4	3,6
autres engagements à vue	1,2	2,6	1,1	1,5	1,6	1,2	3,1	1,4
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	16,7	15,9	13,9	11,8	11,7	15,4	11,9	15,8
Total	58,7	58,5	57,0	57,7	48,5	47,9	47,7	47,4

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des Statuts)]

	1987 31 décembre	1988 31 décembre	1988 31 janvier	1989 31 janvier	1988 29 février	1989 28 février
ACTIF						
Or	5,1	5,0	5,0	5,2	5,0	5,3
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	1,5	1,3	1,6	1,3	1,8	1,9
Dépôts à terme et avances	27,6	27,3	27,0	29,6	26,6	30,7
Or :						
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Monnaies						
à 3 mois au maximum	24,6	25,2	24,3	26,8	23,7	27,8
à plus de 3 mois	2,9	1,9	2,6	2,7	2,7	2,7
Titres du secteur public et autres titres à terme	4,0	3,5	4,2	4,5	3,9	4,3
à 3 mois au maximum	2,5	1,8	2,6	2,8	2,2	2,6
à plus de 3 mois	1,5	1,7	1,6	1,7	1,7	1,7
Divers	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	38,2	37,2	37,9	40,6	37,3	42,2
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds de réserve libre	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Dépôts (or)	4,5	4,5	4,5	4,9	4,5	5,0
Banques centrales :						
à vue	4,5	4,5	4,5	4,7	4,5	4,7
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,3
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	31,2	30,3	31,0	33,3	30,4	34,5
Banques centrales :						
à vue	1,2	1,1	2,0	1,2	1,9	1,3
à 3 mois au maximum	27,6	26,8	26,8	29,1	25,8	30,4
à plus de 3 mois	1,2	1,1	1,0	1,5	1,2	1,3
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	1,2	1,3	1,2	1,4	1,5	1,5
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Divers	1,1	0,9	1,0	1,0	1,0	1,2
<i>Total du passif</i>	38,2	37,2	37,9	40,6	37,3	42,2
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis en francs E.U. au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JANVIER 1989

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COUR D'ARBITRAGE.

Loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage. *Moniteur*, 7 janvier 1989, p. 315.

Extrait.

TITRE I — DE LA COMPETENCE DE LA COUR D'ARBITRAGE.

Chapitre I^{er} — Des recours en annulation.

Section I^{re} — Des recours.

Article 1^{er}. — La Cour d'arbitrage statue, par voie d'arrêt, sur les recours en annulation, en tout ou en partie, d'un décret ou d'une règle visée à l'art. 26bis de la Constitution pour cause de violation :

1° Des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions ; ou

2° des art. 6, 6bis et 17 de la Constitution.

Art. 2. — Les recours visés à l'article 1^{er} sont introduits :

1° par le Conseil des ministres, par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région ;

2° par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt ; ou

3° par les présidents des assemblées législatives à la demande de deux tiers de leurs membres.

Art. 3. — § 1^{er}. Sans préjudice du paragraphe 2 et de l'art. 4, les recours tendant à l'annulation, en tout ou en partie, d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'art. 26bis de la Constitution ne sont recevables que s'ils sont introduits dans un délai de 6 mois suivant l'application de la loi, du décret, ou de la règle visée à l'art. 26bis de la Constitution.

§ 2. Les recours tendant à l'annulation en tout ou en partie d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'art. 26bis de la Constitution par lesquels un traité reçoit l'assentiment, ne sont recevables que s'ils sont introduits dans un délai de 60 jours suivant la publication de la loi, du décret ou de la règle visée à l'art. 26bis de la Constitution.

Art. 8. — Si le recours est fondé, la Cour d'arbitrage annule, en tout ou en partie, la loi, le décret ou la règle visée à l'art. 26bis de la Constitution qui fait l'objet du recours.

Si la Cour l'estime nécessaire, elle indique, par voie de disposition générale, ceux des effets des dispositions annulées qui doivent être considérés comme définitifs ou maintenus provisoirement pour le délai qu'elle détermine.

Section II — Des effets des arrêts d'annulation.

Art. 9. — § 1^{er}. Les arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage ont l'autorité absolue de la chose jugée à partir de la publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Les arrêts rendus par la Cour d'arbitrage portant rejet des recours en annulation sont obligatoires pour les juridictions en ce qui concerne les questions de droit tranchées par ces arrêts.

Art. 10. — Dans la mesure où elles sont fondées sur une disposition d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'art. 26bis de la Constitution, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle loi, d'un tel décret ou d'une telle règle visée à l'art. 26bis de la Constitution, les décisions rendues par les juridictions répressives et passées en force de chose jugée peuvent être rétractées en tout en partie par la juridiction qui les a prononcées.

Art. 11. — Il incombe au ministère public de demander la rétractation.

Section III — De la suspension.

Art. 19. — A la demande de la partie requérante, la Cour peut, par une décision motivée, suspendre en tout en partie la loi, le décret ou la règle visée à l'art. 26bis de la Constitution, qui fait l'objet d'un recours en annulation.

Art. 20. — La suspension ne peut être décidée que :

1° si des moyens sérieux sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de la loi, du décret ou de la règle visée à l'art. 26bis de la Constitution faisant l'objet du recours risque de causer un préjudice grave difficilement réparable ;

2° si un recours est exercé contre une norme identique à une norme déjà annulée par la Cour d'arbitrage et qui a été adoptée par le même législateur.

Chapitre II — Des questions préjudicielles.

Art. 26. — § 1^{er}. La Cour d'arbitrage statue, à titre préjudiciel, par voie d'arrêt, sur les questions relatives à :

1° la violation par une loi, ou une règle visée à l'art. 26bis de la Constitution, des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions ;

2° sans préjudice du 1°, tout conflit entre décrets ou entre règles visées à l'art. 26bis de la Constitution émanant de législateurs distincts pour autant que le conflit résulte de leur champ d'application respectif ;

3° la violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'art. 26bis de la Constitution, des art. 6, 6bis et 17 de la Constitution.

§ 2. Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction, celle-ci doit demander à la Cour d'arbitrage de statuer sur cette question.

Toutefois, la juridiction n'y est pas tenue lorsque l'action est irrecevable pour des motifs de procédure tirés de normes ne faisant pas elles-mêmes l'objet de la demande de question préjudicielle.

La juridiction, dont la décision est susceptible, selon le cas, d'appel, d'opposition, de pourvoi en cassation ou de recours en annulation au Conseil d'Etat, n'y est pas tenue non plus :

1° lorsque la Cour a déjà statué sur une question ou un recours ayant le même objet ;

2° lorsqu'elle estime que la réponse à la question préjudicielle n'est pas indispensable pour rendre sa décision ;

3° si la loi, le décret ou la règle visée à l'art. 26bis de la Constitution ne viole manifestement pas une règle ou un article de la Constitution visés au § 1^{er}.

TITRE II — DE L'ORGANISATION DE LA COUR D'ARBITRAGE.

Chapitre I^{er} — Des juges de la Cour d'arbitrage.

Art. 31. — La Cour d'arbitrage est composée de douze juges : six juges d'expression française qui forment le groupe linguistique français de la Cour et six juges d'expression néerlandaise qui forment le groupe linguistique néerlandais de la Cour.

Art. 32. — Les juges sont nommés à vie par le Roi sur une liste double présentée par le Sénat. Celle-ci est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents.

Chapitre II — Des référendaires.

Art. 35. — La Cour d'arbitrage est assistée par quatorze référendaires au maximum, dont la moitié est d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise, selon la langue du diplôme et qui ont justifié d'une connaissance suffisante de la seconde langue nationale devant un jury constitué par le secrétaire permanent au recrutement.

Un référendaire d'expression française et un référendaire d'expression néerlandaise, au moins, doivent justifier d'une connaissance suffisante de l'allemand, devant un jury constitué par le secrétaire permanent au recrutement.

Chapitre III — Des greffiers.

Art. 40. — § 1^{er}. Le Roi nomme deux greffiers sur deux listes comprenant chacune deux candidats et présentées l'une par le groupe linguistique français et l'autre par le groupe linguistique néerlandais de la Cour d'arbitrage.

Chapitre IV — Du personnel administratif.

Art. 42. — La Cour d'arbitrage dispose d'un personnel propre. Elle fixe le cadre organique et le cadre linguistique par niveau ; elle nomme et révoque les membres du personnel.

Le Roi approuve les cadres visés à l'alinéa premier.

Sauf décision contraire de la Cour, nécessitée par le bon fonctionnement de ses services et fixée dans un règlement approuvé par arrêté royal, le personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs de l'Etat.

Chapitre V — Incompatibilités.

Chapitre VI — De la discipline.

Art. 49. — Les présidents et les juges qui ont manqué à la dignité de leurs fonctions ou aux devoirs de leur état peuvent être destitués ou suspendus de leurs fonctions par arrêt rendu par la Cour d'arbitrage.

Chapitre VII — Dispositions diverses.

TITRE III — DU FONCTIONNEMENT DE LA COUR D'ARBITRAGE.

Art. 54. — La présidence est exercée à tour de rôle par chaque président pour une période d'un an.

TITRE IV — DE L'EMPLOI DES LANGUES.

Chapitre I^{er} — De l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

Chapitre II — De l'emploi des langues dans les services de la Cour d'arbitrage.

TITRE V — PROCEDURE DEVANT LA COUR D'ARBITRAGE.

Chapitre I^{er} — De la mise au rôle et de la désignation des rapporteurs.

Chapitre II — De la procédure préliminaire.

Chapitre III — De la publication et de la notification des recours et des questions préjudicielles.

Chapitre IV — De l'instruction.

Chapitre V — Des incidents.

Section I^{re} — De l'inscription en faux.

Section II — De la reprise d'instance.

Section III — Du désistement.

Section IV — De la connexité.

Section V — De la récusation.

Chapitre VI — De l'audience.

Chapitre VII — De la réouverture des débats.

Chapitre VIII — De l'arrêt.

Chapitre IX — Dispositions générales.

TITRE VI — DISPOSITIONS FINALES.

TITRE VII — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

LEGISLATION ECONOMIQUE CONJONCTURELLE.

Loi-programme.

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 75.

Extraits (Plan).

TITRE I — DISPOSITIONS EN MATIERE SOCIALE.

(Voir aussi rubrique 5.1 « Généralités ».)

Chapitre I^{er} — Mesures budgétaires.

Chapitre II — Sécurité sociale des travailleurs salariés.

Section 1 — Adaptation de certaines dispositions légales faisant référence au revenu minimum mensuel moyen garanti.

Section 2 — Dispositions en matière de cotisation de modération salariale.

Section 3 — Intégration du double pécule de vacances pour deux jours de la quatrième semaine de vacances dans le régime des vacances annuelles des travailleurs salariés.

Chapitre III — Biologie clinique.

Section 1 — Conditions auxquelles les laboratoires de clinique doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie.

Section 2 — Prestations de biologie clinique.

Chapitre IV — Assurance Maladie-Invalidité.

Section 1 — Documents de cotisation annuels en matière d'assurance maladie-invalidité.

Section 2 — Dispositions concernant les prix des produits pharmaceutiques et d'autres médicaments.

Section 3 — Financement.

Section 4 — Dispositions diverses.

Chapitre V — Maladies professionnelles.

Chapitre VI — Modifications à la loi sur les hôpitaux et à la loi sur les centres publics d'aide sociale.

TITRE II — CLASSES MOYENNES. — TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

Chapitre I^{er} — Cotisation de consolidation.

Chapitre II — Statut social.

Chapitre III — Adaptation de références au revenu minimum mensuel moyen.

TITRE III — EMPLOI ET TRAVAIL.

Chapitre I^{er} — Modification de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales.

Chapitre II — Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics.

Chapitre III — Modification de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Chapitre IV — Modification de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes.

Chapitre V — Modification de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction.

Chapitre VI — Dispositions concernant le chômage.

Section 1 — Dispositions relatives au financement de l'assurance-chômage.

Sous-section 1 — Maintien de la cotisation spéciale de sécurité sociale pour l'exercice d'imposition 1989.

Sous-section 2 — Prêt du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

Section 2 — Octroi des allocations de chômage à titre provisoire à certains travailleurs licenciés.

Section 3 — Prescription des actions relatives au paiement des allocations de chômage.

Chapitre VII — Réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi.

Chapitre VIII — Dispositions concernant l'accord interprofessionnel.

Section 1 — Modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Section 2 — Institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi.

Section 3 — Versements au Fonds pour l'emploi à défaut d'accords pour la promotion de l'emploi durant la période de 1983-1988.

TITRE IV — PENSIONS.

Chapitre I^{er} — Préension de retraite pour travailleurs salariés.

Chapitre II — Mesures relatives à l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Section 1 — Subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs salariés.

Section 2 — Subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs indépendants.

Section 3 — Modification de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Chapitre III — Cotisation spéciale.

Chapitre IV — Mesures concernant les pensions.

Section 1 — Pensions des travailleurs indépendants.

Section 2 — Pensions du secteur public.

Section 3 — Modification de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des préensions.

TITRE V — COMMUNICATIONS.

(Voir aussi rubrique 2 « Organismes d'intérêt public ».)

Chapitre I^{er} — S.N.C.B.

Section 1 — Restructuration du bilan de la S.N.C.B.

Section 2 — Augmentation de la capacité d'emprunt de la S.N.C.B.

Section 3 — Opérations de financement alternatif.

Section 4 — Droit d'aliénation.

Chapitre II — Reprise du personnel temporaire de la Société nationale des chemins de fer belges par la Régie des Postes.

Chapitre III — Apurement de 1.500 millions de F à la Régie des transports maritimes.

TITRE VI — DISPOSITIONS FISCALES.

(Voir aussi rubrique 3 « Généralités ».)

Chapitre I^{er} — Impôts sur les revenus.

Section 1 — Modifications au Code des impôts sur les revenus.

Section 2 — Dispositions particulières.

Sous-section 1 — Zone d'emploi.

Sous-section 2 — Cotisation spéciale sur revenus mobiliers.

Sous-section 3 — Sociétés novatrices.

Sous-section 4 — Associés de sociétés à option.

Sous-section 5 — Personnel supplémentaire.

Sous-section 6 — Précompte immobilier fictif.

Chapitre II — Approbation de la Décision du 24 juin 1988 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au système des ressources propres des Communautés ainsi que de l'Accord intergouvernemental conclu par les représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil.

Chapitre III — Dispositions en matière d'impôts indirects.

Section 1 — Douanes et accises.

Section 2 — Taxe sur la valeur ajoutée.

Section 3 — Droits de succession.

TITRE VII — FONCTION PUBLIQUE.

TITRE VIII — MESURES DIVERSES.

Chapitre I^{er} — Affaires économiques.

Section 1 — Prorogation de la loi du 9 juillet 1975 sur les prix des spécialités pharmaceutiques et autres médicaments.

Section 2 — Conseil d'Administration de l'Office national du Ducroire
(Voir aussi rubrique 2 « Organismes financiers ».)

Section 3 — Confirmation de la Commission pour la régulation des prix.

Section 4 — Société nationale d'investissement.

Chapitre II — Régie des télégraphes et des téléphones.

Chapitre III — Régie des Postes.

Chapitre IV — Sociétés de bourse
(Voir aussi rubrique 2 « Bourse ».)

Chapitre V — Théâtre Royal de la Monnaie.

REFORME DE L'ETAT.

(Voir aussi supra « Cour d'arbitrage » et infra 4.3. « Généralités » et 7. « Région bruxelloise ».)

Loi spéciale du 8 août 1980. Juridiction de coopération.

Loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux art. 92bis, § 5 et § 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1203.

Extrait.

Article 1^{er}. — Il est constitué, pour chaque accord de coopération visé à l'art. 92bis, §§ 2, 3 et 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, dans le cas prévu au § 6 de l'art. 92bis de la même loi, pour chaque accord de coopération visé au § 1^{er} de l'art. 92bis précité, ainsi que pour les différends visés au § 3 de l'art. 94 de la même loi, une juridiction dénommée « juridiction de coopération », seule compétente pour statuer sur les litiges visés au § 5 de l'art. 92bis et au § 3 de l'art. 94 précités.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

BOURSE (Voir aussi rubrique 1).

Sociétés de bourse.

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 75.

Extrait.

Chapitre IV — Sociétés de bourse.

Art. 211. — A l'art. 71 du Titre V du Livre 1^{er} du Code de Commerce modifié par les arrêtés royaux n° 84 du 30 janvier 1935, n° 178 du 20 juin 1935, n° 70 du 30 novembre 1939, n° 61 du 10 novembre 1967, ainsi que par la loi du 3 avril 1980, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Le texte actuel de l'art. 71 devient le paragraphe 1^{er} dudit article ;
- 2° Un paragraphe 2 est introduit, libellé comme suit :

« § 2. Peuvent également figurer au tableau visé au § 1^{er}, les sociétés dotées de la personnalité juridique répondant aux conditions visées au § 1^{er}, 6° à 8°.

Les sociétés doivent disposer de capitaux propres de dix millions de F au moins, ce minimum étant porté à vingt-cinq millions de F pour les sociétés anonymes. Dans les sociétés par actions, les actions doivent être nominatives.

Les montants visés à l'alinéa 2 peuvent être majorés par le Roi, selon les catégories de sociétés qu'Il détermine.

CONCURRENCE.

Compétitivité. Maintien.

Loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, *Moniteur*, 31 janvier 1989, p. 1568.

Extrait.

Chapitre I^{er} — Les critères d'évaluation de la compétitivité.

Article 1^{er}. — § 1^{er}. Les critères d'évaluation de la compétitivité sont les performances à l'exportation, les coûts salariaux, les coûts financiers, les coûts énergétiques et les déterminants structurels, tels que définis aux art. 2 à 6 du présent chapitre.

§ 2. Les critères d'évaluation sont exprimés en indices d'évolution par rapport à 1987 et en comparaison avec la situation des principaux partenaires commerciaux de la Belgique visés aux art. 2 à 6; le choix de ces partenaires et leur importance relative comme concurrents de la Belgique sont déterminés selon le modèle du Fonds monétaire international pour le commerce mondial.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer les modalités techniques du calcul des critères d'évaluation visés au § 1^{er}.

Art. 2. — L'évolution des performances à l'exportation est calculée sur la base des gains ou des pertes de parts de marché de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, par comparaison avec les performances des cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique. Ces gains ou pertes sont la différence entre la croissance du marché à l'exportation et l'évolution en volume de l'ensemble des exportations de biens de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. La croissance du marché à l'exportation est la croissance en volume des importations de chaque pays ou zone du reste du monde, affectée du coefficient de pondération reflétant la structure géographique des exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Art. 3. — L'évolution des coûts salariaux est calculée sur la base du coût salarial par personne occupée dans le secteur privé, exprimé en monnaie commune, par comparaison à la moyenne pondérée des sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique.

Art. 4. — L'évolution des coûts financiers est calculée sur la base entre autres de l'évolution des taux d'intérêt à court, moyen et long terme en Belgique, par comparaison à celle des sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique.

Art. 5. — L'évolution des coûts énergétiques est calculée sur la base d'un indicateur de l'évolution du prix établi par produit énergétique et par catégorie de consommateurs, exprimé en monnaie commune, par comparaison à l'évolution du coût de chacun de ces vecteurs énergétiques chez les cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique.

Art. 6. — L'évolution des déterminants structurels de la compétitivité est calculée sur la base entre autres de l'évolution de la formation brute de capital fixe des entreprises et des dépenses en recherche et développement, en distinguant le financement public du financement privé, exprimées en pourcentages du produit intérieur brut, par comparaison avec celle des cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique.

Chapitre II — La procédure ordinaire d'évaluation de la compétitivité.

Chapitre IV — Les instruments en vue de sauvegarder ou de restaurer la compétitivité.

Art. 10. — § 1^{er}. Les mesures temporaires que le Roi est habilité à prendre en vertu des art. 8, § 5, et 9, § 5, lorsque les Chambres législatives ont constaté que la compétitivité des entreprises belges est menacée, sont les suivantes :

1° la limitation de la prise en compte des facteurs déterminant la croissance nominale des revenus des salariés, accompagnée d'une modération équivalente des revenus des salariés, accompagnée d'une modération équivalente des revenus des professions libérales et des indépendants, des allocations sociales, des loyers, des dividendes, des tantièmes et des revenus d'activités de tout autre type ;

2° la fixation du cadre dans lequel tout accord sur l'évolution des revenus des salariés, négocié dans la période qui prend fin un an après l'expiration du délai de deux mois fixé aux art. 8, § 5, et 9, § 5, doit être conclu, accompagnée de mesures à effets équivalents pour les autres catégories socio-professionnelles, y compris pour celle dont l'évolution des revenus n'est pas touchée par des accords ;

3° l'adoption des mesures utiles à la réduction des coûts financiers ;

4° la réduction limitée des cotisations patronales à la sécurité sociale dans les secteurs exposés à la concurrence internationale ;

5° l'augmentation de la déduction fiscale pour investissements, qui ne peut toutefois excéder le double des montants en vigueur au moment du vote visé aux art. 8, § 5, et 9, § 5 ;

6° l'augmentation de la déduction fiscale pour investissements en recherche et développement, qui ne peut toutefois excéder dix points de plus que le taux spécifique en vigueur au moment du vote visé aux art. 8, § 5, et 9, § 5.

Les mesures visées à l'alinéa 1^{er} se substituent, le cas échéant et pour la durée de leur validité, aux régimes législatifs existant en la matière.

§ 2. Les mesures visées au § 1^{er}, 1° et 2°, peuvent prévoir un régime différencié selon le niveau de revenus. Les mesures visées au § 1^{er}, 3°, 4°, 5° et 6° peuvent être différenciées selon les secteurs.

Art. 11. — § 1^{er}. Les arrêtés pris exclusivement en application des art. 8, § 5, et 9, § 5, cessent de produire leurs effets, sans préjudice de ce qui est disposé au § 3, à la fin du septième mois qui suit celui au cours duquel a eu lieu le vote visé aux art. 8, § 5, et 9, § 5, s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

§ 2. Les arrêtés confirmés par la loi au sens du § 1^{er} ne peuvent être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par une loi, étant entendu que, d'une part, la présente loi reste ensuite d'application et que, d'autre part, le Roi conserve le pouvoir de modifier, de compléter, de remplacer ou d'abroger les dispositions qui ont trait à des matières qui relèvent de Sa compétence en vertu de la Constitution ou d'une loi autre que la présente loi.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les arrêtés pris en application des art. 8, § 5, et 9, § 5, et relatifs aux matières visées à l'art. 10, § 1^{er}, 5° et 6°, sont applicables à l'entière de la période imposable désignée par le Roi.

CONSTRUCTION.

Primes, subsides et subventions. Construction, acquisition. Région bruxelloise.

Arrêté royal du 17 janvier 1989 instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement, ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1233.

Primes, subsides et subventions. Rénovation. Région bruxelloise.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 relatif à l'octroi de primes pour la rénovation d'habitations situées dans la Région bruxelloise, *Moniteur*, 10 janvier 1989, p. 419.

Primes, subsides et subventions. Travaux de confort. Région bruxelloise.

Arrêté royal du 17 janvier 1989 relatif à l'octroi à des particuliers de subventions pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1235.

Arrêté ministériel du 17 janvier 1989 concernant l'exécution de l'arrêté royal du 17 janvier 1989 relatif à l'octroi à des particuliers d'allocations pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1239.

ENSEIGNEMENT.

Reconnaissance d'études et de diplômes.

Directive 89/48/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans, *Journal officiel* n° L 19, 24 janvier 1989, p. 16.

Déclaration du Conseil et de la Commission, *Journal officiel* n° L 19, 24 janvier 1989, p. 23.

Recommandation 89/49/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, concernant les ressortissants des Etats membres porteurs d'un diplôme délivré dans un Etat tiers, *Journal officiel* n° L 19, 24 janvier 1989, p. 24.

Universités. Financement d'actions de recherche.

Arrêté royal du 20 décembre 1988 portant financement de la tranche 1988 des fonds spéciaux pour la recherche dans les institutions universitaires, *Moniteur*, 19 janvier 1989, p. 996.

Universités. Renforcement du potentiel scientifique universitaire dans le domaine de la recherche fondamentale universitaire.

Arrêté royal du 15 décembre 1988 relatif au renforcement du potentiel scientifique universitaire dans le domaine de la recherche fondamentale universitaire, *Moniteur*, 7 janvier 1989, p. 356.

EXPANSION ECONOMIQUE.

Développement régional. Fonds européen.

Règlement (CEE) n° 4254/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne le Fonds européen de développement régional, *Journal officiel* n° L 374, 31 décembre 1988, p. 15.

MARCHES PUBLICS.

Mise en concurrence de certains marchés publics de travaux au niveau des C.E.

Arrêté ministériel du 27 décembre 1988 fixant le montant prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de travaux, *Moniteur*, 7 janvier 1989, p. 358.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Institut national du Logement. Abrogation.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 portant clôture de la dissolution de l'Institut national du Logement, *Moniteur*, 12 janvier 1989, p. 550.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 portant clôture de la dissolution de l'Institut national du Logement, Erratum, *Moniteur*, 13 janvier 1989, p. 612.

S.N.C.B. (Voir aussi rubrique 1).

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 75.

Extrait.

TITRE V — COMMUNICATIONS.

Chapitre I^{er} — S.N.C.B.

Section 1 — Restructuration du bilan de la S.N.C.B.

Art. 164 — ... une provision pour risques et charges de 15 milliards de F, en exemption de tout impôt sur le revenu, est constituée...

... Le capital de la Société est augmenté annuellement...

Section 2 — Augmentation de la capacité d'emprunt de la S.N.C.B.

Art. 165 — La Société nationale des chemins de fer belges est autorisée à émettre un ou plusieurs emprunts pour un montant total de 5.000.000.000 F, en Belgique ou à l'étranger, en monnaie belge ou étrangère, et à procéder au renouvellement de ces emprunts, au plus tôt un an avant l'échéance de remboursement.

Le Roi est autorisé à attacher la garantie de l'Etat au paiement des intérêts et au remboursement du capital de ces emprunts.

Section 3 — Opérations de financement alternatif.

ORGANISMES FINANCIERS (Voir aussi rubrique 1).

Office national du Dueroire.

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 75.

Extrait.

Art. 204 — L'art. 12 de la loi du 31 août 1939 sur l'Office national du Ducreire, modifié par les lois des 30 décembre 1970 et 30 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. — § 1^{er}. L'Office est dirigé par un conseil d'administration composé d'un président, d'un vice-président et de dix-huit membres, qui sont tous nommés par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Le président et le vice-président, ainsi que six membres et six suppléants sont nommés dans les milieux particulièrement concernés par le développement du commerce extérieur.

Six membres et six suppléants sont nommés sur la proposition du Premier Ministre, des Ministres qui ont respectivement dans leurs attributions les Affaires économiques, les Finances, les Relations extérieures, le Commerce Extérieur et la Coopération au Développement. Ces membres et ces suppléants représentent au conseil d'administration le Ministre qui les a proposés.

Six membres et six suppléants sont nommés respectivement sur la proposition de l'Exécutif flamand, de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale. Chaque Région propose deux membres et deux suppléants. Ces membres et ces suppléants représentent au conseil d'administration l'Exécutif qui les a proposés.

Le mandat du président, du vice-président, des membres et des suppléants est de cinq ans; il est renouvelable. Le Roi peut mettre fin au mandat par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Le conseil d'administration comprend autant de francophones que de néerlandophones. Si le président est francophone, le vice-président est néerlandophone, et vice-versa. Des membres représentant la Région de Bruxelles-capitale, l'un est francophone, l'autre est néerlandophone.

Des six membres visés au § 1^{er}, alinéa 3, la moitié sont francophones, l'autre moitié néerlandophones.

Le présent paragraphe est également applicable aux membres suppléants.

§ 3. Il ne peut être attribué de mandat de président, de vice-président ou de membre du conseil d'administration à des personnes qui sont membres des Chambres législatives, d'un Conseil de Communauté, d'un Conseil régional ou d'un Conseil provincial.

Le conseil d'administration ne peut comporter qu'un seul membre exerçant une fonction dans une banque visée au titre 1^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, ou dans une société commerciale ou une société constituée sous la forme d'une société commerciale qui est directement ou indirectement intéressée dans une telle banque à raison de plus de 25 p.c.

§ 4. Le Roi fixe les émoluments et les indemnités alloués au président, au vice-président, aux membres et aux suppléants. »

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

CEE — Technologie (COMETT).

Décision 89/27/CEE du Conseil, du 16 décembre 1988, portant adoption de la seconde phase du programme de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le cadre des technologies (COMETT II) (1990-1994), *Journal officiel* n° L 13, 17 janvier 1989, p. 28.

SIDERURGIE.

Programme communautaire de reconversion.

Décision 89/30/CEE de la Commission, du 21 décembre 1988, relative aux zones visées à l'art. 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 328/88 du Conseil instituant un programme communautaire en faveur de la reconversion de zones sidérurgiques (programme RESIDER), *Journal officiel* n° L 14, 18 janvier 1989, p. 40.

TOURISME ET HOTELLERIE.

Communauté française. Conseil supérieur du Tourisme.

Décret du 2 décembre 1988 portant création du Conseil supérieur du Tourisme, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1505.

Programme d'actions pour l'année européenne du tourisme.

Décision 89/46/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, sur un programme d'actions pour l'année européenne du tourisme (1990), *Journal officiel* n° L 17, 21 janvier 1989, p. 53.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

GENERALITES (*Voir aussi rubrique 1*).

Loi-programme.

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 75.

La loi-programme contient un volet fiscal limité qui consiste en majeure partie dans des adaptations et des améliorations de mesures existantes.

L'exonération fiscale relative au personnel supplémentaire est prolongée d'un an, moyennant quelques modifications aux conditions d'exemption (art. 185).

Le précompte immobilier fictif n'est plus accordé aux organismes d'intérêt public; les services publics continuant cependant à en bénéficier (art. 186).

Un certain nombre de mesures provisoires acquièrent, par la loi-programme, un caractère définitif.

La cotisation spéciale de sécurité sociale est maintenue pour l'année 1989.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Arrêté royal d'exécution du code des impôts sur les revenus. Modification.

Arrêté royal du 14 décembre 1988 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 17 janvier 1989, p. 786.

Immunités. Prix et subsides alloués à des savants, des écrivains ou des artistes.

Arrêté royal du 7 janvier 1989 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'immunisation des prix et subsides payés ou attribués à des savants, des écrivains ou des artistes, *Moniteur*, 19 janvier 1989, p. 999.

Précompte mobilier.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 modifiant, en matière de précompte mobilier, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 6 janvier 1989, p. 280.

Extrait.

Article 1^{er}. — Un article 89bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus :

« *Art. 89bis.* — Il est renoncé totalement à la perception du précompte mobilier sur les revenus d'obligations, bons de caisse ou autres titres analogues, dont le débiteur est un non-résident, lorsque le bénéficiaire est identifié comme étant une société, association, établissement ou organisme soumis à l'impôt des sociétés conformément aux art. 98 à 102 du Code des impôts sur les revenus. »

Art. 2. — L'art. 97, § 6, du même arrêté royal, abrogé par l'arrêté du 10 février 1983, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 6. La renonciation à la perception du précompte mobilier prévue à l'art. 89bis, est subordonnée à la condition que le débiteur du précompte mobilier soit mis en possession d'une attestation par laquelle il est certifié que les bénéficiaires :

- a) sont propriétaires ou usufruitiers des titres productifs de revenus ;
- b) sont des sociétés, associations, établissements ou organismes soumis à l'impôt des sociétés conformément aux art. 98 à 102 du Code des impôts sur les revenus ;
- c) ont, au cours de la période à laquelle les revenus se rapportent, acquis d'un non-résident les titres productifs de revenus. »

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Importation de biens.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 modifiant l'arrêté royal n° 7 du 27 décembre 1977 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur*, 7 janvier 1989, p. 359.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE.

Année budgétaire 1989.

Loi du 29 décembre 1988 contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 6 janvier 1989, p. 271.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS.

Année budgétaire 1989.

Loi du 29 décembre 1988 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 180.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget de la gendarmerie.

Loi du 29 décembre 1988 contenant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 20 janvier 1989, p. 1070.

Budget du Ministère de la Défense nationale.

Loi du 29 décembre 1988 contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 19 janvier 1989, p. 973.

Budget du Ministère de la Justice.

Loi du 23 décembre 1988 contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 25 janvier 1989, p. 1292.

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Loi du 29 décembre 1988 contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1218.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Loi du 20 décembre 1988 contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 6 janvier 1989, p. 251.

Crédits provisoires.

Loi du 29 décembre 1988 ouvrant des crédits provisoires pour les mois de janvier, février et mars de l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 175.

Crédits reportés.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 autorisant le report de crédits d'ordonnancement de l'année budgétaire 1988 à l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 20 janvier 1989, p. 1076.

Subsides et subventions aux universités.

Arrêté royal du 27 décembre 1988 relatif à la subsidiation des recherches universitaires d'aide à la décision politique, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1230.

DETTES DE L'ETAT.

Emprunts publics. Emission.

Arrêté royal du 23 janvier 1989 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8 p.c. 1989-1997, *Moniteur*, 27 janvier 1989, p. 1412.

Arrêté ministériel du 25 janvier 1989 relatif à l'émission de l'emprunt 8 p.c. 1989-1997, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1502.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FLAMANDE.

Budget.

Décret du 23 juin 1988 contenant le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 31 janvier 1989, p. 1713.

Budget. Crédits provisoires.

Décret du 21 décembre 1988 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 31 janvier 1989, p. 1829.

Décret relatif aux finances.

Décret du 21 décembre 1988 relatif aux finances de l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1504.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Budget des recettes.

Décret du 23 décembre 1988 contenant le budget des recettes de la Communauté française de l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1245.

Dotation. Conseil de la Communauté française.

Decret du 23 décembre 1988 contenant la dotation au Conseil de la Communauté française pour l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1248.

COMMUNAUTE GERMANOPHONE.

Budget. Crédits provisoires.

Décret du 5 décembre 1988 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 26 janvier 1989, p. 1373.

GENERALITES.

Dotations et ristournes aux Communautés et Régions.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 fixant le montant de la ristourne aux Communautés des impôts et perceptions réputés localisés dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale pour l'année 1987, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1495.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 fixant le montant de la ristourne aux Communautés des impôts et perceptions réputés localisés dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale pour l'année 1986, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1496.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 fixant les montants définitifs des ristournes d'impôts et perceptions accordés aux Régions et Communautés pour l'année 1988, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1496.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 fixant les montants des acomptes sur ristournes d'impôts et perceptions accordés aux Régions et Communautés pour l'année 1988, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1498.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 fixant les montants définitifs des ristournes d'impôts et perceptions accordés aux Régions et Communautés pour l'année 1987, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1500.

Financement des Communautés et des Régions.

(Voir aussi rubrique 1 « Réforme de l'Etat »).

Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, *Moniteur*, 17 janvier 1989, p. 850.

Extrait.

TITRE I — DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1^{er}. — § 1^{er} Sans préjudice de l'art. 110, § 2, de la Constitution, le financement du budget de la Communauté française et de la Communauté flamande est assuré par :

- 1° des recettes non fiscales ;
- 2° des parties attribuées du produit d'impôts et de perceptions ;
- 3° des emprunts ;

§ 2. Sans préjudice de l'art. 110, § 2, de la Constitution, le financement du budget de la Région wallonne, de la Région flamande et de la Région de Bruxelles-Capitale est assuré par :

- 1° des recettes non fiscales ;
- 2° des recettes fiscales, visées par la présente loi ;
- 3° des parties attribuées du produit d'impôts et de perceptions ;
- 4° une intervention de solidarité nationale ;
- 5° des emprunts.

§ 3. Le Conseil flamand peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu des dispositions de la présente loi, pour le financement tant du budget des matières visées à l'art. 107^{quater} de la Constitution que du budget des matières visées à l'art. 59^{bis} de la Constitution.

Si le Conseil de la Communauté française exerce les compétences du Conseil régional wallon, dans les conditions visées à l'article 1^{er}, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ce Conseil peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu des dispositions de la présente loi pour le financement tant du budget des matières visées à l'art. 107^{quater} de la Constitution que du budget des matières visées à l'art. 59^{bis} de la Constitution.

TITRE II — DES RECETTES NON FISCALES PROPRES.

Art. 2. — Les recettes non fiscales propres liées à l'exercice des compétences attribuées aux Communautés et Régions par la Constitution ou en vertu de celle-ci reviennent au pouvoir compétent.

Les Communautés et les Régions peuvent recevoir des dons et des legs.

TITRE III — DES IMPOTS REGIONAUX.

Art. 3. — Les impôts suivants sont des impôts régionaux :

- 1° la taxe sur les jeux et paris ;
- 2° la taxe sur les appareils automatiques de divertissement ;
- 3° la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées ;
- 4° les droits de succession et de mutation par décès ;
- 5° le précompte immobilier ;
- 6° les droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles ;
- 7° la taxe de circulation sur les véhicules automobiles ;

Ces impôts sont soumis aux dispositions des art. 4 à 11 inclus.

Art. 4. — § 1^{er}. Les Régions peuvent modifier le taux d'imposition, la base d'imposition et les exonérations des impôts visés à l'art. 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o inclus.

§ 2. Les Régions peuvent modifier le taux d'imposition et les exonérations des impôts visés à l'art. 3, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o.

§ 3. Les Régions disposent des compétences prévues au § 2, à l'égard de l'impôt visé à l'art. 3, alinéa 1^{er}, 6^o, à partir de l'année budgétaire suivant celle au cours de laquelle il a été attribué complètement.

§ 4. Le législateur national reste compétent pour fixer la base d'imposition des impôts visés à l'art. 3, alinéa 1^{er}, 4^o à 7^o inclus, ainsi que le taux d'imposition et les exonérations de l'impôt visé à l'art. 3, alinéa 1^{er}, 7^o. Toute modification de l'un de ces éléments ne peut toutefois être effectuée que moyennant l'accord des Exécutifs régionaux.

§ 5. Sur l'impôt visé à l'art. 3, alinéa 1^{er}, 6^o, les Régions sont autorisées à percevoir des centimes additionnels ou à accorder des remises pour autant que celles-ci ne dépassent pas le montant de la part du produit de cet impôt, qui leur est attribuée. Cette autorisation est donnée à partir du 1^{er} janvier 1989 et jusqu'à la complète attribution, aux Régions, du produit de cet impôt.

§ 6. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris après concertation avec les Exécutifs concernés, le Roi règle l'affectation des intérêts de retard et la charge des intérêts moratoires relatifs aux impôts visés à l'art. 3.

Art. 5. — § 1^{er}. Les impôts visés à l'art. 3 sont attribués aux Régions en fonction de leur localisation.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, les impôts concernés sont réputés localisés comme suit :

§ 3. A moins que la Région n'en dispose autrement pour les impôts dont le produit est entièrement attribué, l'Etat assure gratuitement, dans le respect des règles de procédure qu'il fixe, le service des impôts visés à l'art. 3 pour le compte de et en concertation avec la Région.

TITRE IV — DES PARTIES ATTRIBUEES DU PRODUIT D'IMPOTS.

Chapitre I^{er} — Disposition générales.

Art. 6. — § 1^{er}. Un impôt partagé est un impôt national perçu d'une manière uniforme sur tout le territoire du Royaume et dont le produit est en tout ou en partie attribué aux Communautés conformément aux dispositions de la présente loi.

Les impôts partagés visés au présent titre sont :

- 1^o la redevance radio et télévision ;
- 2^o la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 3^o l'impôt des personnes physiques.

§ 2. Un impôt conjoint est un impôt national :

- 1^o perçu d'une manière uniforme sur tout le territoire du Royaume ;
- 2^o dont une partie déterminée du produit est attribuée aux Régions conformément aux dispositions de la présente loi ;

3^o et sur lequel les Régions sont autorisées, sur la base de la localisation de ces impôts, à percevoir des centimes additionnels ainsi que, à partir du premier janvier 1994, à accorder des remises sur lesdits impôts, pour autant qu'elles ne dépassent pas le montant du produit attribué.

L'impôt conjoint visé au présent titre est l'impôt des personnes physiques.

Art. 7. — § 1^{er}. Pour l'application du présent titre, les impôts sont réputés localisés comme suit :

Art. 8. — Au sein du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs, est annuellement organisée une concertation sur la politique fiscale.

Art. 9. — § 1^{er}. L'instauration de centimes additionnels ou de remises est préalablement concertée entre le Gouvernement national et les Exécutifs des Régions.

Durant une période de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, ces centimes additionnels ne pourront donner lieu à une augmentation de la pression fiscale globale.

En vue de sauvegarder l'union économique et l'unité monétaire, le Roi pourra, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris après concertation avec les Exécutifs concernés, imposer à partir du 1^{er} janvier 1994 un pourcentage maximal à ces centimes additionnels et à ces remises. Le Roi saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi portant confirmation de Son arrêté.

Celui-ci ne produit d'effet pour l'exercice d'imposition en cours que s'il a été publié au plus tard dans les trois mois à dater de la publication du décret ou de l'ordonnance concerné ; il sera sans effet s'il n'est pas confirmé par une loi dans les neuf mois à dater de la publication du décret ou de l'ordonnance concerné.

§ 2. Les centimes additionnels instaurés par une Région ne peuvent porter préjudice au droit des communes de percevoir des taxes ou centimes additionnels.

Art. 10. — § 1^{er}. Pour l'année budgétaire 1989, le pourcentage attribué du produit des impôts attribués aux Communautés et aux Régions conformément aux art. 3, alinéa 1^{er}, 6^o et 7^o, et 6, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, est égal au pourcentage correspondant à la part effectivement ristournée pendant l'année budgétaire 1988.

Toutefois, pour le calcul du pourcentage relatif à l'impôt visé à l'art. 3, alinéa 1^{er}, 6^o, il est en outre tenu compte du produit de cet impôt dans la Région de Bruxelles-Capitale, perçu pendant l'année budgétaire 1988.

§ 2. Pour l'année budgétaire 1990 et chacune des années budgétaires suivantes, la partie attribuée, exprimée en pourcentage du produit total, est au moins égale au pourcentage qui a été attribué durant l'année précédente. Ce pourcentage peut être augmenté par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, en concertation avec les Exécutifs concernés.

Art. 11. — Les Communautés et les Régions ne peuvent ni lever de centimes additionnels ni accorder des réductions sur les impôts et perceptions visés par la présente loi, à l'exception de ceux visés aux art. 3, alinéa 1^{er}, 6^o, et 6, § 2.

A l'exception des cas prévus par la présente loi, les Communautés et les Régions ne sont pas autorisées à lever des impôts dans les matières qui font l'objet d'une imposition visée par la présente loi.

Chapitre II — Les régions.

Section 1 — Période transitoire.

Art. 12. — § 1^{er}. Pendant la période transitoire, les moyens par Région sont constitués annuellement de :

- 1° la première partie des moyens visée à l'art. 21 ;
- 2° la deuxième partie des moyens visée à l'art. 27 ;
- 3° la troisième partie des moyens visée à l'art. 32 ;
- 4° l'intervention de solidarité nationale visée à l'art. 48 ;

§ 2. Les moyens visés au § 1^{er}, 1° à 3°, inclus sont constitués par une partie du produit de l'impôt des personnes physiques.

Sous-section 1 — La première partie.

Art. 13. — § 1^{er}. Le calcul de la première partie des moyens est opéré en fonction de deux éléments, dont le premier est fondé sur les montants de base suivants :

- pour la Région flamande : 30,7745 milliards de francs ;
- pour la Région wallonne : 21,0463 milliards de francs ;
- pour la région de Bruxelles-Capitale : 10,3431 milliards de francs.

§ 2. Dès l'année budgétaire 1990 ces montants sont adaptés annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation. En attendant la fixation définitive de cet indice, les montants sont adaptés en fonction du taux de fluctuation de l'indice moyen au cours de l'année précédente.

§ 3. Pour l'année budgétaire 1989, les montants visés au § 1^{er} sont retenus à concurrence de 97,9 p.c..

§ 4. A partir de l'année budgétaire 1990, les montants obtenus en application du § 2 seront ensuite scindés en deux quotités :

- 1° une quotité de 85,7 p.c. ;
- 2° une quotité de 14,3 p.c.

Sous-section 2 — La deuxième partie.

Art. 22. — § 1^{er}. Le calcul de la deuxième partie des moyens est fondé sur les montants de base suivants :

- pour la Région flamande : 37,0089 milliards de francs ;
- pour la Région wallonne : 28,3451 milliards de francs ;
- pour la Région de Bruxelles-Capitale : 5,5293 milliards de francs.

§ 2. Dès l'année budgétaire 1990, ces montants sont adaptés au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation selon les modalités fixées à l'art. 13, § 2.

§ 3. Pour l'année budgétaire 1989, les montants visés au § 1^{er} sont retenus à concurrence de 98 p.c.

§ 4. A partir de l'année budgétaire 1990, les montants obtenus en application du § 2 sont ensuite scindés en deux quotités :

- 1° une quotité de 85,7 p.c. ;
- 2° une quotité de 14,4 p.c.

Art. 25. — § 2. Pour l'année budgétaire 1990, la correction de transition est égale à 90 p.c. du montant de base de la correction de transition.

Pour les années budgétaires 1991 à 1998 incluses, la correction de transition est égale au pourcentage, diminué de 10 points par an, du montant de base de la correction de transition obtenu pour l'année correspondante.

Il n'est plus appliqué de correction de transition à partir de l'année budgétaire 1999.

Sous-section 3 — La troisième partie.

Art. 28. — § 1^{er}. Le calcul de la troisième partie des moyens est fondé sur les montants de base suivants :

- pour la Région flamande : 33,8308 milliards de francs ;
- pour la Région wallonne : 25,0478 milliards de francs ;
- pour la Région de Bruxelles-Capitale : 5,5993 milliards de francs.

§ 2. Dès l'année budgétaire 1990, ces montants sont adaptés au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation, selon les modalités fixées à l'art. 13, § 2.

§ 3. A partir de l'année budgétaire 1990, les montants obtenus en application du § 2 sont ensuite scindés en deux quotités :

- 1° une quotité de 85,7 p.c. ;
- 2° une quotité de 14,3 p.c.

Art. 31. — § 2. Pour l'année budgétaire 1990, la correction de transition est égale à 90 p.c. du montant de base de la correction de transition.

Pour les années budgétaires 1991 à 1998 incluses, la correction de transition est égale au pourcentage, diminué de 10 points par an, du montant de base de la correction de transition obtenu pour l'année correspondante.

Section 2 — Du régime définitif.

Art. 33. — § 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2000 et chacune des années budgétaires suivantes, la fixation des montants s'effectuera sur la base des moyens par Région de l'année budgétaire précédente, après déduction de l'intervention de solidarité nationale attribuée à la Région concernée.

§ 2. Ces montants sont adaptés annuellement au pourcentage de la fluctuation du produit national brut nominal. En attendant la fixation définitive de cette fluctuation, les montants sont adaptés au pourcentage évalué de la fluctuation du produit national brut nominal de l'année précédente.

§ 3. Le montant global pour les trois Régions est exprimé annuellement en pourcents avec cinq décimales des recettes totales de l'impôt des personnes physiques.

§ 4. Le pourcentage ainsi obtenu est appliqué annuellement aux recettes localisées dans chacune des Régions de l'impôt des personnes physiques.

Art. 34. — § 1^{er}. Les moyens par Région sont constitués annuellement comme suit :

- 1° les montants obtenus en application de l'art. 33, § 4 ;
- 2° l'intervention de solidarité nationale visée à l'art. 48.

§ 2. Les moyens visés au § 1^{er}, 1°, sont constitués par une partie du produit de l'impôt des personnes physiques.

Section 3 — Des moyens supplémentaires de financement des programmes de remise au travail de chômeurs.

Art. 35. — § 1^{er}. En ce qui concerne l'intervention financière visée à l'art. 6, § 1^{er}, IX, 2°, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le

montant correspondant à une indemnité de chômage est octroyé à chaque Région concernée pour chaque emploi équivalent temps plein pris en charge par cette Région à la condition qu'elle fournisse la preuve :

- a) de l'occupation équivalente à un emploi temps plein ;
- b) de la qualité de chômeur complet indemnisé ou de personne assimilée à un chômeur complet indemnisé des travailleurs mis au travail ;
- c) que ces travailleurs sont engagés dans les liens d'un contrat de travail.

Chapitre III — Les Communautés.

Art. 36. — Par Communauté, les moyens sont constitués annuellement comme suit :

- 1° la partie attribuée du produit de la redevance radio et télévision visée à l'art. 37 ;
- 2° la partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée visée à l'art. 41 ;
- 3° la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques visée à l'art. 46 ou 47, selon le cas.

Section 1 — La partie attribuée du produit de la redevance radio et télévision.

Art. 37. — § 1^{er}. Est attribuée à la Communauté flamande, la partie du produit de la redevance radio et télévision fixée conformément aux art. 6, § 1^{er}, et 7, § 1^{er}, localisée dans la région de langue néerlandaise, majorée de 20 p.c. de la partie du produit de cette redevance fixée conformément aux art. 6, § 1^{er}, et 7, § 1^{er}, localisée dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Est attribuée à la Communauté française, la partie du produit de la redevance radio et télévision fixée conformément aux art. 6, § 1^{er}, et 7, § 1^{er}, localisée dans la région de langue française, majorée de 80 p.c. de la partie du produit de cette redevance fixée conformément aux art. 6, § 1^{er}, et 7, § 1^{er}, localisée dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Section 2 — La partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 38. — § 1^{er}. Les montants de base sont fixés à :

- pour la Communauté flamande : 167,4389 milliards de francs ;
- pour la Communauté française : 128,9468 milliards de francs ;

§ 2. Toutefois, pour l'année 1989, une réduction exceptionnelle et non récurrente de 6,1023 milliards de francs est opérée sur le montant visé au § 1^{er} pour la Communauté flamande et de 4,6902 milliards de francs sur le montant visé au § 1^{er} pour la Communauté française.

§ 3. Dès l'année budgétaire 1990, les montants visés au § 1^{er} sont adaptés aux taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation selon les modalités fixées à l'art. 13, § 2.

§ 4. Les montants obtenus en application du § 3 sont multipliés annuellement par un facteur d'adaptation.

Ce facteur d'adaptation est obtenu en calculant respectivement pour la Communauté française et la Communauté flamande, le rapport entre :

1° d'une part, le nombre d'habitants âgés de moins de 18 ans appartenant respectivement aux Communautés française et flamande au 30 juin de l'année budgétaire précédente, majoré de 20 p.c. de la baisse ou, le cas échéant, diminué de 20 p.c. de l'augmentation de ce nombre par rapport au 30 juin 1988 ;

2° et le nombre d'habitants âgés de moins de 18 ans au 30 juin 1988 appartenant respectivement aux Communautés française ou flamande d'autre part.

Le rapport le plus élevé est retenu.

Art. 39. — § 1^{er}. Les montants obtenus en application de l'art. 38 sont additionnés annuellement. Le résultat est exprimé en pourcents avec cinq décimales des recettes globales de la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. Le montant obtenu en application du § 1^{er} est réparti entre les Communautés pour les années budgétaires 1989 à 1998 selon la répartition du nombre actuel d'élèves, à savoir :

- pour la Communauté française : 42,45 p.c. ;
- pour la Communauté flamande : 57,55 p.c.

Dès l'année budgétaire 1999, cette répartition est adaptée à la répartition du nombre des élèves sur la base des critères objectifs fixés par la loi.

Le résultat ainsi obtenu constituera le montant de base de chaque Communauté.

Section 3 — La partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques.

Sous-section 1 — Période transitoire.

Art. 42. — § 1^{er}. Les montants de base sont fixés à :

- pour la Communauté flamande : 47,6638 milliards de francs ;
- pour la Communauté française : 37,5229 milliards de francs.

§ 2. Dès l'année budgétaire 1990, ces montants sont adaptés au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation selon les modalités fixées à l'art. 13, § 2.

§ 3. Les montants visés aux §§ 1^{er} et 2 sont ensuite scindés en deux quotités :

- 1^o une quotité de 85,7 p.c. ;
- 2^o une quotité de 14,3 p.c.

Art. 44. — § 1^{er}. Les montants obtenus en application des art. 42, § 3, 1^o, et 43 sont additionnés pour chacune des Communautés.

§ 2. Pour chaque Communauté, le montant obtenu en application du § 1^{er} est exprimé en pourcents avec cinq décimales des recettes localisées dans la Communauté concernée de l'impôt des personnes physiques.

Pour la Communauté flamande, le produit de l'impôt des personnes physiques est constitué du produit localisé dans la région de langue néerlandaise de l'impôt des personnes physiques, majoré de 20 p.c. du produit localisé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale de l'impôt des personnes physiques.

Pour la Communauté française, le produit de l'impôt des personnes physiques est constitué du produit localisé dans la région de langue française de l'impôt des personnes physiques majoré de 80 p.c. des recettes localisées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale de l'impôt des personnes physiques.

Pour l'application du présent article, les recettes localisées dans chacune des régions linguistiques de l'impôt des personnes physiques et visées à l'art. 7, § 2, sont fixées annuellement, sur la base des données les plus récentes, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après concertation avec les Exécutifs des Régions et des Communautés.

§ 3. Le pourcentage le plus élevé obtenu en application du § 2 est retenu. Ce pourcentage est appliqué, aux recettes localisées dans chacune des Communautés de l'impôt des personnes physiques. Les résultats ainsi obtenus constitueront les montants de base pour les différentes Communautés.

Art. 45. — § 2. Pour l'année budgétaire 1989, la correction de transition est égale au montant de base de la correction de transition.

Pour les années budgétaires 1990 à 1998 incluses, la correction de transition est égale au pourcentage, diminué de 10 points par an, du montant de base de la correction de transition obtenu pour l'année correspondante.

Il n'est plus appliqué de correction de transition à partir de l'année budgétaire 1999.

Sous-section 2 — Du régime définitif.

Art. 47. — § 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2000 et chacune des années budgétaires suivantes, la fixation des montants s'effectuera sur la base des moyens par Communauté de l'année budgétaire précédente.

§ 2. Ces montants sont adaptés annuellement au pourcentage de la fluctuation du produit national brut nominal. En attendant la fixation définitive de cette fluctuation, les montants sont adaptés au pourcentage évalué de la fluctuation du produit national brut nominal de l'année précédente.

§ 3. Le montant global pour les deux Communautés est exprimé annuellement en pourcents avec cinq décimales des recettes totales de l'impôt des personnes physiques.

§ 4. Le pourcentage ainsi obtenu est appliqué annuellement aux recettes localisées dans chacune des Communautés, conformément à l'art. 44, § 2, de l'impôt des personnes physiques.

TITRE V — DE L'INTERVENTION DE SOLIDARITE NATIONALE.

Art. 48. — § 1^{er}. A partir de l'année budgétaire 1990, une intervention de solidarité nationale annuelle est attribuée à la Région dont le produit moyen de l'impôt des personnes physiques par habitant est inférieur au produit moyen de l'impôt des personnes physiques par habitant pour l'ensemble du Royaume.

§ 2. Le montant de base de l'intervention de solidarité nationale s'élève à 468 francs par habitant et par pourcent de différence en moins que présente le produit moyen. Ce produit moyen est calculé sur la base des chiffres fixés conformément à l'art. 7, § 2.

Dès l'année budgétaire 1989, le montant de base est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation selon les modalités fixées à l'art. 13, § 2.

TITRE VI — DES EMPRUNTS.

Art. 49. — § 1^{er}. Les Communautés et les Régions peuvent contracter des emprunts.

§ 2. Les Communautés et les Régions peuvent émettre, sur le marché belge des capitaux, des emprunts publics en francs belges des capitaux, des emprunts publics en francs belges dans le cadre d'une programmation fixée par le Conseil des Ministres et après concertation avec les Exécutifs.

Les conditions et le calendrier d'émission de chacun des emprunts publics sont soumis à l'approbation du Ministre des Finances. En cas de refus d'approbation du Ministre des Finances, l'Exécutif concerné peut demander que l'affaire soit portée devant le Conseil des Ministres pour décision.

§ 3. Les Communautés et les Régions peuvent émettre des emprunts privés en francs belges sur le marché belge des capitaux ainsi que des titres à court terme en francs belges en Belgique après en avoir informé le Ministre des Finances. Les modalités de la communication et le contenu de cette information font l'objet d'une convention entre le Ministre des Finances et les Exécutifs.

§ 4. Les Communautés et les Régions peuvent émettre des emprunts en francs belges en dehors de la Belgique ou des emprunts en devises avec l'approbation du Ministre des Finances. L'approbation est requise pour chaque emprunt.

En cas de refus d'approbation du Ministre des Finances, l'Exécutif concerné peut demander que l'affaire soit portée devant le Conseil des Ministres pour décision.

§ 5. Les organismes d'intérêt public qui dépendent des Communautés et des Régions sont soumis aux dispositions des §§ 2 et 4. Ces dispositions leur sont appliquées à l'intervention de l'Exécutif concerné.

§ 6. Au sein du Conseil supérieur des Finances, le Roi crée une section « Besoins de financement des pouvoirs publics ». Cette section comprend douze membres, désignés par le Roi, en raison de leur compétence particulière et de leur expérience dans le domaine financier et économique, sur proposition des Ministres des Finances et du Budget. La moitié des membres est présentée sur proposition des Exécutifs. L'autre moitié comprend le représentant du Ministre des Finances au bureau du Conseil, ainsi que trois membres présentés par la Banque Nationale de Belgique, et parmi ceux-ci le représentant de la Banque Nationale de Belgique au bureau précité. La section compte un nombre égal de membres du rôle linguistique néerlandophone, d'une part, et du rôle linguistique néerlandophone, d'autre part. Le Roi règle la composition et le fonctionnement de la section ainsi que le régime des incompatibilités par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris après avis des Exécutifs.

Annuellement, la section rend un avis sur les besoins de financement des pouvoirs publics.

La section peut, d'initiative ou à la demande du Ministre des Finances, émettre un avis sur l'opportunité de limiter la capacité d'emprunt d'un pouvoir public en fonction de la nécessité de ne pas porter atteinte à l'union économique et à l'unité monétaire, et d'éviter toute perturbation des équilibres monétaires internes et externes ainsi qu'une détérioration structurelle des besoins de financement.

Chaque avis de la section est adressé au Gouvernement et le cas échéant à l'Exécutif concerné.

Dans l'appréciation des besoins de financement des pouvoirs publics, les avis rendus en application du présent paragraphe prennent en compte non seulement les besoins propres de financement des pouvoirs publics concernés mais aussi ceux des organismes dont le service financier grève le budget de ces pouvoirs publics.

§ 7. Après avoir recueilli l'avis de la section visée au § 6, le Roi peut, par arrêté pris sur proposition du Ministre des Finances et délibéré en Conseil des Ministres, limiter pour une durée maximale de deux ans la capacité d'emprunt d'une Communauté ou Région. Cet arrêté est pris après concertation avec l'Exécutif concerné.

Aussi longtemps que l'arrêté visé à l'alinéa précédent n'a pas cessé ses effets, tous les emprunts, visés au § 3, de la Communauté concernée, de la Région concernée ou des organismes visés au § 5 sont soumis à l'approbation du Ministre des Finances.

§ 8. Annuellement est joint aux budgets des Voies et Moyens des Communautés et des Régions un relevé de leur dette totale au 31 décembre des trois dernières années.

Mensuellement est communiqué au Ministre des Finances un relevé détaillé de la dette totale de chaque Communauté et de chaque Région. Ce relevé est mensuellement publié au Moniteur belge.

Par dette au sens du présent paragraphe, on entend la dette des Communautés et des Régions en ce compris les engagements des organismes dont le service financier grève le budget des Communautés et des Régions.

TITRE VII — DISPOSITIONS D'ORGANISATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE.

Art. 50. — § 1^{er}. Chaque Conseil vote annuellement le budget et arrête les comptes.

Le compte général des Communautés et des Régions est transmis à leur Conseil, accompagné des observations de la Cour des Comptes.

Toutes les recettes et dépenses sont portées au budget et dans les comptes.

§ 2. La loi détermine les dispositions générales applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle exercé par la Cour des Comptes.

En ce qui concerne les organismes d'intérêt public qui dépendent des Communautés et Régions, la loi détermine les dispositions générales relatives à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

La loi détermine les dispositions générales en matière de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions.

Art. 51. — Les Communautés et les Régions organisent un contrôle administratif et budgétaire pour ce qui les concerne et disposent à cette fin d'inspecteurs des finances, qui, mis à leur disposition, sont placés sous leur autorité.

Les inspecteurs des Finances rendent leurs avis en toute indépendance, et ne communiquent ceux-ci qu'à l'Exécutif auprès duquel ils sont accrédités.

Après accord des Exécutifs, le Roi organise, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le corps de l'Inspection des Finances, l'association des Communautés et des Régions à sa gestion, ainsi que la mise à disposition des inspecteurs des Finances auprès des Communautés et des Régions en vue d'assurer la réalisation des missions qui leur sont confiées en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 52. — Les Communautés et les Régions organisent leur trésorerie propre, selon des modalités fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après accord des Exécutifs. Toutefois, pendant une période transitoire de deux ans prenant fin le 31 décembre 1990, la trésorerie des Communautés et des Régions est gérée par la trésorerie de l'Etat, selon des modalités fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après accord des Exécutifs.

Art. 53. — Le Budget des Voies et Moyens détermine :

1° les montants établis, par Région, des impôts visés à l'art. 3, sauf lorsque la Région fait usage de la faculté qui lui est offerte par l'art. 5, § 3 ;

2° les montants établis par Communauté et visés à l'art. 36 ;

3° les montants établis par Région et visés aux art. 12 et 34.

Le projet contenant le Budget des Voies et Moyens fait, sur ces points, l'objet d'une concertation préalable entre l'autorité nationale et les Exécutifs des Communautés et des Régions. Le montant de l'intervention de solidarité nationale visé à l'art. 48 fait l'objet de la même concertation préalable.

TITRE VIII — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 55. — § 1^{er}. Sont cédées respectivement au « Fonds voor de Herstructurering van de Nationale Sectoren in het Vlaamse Gewest (FNSV) », au Fonds pour la restructuration des Secteurs nationaux en Région wallonne (FSNW) et à la Société régionale

d'Investissement de Bruxelles (SRIB) les titres et créances détenus par la Société nationale pour la Restructuration des Secteurs nationaux (SNSN) dans et à l'égard des entreprises, en ce compris les invests, implantées dans la Région flamande, dans la Région wallonne et dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 57. — § 5. Les Communautés et les Régions succèdent aux droits et obligations de l'Etat relatifs aux biens qui leur sont transférés en vertu du présent article, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Art. 58. — § 1^{er}. Le Conseil économique régional pour le Brabant est supprimé à la date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres;

Art. 61. — § 1^{er}. A moins que la présente loi n'en dispose autrement, les Communautés et les Régions succèdent aux droits et obligations de l'Etat relatifs aux compétences qui leur sont attribuées par la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

§ 3. Les Communautés et les Régions succèdent, chacune en ce qui la concerne, aux biens, droits et obligations des organismes d'intérêt public dont les missions relèvent des compétences régionales et communautaires, selon les modalités fixées par la loi, dans le respect des principes énoncés à l'art. 57 et au § 1^{er}, alinéa 2 à 8, du présent article.

§ 4. A la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, les Régions succèdent aux droits et obligations des Communautés en ce qui concerne les monuments et les sites situés sur leur territoire.

Art. 62. — § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de la présente loi, il est prévu annuellement, à charge du budget de l'Etat, un crédit destiné aux Communautés pour le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers.

Pour l'année budgétaire 1989, ces montants sont respectivement de 1.200 millions pour la Communauté française et de 300 millions pour la Communauté flamande.

§ 2. Pour l'année budgétaire 1990 et chacune des années budgétaires suivantes, les montants mentionnés au § 1^{er} sont adaptés au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation selon les modalités fixées par l'art. 13, § 2.

§ 3. A partir de 1990, les montants visés au § 2 peuvent être augmentés, en particulier pour tenir compte des conséquences financières éventuelles sur les Communautés de décisions prises par l'autorité nationale dans l'exercice de ses compétences propres.

Art. 63. — Un crédit spécial est inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique en faveur de communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immatriculées au précompte immobilier. Ce crédit couvre en partie la non-perception des centimes additionnels communaux au dit précompte.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres détermine la répartition de ce crédit, après concertation avec les Exécutifs concernés.

Le crédit correspondant à celui des communes de la Région de Bruxelles-Capitale est transféré à la Région.

Art. 64. — § 1^{er}. Une dotation spéciale est accordée à la ville de Bruxelles. Le montant de base de cette dotation est égal à 2,5654 milliards de francs.

§ 2. Dès l'année budgétaire 1990, ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation selon les modalités fixées à l'art. 13, § 2.

§ 3. Ce crédit est inscrit annuellement au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Art. 65. — § 1^{er}. Le financement du budget de la Commission Communautaire Commune pour l'exercice des compétences visées à l'art. 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises est assuré par :

- 1° des moyens non fiscaux propres, visés au § 3 ;
- 2° une dotation à charge du budget national, visée au § 4 ;

TITRE X — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Loi du 23 janvier 1989 portant application de l'art. 110, § 2, alinéa 2, de la Constitution, *Moniteur*, 24 janvier 1989, p. 1217.

Extrait.

Article unique. — Dans les cas non prévus par l'art. 11 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les Conseils ne sont pas autorisés à lever des impôts dans les matières qui font l'objet d'une imposition par l'Etat, ni à percevoir des centimes additionnels aux impôts et perceptions au profit de l'Etat, ni à accorder des remises sur ceux-ci.

REGION WALLONNE.

Garantie de la région. Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 novembre 1988 autorisant le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie à contracter sous la garantie de la Région wallonne un emprunt d'un montant effectif de 1.050 millions de francs, *Moniteur*, 17 janvier 1989, p. 806.

Primes, subsides et subventions. Certains investissements d'intérêt public.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 décembre 1988 relatif aux subvention-socroyées par la Région wallonne à certaines investissements d'intérêt public, *Moniteur*, 28 janvier 1989, p. 1512.

4.4. POUVOIRS LOCAUX.

C.P.A.S.

Dispositions organiques.

Loi du 29 décembre 1983 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, *Moniteur*, 4 janvier 1989, p. 20.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 modifiant l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale, *Moniteur*, 4 janvier 1989, p. 23.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

EMPLOI.

Contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs locaux.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 7 décembre 1988 portant des règles d'exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, *Moniteur*, 31 janvier 1989, p. 1837.

GENERALITES.

Loi-programme (Voir aussi rubrique 1).

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur*, 5 janvier 1989, p. 75.

Résumé.

I. — Cotisation de modération sociale (art. 12 à 14).

La cotisation de modération sociale de 5,85 p.c. à charge des employeurs, instaurée le 1^{er} janvier 1987 dans le but de consolider le produit des sauts de l'index (3 x 2 p.c.) entre 1984 et 1986, est ramené maintenant à 5,67 p.c. Le pourcentage de 0,41 p.c. qui a été ajouté à cette cotisation de modération salariale et qui est dû pour les employés soumis à la législation sur les vacances annuelles est réduit à 40 p.c.

Les pourcentages sont maintenant définitifs : autrefois ceux-ci devaient être adaptés chaque année par un coefficient de correction à mettre en application, lequel était déterminé par le Ministre des Affaires sociales.

Les art. 13 et 14 de la loi-programme donnent en outre au Roi la possibilité d'exclure de la réglementation des catégories déterminées du régime du travailleur ou d'instaurer pour celles-ci des modalités particulières de calcul (de la cotisation).

II. — Assurance maladie et invalidité (art. 30 et suiv.).

Une simplification a été apportée concernant les documents de cotisations d'assurance maladie invalidité à remettre en matière.

Les documents de cotisations seront dressés sur base annuelle (ce qui sera déterminé par A.R.) et non plus sur base trimestrielle. Ils serviront encore uniquement pour déterminer le droit aux soins de santé : la remise de ces documents annuels, qui devront représenter un montant suffisant à déterminer par le Roi, donne ipso facto droit aux soins de santé durant la période allant du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante (art. 33 et 34).

En ce qui concerne le droit aux prestations, la preuve de la réunion des conditions auxquelles les titulaires doivent satisfaire pour la période d'attente et pour le maintien du droit sera faite au moyen d'une fiche de renseignements appropriée.

De nombreuses modalités doivent encore être déterminées par le Roi. L'art. 45 prévoit cependant des dispositions transitoires pour l'année 1989.

III. — Amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales (art. 82 et suiv.).

Afin de mieux lutter contre la fraude sociale (entres autres, la non mise à jour du compte individuel, et le fait de faire prester des heures supplémentaires non reconnues par l'employeur), et de pouvoir appliquer des amendes plus flexibles, les maxima des amendes sont augmentés.

IV. — Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics (art. 93 et suiv.).

En vertu de l'art. 93, dernier alinéa, c), les institutions publiques de crédit sont expressément exclues de cette réglementation. Selon l'exposé des motifs (p. 44) il en est ainsi puisque les activités contractuelles subventionnées doivent être exécutées dans le secteur non-commercial.

V. — Stages ONEM (art. 102 et suiv.).

L'art. 102 exclut « les institutions publiques de crédit » visées par les arrêtés royaux pris en exécution des art. 2, 3 de la loi du 5 décembre 1968 concernant les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (c.à.d. les 7 IPC du secteur), du régime spécifique qui s'applique à l'administration (1^{er} alinéa) et les assimile expressément aux entreprises (dernier alinéa).

VI. — Cotisation spéciale de sécurité sociale pour les revenus supérieurs à 3.237.000 F (art. 109).

S'applique encore aux revenus de 1988. Le versement provisionnel qui selon la réglementation existante devait avoir lieu avant le 1^{er} décembre, peut être effectué jusqu'au 4 février au plus tard.

VII. — Contestations concernant les indemnités du licenciement (art. 111 et suiv.).

Si l'ONEM estime que le travailleur licencié n'a pas reçu de son employeur l'indemnité de licenciement (préavis) à laquelle il a droit, l'intéressé peut cependant percevoir des allocations de chômage provisoires de l'ONEM à titre « d'avance »; il doit les rembourser aussitôt qu'il reçoit une indemnité plus élevée de son employeur. L'ONEM peut exiger le remboursement, à concurrence de l'avance octroyée, directement chez l'employeur.

Pour pouvoir bénéficier de ces allocations de chômage provisoires, le travailleur doit s'engager, si c'est nécessaire par voie judiciaire, à exiger l'indemnité de préavis due auprès de son employeur. S'il ne fait pas le nécessaire dans l'année, il est exclu du droit aux allocations de chômage, à compter du jour de la fin du contrat de travail pour la période de préavis minimum qui lui est applicable.

VIII. — Réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi (art. 114 et suiv.).

Cette réduction s'applique, entre autres, en cas d'augmentation nette du personnel existant à la suite de l'engagement d'un jeune chômeur, ou d'un chômeur de longue durée mais aussi, par exemple dans les cas où un membre du personnel qui prend un congé volontaire, décède, ou prend sa pension, est remplacé par un chômeur de longue durée, ou lorsqu'un membre du personnel qui prend une interruption de carrière est remplacé par un chômeur de longue durée.

Le régime ne se limite plus dorénavant aux entreprises à but industriel et commercial et aux professions libérales, mais s'applique à tous les employeurs du secteur privé qui sont soumis à la sécurité sociale (art. 114).

IX. — Pensions.

— *La prépension est prolongée au 31 décembre 1989 (art. 145).*

— *La cotisation spéciale de 3,5 p.c. au profit de la sécurité sociale est établie avec tous les versements qui sont effectués par l'employeur pour allouer des avantages complémentaires dans le cadre de la retraite et du décès prématuré (pensions extra-légales).*

Les versements ou les parties de versements qui ont trait aux années de services prestées par les membres du personnel avant le 31 décembre 1988 ne sont cependant plus pris en considération.

Cette partie est obtenue pour chaque membre du personnel en multipliant le versement total par une fraction qui a pour dénominateur le nombre total d'années de service et pour numérateur le nombre d'années prestées avant cette date (art. 152).

Dans la loi Wyninckx un art. 46ter est inséré, qui précise que les « avantages en nature » dont bénéficient certains membres du personnel ne soit pas pris en considération pour la détermination du traitement moyen qui sert de base à la liquidation de leurs pensions, exceptés pour les concierges (art. 161). Cela vaut pour toutes les pensions visées par la loi.

X. — Dispositions concernant l'accord interprofessionnel (art. 132 et suiv.).

- *L'opération-Maribel devient définitive et son champ d'application peut être élargi, par arrêté royal, à d'autres catégories d'employeurs (art. 132 et 134).*
- *La cotisation patronale pour le chômage est portée de 1,23 p.c. à 1,33 p.c. (art. 136).*
- *Une cotisation patronale de 0,18 p.c. au profit du Fonds pour l'emploi est instaurée pour les années 1989 et 1990, calculée sur le salaire global des travailleurs (art. 134) à moins que par une C.C.T. des initiatives soient conclues pour promouvoir l'emploi qui sont instituées pour les groupes à risque parmi les chercheurs d'emploi et qui sont équivalentes à la cotisation visée, c.à.d. qui représentent au moins un effort de 0,18 p.c. de la masse salariale en 1989 et 1990; la C.C.T. doit être déposée au plus tard le 1^{er} avril de l'année à laquelle la C.C.T. est d'application (art. 139).*
- *Pour ceux qui ont conclu des accords d'emploi pour les années antérieures, le contrôle sur leur application est supprimé.*

CONGES ET INTERRUPTIONS DE CARRIERE.

Congé éducation payé.

Arrêté royal du 29 décembre 1988 modifiant l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 — octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs — du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, *Moniteur*, 14 janvier 1989, p. 726.

Extrait.

« *Art. 19. — Pour les travailleurs assujettis à l'un des régimes de sécurité sociale cités à l'art. 122 de la loi et autres que ceux qui sont visés à l'art. 108, § 3, de la loi, les employeurs sont redevables d'une cotisation fixée, à partir du 1^{er} janvier 1989, à 0,04 p.c. des rémunérations qui sont prises en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. »*

MODERATION DES REVENUS.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 7 janvier 1989 pris en exécution de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modulation des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants et de l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modulation des revenus des travailleurs indépendants, *Moniteur*, 27 janvier 1989, p. 1415.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants. Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 19 décembre 1988 pris en exécution de l'arrêté royal n° 290 du 31 mars 1984 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants, *Moniteur*, 13 janvier 1989, p. 612.

ORGANISMES SPECIALISES.

Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle, *Moniteur*, 14 janvier 1989, p. 743.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

CHOMAGE.

Allocations. Chômeurs âgés. Complément d'ancienneté.

Arrêté royal du 13 janvier 1989 relatif à l'octroi d'un complément d'ancienneté aux chômeurs âgés, *Moniteur*, 19 janvier 1989, p. 1009.

PENSIONS.

Règlement général relatif à la pension de retraite et de survie. Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 7 janvier 1989 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et exécutant l'art. 132 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, *Moniteur*, 20 janvier 1989, p. 1082.

PREPENSION.

Prépension conventionnelle. Allocations de chômage.

Arrêté royal du 12 janvier 1989 modifiant l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, *Moniteur*, 26 janvier 1989, p. 1371.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DES C.E.

C.E.E. — Chine. Textile.

Décision 88/656/CEE du Conseil du 19 décembre 1988 sur la mise en application à titre provisoire de l'accord entre la Communauté économique européenne et la république populaire de Chine sur le commerce des produits textiles, *Journal officiel* n° L 380, 31 décembre 1988, p. 1.

Agreement between the European Community and the People's Republic of China on trade in textile products, *Journal officiel* n° L 380, 31 décembre 1988, p. 2.

Information relative à l'accord entre la Communauté et la république populaire de Chine sur le commerce des produits textiles, *Journal officiel* n° L 380, 31 décembre 1988, p. 74.

ACCORDS COMMERCIAUX DES ETATS MEMBRES DES C.E.

Prorogation.

Décision 89/54/CEE du Conseil du 23 janvier 1989, autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers, *Journal officiel* n° L 23, 27 janvier 1989, p. 44.

SIDERURGIE (C.E.C.A.).

C.E.C.A. — Surveillance intracommunautaire.

Décision 89/28/CECA de la Commission du 21 décembre 1988, autorisant les Etats membres à instaurer une surveillance intracommunautaire des importations pour la mise à la consommation de certains produits sidérurgiques originaires de certains pays tiers relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et mis en libre pratique dans un autre Etat membre, *Journal officiel* n° L 14, 18 janvier 1989, p. 24.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Transport aérien. Accord Belgique — Cuba.

Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Cuba relatif aux transports aériens et Annexe, signé à La Havane le 22 octobre 1975, *Moniteur*, 19 janvier 1989, p. 1002.

Transport aérien. Accord Belgique — Gabon.

Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République gabonaise relatif aux transports aériens réguliers et Annexe, signés à Bruxelles le 28 juin 1974, *Moniteur*, 25 janvier 1989, p. 1316.

7. — DIVERS

FONCTION PUBLIQUE.

Collège de secrétaires généraux.

Arrêté royal du 4 janvier 1989 instituant un Collège des secrétaires généraux, *Moniteur*, 21 janvier 1989, p. 1142.

HEURE D'ETE.

Cinquième directive 89/47/CEE du Conseil du 21 décembre 1988, concernant les dispositions relatives à l'heure d'été, *Journal officiel* n° L 17, 21 janvier 1989, p. 57.

LOTERIE NATIONALE.

Règlement du « Lotto » et du « Joker ».

Arrêté ministériel du 27 janvier 1989 modifiant l'arrêté ministériel du 8 décembre 1977 fixant le règlement du « Lotto » et du « Joker », *Moniteur*, 31 janvier 1989, p. 1580.

PROTECTION DES CONSOMMATEURS.

Dangers découlant de l'utilisation de produits de consommation.

Décision 89/45/CEE du Conseil du 21 décembre 1988, concernant un système communautaire d'échange rapide d'informations sur les dangers découlant de l'utilisation de produits de consommation, *Journal officiel* n° L 17, 21 janvier 1989, p. 51.

REGION BRUXELLOISE (Voir aussi rubrique 1. Réforme de l'Etat).

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 14 janvier 1989, p. 698.

Institutions bruxelloises.

Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, *Moniteur*, 14 janvier 1989, p. 667.

Extrait.

LIVRE I — Dispositions prises en application de l'art. 107^{quater} de la Constitution.

TITRE I — DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

Article 1^{er}. — Il y a pour la Région bruxelloise, visée à l'art. 107^{quater} de la Constitution ci-après dénommée la Région de Bruxelles-capitale, un Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et un Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommés le Conseil et l'Exécutif.

Art. 2. — § 1^{er}. Le territoire de la Région Bruxelles-Capitale comprend le territoire de l'arrondissement administratif de « Bruxelles-Capitale », tel qu'il existe au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3. — La Région de Bruxelles-Capitale a la personnalité juridique.

TITRE II — DES COMPETENCES.

Art. 4. — La Région de Bruxelles-Capitale a les mêmes compétences que la Région wallonne et la Région flamande. Les compétences attribuées aux Conseils régionaux sont, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, exercées par voie d'ordonnances.

Art. 5. — La Région de Bruxelles-Capitale peut confier l'exercice d'attributions de l'Agglomération bruxelloise aux organismes d'intérêt public, qu'elle crée ou désigne.

Dans ce cas, l'Exécutif règle les modalités du transfert à ces organismes de biens, droits et obligations de l'Agglomération bruxelloise, qui sont relatifs à l'exercice des attributions qui leur sont confiées.

TITRE III — DES POUVOIRS.

Chapitre I — Dispositions générales.

Art. 6. — Le pouvoir de légiférer par ordonnances s'exerce collectivement par le Conseil et l'Exécutif.

Le droit d'initiative appartient à l'Exécutif et aux membres du Conseil.

Art. 7. — L'ordonnance peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions législatives en vigueur.

Elle est d'application dans le territoire visé à l'art. 2, § 1^{er}, de la présente loi.

Art. 8. — Les art. 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et 20 à 22, de la loi spéciale sont applicables à la Région de Bruxelles-Capitale moyennant les adaptations nécessaires. Toutefois, pour cette application, il y a lieu de lire « ordonnance » au lieu de « décret ».

Les ordonnances visées au présent article mentionnent qu'elles règlent des matières visées à l'art. 107^{quater} de la Constitution.

Art. 9. — Les juridictions ne peuvent contrôler les ordonnances qu'en ce qui concerne leur conformité à la présente loi et à la Constitution, à l'exception des articles de la Constitution visés par l'art. 107^{ter}, § 2, 2° et 3° de celle-ci et des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

En cas de non-conformité, elles refusent l'application de l'ordonnance.

Chapitre II — Du Conseil.

Section 1 — De la composition.

Art. 10. — Le Conseil est composé de 75 membres élus directement.

Art. 11. — Le Conseil est renouvelé intégralement tous les cinq ans. Les premières élections ont lieu en 1989 le même jour que les élections pour le Parlement européen.

Les élections ultérieures auront lieu à la même date que celle fixée pour les élections du Parlement européen si celles-ci ont lieu au cours de la même année.

Toutefois, elles auront lieu à la même date que celle qui sera fixée pour le renouvellement intégral du Conseil flamand, du Conseil de la Communauté française et du Conseil régional wallon, lorsque les membres de ceux-ci seront élus directement en cette qualité.

Art. 12. — § 2. Nul ne peut être à la fois membre du Conseil et titulaire d'un mandat électif communal et d'un mandat électif national.

Section 2 — Des élections.

Art. 13. — Sont électeurs pour le Conseil, les Belges âgés de dix-huit ans accomplis, inscrits au registre de la population d'une commune de la Région de Bruxelles-Capitale et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus aux art. 6 à 9^{bis} du Code électoral.

Art. 17. — § 1^{er}. Tout candidat au Conseil doit, dans son acte d'acceptation de candidature, indiquer le groupe linguistique auquel il appartient. Il continue à appartenir à ce groupe linguistique à chaque élection ultérieure.

§ 2. Les candidats du groupe linguistique français et les candidats du groupe linguistique néerlandais sont présentés sur des listes séparées.

Section 3 — Du fonctionnement.

Art. 22.

Art. 23. — Les conseillers élus sur des listes francophones constituent le groupe linguistique français. Les conseillers élus sur des listes néerlandophones constituent le groupe linguistique néerlandais.

Art. 25. — § 1^{er}. Le Conseil fixe le montant de l'indemnité allouée à ses membres. Cette indemnité ne peut excéder la moitié de l'indemnité allouée aux membres de la Chambre des Représentants et ne peut être cumulée avec une indemnité parlementaire.

§ 2. Les charges résultant de l'application du § 1^{er}, sont supportées par le budget de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 26. — § 1^{er}. Le Conseil se réunit de plein droit chaque année, le troisième mercredi d'octobre. Il peut être réuni antérieurement par l'Exécutif.

Après chaque renouvellement, il se réunit de plein droit le deuxième mercredi qui suit le mois au cours duquel le renouvellement a eu lieu.

Il doit rester réuni chaque année au moins quarante jours.

§ 2. Le Conseil peut être convoqué en session extraordinaire par l'Exécutif.

§ 3. L'Exécutif prononce la clôture de la session.

Art. 31. — Sauf pour les budgets, une motion motivée, signée par les trois quarts au moins des membres d'un groupe linguistique du Conseil et introduite avant le vote final en séance publique, peut déclarer que les dispositions qu'elle désigne dans un projet ou une proposition d'ordonnance sont de nature à porter gravement atteinte aux relations entre les communautés.

Dans ce cas, la procédure au sein du Conseil est suspendue et la motion est renvoyée à l'Exécutif qui, dans les trente jours, émet un avis motivé, et, le cas échéant, amende le projet ou la proposition.

L'avis motivé de l'Exécutif est transmis au Conseil, où il est procédé au vote sur les amendements éventuellement proposés par l'Exécutif, puis sur l'ensemble du projet ou de la proposition.

Cette procédure ne peut être appliquée qu'une fois par les membres d'un groupe linguistique à l'égard d'un même projet ou d'une même proposition.

Section 4 — De la publication et de l'entrée en vigueur des ordonnances.

Art. 32. — La sanction et la promulgation des ordonnances se font de la manière suivante :

« Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Chapitre III — De l'Exécutif.

Section 1 — De la composition.

Art. 34. — L'Exécutif est composé de cinq membres élus par le Conseil en son sein.

Outre le président, il comprend deux membres du groupe linguistique français et deux membres du groupe linguistique néerlandais du Conseil.

Art. 35. — § 1^{er}. Les candidats à l'Exécutif sont élus s'ils sont présentés sur une même liste signée par la majorité absolue des membres du Conseil, comprenant la majorité absolue des membres de chaque groupe linguistique. Le membre présenté en premier lieu sur la liste exerce les fonctions de président.

§ 2. Dans le cas où un accord n'est pas intervenu, l'élection a lieu au scrutin secret par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres à élire.

Le président de l'Exécutif est élu au scrutin secret et à la majorité absolue des membres du Conseil.

§ 3. Les art. 60, § 3, alinéas 3 et 4, et § 4, alinéa 3, et 62 de la loi spéciale sont applicables à la Région de Bruxelles-Capitale. Nul ne peut être à la fois membre de l'Exécutif et membre du Gouvernement national ou d'un autre Exécutif.

Section 2 — Du fonctionnement.

Art. 36. — Les art. 68 à 70, 72 et 73 de la loi spéciale sont applicables à la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil peut, à tout moment, adopter une motion de méfiance à l'égard de l'Exécutif ou d'un ou de plusieurs de ses membres.

Cette motion n'est recevable que si elle présente un successeur à l'Exécutif, à un ou à plusieurs de ses membres, selon le cas.

Le vote sur la motion ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de quarante-huit heures.

Elle doit être adoptée à la majorité des membres du Conseil si elle est dirigée contre le président, et à la majorité des membres du Conseil ainsi qu'à la majorité des membres de chaque groupe linguistique, si elle est dirigée contre l'Exécutif.

Lorsqu'une telle motion est dirigée contre un membre de l'Exécutif à l'exception du président, elle doit être adoptée à la majorité des membres du groupe linguistique auquel ce membre de l'Exécutif appartient.

L'adoption de la motion emporte la démission de l'Exécutif ou du ou des membres contestés ainsi que l'installation du nouvel Exécutif ou du ou des nouveaux membres.

Art. 37. — § 1^{er}. L'Exécutif procède à la répartition des tâches en son sein en vue de la préparation et de l'exécution de ses décisions. A défaut de consensus à ce sujet, les compétences des membres de l'Exécutif sont réparties selon les groupes de matières suivants :

- I. La politique économique et l'énergie ;
- II. Les travaux publics et le transport ;
- III. La politique de l'emploi et les pouvoirs locaux ;
- IV. L'aménagement du territoire, le logement, l'environnement, la conservation de la nature, la rénovation rurale et la politique de l'eau ;
- V. Les finances, le budget, la fonction publique et les relations extérieures.

§ 2. Le président de l'Exécutif choisit en premier lieu un des groupes de matières visés au § 1^{er}. Les membres du groupe linguistique le plus nombreux effectuent selon leur rang les deuxième et quatrième choix. Les membres du groupe linguistique le moins nombreux effectuent selon leur rang les troisième et cinquième choix.

Section 3 — Des compétences.

Art. 38. — Les art. 78, 79, §§ 1^{er} et 3, et 80 à 83 de la loi spéciale sont applicables, moyennant les adaptations nécessaires, à la Région de Bruxelles-Capitale. Toutefois, pour cette application, il y a lieu de lire « ordonnance » au lieu de « décret » dans les art. 78, 79, § 1^{er}, et 83, § 1^{er}, 1^o, et § 3, ainsi que « L'avis conforme de l'Exécutif » au lieu de « L'avis conforme de l'Exécutif flamand ou de l'Exécutif régional wallon » dans l'art. 80.

Section 4 — De la publication et de l'entrée en vigueur des arrêtés.

Art. 39. — Les arrêtés de l'Exécutif sont rédigés et publiés au Moniteur belge texte français et texte néerlandais, l'un en regard de l'autre.

Section 5 — Des services.

Art. 40. — § 1^{er}. L'art. 87 de la loi spéciale est applicable, moyennant les adaptations nécessaires, à la Région de Bruxelles-Capitale à partir du moment où l'Exécutif a repris les services et le personnel visés au § 2 du présent article.

§ 2. Les membres du personnel du Ministère de la Région bruxelloise sont transférés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, à l'Exécutif en vue de l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par la présente loi.

§ 3. La rémunération et les frais de fonctionnement du personnel et des services mentionnés au § 2 sont à charge du budget de la Région.

Chapitre IV — Des Secrétaires d'Etat régionaux.

Art. 41. — § 1^{er}. Sur proposition de l'Exécutif, le Conseil élit en son sein trois Secrétaires d'Etat régionaux dont un au moins appartient au groupe linguistique le moins nombreux selon la même procédure que celle prévue pour les membres de l'Exécutif.

§ 2. Les Secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie de l'Exécutif, mais peuvent assister en tout ou en partie aux réunions de celui-ci.

Chaque Secrétaire d'Etat régional est adjoint à un membre de l'Exécutif faisant partie du même groupe linguistique. Ce membre de l'Exécutif fixe ses compétences.

§ 3. Si l'Exécutif ne fait pas la proposition visée au paragraphe premier dans les trois mois de sa prestation de serment, le Conseil détermine à la majorité absolue des voix la répartition par groupe linguistique des trois Secrétaires d'Etat régionaux. L'un d'entre eux au moins appartient au groupe linguistique le moins nombreux.

Les Secrétaires d'Etat régionaux sont élus par les groupes linguistiques, chacun pour ce qui le concerne. Ils sont adjoints, dans l'ordre de leur élection et dans le respect de l'alinéa 2 du § 2, aux membres de l'Exécutif ayant choisi les groupes de matières visés à l'art. 53, alinéa deux, de la présente loi. L'art. 60, § 3, alinéas trois et quatre, de la loi spéciale est d'application en pareil cas.

§ 4. Les Secrétaires d'Etat régionaux sont responsables devant le Conseil dans les mêmes conditions que les membres de l'Exécutif.

§ 5. Nul ne peut être à la fois Secrétaire d'Etat régional et membre du Gouvernement ou d'un Exécutif de Communauté.

§ 6. Les Secrétaires d'Etat régionaux prêtent serment entre les mains du président du Conseil.

TITRE IV — DE LA COOPERATION ENTRE L'ETAT, LES COMMUNAUTES ET LES REGIONS.

Art. 42. — Le titre IV^{bis} « La Coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions » de la loi spéciale est applicable à la Région de Bruxelles-Capitale, moyennant les adaptations nécessaires.

Art. 43. — Il est créé un comité de coopération, qui délibère selon la procédure du consensus, des initiatives que peuvent prendre en commun l'Etat et la Région de Bruxelles-Capitale en vue de favoriser et de promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles.

Les initiatives visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être financées en tout ou en partie par le budget de l'Etat.

Art. 45. — En vue de préserver le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, suspendre les ordonnances du Conseil et les arrêtés de l'Exécutif réglant les matières visées à l'art. 6, § 1^{er}, I, 1^o, et X, de la loi spéciale.

L'arrêté de suspension doit être pris dans les soixante jours à compter de la publication de l'ordonnance ou de l'arrêté.

En pareil cas, dès que l'arrêté de suspension est pris, le Conseil des Ministres saisit le comité de coopération qui se prononce dans les soixante jours.

A défaut d'accord dans ce délai, la suspension peut être prorogée de soixante jours.

Le Sénat et, après la révision des art. 53 et 54 de la Constitution, la Chambre des Représentants peut, dans le délai ainsi prorogé, annuler l'ordonnance du Conseil ou l'arrêté de l'Exécutif à la majorité dans les deux groupes linguistiques. A défaut d'annulation, la suspension est définitivement levée.

La résolution par laquelle la Chambre compétente annule l'ordonnance du Conseil ou l'arrêté de l'Exécutif est rédigée en français et en néerlandais et publiée au Moniteur belge, le texte français et le texte néerlandais l'un en regard de l'autre.

Art. 46. — Le Conseil des Ministres soumet au comité de coopération pour concertation, les mesures relatives aux matières visées à l'art. 45, alinéa 1^{er}, de la présente loi, que la Région de Bruxelles-Capitale devrait prendre, selon lui, en vue de développer le rôle international ou la fonction de capitale de Bruxelles.

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale prend les mesures décidées par le comité de coopération; leur financement peut être à charge du budget de l'Etat et du budget de la Région.

Si la concertation au sein du comité de coopération n'aboutit pas à un accord, le Conseil des Ministres peut demander à la Chambre compétente d'approuver lesdites mesures à la majorité dans les deux groupes linguistiques. En ce cas, elles sont intégralement financées par le budget de l'Etat.

TITRE V — DISPOSITIONS FINALES.

Art. 47. — § 1^{er}. A titre transitoire, jusqu'à l'installation des organes de la Région de Bruxelles-Capitale, les pouvoirs dévolus à l'Exécutif par le Livre 1^{er} de la présente loi, sont exercés par le Roi conformément à la loi coordonnée du 20 juillet 1979 créant des institutions communautaires et régionales provisoires.

LIVRE II — Dispositions prises en application de l'art. 108^{ter}, § 2, de la Constitution.

Art. 48. — Sans préjudice de l'application de l'art. 53 de la présente loi, les attributions du Conseil et du collège de l'agglomération bruxelloise sont exercées respectivement par le Conseil et l'Exécutif visés à l'article 1^{er}, dans le respect des règles de fonctionnement établies au Livre premier, à l'exception de l'art. 37 de la présente loi.

Art. 51. — § 1^{er}. Le Conseil établit, dans les limites des compétences de l'agglomération :

- 1° des taxes;
- 2° des centimes additionnels aux taxes provinciales;
- 3° des centimes additionnels au précompte immobilier;
- 4° des redevances.

§ 2. L'Exécutif perçoit les taxes, impositions et redevances visées au § 1^{er}.

§ 3. L'Agglomération bruxelloise peut recevoir des subventions, des donations et des legs. Les art. 910 et 937 du Code civil ne leur sont pas applicables.

Art. 52. — Les compétences visées à l'art. 48 de la présente loi sont exercées par voie de règlements, en ce qui concerne le Conseil, et par voie d'arrêtés, en ce qui concerne l'Exécutif.

Les règlements et arrêtés mentionnent qu'ils règlent des matières visées à l'art. 108^{ter}, § 2, de la Constitution.

Les règles d'entrée en vigueur et de publication établies au Livre premier s'appliquent aux dits règlements et arrêtés.

Art. 53. — A défaut de consensus au sein de l'Exécutif sur la répartition des tâches, les compétences visées à l'art. 48 de la présente loi, sont réparties entre ses membres, le président non compris, conformément aux alinéas 2 et 3, en vue de la préparation et de l'exécution de ses décisions.

Les groupes de matières sont les suivants :

- 1° La lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente ;
- 2° L'enlèvement et le traitement des immondices ;
- 3° Le transport rémunéré de personnes et la coordination des activités communales.

Les matières énumérées au groupe V de compétences visé à l'art. 37 de la présente loi sont relatives à l'ensemble des matières visées aux livres I^{er} et II.

Les membres du groupe linguistique le plus nombreux effectuent selon leur rang le premier et troisième choix. Le premier membre du groupe linguistique le moins nombreux effectue le deuxième choix.

Toute compétence nouvelle transférée à l'agglomération bruxelloise en vertu de l'art. 47, § 2, de la présente loi et de l'art. 4, §§ 3 et 4, de la loi du 26 juillet 1971, est rattachée au groupe de matières visé à l'alinéa 2, 3°, du présent article.

Art. 55. — L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale nomme et révoque les membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise. Il en fixe le statut administratif et pécuniaire dans les limites prévues à l'art. 87 de la loi spéciale et par analogie avec le statut du personnel des services de l'Exécutif.

LIVRE III — Dispositions prises en application des art. 59*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, et 108*ter*, § 3, de la Constitution.

TITRE I — DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

Art. 60. — Il existe, pour l'exercice des compétences visées aux art. 59*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, et 108*ter*, § 3, de la Constitution, trois institutions dotées chacune de la personnalité juridique.

L'institution compétente pour les matières de la Communauté française de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée « la Commission communautaire française », a pour organes le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et un collège composé des deux membres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale appartenant au groupe linguistique français.

L'institution compétente pour les matières de la Communauté flamande de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée « la Commission communautaire flamande », a pour organes le groupe linguistique néerlandais du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et un collège composé de deux membres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale appartenant au groupe linguistique néerlandais.

L'institution compétente pour les matières communautaires communes aux deux Communautés de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée « la Commission communautaire commune », a pour organes l'assemblée réunie composée des membres des groupes linguistiques visés aux alinéas 2 et 3 et le collège réuni, composé des membres des collèges visés aux alinéas 2 et 3.

Art. 61. — Les matières communautaires visées à l'art. 108*ter*, § 3, alinéa 1^{er}, de la Constitution sont celles qui sont attribuées, ou seront attribuées, à la Communauté française et à la Communauté flamande.

TITRE II — DES COMPETENCES DES INSTITUTIONS ET DES ORGANES.

TITRE III — DES POUVOIRS.

Chapitre I^{er} — Dispositions générales.

Art. 68. — § 1^{er}. Le pouvoir de légiférer par ordonnances s'exerce collectivement par l'assemblée réunie et le collège réuni.

Le droit d'initiative appartient au collège réuni et aux membres de l'assemblée réunie.

§ 2. Le pouvoir réglementaire s'exerce collectivement, respectivement par le groupe linguistique de la Commission communautaire française, le groupe linguistique de la Commission communautaire flamande et l'assemblée réunie de la Commission communautaire commune, d'une part, et, d'autre part, par les collèges et le collège réuni.

En ce qui concerne les Commissions communautaires française et flamande, le droit d'initiative appartient au collège concerné et aux membres du groupe linguistique concerné.

En ce qui concerne la Commission communautaire commune, le droit d'initiative appartient au collège réuni et aux membres de l'assemblée réunie.

Chapitre II — Des groupes linguistiques et de l'assemblée réunie.

Chapitre III — Des collèges et du collège réuni.

Art. 75. — Les collèges et le collège réuni prennent leurs décisions collégialement selon la procédure du consensus, sans préjudice des délégations qu'ils accordent.

TITRE IV — DES BUDGETS ET DES COMPTES.

Art. 82. — § 1^{er}. L'Exécutif de la Communauté concernée, règle par arrêté le régime des budgets et des comptes des commissions communautaires.

Les art. 50 et 69 de la loi spéciale du... relative au financement des Communautés et des Régions, sont applicables à la Commission communautaire commune et au collège réuni moyennant les adaptations nécessaires.

§ 2. La Commission communautaire française et la Commission communautaire flamande disposent de dotations annuelles inscrites respectivement au budget du Conseil de la Communauté française et du Conseil flamand.

Chacune de ces commissions peut recevoir des subventions, des donations et des legs.

Elle dispose des revenus, des biens et des capitaux qu'elle gère.

TITRE V — DE LA TUTELLE.

Art. 83. — Chaque Communauté organise par décret la tutelle qu'elle exerce sur chaque commission communautaire dans les matières visées à l'art. 64, § 1^{er}.

LIVRE IV — Dispositions finales.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- N° 1 : Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- N° 2 : Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

333.101. - 333.130.1 - 333.605.
333.100.

ABRAHAM, J.-P.

The process of change in Belgian banking.
(Research Papers in Banking and Finance, 88/6.)
*Bangor, Institute of European Finance, University College
of North Wales, 1988, 16 p.*

334.154.2 - 334.154.1 - 334.151.26

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Dispositions européennes en matière bancaire et
financière. Création d'un espace financier euro-
péen.
(Dossier, 11.)
Bruxelles, A.B.B., 1988, 100 p.

338.046.2

ADAM, M.C. et al.

PME innovantes et contraintes de financement.
Une étude de cas.
(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 6, 1988 11/12,*
p. 55-79.)
BE 10A

334.154.2 - 334.154.1 - 334.151.26

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Dispositions européennes en matière bancaire et
financière. Textes. 1. Etablissements de crédit.
(Dossier, 13.)
Bruxelles, A.B.B., 1988, 121 p.

334.151.20 - 334.151.25

AGLIETTA, M.

La marche vers l'union monétaire et l'Ecu.
(In : *ECU, Bruxelles, 6, 1989 01/03, p. 3-10.*)
BE 114

334.154.2 - 334.154.1 - 334.151.26

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Dispositions européennes en matière bancaire et
financière. Textes. 2. Circulation de capitaux, va-
leurs mobilières, paiements électroniques.
(Dossier, 14.)
Bruxelles, A.B.B., 1988, 178 p.

339.232. - 339.233. - 334.154.3
338.022.

ASSEAU, M. & QUINTIN, P.

Evolution des résultats et de la structure financière
des entreprises.
(In : *BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - CAHIERS,*
Bruxelles, 2, 1989 02, p. 1-17 + tableaux.)
BE 16A

334.154.2 - 334.154.1 - 334.151.26

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Dispositions européennes en matière bancaire et
financière. La proposition de deuxième directive
du Conseil.
(Dossier, 15.)
Bruxelles, A.B.B., 1988, 63 p.

333.101. - 333.480. - 333.51
333.130.1 - 307.32

333.825. - 333.647. - 333.451.3

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les banques au sein du secteur financier en 1987.
(Aspects et Documents, 82.)
Bruxelles, A.B.B., 1988, 56 p.

BARENS, A.J.J.

Valuta-opties bij het valutamarktbeleid van centrale banken.
(*In : BANK- EN EFFECTENBEDRIJF, Amsterdam, 1-2, 1989 01/02, p. 6-9.*)
NL 3A

331.30 - 331.061.

334.154.2

BANK.

The world economy 1988-89. Developments and prospects.
(*In : BANK OF JAPAN - SPECIAL PAPER, Tokyo, 171, 1989 01, p. 1-59.*)
JP 5-S

BERR, C.-J.

Droit européen des assurances : la directive du 22 juin 1988 sur la libre prestation des services.
(*In : REVUE TRIMESTRIELLE DE DROIT EUROPEEN, Paris, 4, 1988 10/12, p. 655-685.*)
FR 684

331.04 - 304.2 - 331.32
382.240. - 382.241.

307.61 - 307.4

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

L'évolution structurelle de l'économie belge. (III)
(*In : BULLETIN DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, Bruxelles, 5, 1988 11, p. 3-53.*)
BE 16F

BERTHET-BONDET, C. et al.

The OECD compatible trade and production data base 1970-1985.
(*In : WORKING PAPERS - O.E.C.D., Paris, 60, 1988 11, p. 1-108.*)
OECD 12B

331.30 - 331.061.

334.154.1 - 338.40 - 334.151.7

BANQUE PARIBAS BELGIQUE.

L'économie belge en 1989.
(*In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 82, 1988 11/12, p. 3-15.*)
BE 64DF

BOELAERT, R.

Europa 1992 en de Belgische industrie.
(*In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 6, 1988 12, p. 769-789.*)
BE 64B

BOUDARD, A.-M.

Chimie : un bastion européen.

(In : ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I., Paris, 37, 1989 01/03, p. 135-143.)

FR 51E

BULLETIN...

Le crédit à la consommation en Belgique.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 294, 1989 01, p. 1-7.)

BE 27CF

339.320. - 339.324. - 334.154.30

336.401. - 336.61 - 332.630.
349.1 - 385.1

BOURGOIGNIE, T.

Eléments pour une théorie du droit de la consommation au regard des développements du droit belge et du droit de la Communauté Economique Européenne.

*(Droit et Documentation, 16.)**Bruxelles, Story Scientia, 1988, XVI + 564 p.*

BULLETIN...

La loi-programme du 30 décembre 1988.

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 3, 1989 02 14, p. 146-157.)

BE 32

332.80

338.752.12

BRUNSTEIN, I.

Flexibilité et mobilisation des hommes.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 6, 1988 11/12, p. 171-194.)

BE 10A

BULLETIN...

L'automobile européenne dans une perspective mondiale.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 1, 1989 01 06, p. 1-7.)

BE 33

334.154.1 - 334.151.7

658.2

BUIGUES, P. & ILZKOVITZ, F.

Les enjeux sectoriels du marché intérieur.

(In : REVUE D'ECONOMIE INDUSTRIELLE, Paris, 45, 1988 07/09, p. 1-21.)

FR 52A

BULLETIN...

Le leasing se porte bien.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 2, 1989 01 13, p. 1-6.)

BE 33

333.613.

339.312.0 - 331.033.

BULLETIN...

Le marché belge des actions en 1988.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 3, 1989 01 20, p. 1-4.*)

BE 33

CATINAT, M. et al.

Investment behaviour in Europe : a comparative analysis.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN, Louvain-la-Neuve, 3, 1988, p. 277-324.*)

BE 34

333.613.

658.42

BULLETIN...

Le marché belge des obligations en 1988.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 3, 1989 01 20, p. 5-6.*)

BE 33

CENTRE BELGE DE NORMALISATION DE LA COMPTABILITE ET DU REVISORAT.

Le rapport de révision.

(In : *INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISE - ETUDES ET DOCUMENTS, Bruxelles, 2, 1988, p. 1-87.*)

BE 591

338.013.

347.720.0

BULLETIN...

Les marchés commerciaux en 1988. Nouveau renchérissement de la plupart des produits de base.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 6, 1989 02 10, p. 1-6.*)

BE 33

CHAMBRE DE COMMERCE DE BRUXELLES.

't Kint, J. : Inventaire des diverses formes de sociétés. (In : *Le choix de la forme juridique de l'entreprise.*)

Bruxelles, C.C.B., 1988, 10-24 p.

334.151.50

347.724.

BUNDESMINISTERIUM FUER WIRTSCHAFT.

Soziale Dimension der Europäischen Gemeinschaft.

(In : *WIRTSCHAFTLICHE LAGE IN DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND, Bonn, 12, 1988 12, p. 1-14 (bijlage).*)

DE 40A

CHAMBRE DE COMMERCE DE BRUXELLES.

't Kint, J. : La loi du 14 juillet 1987 permettant de faire de la S.P.R.L. une société d'une personne. (In : *Le choix de la forme juridique de l'entreprise.*)

Bruxelles, C.C.B., 1988, 25-42 p.

COMMUNES...

Objectif '92.

(In : COMMUNES D'EUROPE, mensuel, Bruxelles, 1988 10/12, p. 46-56.)

BE 43CF

DECALUWE, C.

Financiële « (on)afhankelijkheid » van de provincies.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 1, 1989 01, p. 33-45.)

BE 71

338.43 - 334.154.1

333.100.

CROUX, B.

Limburg 1992 : Europese doorbraak in het regionaal beleid.

(In : ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 4, 1988 10/12, p. 16-21.)

BE 93

DE CROISSET, C.

Si les banques venaient à disparaître, quelles seraient les raisons de les réinventer?

(In : BANQUE, Paris, 490, 1989 01, p. 7-10.)

FR 6

347.728.6 - 336.214. - 338.048.
658.47380.23 - 658.6 - 658.7
380.51

CUYPERS, R.

Fusion de sociétés en pratique ; conséquences fiscales et traitement comptable.

Bruxelles, C.E.D.-Samsom, 1988, 88 p.

DELBAERE, P.

Logistics productivity : the competitive edge in Europe.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 6, 1988 11/12, p. 109-138.)

BE 10A

334.4 - 341.240.

333.610.

DANIELS, A.H.M.

International cooperation between tax authorities. The multilateral convention on mutual administrative assistance in tax matters of the council of Europe/OECD.

(In : LEGAL ISSUES OF EUROPEAN INTEGRATION, Amsterdam, 1, 1988, p. 35-54.)

BE 605

DEMAIN, D.

Bruxelles a tenu la vedette.

(In : L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE, Bruxelles, 1, 1989 01, p. 19-20.)

BE 3B

DEMBOUR, P.

Une analyse du risque de taux d'intérêt par la duration : le « duration gap ».

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 10, 1988 12, p. 55-65.)

BE 134

DROIT...

Droit et monnaie : états et espace monétaire transnational. (Rapports présentés lors du 4^e colloque de l'Association Internationale de Droit Economique, tenu à Dijon les 15, 16 et 17 octobre 1987.) (Travaux du Centre de Recherche sur le Droit des Marchés et des Investissements Internationaux, 14.)

s.l., *Litec*, 1988, 540 p.

333.106. - 333.130.2 - 333.130.3

333.139.2 - 333.162.

DE PONTBRIAND, G.

Rentabilité, capital et solvabilité bancaires.

(In : *BANQUE*, Paris, 490, 1989 01, p. 12-20.)

FR 6

DUFLOUX, C. & KARLIN, M.

La réglementation prudentielle des banques : les travaux récents du comité Cooke. (I)

(In : *BANQUE*, Paris, 489, 1988 12, p. 1246-1250.)

FR 6

332.221.

333.139.2 - 333.162.

DEWEZ, A.

Les mécanismes d'indexation de la rémunération.

(In : *ORIENTATIONS*, Bruxelles, 1, 1989 01, p. 20-30.)

BE 772

DUFLOUX, C. & KARLIN, M.

La réglementation prudentielle des banques : les travaux récents du Comité Cooke. (II)

(In : *BANQUE*, Paris, 490, 1989 01, p. 77-80.)

FR 6

334.150.0 - 92

333.164.3 - 368.612.

DOCUMENTS...

Documents on the history of European integration. 3. The struggle for European Union by political parties and pressure groups in Western European countries, 1945-1950.

(European University Institute. B. History, 1.3.)

Berlin, *Walter de Gruyter*, 1988, XXII + 849 p.

EBENROTH, C.T. & KARL, J.

Multilaterale Investitions-Garantie-Agentur (MIGA).

(In : *RECHT DER INTERNATIONALEN WIRTSCHAFT*, Heidelberg, 1, 1989 01, p. 1-6.)

DE 21

330.40 - 330.00

334.154.1 - 333.605. - 333.633.0
336.207. - 339.312.6

ECONOMIE...

Economie in ontwikkeling : de evolutie van het denken in diverse economische deelgebieden ; liber amicorum G. Vandewalle.

Antwerpen, Kluwer, 1988, XVI + 311 p.

EUROPE...

Abraham, J.-P. : Financial innovation and economic growth. (In : Europe and the future of financial services.)

London, Lafferty Publications Ltd., 1987, 80-113 p.

339.230. - 338.43

334.151.28

ECONOMIE...

Inkomen in Limburg in 1986 - vergelijking met 1982.

(In : ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 4, 1988 10/12, p. 32-38.)

BE 93

EUROPE...

Dondelinger, A. : The role of European financial institutions on international markets. (In : Europe and the future of financial services.)

London, Lafferty Publications Ltd., 1987, 127-137 p.

334.151.7 - 338.012. - 338.753.0
338.753.1 - 338.753.2 - 338.753.3
338.753.4 - 334.154.1

334.151.20

ENERGIE...

Le marché intérieur de l'énergie. Le rapport.

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, Spéc., 1988, p. 1-63.)

EEC 24

EUROPE...

McGowan, P. : Financial and monetary integration in Europe. (In : Europe and the future of financial services.)

London, Lafferty Publications Ltd., 1987, 430-441 p.

338.047.

334.151.20 - 333.605.

ENTREPRISES...

Deom, D. : Les entreprises du secteur public en Belgique. (In : Les entreprises du secteur public dans les pays de la Communauté Européenne.)

Bruxelles, Bruylant, 1987, 31-117 p.

EUROPE...

Narjes, K.-H. : Europe and the future of financial services ; conclusions. (In : Europe and the future of financial services.)

London, Lafferty Publications Ltd., 1987, 449-457 p.

EUROPE...

Triffin, R. : The European Monetary System and the future of the ECU. (In : Europe and the future of financial services.)

London, Lafferty Publications Ltd., 1987, 335-354 p.

FASE, M.M.G. & HUIJSER, A.P.

De baten van valutamarktinterventies.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3693, 1989 02 08, p. 128-133.)

NL 10

334.154.1 - 333.605. - 333.428.
333.110. - 333.820.

333.164.3 - 368.612.

EUROPE...

Ullmo, Y. : Financial innovation, monetary aggregates, monetary policy. (In : Europe and the future of financial services.)

London, Lafferty Publications Ltd., 1987, 362-377 p.

FESTERAERTS, J.-L.

L'agence multilatérale de garantie des investissements.

(In : *REVUE DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES/INTERNATIONAL BUSINESS LAW JOURNAL*, Paris, 6, 1988, p. 715-727.)

FR 727

334.151.27

333.830. - 330.3

EUROPEAN...

The European Monetary System. (Proceedings of a conference held in Perugia on 16-17 October 1987.)

Cambridge, Cambridge University Press, 1988, XX + 424 p.

GIRARD, J. & CHESHIRE, G.

Principes de détermination de la courbe des taux d'intérêt dans un marché efficient.

(In : *CAHIERS BEI - EIB PAPERS*, Luxembourg, 7, 1988 12, p. 67-88.)

BEI 2

336.201. - 336.212.1

333.46

FAINGNAERT, L.

Le quotient familial et la réforme de l'I.P.P.

(In : *LA VIE AU BUREAU*, Bruxelles, 1, 1989 01, p. 11-22.)

BE 183A

GOBIN, G.

Franc belge : une année calme et discrète.

(In : *L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE*, Bruxelles, 1, 1989 01, p. 49-50.)

BE 3B

GRYSPEERDT, E.

Les comptes annuels du secteur de Fabrimétal.
1987, année sombre.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles,
1, 1989 01, p. 49-55.)

BE 69

HOLLANDERS, P.

Crédit hypothécaire : le redressement se poursuit.

(In : *L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE*, Bruxelles,
1, 1989 01, p. 55-58.)

BE 3B

333.600. - 333.601. - 333.602.
333.604. - 333.610. - 333.611.
333.613. - 336.216. - 336.212.2

GT GUIDE...

The GT guide to world equity markets - 1988.
London, *Euromoney Publications*, 1988, XVII + 516 p.

333.432.8 - 333.164.0

ITH, H.

Tâches et objectifs du Fonds Monétaire International
et de la Banque Mondiale.

(In : *LA VIE ECONOMIQUE*, Berne, 2, 1989 02,
p. 15-19.)

CH 15

341.6

HANOTIAU, B.

Développements récents en matière d'arbitrage
commercial international en Belgique.

(In : *REVUE DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES/INTERNATIONAL BUSINESS LAW JOURNAL*,
Paris, 6, 1988, p. 839-844.)

FR 727

385.1 - 338.43 - 334.151.8
334.154.1

JACOBS, E.

De expeditiefunctie van het Benelux-Middengebied
in een stroomversnelling.

(In : *ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M.*, Hasselt, 4,
1988 10/12, p. 22-26.)

BE 93

336.204. - 336.211. - 336.223.

HENNEMANNE, J.

L'imposition du patrimoine des personnes physi-
ques.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles,
5, 1988 09/10, p. 5-18.)

BE 149B

336.212.2 - 336.201. - 336.204.
336.032. - 336.451.

JACOBS, E. & TIMMERMANS, T.

Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction
du précompte mobilier de 25 à 10 p.c.

(In : *BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - CAHIERS*,
Bruxelles, 1, 1989 02, p. 1-25 + tableaux.)

BE 16A

KHANNA, V.

Une réforme monétaire s'impose. L'Europe et les Etats-Unis devant des défis.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 1, 1989 01 16, p. 1 + 11-13.)

FMI 2F

KRISTELIJKE WERKNEMERS BEWEGING.

Onze sociale zekerheid bedreigd?

Leuven, Uitg. Infodok, 1987, 254 p.

336.214. - 336.208.

333.745.

KIRKPATRICK, J. et al.

L'entreprise et le choix de la voie la moins imposée en droit fiscal belge.

Bruxelles, Edit. du Jeune Barreau, 1988, 269 p.

LEFEBVRE, O.

Sécritisation : définition, instruments et tendances.

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 128, 1988 11, p. 1-50.)

BE 33Z

333.111.31 - 333.111.32 - 333.111.33
333.111.35 - 333.111.39 - 333.428.

333.432.8

KNEESHAW, J.T. & VAN DEN BERGH, P.

Changes in central bank money market operating procedures in the 1980s.

(In : BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS - BIS ECONOMIC PAPERS, Basle, 23, 1989 01, p. 1-114.)

BIS 1

LELART, M.

La création institutionnelle de liquidités internationales.

(In : L'ACTUALITE ECONOMIQUE, Montréal, 2, 1988 06, p. 262-310.)

CA 1B

334.151.25

331.030. - 382.11 - 334.10

KOEUNE, J.-C.

Vers une monnaie européenne?

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 6, 1988 12, p. 395-409.)

BE 131A

LEONARD, J. & POUCHAIN, M.

La dynamique des configurations nationales en Europe sur longue période : l'articulation croissance/change réel et ses rapports avec le développement de la coopération monétaire.

(In : MONDES EN DEVELOPPEMENT, Paris/Bruxelles, 62-63, 1988, p. 127-149.)

FR 42

333.106. - 333.109. - 333.101.
333.130.2

LIERMAN, F.

Rendabiliteit en solvabiliteit van het Belgisch financiewezen in 1987.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEREWEZEN, Bruxelles/Brussel, 10, 1988 12, p. 9-34.*)

BE 134

338.340. - 338.341.1 - 382.256.
333.164.0

MALARD, A.

Le cofinancement Banque Mondiale-banques commerciales.

(Travaux & Recherches de l'Université de Droit, d'Economie & de Sciences Sociales de Paris : Science Economique, 18.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1988, 87 p.

334.151.25

LOUW, A.

Managing the private Ecu : contribution by the authorities.

(In : *ECU, Bruxelles, 6, 1989 01/03, p. 11-15.*)

BE 114

333.600. - 333.130.1

MARTIN, J.

L'activité bancaire dans le contexte des évolutions monétaires et financières.

(In : *L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE, Bruxelles, 1, 1989 01, p. 45-47.*)

BE 3B

202 - 323.1

MAATSCHAPPELIJKE...

Maatschappelijke uitstraling van sociale wetenschappen ; vriendenboek Professor Dr. Frans Van Mechelen. (Aangeboden te Leuven op 19/11/88 ter gelegenheid van zijn Emeritaat aan de K.U.L.)
Hasselt, Concentra Uitg., 1988, 568 p.

657.33 - 347.728.1

MEMENTO...

Mémento des comptes annuels - 1988/89.

Bruxelles, Kluwer/Trends/Tendances, 1988, 260 p.

338.340. - 338.043.

MACROECONOMIC...

Macroeconomic interactions between North and South. (Proceedings of the conference held at the Isle of Thorns on September 18-20, 1987.)

Cambridge, Cambridge University Press, 1988, XVI + 287 p.

333.450. - 334.151.27

MISALIGNMENT...

De Grauwe, P. & Verfaillie, G. : Exchange rate variability, misalignment, and the European Monetary System. (In : Misalignment of exchange rates : effects on trade and industry.)

(National Bureau of Economic Research Project Report.)

Chicago, The University of Chicago Press, 1988, 77-100 p.

MYTELKA, L.K.

Les alliances stratégiques au sein du programme européen « ESPRIT ».

(In : *ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I.*, Paris, 37, 1989 01/03, p. 5-34.)

FR 51E

PATAT, J.-P. et al.

Le rôle des autorités monétaires dans le nouvel environnement.

(In : *BANQUE DE FRANCE - CAHIERS ECONOMIQUES ET MONETAIRES*, Paris, 30, 1988, p. 79-114.)

FR 6B

333.100. - 333.130.0 - 333.139.2
333.101.

334.154.1

NEDERLANDS INSTITUUT VOOR HET
BANK- EN EFFECTENBEDRIJF.

Bankleer; het bankwezen, zijn kernfuncties en taakuitoefening.

(Bank- en Effectenbedrijf, 25.)

Amsterdam, NIBE, 1988, 368 p.

PELKMANS, J.

« 1992 » in economisch perspectief.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 6, 1988 12, p. 737-750.)

BE 64B

331.30 - 338.43

338.6 - 338.043. - 331.04

NEESEN, V.

De economische evolutie van Limburg sedert 1945.

(In : *ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M.*, Hasselt, 4, 1988 10/12, p. 6-15.)

BE 93

PETIT, P. & TAHAR, G.

Effets productivité et qualité de l'automatisation : une approche macro-économique.

(In : *REVUE ECONOMIQUE*, Paris, 1, 1989 01, p. 35-54.)

FR 57

051 - 052 - 382.30 - 382.40
382.36 - 336.837. - 333.712.3 - 382.54
368.612. - 347.721.1 - 339.113.

334.151.20

OFFICE BELGE
DU COMMERCE EXTERIEUR.

Vade-mecum de l'exportateur.

Bruxelles, O.B.C.E., 1988, 203 p.

POEHL, K.O.

Anforderungen an eine europäische Wirtschafts- und Währungsunion.

(In : *AUSSENWIRTSCHAFT*, St. Gallen, 4, 1988 12, p. 455-459.)

CH 1

QUESTIONS...

La question sociale en Belgique et au Canada,
XIXe-XXe siècles.

(Centre d'Etudes Canadiennes.)

Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1988,
231 p.

ROWE, M.

Guarantees : standby letters of credit and other
securities.

London, Euromoney Publications, 1987, XVII + 245 p.

338.6 - 338.043. - 332.620.
332.630.

347.724.

REAL, B.

Les croissances technologiques et leur impact sur
l'emploi.

(In : REVUE FRANCAISE D'ECONOMIE, Paris, 4,
1988 10/12, p. 263-291.)

FR 64

S.P.R.L....

La S.P.R.L. unipersonnelle ; approche théorique
et pratique.

Bruxelles, Bruylant, 1988, VI + 689 p.

334.151.27 - 333.432.8

338.752.0

RELATIONS...

Louis, J.-V. : Le Système Monétaire Européen et
le Fonds Monétaire International. (In : Relations
extérieures de la Communauté Européenne et mar-
ché intérieur : Aspects juridiques et fonctionnels.)
(Collège d'Europe, 45.)

Bruxelles, E. Story-Scientia, 1988, 185-199 p.

SACHWALD, F.

Le néo-protectionnisme dans l'industrie automo-
bile.

(In : ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE -
C.E.P.I.I., Paris, 37, 1989 01/03, p. 145-158.)

FR 51E

307.21

333.432.8 - 333.164.

REVUE...

Main-d'oeuvre et emploi. Le chômage dans la
Communauté Européenne.

(In : REVUE DU TRAVAIL, Bruxelles, 5, 1988 05,
p. 385-397.)

BE 153

SAINT-GEOURS, J.

Le système monétaire international.

(In : REVUE FRANCAISE D'ECONOMIE, Paris, 4,
1988 10/12, p. 3-60.)

FR 64

331.32 - 338.70 - 331.33
338.750. - 338.022. - 332.27
338.042.

SAVAGE, R.

Structures productives et performances économiques : une relecture « dualiste » de la crise belge 1967-1985.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 129, 1988 12, p. 1-69.)

BE 33Z

321.2 - 336.01 - 331.31

VANACKERE, S.

Le rôle des pouvoirs publics dans l'économie.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 5, 1988 09/10, p. 19-33.)

BE 149B

331.20

TELO, M.

Le new deal européen; la pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente.

(Histoire, Economie, Société.)

Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1988, 216 p.

334.151.21

VAN DER MEER, A.H.A.

Europese centrale bank.

(In : *TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT*, Deventer, 6, 1988, p. 56-57.)

NL 15

334.151.25

THOMAS, D.

1989 : la révolution de l'Ecu.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE*, Luxembourg, 29, 1989 02, p. 47-48.)

LU 4

333.139.1 - 333.67

VAN GERVEN, W.

En pleine transition.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 10, 1988 12, p. 35-39.)

BE 134

333.633.7 - 336.212.2

UREEL, P.

Aspects fiscaux des certificats immobiliers.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 10, 1988 12, p. 43-53.)

BE 134

658.300.

VANHAELEN, E. & WARNOTTE, G.

Approche des politiques sociales en entreprise.

(Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Documents et Points de Vue.)

Namur, Presses Universitaires de Namur, 1988, 127 p.

van MEERHAEGHE, M.A.G.

The Belgium-Luxembourg Economic Union.
(SUERF Series, 54A.)
Tilburg, *Société Universitaire Européenne de Recherches
Financières*, 1987, 20 p.

VOETS, L.

Fiskus en gezin.
(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN*, Brussel, 6,
1988, p. 29-33.)
BE 155D

333.426. - 333.427. - 333.131.40
333.632.0 - 333.131.5

336.201. - 336.212.2

VERFAILLE, G.

Les Belges ont fait preuve d'une préférence pour
des actifs à court terme et en devises.
(In : *L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE*, *Bruxel-
les*, 1, 1989 01, p. 13-16.)
BE 3B

VOETS, L.

Een onvoltooid werk.
(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN*, Brussel, 6,
1988, p. 56-63.)
BE 155D

334.154.1 - 338.40

334.154.1

VERHAEGHE, P.C.

Ondernemingsstrategieën voor de eenheidsmarkt.
(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, *Ant-
werpen*, 6, 1988 12, p. 791-804.)
BE 64B

WALSCHOT, F.

Objectif 92 : le temps presse.
(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, *Bruxelles*,
1, 1989 01, p. 10-14.)
BE 69

368.43 - 336.212.5

333.646.

VIE...

Les problèmes fiscaux posés par l'assurance-grou-
pe.
(In : *LA VIE AU BUREAU*, *Bruxelles*, 1, 1989 01,
p. 23-32.)
BE 183A

ZECH, X.

La grande réforme de notre place financière.
(In : *L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE*, *Bruxel-
les*, 1, 1989 01, p. 23-25.)
BE 3B

